

# France Forum

- *L'intellectuel et les défis de l'action*
- *Perspectives pour un monde rural*
- *Approches de la modernité*
- *La communication sociale*
- *L'animation des monuments historiques*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Théologies douteuses*
- *Arts et lettres*

Maurice BLIN - Étienne BORNE - André LAURENT - Jean-Marie DOMENACH - Hervé COLLET - Jean BOISSONNAT - Jean-Pierre BADY - René PUCHEU - Philippe SENART - Yvan CHRIST - Dominique-André KERGAL - Henri BOURBON - J. D. DURAND - Benoît VERMANDER.

# S'unir pour aller plus loin.

S'unir pour aller plus loin, s'unir pour agir, mais aussi affirmer la diversité des hommes et des femmes qui le composent, c'est la force du Crédit Mutuel.

Union basée sur la démocratie : les sociétaires ont la parole et, originalité significative, ils participent à la désignation des administrateurs et des présidents de chaque Caisse.

Union, source de mieux-être pour chacun : par la redistribution de l'épargne commune sous forme de prêts au plus juste prix, par la mobilisation des investissements au profit de la région, de la qualité de l'environnement et de la promotion de la vie associative, les Caisses mutualistes concourent à l'épanouissement de tous.

Au Crédit Mutuel, on peut compter les uns sur les autres.

**Crédit  Mutuel**

les uns les autres.

# FRANCE FORUM

## COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel ..... 100 F

Abonnement de soutien ..... 120 F

## *Sommaire* **215 - 216**

Octobre - décembre 1984

25 F

## DOSSIERS ET ETUDES

- L'INTELLECTUEL, LA POLITIQUE ET LE DIABLE**  
PAR MAURICE BLIN ..... p. 3
- LE PHILOSOPHE TROUBLE LE JEU**  
PAR ÉTIENNE BORNE ..... p. 10
- PERSPECTIVES POUR UN MONDE RURAL**  
PAR ANDRÉ LAURENT ..... p. 19
- APPROCHES DE LA MODERNITÉ**  
PAR JEAN-MARIE DOMENACH ..... p. 26
- LA COMMUNICATION SOCIALE PRISE ENTRE DEUX FEUX**  
PAR HERVÉ COLLET ..... p. 37
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** ..... p. 40
- L'ANIMATION ET LA RÉUTILISATION DES MONUMENTS  
HISTORIQUES** PAR JEAN-PIERRE BADCY ..... p. 44
- "ESPRIT" DANS LA GAUCHE ET FACE AUX TERRORISMES**  
PAR RENÉ PUCHEU ..... p. 51

## ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTÉRAIRE** PAR PHILIPPE SENART ..... p. 54
- WATTEAU (1684-1721)** PAR HENRI BOURBON ..... p. 59
- EUROPE ET ARCHÉOLOGIE** PAR YVAN CHRIST ..... p. 61
- LE CONQUÉRANT DES MOTS PERDUS**  
PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGALE ..... p. 64
- DU SOLEIL PROVENÇAL A LA LUMIÈRE DE PONT-AVEN**  
PAR HENRI BOURBON ..... p. 69

## NOTES DE LECTURE

- HOMMAGE A PIERRE EMMANUEL**  
PAR JEAN-MARIE DOMENACH ..... p. 73
- L'OUVRIER SOVIÉTIQUE, ILLUSION ET RÉALITÉ  
DE LÉONARD SCHAPIRO ET JOSEPH GODSON**  
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 73
- LOUIS VIII LE LION DE JACQUES CHOFFEL**  
PAR ALBERT KALAYDJIAN ..... p. 74
- ENQUÊTE SUR LES FEMMES ET LA POLITIQUE EN FRANCE  
DE JANINE MOSSUZ-LAVAU ET MARIETTE SINEAU**  
PAR JEAN-DOMINIQUE DURAND ..... p. 77
- LE COMMERCE EST-OUEST DE CLAUDE LACHAUX**  
PAR BERTRAND ROSSERT ..... p. 78
- LES IMPÉRATIFS DE DÉFENSE DE THIERRY GARCIN**  
PAR PHILIPPE POULON ..... p. 78
- LA CAUSE ARMÉNIENNE D'YVES TERNON**  
PAR GÉRARD STEPHANESCO ..... p. 79
- REVUE DES LIVRES ÉTRANGERS**  
PAR BENOIT VERMANDER ..... p. 80

## PROPOS DU TEMPS

- THÉOLOGIES DOUTEUSES** PAR ETIENNE BORNE ..... p. 86

# L'INTELLECTUEL ET LES DÉFIS DE L'ACTION

*L'Académie d'Education et d'Etudes Sociales a donné cette année à "France-Forum" son prix de réalisation sociale. A l'occasion de la remise de ce prix, Maurice Blin, sénateur, auteur de "Le travail et les dieux" (Aubier-Montaigne) a proposé une réflexion personnelle sur le thème "L'intellectuel et les défis de l'action". Cette communication n'a pu être suivie d'un débat, comme il est d'usage en un lieu que le président de l'Académie Henri Guitton et son secrétaire général Robert Boudet savent faire si propice aux échanges et aux dialogues. Étienne Borne, faute du temps nécessaire, s'était contenté d'une brève réaction. Nous publions ci-après le texte définitif de Maurice Blin, suivi d'un article d'Étienne Borne qui reprend le débat à sa manière.*

## **Intervention du Président Henri Guitton**

"C'est une joie pour l'Académie d'Education et d'Etudes Sociales d'accueillir France-Forum. Une même vocation nous anime. De mêmes inquiétudes. Une même espérance.

C'est pourquoi le Prix de Réalisation Sociale, que nous attribuons depuis quelques années, en même temps (ou alternativement) que le prix décerné à une oeuvre écrite consacrée à l'éducation sociale, nous avons pensé le donner à une revue, un mouvement qui est à la fois une réalisation et un ouvrage.

France-Forum est en effet à la fois une réalisation et une oeuvre écrite qui se perpétuent.

Etienne Borne sait, déjà, depuis de longues années, combien nous nous nourrissons de ses pensées, de ses livres, de ses articles. L'Académie a eu plusieurs fois le privilège de l'entendre. Son dernier livre : "Les nouveaux inquisiteurs" a repris notamment les développements qu'il nous avait confiés sur la liberté et les idéologies. Dès que nous voulons approfondir une question, la mieux comprendre, c'est à lui que d'instinct nous nous reportons.

La revue France-Forum a été fondée en 1957, voici 27 ans. Cher Etienne Borne, vous étiez associé à Jean Lecanuet, Joseph Fontanet, Henri Bourbon, Maurice-René Simonnet. La revue se proposait d'affirmer la primauté de l'humain sur la politique et sur l'économique, de permettre que le débat se substitue au combat, de faire toujours prédominer une vision spiritualiste de l'existence.

France-Forum est aussi un ensemble de Clubs ou de Cercles, une sorte d'école de pédagogie sociale qui nous

manque tant, une occasion sans cesse renouvelée de rencontres et de dialogues."

## **Intervention d'Etienne Borne**

"C'est pour moi le plus agréable des devoirs que de remercier en la personne du Président Henri Guitton et du Secrétaire général Robert Boudet, les membres de l'Académie d'Education et d'Etudes sociales, pour cette distinction qui, parmi d'autres possibilités aussi méritantes, récompense notre modeste et peu tapageuse entreprise.

France-Forum existe puisque la revue est l'objet et le thème de notre rencontre. Et cependant France-Forum ne devrait pas exister, puisque son existence est un défi aux lois de l'économie et, notamment, de l'économie de marché. France-Forum est une de ces revues artisanales, à qui il faut ordinairement l'espace d'une saison pour éclore, puis mourir, parce qu'elles n'ont pas les moyens de retenir et d'accroître leur public, faute de moyens promotionnels, comme on dit dans le jargon de l'édition. Or, France-Forum en est, paradoxalement, à sa troisième décennie d'existence.

Comment France-Forum peut-il, à chaque livraison, passer de l'impossibilité de l'essence à la réalité de l'existence ? Je vais vous dire d'un mot qui est un nom propre le secret de ce surréalisme métaphysique.

Si France-Forum était un navire, je consentirais à en apparaître comme la figure de proue, un peu défraîchie, un peu écaillée, avec un style rétro qui fait de nostalgie espérance. Mais si le navire avance, ce n'est pas la figure de proue qui le met en mouvement et qui le conduit, mais le pilote à la barre ; et je voudrais dire ici que France-Forum ne vivrait pas sa paradoxale et impossible existence, sans Henri Bourbon à qui doit aller la gratitude de tous les amis de la revue.

Reste à dire un mot sur cette notion de rencontre en laquelle s'exprime le moins mal la fonction ou la vocation de France-Forum. Le monde d'aujourd'hui est malade de ses cloisonnements : spécialistes s'enfermant dans leur monde étroit et capables seulement d'échanges avec les techniciens ou les érudits de leur propre spécialité ; clôture aussi chez les artistes, les hommes de littérature et de culture, qui paraissent, en dépit des tentations et des sollicitations, de plus en plus prévenus contre les risques d'engagement et de politisation et le manichéisme qui est la religion du personnel politique, droite contre gauche, gauche contre droite, crée des antagonismes irréductibles ; des frontières, qui peuvent être légitimes,

deviennent des lignes de partage, alors que les problèmes des plus vrais, et qui sollicitent les ressources des uns et des autres, se posent précisément aux frontières. Sans ambition excessive, qui serait ridiculement disproportionnée à nos moyens, nous essayons de faire de France-Forum un lieu de rencontres entre quelques-uns de ceux qui, bien enracinés dans leur province de syndicalisme et de politique, de science ou de culture, répudient assez le contentement de soi ou la défiance sectaire pour ressentir un besoin d'ouverture et de communication avec les autres provinces de l'action et de la pensée. Et peut-être faisons nous la preuve - encore un impossible qui devient expérimentalement possible - que cette sorte de rencontre peut être organisée et réussie, même chez les sujets les plus actuels et les plus brûlants, comme notre dernier colloque sur le pacifisme et les menaces nucléaires.

Manière en effet de pratiquer cette démocratie, dont vous avez remarqué que le mot apparaît avec une certaine fréquence dans mon vocabulaire : sans doute parce que devenu banal, il importe de ne pas le priver de sa charge vitale d'anxiété vigilante. L'idée démocratique ne saurait se confondre avec le dogmatisme idéologique ; la démocratie implique un processus, une lutte sans fin tout en restant une norme assez rigoureuse qui permet de déterminer avec certitude ce qui n'est pas démocratique.

Idee donc qui n'est pas rhétorique stérile puisqu'elle permet le jugement et requiert un engagement.

Ici se pose une question : lorsqu'on s'essaie à faire une revue où la pensée politique n'est reçue qu'haussée à la hauteur d'une culture et où l'on s'efforce de préserver la culture des contaminations de la politique politicienne, faut-il siéger au plafond ou dans Sirius, être complètement désengagé sous prétexte d'objectivité, ou vaut-il mieux être quelque part et assumer des solidarités.

Le débat n'est pas clos, mais je suis de ceux qui se font une certaine idée de la fidélité : être avec les siens, tout en étant le plus exigeant possible à l'égard de soi et des siens ; regarder au-delà des clôtures, abattre les cloisons, certes, mais l'ouverture sera d'autant plus vraie qu'elle ne cesse pas d'être enracinée dans une conviction. Nous souffrons aujourd'hui d'une dégradation d'un débat public dans lequel le dialogue est impossible et où les protagonistes devenus antagonistes semblent croire qu'une raison est d'autant plus forte qu'elle est assortie d'une invective. Aussi France-Forum est-il au moins une pierre d'attente pour une autre forme de forum, celui où le débat remonte la pente du combat en faisant de l'adversaire un partenaire".

## L'INTELLECTUEL, LA POLITIQUE ET LE DIABLE

par Maurice BLIN

à Maurice Schumann

“**R**endez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu”. La réponse du Christ aux Pharisiens qui l'interrogeaient sur son attitude à l'égard de l'occupant romain déjouait un piège. Mais elle allait poser à ses disciples un redoutable problème. Cette distinction entre le spirituel et le temporel, apparemment si simple, était en effet ignorée des empires qui avaient précédé l'ère chrétienne. Pharaon en Egypte, Auguste à Rome, étaient d'essence divine. En Chine, l'Empereur avait charge de faire régner l'ordre céleste sur la terre. Au Japon, il descendait du Soleil et incarnait l'unité nationale. En renvoyant dos à dos Dieu et César, le Christ mettait donc en cause un fondement immémorial des sociétés humaines.

De fait, le refus des premiers chrétiens de rendre un culte à l'Empereur fut ressenti comme une menace intolérable pour l'ordre social. Il ouvrait un conflit sans issue entre une religion qui fixe à l'individu un destin essentiellement spirituel et le pouvoir politique, simple garant de l'ordre public et de la protection des intérêts matériels. Si l'Eglise, assemblée de croyants, se constitue en marge de la société civile, c'est parce que la cité de Dieu obéit à de toutes autres règles que la cité terrestre : le royaume des âmes est fondé sur l'amour et le pardon alors que celui

des corps est régi par la justice et ses sanctions. Comment pourraient-ils se rejoindre ?

De cette rupture entre les droits de l'individu et la raison d'Etat, on trouve, il est vrai, les prémices dans la culture et l'histoire de la Grèce. L'Antigone de Sophocle revendique face à son roi le devoir de sépulture que la soeur doit à son frère, fut-il traître à la cité (1). Socrate est condamné à mort par Athènes parce qu'il oppose au monde de la politique dominé par le cynisme et la démagogie, les exigences inviolables de la vérité. Son martyr annonce celui du Christ rejeté par son peuple, dès lors qu'il se refuse à être le libérateur politique que certains voyaient en lui.

### *Le divorce*

Lorsque, avec Constantin, le christianisme investit l'Empire, on peut croire un moment cet antagonisme surmonté. Mieux, l'effondrement de la puissance romaine sous les coups des barbares va conférer à l'Eglise le rôle de défenseur à la fois des âmes et des corps. Mais très vite le pouvoir politique reprendra ses droits. Tout le Moyen-Age sera marqué par les rapports souvent tumultueux qu'entreprendront le Pape, chef de l'Eglise et le pouvoir temporel.

Cet affrontement prend un tour tragique et exemplaire

lorsque Henri II d'Angleterre fait assassiner son Chancelier Thomas Becket dans sa cathédrale. Près de quatre siècles plus tard, Henri VIII fait exécuter Thomas More, pourtant l'un de ses plus éminents serviteurs, parce qu'il refuse d'incliner les exigences de sa foi devant les caprices du souverain. Jeanne d'Arc fidèle à une mission qui, bien que toute temporelle, lui paraît inspirée par Dieu est brûlée vive par un tribunal qui, bien que tout ecclésiastique, sert un pouvoir temporel qu'elle récuse.

Ce divorce que consacre l'héroïsme d'êtres d'exception va à la fois s'accroître et se banaliser à la Renaissance.

Les problèmes politiques qui marquent le déclin de l'ordre médiéval, le surgissement d'Etats qui trouvent chez les légistes une légitimité et une assurance nouvelles, contribueront à la naissance d'une vision strictement séculière du pouvoir temporel. Pour Hobbes, l'homme est un loup pour l'homme : seul un Etat fort peut empêcher la société civile de se déchirer. Pour Machiavel, le but premier du Prince c'est la puissance et tous les moyens lui sont bons pour l'assurer. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, Mendeville dans sa Fable des Abeilles démontre que la richesse d'une nation est fille non de ses vertus mais de certains vices : goût du luxe, de la possession, etc, qui font le dynamisme de l'économie.

### **La revanche**

Dès lors, face à un pouvoir politique jaloux de son autonomie et qui obéit désormais à des lois étrangères à toute référence spirituelle, l'intellectuel ou le mystique éprouve un double sentiment. Au moyen-âge le clerc protégé par les franchises universitaires avait gardé face à lui une réelle indépendance. Mais il ne se souciait guère de lui faire la leçon. Au contraire, le plus souvent, il s'employait à le justifier. L'ordre social, féodalité ou monarchie, était bon dès lors qu'il s'ordonnait à sa fin qui est spirituelle : Louis IX pouvait être à la fois saint et roi.

A l'aube des temps modernes, le clerc s'éprouve soudain comme exilé face à une cité qui l'ignore. Mais en même temps, témoin des maux qui la ravagent, il se sent investi d'un rôle nouveau, celui de réformateur politique. Il rêve de mettre au pas une cité qui sombre dans le désordre et de lui rendre la santé qu'elle a perdue. Il veut y rétablir le règne de la vertu.

Dans cette voie, il devait tout naturellement rencontrer le Platon de la République et des Lois qui, contemporain de la décadence d'Athènes, propose le modèle d'une cité idéale au destin de laquelle présiderait non plus le guerrier ou le marchand mais le philosophe. Son maître, Socrate, lui avait *opposé* vainement les droits de la vérité et de la raison et il en était mort. Son disciple veut les lui *imposer*. La victime se transforme en juge et même en roi. La République de Platon c'est la revanche posthume de Socrate sur la cité qui l'avait rejeté.

Ce renversement spectaculaire du martyr en souverain ou, pour parler comme Arthur Koestler, du yogi en commissaire, allait marquer pour longtemps le rapport de l'intellectuel et de la politique en Occident. En réalité

c'est plutôt d'exclusion réciproque qu'il faudrait parler.

Et cet antagonisme allait prendre par la suite deux visages bien différents.

Dans un premier temps l'intellectuel, à l'instar de Platon, choisit la voie de l'utopie. Le genre connaîtra une grande fortune à la Renaissance avec la Nouvelle Atlantide de Francis Bacon et, un siècle plus tard, La Cité du Soleil de Campanella. Thomas More lui-même s'y exercera. Mais ces divers types de cités idéales, constructions séduisantes de l'esprit, n'auront pas plus d'effet sur le cours de l'histoire que l'oeuvre politique du philosophe grec.

Avec la Réforme, viendra l'heure des mystiques et là, les choses deviennent beaucoup plus sérieuses. Pour eux, il ne s'agit plus de *rêver* mais de *fonder*. Thomas Munzer tente d'instaurer en Allemagne du nord une République d'inspiration biblique. Le dominicain Savonarole veut établir à Florence la République du Christ. Calvin fait régner à Genève la vertu protestante. Les Pèlerins du May-Flower quittent l'Angleterre pour fonder en Amérique une communauté qui n'aurait d'autre lien que la foi. Les Jésuites transforment les réductions du Paraguay en républiques chrétiennes.

Tout au long du XVIII<sup>e</sup> siècle les philosophes français élaborent les plans d'une société qui s'inspirerait à la fois de l'ordre naturel exalté par Rousseau et de la vertu romaine. Marx prendra leur relais cent ans plus tard lorsqu'il opposera au capitalisme déchiré par ses contradictions internes la société sans classes réconciliée avec elle-même. Plus près de nous, ses épigones, les socialistes français de 1981 débarqueront un beau matin de mai de leurs chaires pour faire régner enfin l'égalité et la justice dans une France asservie à l'argent.

Lorsque Sieyès proclame que le Tiers-Etat qui n'est rien aspire à devenir tout, lorsque Marx assure que le prolétariat opprimé a vocation à devenir le fer de lance de la révolution et à sauver l'humanité, ils restent l'un et l'autre les héritiers d'une conception qui fait du philosophe, à travers la classe sociale porteuse de ses espoirs, soit la victime, soit le maître de la société. Partagé entre le rien et le tout, l'intellectuel entretient ainsi avec la politique une relation non de raison mais de passion et de passion malheureuse. Cette vision apocalyptique, totalitaire, absolue se comprend puisqu'il se croit détenteur d'un pouvoir, celui de l'esprit qui passe infiniment en dignité toute puissance temporelle. Dans ces conditions, comment accepterait-il de se *compromettre* avec elle ? Il ne peut que se la *soumettre*.

### **La politique est un art**

Cette tradition d'inspiration platonicienne, tentation permanente de l'intellectuel, a sa grandeur. Mais elle a aussi ses limites. Celles-ci tiennent paradoxalement au fait qu'en matière politique l'ambition du philosophe ne semble guère en connaître ! On comprend certes, que Platon rappelle aux responsables de la cité qu'ils doivent la gérer en vue du Bien, but ultime du savoir et de

l'action. Mais il ne se contente pas d'insister sur la *fin* de l'action politique. Il prétend en déterminer les *moyens*. Il dicte au gouvernant un type idéal de société défini dans ses moindres détails et auquel il doit se conformer.

Etrange prétention en vérité ! Pour en mesurer l'extravagance, il suffit de comparer la politique cet art de gérer le corps social, avec la médecine qui est l'art, à bien des égards si proche, de maintenir en santé le corps physique. Il y a, bien sûr, une éthique de la pratique médicale : elle ne doit par exemple, en aucun cas, attenter à la vie du malade. Mais il ne viendrait à l'idée de personne, au nom de cet impératif général, de prendre la place du médecin dans la prescription des remèdes. or, c'est bel et bien à quoi le philosophe prétend en politique.

Il ne vise à rien moins qu'à se substituer purement et simplement au gouvernant. Il refuse que la fonction de ce dernier puisse avoir sa spécificité, ses contraintes, bref ses règles propres. Celles-ci lui paraissent marquées d'une tare indélébile dès lors qu'elles ne sont pas conformes à l'ordre pur de la raison.

Cette incapacité de l'intellectuel à accepter l'autonomie du politique tient au fait qu'il ne veut pas reconnaître l'abîme infranchissable qui sépare le *savoir* dont il se croit détenteur de sa mise en oeuvre qui relève de *l'art*. De même que l'acte médical consiste à appliquer à un malade toujours singulier une connaissance générale du corps humain, de même l'acte de gouverner consiste à adapter à un peuple donné, dans des circonstances particulières, des principes : justice, solidarité, sécurité, etc, de portée universelle.

La politique comme la médecine relève du *faire* plus que du *savoir*. Elle consiste à insérer, on pourrait presque dire incarner, le maximum d'éthique dans des sociétés soumises à des contraintes historiques, géographiques, économiques contingentes. En cela, l'homme politique est proche de l'artiste. Celui-ci part de la qualité sensible : couleur, son, etc, pour lui conférer une forme et, quand il y réussit, valeur d'éternité. Celui-là part de l'opinion incertaine, changeante et la transforme en volonté. S'il y parvient, son oeuvre a chance d'échapper au temps.

La démarche du philosophe qui prétend imposer en quelque sorte du dehors la raison à l'histoire est exactement inverse. On dit que Diderot s'efforçant de convertir Catherine de Russie aux principes du despotisme éclairé s'attira un jour une réplique restée fameuse : "Monsieur le philosophe, vous écrivez sur vos parchemins ; moi j'écris sur la peau de mes sujets". Ainsi se trouve souligné de façon lumineuse l'abîme qui sépare la théorie de la pratique, l'abstrait du concret, l'idéal du possible.

Et pourtant, le vocabulaire politique est, à cet égard, riche d'enseignement.

Tel leader sera communément traité de "bête" politique. Qu'est-ce à dire, sinon que, comme l'animal se fiant à son instinct pour suivre sa piste, l'homme politique cherche sa voie à travers des circonstances changeantes ou des impératifs contradictoires ? Il obéit à un sens, à un

flair, bref à une intuition proche par certains côtés de celle de l'artiste, très éloignée en tout cas du savoir philosophique.

De même le discours en politique s'apparente de près à une poétique lorsque, par la magie du mot, il transforme soudain un sentiment confus en évidence. Tel, le vers du poète, la "petite-phrase" de l'homme politique confère force et lumière à une vérité qui n'était jusqu'alors vécue que dans le clair-obscur de l'opinion. Le rôle du gouvernant est de dire clairement ce que le gouverné sent obscurément. Avec de l'ombre, il fait de la lumière ; il tire l'ordre du désordre. Sa démarche est en tous points contraire à celle de Platon qui part de l'idée pour l'imposer à la cité. Tandis que le philosophe en politique pense, pour ainsi dire, de haut en bas, le praticien de la politique est condamné, sauf à tomber dans la tyrannie, à vivre de bas en haut.

Le terme de "gouverner" est à cet égard riche de sens. Il consiste à orienter la marche du navire au moyen d'incessantes corrections qui tiennent compte des écueils, des vents et des courants contraires. Bien souvent, le pilote louvoie, c'est-à-dire accepte de s'éloigner momentanément de son cap pour finalement le conserver. la politique n'est pas une géométrie : la ligne droite n'y est *jamais* le chemin le plus court d'un point à un autre.

Mais gouverner c'est encore *composer*. Or, ce mot a deux sens l'un et l'autre éclairants. C'est d'abord tenir compte de l'adversaire. C'est même parfois lorsque les faits l'imposent, adopter sa politique. Ainsi le Général de Gaulle conduit-il à son terme la décolonisation engagée par la IV<sup>e</sup> République qu'il avait combattue. Mais c'est aussi composer au sens musical - on pourrait presque dire leibnizien du mot -, c'est-à-dire maintenir l'équilibre entre des intérêts ou des impératifs divergents. C'est concilier liberté et sécurité, assurer l'autorité de l'Etat tout en sauvegardant l'autonomie de la société civile, partager les ressources entre consommation et investissements, entre besoins sociaux et dépenses militaires, etc... Bref, ce n'est jamais trancher absolument mais toujours relativement.

### *L'en-soi et le pour-autrui*

D'où il résulte que la distinction brutale entre la vérité et l'erreur, la raison et la déraison, l'idée et le sensible, le clair savoir et l'opinion confuse, chère au philosophe, est inopérante en politique. Tandis que l'intellectuel s'estime détenteur d'une vérité devant laquelle l'homme ignorant ne peut que s'incliner, l'homme politique, lui, agit sous le regard d'une opinion qui le juge et qui, du moins en démocratie, a le dernier mot. En termes plus précis, quelles que soient la force et la sincérité de sa conviction, il n'atteint *sa* vérité que lorsqu'il est parvenu à la faire partager à son temps. *De vérité pour lui, celle-ci ne devient vérité-en-soi que lorsqu'elle est devenue vérité-pour-autrui*. D'où l'importance de la "communication" que traduit bien la formule de Lacordaire pour qui l'art oratoire c'était "dire quelque chose à *quelqu'un*". Inversement toute vérité peut devenir erreur dès lors que

l'opinion ne la perçoit pas comme telle. Or, cette présentation de la vérité relève de l'art. L'intellectuel n'y verra sans doute que mise en scène. Il éprouvera cette dépendance à l'égard de l'opinion comme insupportable aliénation. C'est qu'il lui est difficile d'accepter le rôle de l'image, du symbole en politique où *l'apparaître ne fait qu'un avec l'être*. C'est d'ailleurs pourquoi Platon bannissait les poètes, ces fabricants d'illusions, de la cité parfaite.

Et pourtant la dure contrainte du métier politique est bien là : on n'y a jamais raison tout seul. Celle-ci ne vaut que partagée, c'est-à-dire transformée en une image qui la rend "sensible au cœur" et emporte l'adhésion d'autrui. Or ce passage, cette mutation de l'être en apparaître garde, comme la création artistique dont elle est si proche, un caractère aléatoire. L'anxiété du gouvernant est nourrie par la fragilité de son image, l'impossibilité où il est de savoir à coup sûr si ses choix seront compris. Elle n'est pas différente de celle du créateur toujours inquiet de l'accueil que recevra son oeuvre.

Le doute du philosophe est systématique, voulu, à usage interne en quelque sorte. Et surtout, il n'est finalement, on le voit bien chez Descartes ou Kant, que l'étape d'une certitude à une autre. Au contraire, celui qui hante l'homme d'action ou de création est subi, sans remède dans la mesure où il exprime sa dépendance à l'égard du jugement d'autrui sur lequel il est sans prises.

La pratique des sondages n'est que l'expression de cette incertitude. L'homme politique se pose, lui aussi et en permanence, la question fameuse du Christ à ses disciples : "Qui dit-on que je suis ?" Comme le médecin sonde le corps d'un malade pour établir son diagnostic et choisir le remède, il sait que son action ne sera efficace qu'à condition de tenir compte de l'état du corps social sur lequel elle s'applique. *Il n'y a donc ni vérité médicale ni vérité politique absolue*. Le bon gouvernement est comme le bon médecin : il adapte la thérapeutique à l'état du patient. Il choisit la dose et le moment tant la marge est étroite entre le remède et le poison.

### **Le rôle du temps**

Ici apparaît une autre dimension de la vérité en politique, celle du temps. C'est même en cela qu'elle est le plus rebelle à l'analyse philosophique vouée, quoi qu'elle en ait ou en dise, à l'opposition du nécessaire et du contingent, de l'essentiel et de l'accidentel. En effet, la politique, comme la guerre cette autre forme d'affrontement à autrui, est selon le mot de Napoléon, "Un art tout d'exécution". Elle consiste à user de circonstances, à saisir une occasion - ce que les Grecs appelaient le "kairos" - qui peut-être ne se représentera plus pour poser un acte qui échappera au temps. C'est ainsi que la bonne décision, aléatoire quand elle est prise, revêt par la suite le caractère de la nécessité.

Lorsque Roosevelt exploite le désastre de Pearl Harbour pour engager l'Amérique dans la guerre, il trouve dans l'humiliation de son peuple la matière qui lui manquait pour transformer l'évidence qu'il portait en lui, à

savoir l'inévitable participation de son pays à la guerre contre le III<sup>e</sup> Reich, en évidence politique.

Lorsque le Général de Gaulle se sert de l'émotion populaire créée par l'attentat du Petit Clamart pour compléter par l'élection au suffrage universel du Président de la République la Constitution approuvée trois ans plus tôt par les Français, il réussit à leur faire accepter une initiative qu'ils auraient sans doute rejetée auparavant.

Même les pays démocratiques reconnaissent au chef de l'exécutif le privilège de choisir, dans le cadre d'un calendrier fixé par leur constitution, la date des élections. Il en décide selon ce qu'il pense être l'état de l'opinion dont finalement leur résultat dépend.

*Ainsi en politique il n'y a pas seulement une vérité ; il y a un moment de la vérité*. Cette exploitation des circonstances relève de l'habileté et même de la ruse, dispositions dont on conviendra qu'elles sont essentielles à l'homme politique et généralement fort peu répandues chez les philosophes. Mais quoi ! Les Grecs eux-mêmes n'en étaient pas dépourvus. Si Platon et sa République impossible nous édifient, c'est Ulysse qui finalement nous séduit. Et l'oeuvre d'Homère avec son héros fertile en stratagèmes campe victorieusement depuis des siècles dans l'imagination européenne.

### **Le jeu et ses règles**

En cela, la politique comme la guerre est aussi un jeu. Le stratège est affronté à un adversaire au comportement imprévisible, à des circonstances changeantes. Il peut être en terrain défavorable, tel le joueur qui dispose de mauvaises cartes. Et cependant, il doit comme on dit "faire avec", c'est-à-dire les intégrer dans sa décision. Certes, comme le jeu, la politique comporte des règles qu'il faut connaître. Mais cela ne suffit pas. Encore faut-il savoir en user, c'est-à-dire s'appuyer sur celles qui conviennent au lieu et au moment. On parlera de "coup" politique lorsque François Mitterrand, bloqué par la résistance du Sénat au cours de l'été 1984, déplace le débat du plan parlementaire au plan constitutionnel. Il sollicite bien l'avis des juristes, gardiens et interprètes de la loi. En fait il joue de la Constitution comme un joueur d'échecs de ses pions ou le bridgeur de ses cartes. Il abat celles de son choix au moment de la partie qui lui paraît opportun. L'art aussi comporte des règles qu'il faut apprendre. Mais parce que l'oeuvre traite toujours d'un sujet singulier, celles-ci ne contiennent pas en elles-mêmes le critère de leur application. Elles disent ce qu'il ne faut pas faire non ce qu'il faut faire. Elles définissent la forme générale de l'oeuvre, non son contenu toujours particulier. Et c'est pourquoi *la politique, pas plus que l'art, ne se ramène à la morale*. Celle-ci est à l'art de gouverner ce que le solfège ou l'harmonie sont à la symphonie, sa condition nécessaire mais non pas suffisante.

### **Le moindre mal**

Aussi bien la distinction tranchée que le philosophe



établit du haut de sa chaire entre le bien et le mal est-elle ici de peu de secours. L'homme politique n'a le plus souvent le choix qu'entre des inconvénients. En démocratie, le citoyen se détermine entre des partis ou des programmes dont l'un lui paraît meilleur que les autres, *compte tenu des circonstances*. Certes, sa décision suppose une référence au bien. Mais le problème du vote consiste précisément à discerner où ce bien se trouve. Le choix final en politique, quand il est éclairé, s'effectue sur la base non d'une opposition entre le bien et le mal mais d'une comparaison entre des options qui comportent chacune inévitablement leur part de bien ... et de mal.

La guerre, par exemple, est à coup sûr un mal. Et pourtant il ne suffit pas de la refuser pour atteindre au bien. Car la servitude en est un autre. Le sacrifice de vies humaines, dommageable en soi, est préférable à l'anéantissement d'une nation. La guerre est toujours un choix entre des maux d'intensité et de gravité différentes.

Il en va de même en économie. Face à l'évolution des techniques, à la concurrence, le chef d'entreprise doit parfois se résigner au licenciement de salariés s'il peut, par ce moyen, sauver l'emploi de milliers d'autres. Décider, c'est prendre des risques. Ce n'est pas marcher vers le bien dans la lumière, c'est affronter des conflits de devoirs. Quand le Général de Gaulle choisit en juin 40 la dissidence, il en appelle contre la légalité à une légitimité plus haute. Il se met à la fois hors-la-loi et au-dessus des lois.

Dans la guerre, la victoire n'est qu'un moyen ordonné à une fin plus haute qui est la réconciliation avec l'adversaire. Elle est donc la condition nécessaire mais non suffisante de l'instauration de la paix. Si celle-ci suppose la guerre, elle ne s'y réduit pas. Corneille dans Cinna l'avait bien compris. Et c'est pourquoi politique et tragédie font si bon ménage.

### **La fin et les moyens**

Il est encore un autre point où l'art et la politique se rejoignent : *dans toute grande oeuvre, les moyens sont inséparables de la fin*. Comme la qualité d'un tableau ou d'une symphonie est le résultat d'une parfaite adéquation entre les couleurs et les sons et l'intuition qu'ils expriment, la fin en politique est inséparable des moyens qu'elle met en oeuvre. L'intention la plus pure n'y suffit pas. *Gouverner, c'est accepter d'être jugé non sur ce qu'on est ni même sur ce qu'on veut mais à partir de ce que l'on fait*. Jean-Marie Domenach dans sa "Lettre à mes ennemis de classe" avance sur ce point un constat qui, sous sa plume, prend un poids singulier. "La pureté du coeur, écrit-il, n'est pas une garantie politique". C'est reconnaître que, pas plus en politique qu'en art, il ne suffit d'être animé de bons sentiments pour faire du bon travail.

Les peuples d'ailleurs ne s'y trompent pas. Ce sont les héros qui les font rêver, non les philosophes. Ils admirent dans le grand politique, l'être de courage qui, à travers les épreuves et au prix d'une longue patience finit par atteindre son but.

Ce qui les touche ou les fascine, c'est, autant que l'oeuvre qui clot son aventure, les malheurs qui l'ont accablé et en constituent en quelque sorte la matière comme la pierre, la couleur ou le son constituent la chair même de la sculpture, de la peinture ou de la symphonie.

Que serait le gaullisme sans l'exil de Londres et la traversée du désert de son fondateur après la guerre ? Que serait Mao sans la Longue Marche à travers l'immense Chine qui s'achève, vingt ans plus tard par l'instauration du communisme à Pékin ? Que serait Churchill sans les années sombres où son pays paraissait à la merci d'Hitler ? Quand en juin 40 il promet à son peuple "du sang, de la sueur et des larmes", il se réfère certes à une certaine idée de l'Angleterre, comme de Gaulle à une certaine idée de la France. Mais il fait d'abord appel au courage des Anglais, c'est-à-dire à leur capacité de souffrir pour s'en rendre dignes et, du même coup, mériter de vaincre.

Si, dans la cité idéale de Platon, le philosophe, maître de sagesse, a le pas sur l'homme de courage, dans la cité réelle les peuples ont toujours fait le choix inverse. Et ils ont raison dans la mesure où la cause la plus noble ne vaut que par le héros qui l'incarne et joue entre elle et eux le rôle de médiateur. Il exprime la vérité de son temps par ses actes comme le grand artiste exprime l'éternelle vérité du destin humain dans son oeuvre. C'est ce qui explique l'attrait que la politique n'a cessé d'exercer sur la littérature. Homère, Shakespeare, Corneille, Tolstoï, Malraux et bien d'autres ont trouvé la matière de leur art dans ces sentiments profonds, puissants, mais troubles et réfractaires à la transparence des idées. Car c'est précisément en cela qu'ils nous émeuvent et nous inspirent.

### **La politique et le destin**

Mieux, si l'art s'est si intensément intéressé à la politique, c'est parce que celle-ci est affrontée à ce qui est toujours apparu au philosophe comme une injure suprême faite à la raison, à savoir l'ironie du destin.

Alors que l'intellectuel s'attache avant tout à la cohérence qui unit un principe à ses conséquences, l'action politique s'inscrit sous le signe de la souplesse et du pragmatisme. Le Général de Gaulle revient aux affaires après avoir dénoncé l'impuissance de la IV<sup>e</sup> République à faire respecter l'autorité de la France. Quatre ans plus tard, il accepte l'indépendance de l'Algérie et la disparition de son Empire. François Mitterrand critique pendant 20 ans la Constitution de la V<sup>e</sup> République et l'excès de pouvoir qu'elle donne à son président. Une fois établi à l'Élysée, il en use largement. Socialiste, il dénonce pendant sa campagne électorale la tyrannie du capital et exalte le rôle de l'Etat protecteur des faibles, garant de l'intérêt général contre les intérêts privés. Après trois ans de pouvoir, on l'entend soudain vanter les mérites de l'entreprise individuelle et la nécessité du profit. Il commence par cautionner une politique de croissance économique fondée sur l'augmentation des salaires, la relance de la consommation, la pratique du déficit public, l'extension de la protection sociale. Or son Gouvernement

abolit peu après l'indexation des salaires sur les prix, provoque la baisse du pouvoir d'achat, tente de rétablir l'équilibre budgétaire, freine les dépenses de santé. Ainsi *l'homme politique fait-il non ce qu'il veut, mais ce qu'il peut*. C'est-à-dire, parfois exactement le contraire de ce qu'il voulait.

Mais il y a plus grave encore : bien souvent *il ne sait pas ce qu'il fait*. Et c'est pourquoi il est voué au destin. Cela est tout à fait patent dans la guerre dont on sait comment elle commence mais jamais comment elle finit. Quel gouvernement avait prévu à la veille de la première guerre mondiale dans quel état elle laisserait l'Europe ? Qui soupçonnait en 1939 ce que serait la situation du monde après quatre ans de conflit ? Le marxisme, défenseur des classes et des peuples opprimés instaure après sa victoire en Russie la pire tyrannie d'Etat et rétablit un impérialisme politique, instrument raffiné d'asservissement des peuples. L'U.R.S.S. favorise l'instauration en Chine d'un régime qui devient son adversaire, etc...

L'action politique paraît ainsi vouée à ce que Max Weber appelait "Le paradoxe des conséquences". Ici, la ruse de l'histoire répond à celle de l'homme politique. Celui-ci s'efforçait d'arracher le nécessaire au contingent ; celle-là, par une sorte de mystérieuse compensation, rétablit l'équilibre et transforme la liberté en destin.

L'expérience socialiste française en fournit une remarquable illustration. La Constitution de la V<sup>e</sup> République offre au principal adversaire de son fondateur, le Général de Gaulle, des moyens accrus pour combattre ses héritiers. Réciproquement, la gauche en mettant en place la décentralisation qui renforce les pouvoirs des élus locaux, fournit à ses adversaires une possibilité accrue de la combattre sur le terrain.

Ce retournement est *toujours*, remarquons-le, le fait de l'idéologie. Contrairement à ce que l'on dit souvent, ce ne sont pas les bourgeois, plus soucieux de gérer leurs biens que d'accoucher d'une société idéale, qui ont fait la Révolution française. Ce furent les philosophes des Lumières, c'est-à-dire, des intellectuels. Ils rêvent d'une société conforme à la nature ; ils récoltent la Terreur et la tyrannie bottée de l'Empire. L'humanisme généreux de 1848 engendre une République qui tombe trois ans plus tard sous les coups de Napoléon III. Quant aux socialistes de 1981, ils voient, sans bien comprendre, le thème des libertés repris contre eux par leurs adversaires.

Ainsi, de quelque côté qu'on se trouve, force est de constater l'opacité de l'histoire. "Nos actes nous suivent" disait Paul Bourget. On devrait dire qu'ils nous poursuivent et cela est singulièrement vrai en politique. Celle-ci est, en effet, le lieu de *l'irréversible*. Lorsqu'un acte politique est posé, rien ne peut faire qu'il ne génère au fil du temps des conséquences dont certaines n'étaient pas prévues. Nous retrouvons ici la puissance et l'obscurité du temps qui constituent la matière même de la tragédie. De cette alliance secrète, privilégiée qui unit l'art et la politique, le philosophe se trouve exclu. Qu'il en éprouve quelque dépit, on le comprend. Mais le fait est là. Si

l'histoire comme la vie, comme l'œuvre d'art comporte bien un ordre, cet ordre n'est pas celui de l'esprit. Né d'une rencontre impure entre volonté et passions, idée et intérêts, nécessité et hasard, il n'est peut-être que le batard de la raison. Mais il n'en a que plus de force et d'éclat.

L'on peut s'étonner de cet acharnement de l'intellectuel à maîtriser une histoire qui se dérobe, à imposer ses raisons à une société qui les rejette. L'entreprise, nous l'avons vu, est impossible. Et pourtant il persévère. Il faut donc bien que, de Platon à Marcuse, le philosophe obéisse à une exigence puissante, on pourrait presque dire un complexe, dont, semble-t-il, les rapports entre la pédagogie et la politique donnent la clé.

### **Politique et pédagogie**

Les relations de Socrate à Platon gardent à cet égard un caractère exemplaire. En Socrate en effet, le pédagogue est inséparable du philosophe. Il ne lui suffit pas de détenir la vérité. il n'a de cesse qu'il l'ait fait surgir chez autrui, fut-il esclave, au prix d'un délicat travail d'accouchement. En termes modernes, on dira qu'il a la passion de la communication.

Or, prenons-y garde, l'acte pédagogique qui unit le maître à l'élève, comme l'acte politique qui unit l'élu à l'électeur, établit entre eux une tension où la supériorité apparente de celui qui sait trouve sa limite dans celle qui apprend. D'un côté le maître juge l'élève comme le savoir. l'ignorance. Mais, réciproquement, l'élève juge aussi le maître puisque le savoir dont il s'enrichit est la preuve - et l'épreuve de la qualité de ce dernier.

Enseigner n'est pas l'acte souverain d'un détenteur de savoir qui l'imposerait à l'ignorant. C'est la démarche patiente, prudente par laquelle il s'efforce de le transmettre à autrui pour que celui-ci le fasse sien. Plus encore que de son *savoir*, elle témoigne de son *savoir-faire*. Il s'agit d'une double relation, celle du maître mais aussi celle de l'élève, à lui même. La science du maître n'atteint sa vérité qu'une fois surmontée l'épreuve de la communication qui lui confère une portée universelle. De son côté, l'élève découvre qu'il était porteur d'une vérité qu'il croyait ignorer, et cette découverte le fait l'égal du maître.

Tout au long de son œuvre philosophique, Platon restera fidèle à ce dialogue patient entre le philosophe et son disciple. Il suppose que le premier ait confiance dans la capacité du second à s'élever par degrés de l'apparence confuse, contradictoire, à la lumière de la vérité. Il reflète l'optimisme que Platon avait hérité de Socrate pour qui toute faute n'est jamais que l'ignorance du bien, c'est-à-dire un oubli passager, réparable, d'où naît l'erreur.

Or, cet optimisme semble avoir déserté le Platon de la maturité et de la vieillesse. Contemporain du déclin d'Athènes et des troubles qui la déchirent, traumatisé par l'échec de sa mission réformatrice auprès de Denys de Syracuse qui s'était terminée en prison, il ne paraît plus croire à la possibilité de ramener ses contemporains sur

la voie de la raison. *C'est alors que le pédagogue se transforme en législateur.* Puisque les Athéniens sont décidément sourds aux leçons du philosophe, celui-ci en vient à rêver d'une cité idéale où les passions humaines seraient soumises aux décrets des sages. Alors que Socrate et le Platon des Dialogues parlaient de l'homme pour le faire accéder lentement à l'idée, le Platon de la République et des Lois part de l'idée pour l'imposer à l'homme, fut-ce au prix de la tyrannie. Or, imposer un ordre à une cité rebelle à défaut de le lui faire accepter, vouloir et aimer, c'est précisément la *tentation technocratique*. Ainsi le philosophe, impatient des dures contraintes de la pédagogie, cherche-t-il, par un phénomène évident de compensation dans la politique, le moyen d'imposer à son temps une vérité qu'il désespère de lui faire comprendre.

Parce qu'elle est le résultat d'un transfert, cette volonté impérieuse de régenter la société ne saurait être pure. Elle constitue même une trahison à l'égard à la fois de la raison et de la politique dans la mesure où elle les oppose à l'une à l'autre comme le bien au mal. Dans la meilleure des hypothèses elle conduit à l'utopie où la raison, sans référence à l'espace ni au temps, construit un système politique et social transparent à elle-même. Dans la moins bonne, s'il arrive qu'effectivement le pouvoir tombe aux mains de l'intellectuel, c'est alors l'heure de la terreur qui broie impitoyablement tout ce qui s'oppose à son règne.

Car le philosophe, saisi par la politique ne se contente pas d'être l'inspirateur, le conseiller des rois. Il aspire à prendre leur place. S'il le faut, il les décapite. Porteur des "Lumières", comment pactiserait-il avec l'obscurantisme? La pesanteur humaine, le lent mûrissement du temps lui sont insupportables. Il voudrait expurger l'histoire de son opacité. Il en récuse les méandres et les hésitations. Il ne comprend pas ses égarements, les "libertés" qu'elle prend sur le chemin de la raison. Il voudrait l'"arrêter" aux deux sens du mot, pour la sommer au tribunal de l'Esprit.

Ainsi pour Hegel, le philosophe a vocation à penser l'histoire. Saisissant dans la lumière l'obscur raison qui la meut, il en efface la contingence. Il voit clairement ce que l'homme politique ne sent que confusément. Il dépouille ce dernier de sa singularité ; il le libère de son fardeau qui est l'action au quotidien, difficile, hésitante, incertaine. Il lui substitue une voie impériale au terme de laquelle l'Esprit n'est plus en face que de lui-même.

Marx son héritier veut, par prolétariat interposé, libérer le capitalisme de ses contradictions. Dans la société sans classes, l'histoire atteint sa fin, là aussi dans les deux sens du mot, à la fois terme et but. C'est encore de cette victoire de l'ordre sur le désordre, de la raison sur le temps dont rêve Saint-Simon lorsqu'il prétend remplacer le *gouvernement* des hommes, entreprise douteuse et impure, par l'*administration* des choses. L'aléatoire disparaît d'une société parfaitement régulée, fonctionnelle, c'est-à-dire fonctionnarisée.

Dans son livre cité plus haut, Jean-Marie Domenach reproduit une citation tirée des écrits de jeunesse de Sartre qui dit bien l'ambition secrète du philosophe face à la politique : "En un sens, toute philosophie vraie devrait arrêter le cours de l'histoire". Avenu profond. Il témoigne de l'abîme séparant le penseur qui habite l'éternel de l'homme politique, cet artiste du temps.

En fait, leur opposition est parfaitement insurmontable. Certes, le philosophe a le droit et même le devoir de réfléchir sur la politique. Mais, dès qu'il prétend la faire, *il n'est plus qu'un pédagogue qui a échoué et un politicien qui échouera.*

Telle est d'ailleurs la leçon de l'expérience socialiste que la France vit depuis trois ans. En 1981, des professeurs qui avaient vécu exilés dans une société où ils ne se reconnaissaient pas, ont cru venu le moment de lui imposer leur loi. Abandonnant classes et élèves, ils ont investi le forum. L'éducateur patient, celui qui conduit (educare) l'élève et marche à son pas, s'est transformé en idéologue impatient. Le clerc, respectueux du monde profane, indulgent au pécheur a cédé la place au censeur sans pitié, à l'intellectuel fanatisé.

Certes, cet appétit de réformes, cette rage de légiférer peuvent avoir une excuse, sinon même une justification. Il arrive en effet que les sociétés soient malades. C'était le cas d'Athènes au temps de Platon, de l'Angleterre au temps de Thomas More, de l'Europe à la Renaissance, de la France d'avant 1789, de la Russie tsariste avant Lénine. La France de 1981 elle-même était en proie au chômage, à l'inflation née du reflux de la prospérité économique. Dès lors, comment empêcher l'intellectuel de se presser à leur chevet et de leur offrir sa panacée ?

### *Le savoir et la foi*

Et cependant, toute volonté de guérir le corps social, en quelque sorte malgré lui, relève de l'illusion. C'en est une en effet que d'imaginer que la vie d'une société se ramène aux seules lois qui la régissent. En réalité, elle repose bien davantage sur des traditions, des coutumes, des comportements dont les racines plongent profond dans l'histoire. *Or, celles-ci relèvent du croire beaucoup plus que du savoir.*

C'est pourquoi la médication intellectuelle que leur propose le philosophe est si souvent inopérante. Elle ne peut "prendre" - cela arrive - que lorsqu'elle correspond aux dispositions innées, on pourrait presque dire instinctives, d'un peuple. Elle ne réussit qu'à condition de les respecter, à la limite de leur obéir. Comme le savant, selon Francis Bacon, ne commande à la nature physique qu'en lui obéissant, le vrai politique ne commande à la nature sociale qu'à condition d'abord d'en respecter les exigences. Si l'Angleterre, la France, les Etats-Unis d'Amérique, la Russie soviétique sont devenus à un moment donné de leur histoire porteurs d'idées, c'est parce qu'une convergence s'est faite entre les systèmes politiques, économiques, sociaux qu'ils ont adoptés et leur tempérament national. Le parlementarisme anglais répond aux traditions d'une société marchande. La

Révolution française hérite du centralisme monarchique. Le libéralisme américain exprime l'élan des pionniers. L'hypertrophie étatique du communisme soviétique reproduit celui de la Russie des Tsars. Le productivisme japonais se nourrit d'une tradition immémoriale de travail et d'effort en commun. Inversement, si le capitalisme végète dans la plupart des pays du Tiers-Monde, c'est qu'il lui manque les assises sociologiques, le terrain sans lequel il ne peut prospérer.

L'idée en politique ressemble à l'automobile : sans carburant, elle ne "marche" pas. Or, l'énergie qui lui donne mouvement et vie, elle la puise dans les mœurs du peuple chez lequel elle s'incarne. L'idée seule, devant l'histoire, est sans force. Elle ne la trouve que dans une tradition qui la soutient. C'est la tradition qui lui permet de passer de l'essence à l'existence comme en art, seuls la couleur, le son, la pierre dure, donnent chair et réalité à l'œuvre.

L'histoire est un laboratoire, une expérimentation d'idées. Ne survivent que celles qui résistent à son impitoyable mise à l'épreuve. Comme les personnages au théâtre, elles ne prennent vie qu'incarnées dans des êtres de chair et de sang. L'histoire va toujours du singulier à

l'universel. Elle ne va jamais de l'universel au singulier. Car alors elle l'étouffe, le tue et s'arrête.

Un auteur a écrit : "La sainteté part du particulier et débouche sur l'universel, tandis que la diablerie part de l'universel et se résoud toujours dans le sang et dans le meurtre". Il n'est pas indifférent de savoir que cet auteur était juif, fils d'un peuple ô combien singulier ! et néanmoins porteur d'un destin universel.

Il fournira à ce propos sa conclusion. L'intellectuel en politique peut être un témoin comme Socrate ou un saint, comme Thomas More. A défaut, il se doit d'être laborieux, patient. Jeanne d'Arc ne disait-elle pas : "Besognons, Dieu besognera" ? s'il ne veut pas devenir un diable.

Maurice BLIN

(1) On prête au Général de Gaulle, à l'issue de l'exécution de Robert Brasillach en 1945, un commentaire que n'aurait pas désavoué Créon : " La justice n'exigeait peut-être pas sa mort, mais le salut de l'Etat l'exigeait".

(2) C'est un historien, Emmanuel Leroy-Ladurie, non un philosophe, qui déclare : "L'histoire a sa logique mais nous ne la connaissons pas".

## LE PHILOSOPHE TROUBLE LE JEU

par Étienne BORNE

**E**n préalable une déclaration d'intention : mon propos n'est nullement d'ajouter un complément ou un contre-point à l'essai de Maurice Blin, qui, œuvre d'art et de pensée, se suffit tout à fait à lui-même et décourage heureusement tout ce qui aurait le mauvais goût de ressembler à une riposte ou à une réfutation. D'autre part je n'ai pas l'outrecuidance de me reconnaître dans le "philosophe" ou "l'intellectuel" dont Maurice Blin a fait avec allégresse le portrait polémique. Car il faudrait avoir une haute et forte pensée pour être capable et coupable de si grands ravages. Ma contribution sera donc le contraire d'un accusé de réception. Tenant pour une évidence qu'il est impossible de s'interroger sur la politique et l'homme politique sans faire de la philosophie, je me contenterai, pour parler politique à mon tour, de m'inspirer de la plus classique des philosophies. Ainsi sera souligné par cette assidue référence aux Anciens ce qu'il entre de belle modernité dans la pensée de Maurice Blin.

### *Inventaire d'un lieu commun*

La pensée et l'action. Distinction aussi claire que commode et qu'il est tentant de pousser jusqu'à un antagonisme irréconciliable. La politique est une forme de l'action, et peut-être la plus haute, celle dont l'homme est à la fois le sujet et l'objet, et dont le propos, qu'il soit de conservation ou de changement, s'exerce en ce monde.

Au politique va alors s'opposer l'intellectuel qui se sépare des hommes, prend ses distances avec le réel et pour lequel le monde est l'autre monde, celui de la pensée ; et pour rendre l'antithèse plus tendue, on s'appliquera à faire du "philosophe" le type même de l'intellectuel, l'intellectuel à l'état pur ; au demeurant les activités de l'esprit ne sont-elles pas réputées d'autant plus intellectuelles qu'elles tendent vers la philosophie jusqu'à se confondre avec elle ?

De telles prémisses appellent en conclusion l'idée courante, et qu'on ne pourra jamais empêcher de courir, d'un divorce irrémédiable entre la pensée et l'action, ce qui est vrai en théorie ne pouvant qu'être faux en pratique et ce qui est juste selon l'idéal se révélant désastreux dans le réel. Le lieu commun toujours renaissant et inlassablement applaudi est celui d'une inévitable incompréhension mutuelle entre le politique et le philosophe ; le politique revendique son autonomie et il ne supporte pas dans un domaine qui est le sien, j'allais dire sur son territoire, les interventions du philosophe, qui lorsqu'elles sont suivies d'effets, ne peuvent, si sublimes soient leurs motivations, que relever d'une catastrophique incompétence. Mais en dépit de tous les interdits, faisant d'indiscrétion vertu et sous prétexte d'universalité et de totalité, le philosophe se mêlera de tout et même d'art, de religion et de politique ; et il risque d'être l'hérétique de toutes les activités humaines ; car il est

celui qui trouble le jeu. D'où toujours recommencé le procès politique de la philosophie et qui s'instruit dans toutes les gammes du comique et du tragique. Depuis la servante thrace, mise en scène par Platon et qui a plus de disciples que Platon, se moquant du philosophe qui, la tête dans les étoiles, tombe dans le puits qu'il n'a pas vu au ras du sol, jusqu'aux accusateurs de Socrate qui le font condamner à mort parce qu'il cherchait ailleurs que dans la cité ses idées sur la cité, le philosophe sera toujours exposé à une colère et à une ironie d'autant plus aiguës qu'elles seront d'origine politique.

Le procès de Socrate est un procès politique. Exactement un procès d'épuration. Athènes a perdu la guerre du Péloponnèse. La belle démocratie, célébrée par Périclès, et si riche en œuvres de l'esprit a été vaincue et bafouée par la force spartiate qui a démantelé ses remparts et lui a même un moment, imposé avec les "trente tyrans" ses frustes valeurs autoritaires. A Athènes, tentant de se relever de ses désastres, il fallait des coupables à trouver chez elle pour en faire des victimes expiatoires. Les défaites, ce sont peut-être les politiques qui les ont rendues inévitables, mais ce sera immanquablement la faute aux intellectuels cette cinquième colonne de trahison dans la ville assiégée. Aussi le procès de Socrate n'est-il pas qu'un épisode dans l'histoire athénienne. Il a eu lieu et il aura toujours lieu.

Le choc émotif ou plutôt l'indignation métaphysique provoquée par l'inique sentence est à l'origine de la philosophie de Platon : il fallait que dans l'en-soi ou l'endroit d'un monde dont de nos yeux de chair nous ne voyons que l'envers, Socrate fût en vérité et pour l'éternité le juge de ses juges ; il fallait aussi dès ce monde, travailler à l'édification d'une cité telle que des procès comme celui de Socrate y seraient à jamais impossibles : autant de nécessités intellectuelles et morales dont un grand de la philosophie allait entreprendre, dialogue après dialogue, la gigantesque démonstration. Mais cette philosophie de Platon qui n'est rien d'autre qu'une défense, illustration et promotion de Socrate, loin de calmer le jeu va au contraire le porter à un point éminent d'incandescence. Comment justifier Socrate condamné par des politiques soupçonneux sans opposer politique à politique et sans juger la cité qui a mis à mort le meilleur de ses fils, selon les normes d'une autre cité, posée en idée ? ainsi seront haussées à la rigueur métaphysique qui convient les sentences de la véritable justice. Mais alors le procès de Socrate va devenir, siècle après siècle, le procès de Platon. La passion apologétique du disciple génial se retournera contre la philosophie en tant que telle et les zélés du positivisme politique, continuant à exploiter sans fatigue l'inusable lieu commun, opposeront leur sain réalisme à ce qu'on appelle dans les manuels et les histoires de la philosophie "l'idéalisme platonicien".

Et en effet Platon a mis beaucoup d'art à s'exposer à ces sortes de flèches. Refaire le monde et l'au-delà du monde à partir des exigences de la pensée, cette ambition que le sens commun tiendra pour folie, sera le propre d'un "idéalisme" qui dès lors va rimer avec utopisme.

Platon aura la réputation qui ne paraît pas usurpée d'un maître d'utopie. L'homme de la théorie des Idées qui fait l'idée plus réelle que le réel était prédestiné à être l'auteur de cette "République" le plus célèbre de ses dialogues, et qui institue dans la société des hommes une définitive et souveraine justice, laquelle, si elle n'était introuvable, ne serait rien d'autre qu'une oppression totalitaire sans espérance. Il semblerait donc que Platon ait fait tout ce qu'il fallait et en forçant même la dose pour fournir des arguments de choc à l'antiphilosophie des réalistes politiques.

### *Platon se dérobe*

Tant de soins mis à se rendre vulnérable devrait paraître suspect aux amateurs de réfutations imparables. Et de fait la pensée politique de Platon se dérobe avec une grâce ironique à qui entreprend de la saisir pour lui régler son compte. Je ne sais s'il existe, en dehors des encyclopédies, un platonisme dogmatique et systématique. Mais tout bon lecteur devrait savoir que la pensée de Platon est une pensée vivante, critique d'elle-même ; qu'elle répugne à toute clôture systématique et qu'elle n'a jamais conclu que par feinte ironique, pour désigner l'attitude socratique par excellence qui tient plus de l'humour que de ce que nous appelons ironie. A moins que soient tenues pour conclusions des révélations venues d'ailleurs et mises dans quelque bouche étrangère qui révèle, impossible à contempler face à face ce soleil surintelligible nommé tour à tour le Beau et le Bien, ou plus caractéristiques encore, ces mythes inspirés qui congédient toutes les mythologies et sont autant de paraboles énigmatiques. Il est hors de question de proposer autre chose qu'un raccourci allusif d'une pensée politique toujours en devenir et, sauf peut-être à l'extrême fin, délibérément ouverte et interrogative.

Pensée qui n'a ni même substance ni même couleur dans les dialogues socratiques et leur aube indécise, dans ce haut zénith solaire qu'est "la République" aussi célèbre que mal connue, dans ce crépuscule mélancolique qu'est "le Politique" où il est expliqué, non sans un certain sourire, que le politique doit œuvrer au moins mal dans un monde qui tourne à l'envers et duquel Dieu s'est pour un temps retiré ; ainsi décline le jour avant qu'il ne s'éteigne dans l'ombre majestueuse des "Lois", description minutieuse d'une cité ordonnée en chacun de ses détails, qui fait à "la République" antithèse et contrepoint, et dans laquelle un "conseil nocturne" (on songe à des mœurs vénitiennes) régleme pour le plus grand bien de chacun et de tous la vie des citoyens. Sans forcément partager l'opinion en général négative des spécialistes, j'abandonne volontiers "les Lois" et cette république en forme de goulag heureux à la verve des antiplatoniciens. Car quoi qu'il en soit des "Lois", la vérité de Platon est ailleurs.

Et par exemple dans ce fameux passage de la "République" où au terme d'une suite bien étudiée de propositions provocatrices, Platon a écrit exactement ce qu'il devait écrire pour attirer la houle des rires et des sarcasmes. La politique est malade, dit Platon que je cite ici avec piété et délectation, "et il n'y aura pas de trêve aux

maux dont souffrent les Etats... S'il n'arrive pas ou bien que les philosophes deviennent rois dans les Etats ou que ceux auxquels on donne maintenant le nom de rois ou de princes ne deviennent philosophes... et que cet ensemble pouvoir politique et philosophie se rencontre sur la même tête (1)". Ainsi, si elles ne sont gouvernées par des philosophes-rois ou des rois-philosophes, les sociétés humaines sont vouées à la décadence et au malheur. Nous sommes loin du compte et Platon le sait bien, puisque la prestigieuse Athènes si fière de ses vertus civiques, a assassiné légalement le philosophe qu'elle eût dû faire roi.

Ne croyons donc pas trop vite que Platon est ici le premier et l'ancêtre de cette longue suite d'"intellectuels" assez présomptueux pour revendiquer le pouvoir politique dans l'arrogance certitude que le salut de la cité est dans un despotisme éclairé aux lumières de la philosophie. Le thème platonicien ne donne tant à penser que parce qu'il est d'une souveraine ambiguïté à la manière aussi de tant de paroles évangéliques.

Faites par instruction et éducation des philosophes-rois ou des rois-philosophes, demande l'auteur de "la République". Mais l'ardente attente, si admirablement stylisée et mise en scène, exprime-t-elle une espérance totale, que les médisants diront totalitaire, ou au contraire cette tête à la fois philosophique et politique ne propose-t-elle qu'un nécessaire-impossible, à la manière d'un Nietzsche cet ennemi irrécyclable de Platon à qui il arrivait de rêver d'un surhomme, ange et héros, Janus à deux visages, Jésus et César à la fois. Contradiction éclatante, vouée à l'éclatement.

Le thème du philosophe-roi ou du roi-philosophe est donc provocateur, mais comment savoir s'il provoque à un espoir fou ou à un désespoir tragique, l'un et l'autre portés à l'absolu. Bref, là où la pensée de Platon paraît la plus dogmatiquement péremptoire : pas de salut pour la cité des hommes en dehors de la philosophie, elle joue la dérobade, reste en suspens. Comme si elle avait toujours autre chose à dire au delà de ce qu'elle dit.

L'homme Platon s'est mis dans son tort en brigant une charge de conseiller du prince, d'où les aventures et mésaventures siciliennes. Socrate lui eût-il désiré être roi ? Son démon ne lui aurait-il pas interdit une voie incompatible avec une plus profonde vocation ? N'était-il pas appelé à une autre sorte de témoignage, qui ne serait pas authentique s'il ne harcelait durement les politiques, mais qui n'est pas épuisé par la mise en question de la politique ? On songe ici à quelqu'une de ses correspondances, si bien décelées par Nietzsche, entre Socrate et Jésus, lui aussi "roi des Juifs", accusé d'avoir voulu se faire roi, mais roi d'un royaume secret, déjà là et à venir, bien distinct des royaumes de la terre, mais dont la seule annonce n'est pas sans troubler les politiques et sans déranger la politique. Tel est le paradoxe : le philosophe selon Platon est certainement plus qu'un philosophe au sens post-chrétien du mot, puisqu'il a la connaissance d'un Bien qui n'est pas une Idée et surpasse l'intelligence en puissance et en dignité ; or ce philosophe, qui professe

quant à la politique la plus grande exigence, se dérobe devant la politique et se choisit à la fois engagé et désengagé ; il entend soumettre la politique au règne de l'Esprit, mais il s'enfuit dès qu'on veut le faire roi. Que celui qui peut comprendre comprenne : en attendant l'illumination les hommes politiques auraient grand intérêt à méditer sur ce paradoxe, du moins s'ils ont le désir de bien entendre ce qu'est la politique et ne veulent pas se satisfaire de ces apparences fascinantes et éprouvantes parmi lesquelles ils évoluent, tantôt gracieusement, tantôt lourdement.

### *La prose, mais aussi la poésie*

On se permettra l'audace sacrilège de contredire Platon, et de rompre l'équivalence que paraît maintenir la "République" entre le philosophe-roi et le roi-philosophe. Le philosophe roi est une espèce introuvable, à moins que cette symbiose idéale ne soit que l'étalon de mesure, le roseau d'or dont parlera l'Écriture, et en dehors duquel il serait impossible de juger dans une société la valeur des gouvernements et la qualité de l'esprit public. Par contre le roi-philosophe abonde et surabonde, car qu'il occupe le pouvoir ou brûle de le conquérir, il n'est pas de "roi" en fait ou en espérance, qui n'ait sa philosophie. Car "l'animal politique", comme on dit, étant homme et non bête, ne peut pas ne pas tenter de penser ce qu'il fait et ce qu'il est, quand ce ne serait que pour déterminer les signes et symboles qu'il doit inscrire pour la bataille sur ses étendards. Si défiant soit-il à l'égard de l'intelligence et des intellectuels, et même s'il ne croit qu'aux puissances obscures de l'instinct et de la vie, il reste que, même si elle n'est pas la bonne, l'irrationnalisme est une philosophie, qui se peut mettre en discours.

Je viens de prendre ce terme de philosophie à deux niveaux passablement loin l'un de l'autre ; le premier, le plus purement platonicien, hausse la philosophie jusqu'aux approches d'une sagesse sacrée ; telle est la philosophie du philosophe-roi ; tandis que la philosophie du roi-philosophe risque de n'être qu'une idéologie d'intérêt ou de circonstance en concurrence avec d'autres idéologies. Mais il n'est pas d'idéologie, dès lors qu'elle est idéologie d'un groupe et qu'elle tend vers une certaine généralité, dans laquelle, ne filtre, même tremblante et hésitante, une lumière philosophique, venue d'ailleurs. La caverne de Platon, c'est à dire notre monde, ne serait que ténèbres, et on n'y distinguerait pas les ombres les unes des autres, et on n'y percevrait même pas les chaînes de servitude, si quelques rayons du monde de lumière, dans le dos des captifs, n'en venaient contredire l'obscurité. L'aube et le crépuscule ne sont pas la nuit parce que le soleil invisible est, déjà ou encore là, au-dessous de l'horizon.

Le politique qui s'efforce de penser, fût-ce crépusculairement, au dedans du lieu commun rencontré au point de départ, ne peut professer la thèse du divorce entre pensée et action sans faire philosophie de ce divorce. En d'autres termes, le politique qui se sait et se veut autonome ne donnera un contenu à ce savoir et ne justifiera ce vouloir qu'en se faisant philosophe par liaison clandestine ou

avouée. S'il tient pour indiscrette autant que dangereuse l'intrusion de la philosophie dans le champ politique, cette défense d'entrer n'est pas une interdiction sauvage et sous-humaine ; elle ne sera efficace et convaincante que si elle est explicable ; et elle ne saurait être communiquée d'esprit à esprit que par des raisons qui ne soient pas seulement de conjecture, et qui ne seront des raisons qu'à condition d'être universellement valables, c'est à dire philosophiques. Le politique, tel est son destin, est tour à tour vainqueur provisoire et vaincu souvent irremédiablement. Le philosophe, toujours combattu, toujours vulnérable, et qui ne compte plus les batailles perdues, est à l'abri de ce destin et ne peut connaître de défaite totale, puisque les anti-philosophies les plus coruscantes et les plus pétaradantes sont aussi des philosophies.

Lorsqu'un homme politique trace un portrait de l'homme politique, qu'il arrive, lorsqu'il n'est pas sans talent ni imagination, à rendre aussi avenant que possible, il platonise presque mieux que Platon puisque non seulement il cherche, mais il trouve l'idée exemplaire, universelle à laquelle participent mille et un personnages de l'histoire. L'interrogation sur l'essence, disait Platon, est toute la philosophie. L'homme politique qui se demande ce qu'est l'homme politique apporte donc sa contribution à la philosophie.

Cette essence à laquelle il participe, le politique a beau s'évertuer à la construire en antithèse contradictoire avec l'essence du philosophe, elle reste une essence qui étant de nature philosophique, doit supporter, comme toute essence, la critique de sa validité et de sa valeur. Le politique reproche volontiers au philosophe de tout exiger, à la fois la pureté et l'efficacité, le vrai et l'utile, le bien et le beau. Mais cette ambition totalisante, parce qu'elle est l'honneur de tout homme, ne la retrouvera-t-on pas aussi dans l'essence du politique, telle que la propose le politique ?

Le politique fait volontiers profession de prosaïsme ; il dit et fait dire qu'il est artisan plutôt que mage ou ange et aux prises avec une réalité rugueuse toujours et parfois réfractaire mais, tout en donnant ainsi leur congé aux illusions lyriques des utopistes, le politique n'est pas mécontent de se dire et qu'on le dise artiste et il hausse ainsi la politique au niveau de la grande poétique, puisque inventeur et donneur de formes, comme tout artiste, le politique n'a pas d'autre matière à modeler que l'homme lui-même et il n'en est pas de plus noble. Ainsi lorsqu'il tente de se regarder dans le miroir de son essence, le politique, non moins que le philosophe, veut tout rassembler et y donne rendez-vous à toute la prose et à toute la poésie du monde. Reste à savoir si la cohabitation en une même essence de la prose la plus prosaïque et de la poésie la plus poétique, fera ou non un couple heureux. Sa propre philosophie et pas seulement la philosophie du philosophe est capable de donner des états d'âmes au politique. Et il peut arriver que l'impatience inspirée de l'artiste interrompe d'un coup imprévisible de lents cheminements prosaïques et laborieux. Ainsi un Mirabeau peut changer les Etats-généraux traditionnels

en une neuve Assemblée constituante. Mais n'anticipons pas sur la dualité de l'essence.

Tout se passe pour l'instant comme si le politique ne pouvait pas ne pas avoir deux philosophies, la première sera opportuniste et empirique, positiviste et pragmatique : pas de grands sentiments et de ces vastes desseins ou sublimes intentions dont l'enfer est pavé ; elle n'aura souci que du résultat, elle fera son miel de maximes rampantes, le possible se confond rarement avec le souhaitable, le mieux est l'ennemi du bien, voir les choses comme elles sont et non telles qu'elles pourraient ou devraient être ; mais le politique ne peut tenir cette philosophie entièrement et jusqu'au bout, et voici l'autre philosophie, après le moment prosaïque et à ses antipodes, le moment poétique et une philosophie esthétique de l'action ; place alors à l'intuition qui saisit la chance fugitive de l'occasion, qui perçoit dans le présent les germinations du futur, tout un art qui ne sera jamais programmé dans un ordinateur, et dans la même ligne ce quelque chose d'héroïque, appelé par cet affrontement d'homme à homme qu'est la politique et qui donne à la bataille d'hommes avec la saveur d'un style propre au combat un sens immédiat irréductible à toutes les finalités positives et prosaïques.

Ces deux philosophies, la pragmatique et l'esthétique sont-elles compatibles entre elles ? On remarquera que si elles divergent fortement dans ce qu'elles affirment, l'une reconnaissant à la politique la lourdeur sérieuse d'une marche, pas après pas, et l'autre lui prêtant la légèreté aérienne d'un jeu et d'une danse, ces philosophies convergent dans ce qu'elles refusent, c'est-à-dire l'intervention d'a priori, de principes, d'idéaux extérieurs et extrinsèques à l'action politique, laquelle, pensée pragmatiquement ou esthétiquement, trouvera en elle et en elle seulement les lois ou l'inspiration de ce qu'elle fait. Une philosophie pragmatique autorise le politique à ne mener son action que d'après les catégories du succès et de l'échec ; elle lui permet en toute bonne conscience philosophique de fermer la bouche au mystique qui demande tout ou au moraliste qui demande trop. Une philosophie esthétique rend au politique le même service puisque ce n'est pas avec de bons sentiments, ordinairement fades et sans saveur, ni non plus à partir de règles générales et conventionnelles que l'artiste fera une œuvre, laquelle ne sera belle qu'imprévisible, originale et singulière.

Pas plus d'art politique séparé et séparable de l'œuvre politique qu'il n'y a d'art poétique séparé et séparable de l'œuvre poétique.

Ainsi l'esthétisme au pragmatisme se joint pour rendre pleine et entière l'autonomie de l'homme politique bien que se contredisent les raisons du pragmatisme qui sont prosaïques et les raisons de l'esthétisme qui sont poétiques. D'où un certain nombre de difficultés, dont d'abord celle-ci. Cette philosophie que vous voulez tenir à bonne et saine distance de la politique pour qu'elle ne lui inocule pas les maladies mortelles de l'idéal et de

l'absolu, voici que vous en avez besoin pour donner à votre réalisme une nécessaire couverture de pensée qui sera une ouverture vers la philosophie ; car ce réalisme, il suffit qu'il soit nommé pour devenir philosophie ; il arrive que le politique soit tellement en manque de philosophie qu'il lui en faut plusieurs, pour se dire à lui-même ce qu'il est et ce qu'il fait. Conduisez-vous, ô politiques, à supposer que vous le puissiez complètement et jusqu'au bout en pragmatiques intégraux ou en artistes fascinés par la brillance d'un jeu unique, mais de grâce, ne prenez pas le risque de dire haut et clair ce que vous êtes et ce que vous faites ou plutôt ce que vous croyez être et ce que vous croyez faire. Vous commencez, en la parlant, à esquisser la théorie de votre pratique qui du coup ne saurait être ni réellement pragmatique, ni purement esthétique. Il est si vrai que la philosophie trouble le jeu que vous troublez votre propre jeu en en faisant la philosophie. D'autre part et le grief est au moins aussi grave, on vous soupçonnera d'avoir acquis sur les comptoirs de la foire aux idées la ou les philosophies qui définiront la politique et l'homme politique dans le sens le plus conforme à vos propres commodités, c'est-à-dire à cette autonomie dont vous êtes si jaloux. Une philosophie qui fonctionne conformément à un intérêt est plus idéologique que philosophique. Ce qui ne veut pas dire qu'elle soit entièrement dépourvue de cette vérité philosophique toujours reconnaissable même mutilée et asservie.

### *L'idée contre l'idéologie*

En rencontrant l'idéologie et en décelant le sens exact d'un vocable trop aveuglément employé, on a l'occasion de relancer la réflexion. L'idéologie est une manière de philosophie, mais serve et abâtardie, certes toujours barbouillée de quelque vérité, mais qui a une fonction d'utilité sociale et politique. Telle philosophie de la politique peut avoir été forgée pour les besoins de la politique, elle en devient du coup idéologique. Il n'est pas étonnant que le politique soit invinciblement tenté de se penser lui-même idéologiquement ; car si l'idéologie est son armure dans la défense de son indépendance, elle est aussi son arme dans l'arène politique que son sable de cirque et la multitude circulaire à l'entour rendent si propice aux combats de gladiateurs, le rétiaire muni de son filet socialiste, le mirmillon de son glaive libéral. La preuve que la politique n'est jamais sans pensée, c'est qu'elle baigne dans un climat idéologique, et la lutte pour le pouvoir est à la fois bataille d'hommes et conflit d'idéologies.

Dans nos récentes et actuelles péripéties françaises, la coalition dite union de la gauche a conquis le pouvoir en invoquant ce que contient de solidarité rassurante et protectrice l'idéologie socialiste et le rassemblement tactique des oppositions attaque ce pouvoir en se réclamant d'une idéologie libérale qui, en promettant l'abolition des contraintes dites socialistes, est en train de captiver l'opinion au moins dans les apparences électorales. L'exemple montre bien ce que sont les idéologies et qu'elles sont nécessaires à la politique. Nécessaires et cependant en crise permanente. Défi pour le politique

comme pour le philosophe.

Insistons sur l'essentiel avec la lourdeur qui convient. Le pouvoir de l'homme sur l'homme, qui tient à l'essence même de la politique ne saurait être jamais être le fait tout physique d'une plus grande force contenant des faiblesses permanentes ou provisoires. Rousseau a inscrit en tête de son "Contrat social" cet axiome majeur de toute pensée politique. Il faut au pouvoir des finalités, des valeurs, des justifications, sans lesquelles il ne serait pas un pouvoir humain mais encore une fois un simple fait de nature. On dira que toutes les idéologies, brillant et artificiel habillage, sans lequel le roi serait nu, ne suscitent plus aujourd'hui qu'interrogation sceptique ou franche incrédulité. D'où un embarras : comment se fait-il que les idéologies, si brocardées et que l'on croyait mortes alors qu'elles n'étaient que refoulées, soient toujours prêtes à refaire surface, comme on le voit en ce moment pour un libéralisme, frappé longuement d'indignité sociale et civique, et qui, intimidant les contestataires propose aujourd'hui de si éblouissants numéros sur la scène politique ? Il y a donc un besoin idéologique, lié à l'existence même des sociétés politiques. Besoin idéologique qui ne serait qu'une explication verbale s'il n'était philosophiquement interrogé et critiqué.

Un tel besoin est sain et légitime en tant que besoin. Les questions : Pourquoi la politique ? Et pourquoi cette politique ? sont d'inévitables questions. Mais l'idéologie, les idéologies sont toujours des réponses douteuses à ces vraies questions dans la mesure même où elles prétendent leur donner des réponses définitivement satisfaisantes qui satureraient pleinement le besoin. Le propre d'une idéologie, et on n'a que l'embarras du choix entre des exemples, nationalisme, socialisme, libéralisme, est de se présenter comme un système totalement cohérent qu'il suffirait d'appliquer pour résoudre les problèmes politiques et sociaux ; et ce système est en même temps une machine de guerre qui permet, quant à l'action, de vaincre les obstacles et quant à la pensée de pulvériser les objections, quitte à déconsidérer la pensée objectante en la qualifiant d'idéologie. L'idéologie ce sera toujours la philosophie politique de l'adversaire. Eternelle histoire de la poutre, paille imperceptible dans mon oeil, si visiblement lourde et encombrante dans l'oeil d'autrui. Comportement typiquement idéologique. On peut comprendre alors que coexistent dans l'esprit public un besoin idéologique, qui n'est autre qu'un désir de vérité et un scepticisme idéologique entretenu par les déceptions de l'expérience. Paradoxe que devraient prendre en charge et le politique et le philosophe.

L'idéologie est une conceptualisation abusive d'une réalité complexe, en devenir et qui n'est jamais que partiellement saisissable et maîtrisable. La tentation alors est grande, soit de récuser complètement le concept comme si l'action, toujours singulière, n'atteignait au sublime que lorsque, sans pensée, elle entre en connivence avec les dynamiques de la vie - soit au contraire puisque le recours au concept est nécessaire, d'élire ou de construire un concept, concept de nation ou de classe,



qui, en mettant une rigoureuse cohérence dans la pensée sera opératoire dans l'action. D'un côté comme de l'autre, qu'on exalte la vie et l'action pour l'action ou qu'on idolâtre le concept, on emprunte des voies qui mènent à la tyrannie et à l'utopie. On n'a pas quitté l'idéologie, car l'anti-idéologie systématique et intolérante est aussi une idéologie. Et c'est l'idéologie qu'il faut mettre en question, mais en ne sacrifiant jamais l'idée, et en étant assez philosophe mais aussi assez bon politique pour comprendre que l'idéologie, par son conceptualisme est l'ennemie de l'idée qu'elle capte, limite, défigure et asservit.

Soit l'idée de justice qui appartient au vocabulaire du politique et à la langue du philosophe, mais qui pourrait bien, sous un mode à déterminer, être inscrite en toute conscience, et il ne serait pas impossible non plus que cette idée de justice comme idéal, moteur ou aiguillon, ait joué un certain rôle dans la constitution et l'histoire des sociétés humaines. Sans se laisser détourner de ces très classiques propos par la rumeur à la mode selon laquelle la notion de justice sociale serait économiquement perverse (et qui en réalité fait signe à ce qu'il y a de socialement pervers dans un certain type d'économie), on esquissera une réflexion sur l'idée de justice à la manière de Platon, et avec d'autant plus d'opportunité que la justice, dans ses rayonnantes implications et ses multiples applications, prévisibles ou imprévisibles, est le véritable sujet de la "République".

La justice est toujours là, antérieure et intérieure ; le philosophe se révolterait-il contre l'inique sentence du procès de Socrate, et entreprendrait-il de faire le procès de ce procès, (et cette révision poussée, pour qu'elle conclut selon le vrai, à toutes ses conséquences métaphysiques, c'est, je l'ai assez dit la philosophie de Platon) s'il n'avait pas, ce philosophe, antérieure au choc de l'événement et intérieure à l'esprit, une certaine idée, ou plutôt une idée certaine de la justice, sans laquelle nous serions incapables de seulement nommer l'injustice. Platon et aussi Descartes ont raison : l'esprit humain est ainsi fait (reste en suspens la question qui en est et où est le fabricant ou le créateur) qu'il ne saurait penser le fini ou l'imparfait selon leurs concepts propres, s'il n'avait préalablement, il convient de réitérer les vérités essentielles, une idée de l'infini et du parfait ? Pour ôter de la pensée ou de la conscience humaine, qui ne font qu'un, l'idée de justice, il faudrait tuer l'homme ou le transformer en un simple robot, animal-machine consentant à tout, belle œuvre, pas tellement esthétique à laquelle s'emploient, et parfois avec une sorte d'horrible bonheur, les systèmes et les régimes totalitaires.

Cette idée de justice n'est nullement un concept ; je ne peux la manier à mon gré et la faire ou la défaire selon les hasards, les humeurs, les opportunités ; selon le mot si platonicien de Malebranche, nous n'égalons pas la moindre de nos idées parmi lesquelles l'idée de justice, qui n'est pas la moindre d'entre-elles, quant à l'absolu de ses exigences et à l'indéfini de ses possibilités. L'a priori de la pensée devance ici, non pas chronologiquement, mais par antériorité logique, les entreprises de l'action ; nous

savons bien des choses sur la justice et même trop, parce que nous ne voulons pas les savoir, et par exemple que l'esclavage étant injuste, il n'y a pas de justice sans liberté, ou encore que puisque l'inégalité des destins est inique surtout lorsqu'elle est l'œuvre de l'homme exploitant ou opprimant l'homme par avarice ou volonté de puissance, il n'y a pas de justice sans égalité au moins de droits. Dès lors nous voici embarrassés d'un excès de science, science non pas positive, mais morale et philosophique et la tentation sera grande de rendre cette justice à la fois claire pour la pensée et commodément applicable à l'action en l'identifiant soit avec la liberté, soit avec l'égalité ; et liberté et égalité paraîtront avoir d'autant plus de précision conceptuelle et de possibilités pratiques qu'on bien fera antagonistes l'une de l'autre dans l'intention de bien délimiter leurs contours et de les faire opératoires. Ainsi la partialité du concept traduit et trahit l'idée.

Nous venons de surprendre le processus de formation des idéologies ; l'idée partialisée en un concept indûment privilégié alors qu'elle est la mère de plusieurs concepts sans qu'on puisse l'identifier à un seul de ces concepts ni à la suite, toujours ouverte, de ces mêmes concepts. Bergson l'a dit non sans profondeur "liberté et égalité sont des soeurs ennemies", soeurs puisqu'elles ont la même mère, cette justice à laquelle les prophètes d'Israël et Platon ont donné une signification proche du sacré ; ennemies puisque, l'expérience et la réflexion le montrent, il faut retrancher sur de bonnes et légitimes libertés pour rendre réelle et faire progresser l'égalité et il faut entreprendre sur l'égalité pour donner plus de chances à la création et à la liberté.

Inimitié qu'on rendra inexpiable en construisant des idéologies libérales ou libertaires, égalitaristes ou socialistes. Notre devise républicaine est anti-idéologique dans la mesure où elle n'exclut ni la liberté ni l'égalité, mais les propose ensemble dans l'espérance d'une convergence dont le principe est au dessus d'elles et s'appelle fraternité, notion plus morale et spirituelle que politique et qui vient d'un même ciel-intérieur ou supérieur, ou les deux à la fois, que la justice selon les écritures judéo-chrétiennes et la justice selon le "République" de Platon. Pour dénoncer avec pertinence les idéologies et plus fortement encore le manichéisme suscité par la guerre des idéologies, il n'est pas nécessaire de congédier le concept, au nom d'un pragmatisme sans principes ou d'un esthétisme de la vie inimitable, mais il faut assumer et apprivoiser la pluralité et la contrariété des concepts en remontant à l'unité réconciliatrice et universellement enveloppante de l'idée, toujours plus éclairante que claire. Un absolu de justice certes, mais aussi des justices par exemple celle qui récompense plus ou moins selon la hiérarchie en quantité et en qualité les labeurs et les œuvres, et il y a celle qui donne à l'ouvrier de la onzième heure le même salaire qu'à celui, qui, depuis l'aurore, a supporté le poids du jour et de la chaleur. Ces justices s'interrogent mutuellement. Ne pas faire idéologie de l'une ou de l'autre, car toutes, de plus ou moins près, participent, je reprends le mot platonicien, à l'idée de justice qui s'exprime dans une pluralité de

concepts et s'incarne dans une diversité plus grande encore d'éprouvantes recherches existentielles.

L'important est de ne pas rompre le lien, comme le fait l'idéologie, entre le concept et le concept, le concept et l'existence et surtout le concept et l'idée. Faire mémoire de l'idée est la vocation maîtresse du philosophe. L'éclairage indirect de l'idée, obscure pour le regard humain par excès de lumière comme l'enseignait Platon, est capable d'illuminer de biais et fugitivement le concept et l'existence. Ainsi pour le plus grand bien de la politique, et sans la moindre concession au scepticisme, sera troublé le jeu des systématisations dogmatiques et des intolérances idéologiques qui sont le mal de la pensée et font le malheur de l'action (2).

### *Sauvage Antigone, subtil Machiavel*

La question : "Qu'est-ce que l'homme ?" est la question originelle de la philosophie, et puisqu'il faut toujours revenir à l'origine, sa question initiale, centrale et permanente. Or la réponse à cette question ne saurait être indifférente à la politique et il se pourrait que, lorsqu'elle se trompe sur l'homme, une politique engage les hommes sur des pentes de malheur et de perte. Or l'homme politique a nécessairement, le plus souvent implicite, une idée de l'homme en général comme il a une idée de l'homme politique. Et tout en risquant que son avertissement soit reçu comme élémentaire, sauvage et incongru, le philosophe ne pourra s'empêcher de rappeler à l'homme politique que tant à avoir une idée de l'homme, autant faire qu'elle soit vraie, et si l'homme politique tentait d'échapper à l'indiscrète interpellation en répondant que depuis Pilate et aussi selon les petits nietzschéens de la dernière mode, chacun devrait savoir qu'il n'y a pas de vérité, il n'aurait pas répondu en politique avisé, comme le lui soufflerait quelque flatteur, mais en mauvais philosophe.

L'homme pour quoi faire pour et faire quoi ? La question est d'airain si les réponses sont souvent de paille et de pacotille. Où sont pour l'homme la fin et le sens ? L'homme est-il un "animal politique" de part en part qui ne saurait avoir de destinée qu'en se mettant tout entier au service d'un destin plus grand que lui ; pierre, heureuse de contribuer à sa place à la gloire de l'édifice, cité ou pyramide ? Ou y a-t-il une part de lui-même, peut-être la plus secrète et la meilleure qui ne saurait être intégrée complètement dans la cité pas plus que dans le cosmos. La politique ne réclame-t-elle pas le tout de l'homme puisque, dans des situations qui ne sont pas toujours de détresse, mais correspondent au cours commun des choses historiques, la cité devenue patrie lui demande de risquer sa vie, et parfois même de compromettre son honneur. Et là est, permanent, le drame.

Le conflit d'Antigone et de Créon est susceptible de maintes interprétations et l'Antigone de Hegel ou d'Anouilh n'est pas celle de Sophocle et de Péguy, mais l'affrontement est devenu exemplaire, parce que deux absolus, l'absolu de la politique représenté par Créon, roi de Thèbes et un absolu religieux incarné par Antigone s'y

heurten d'une manière inconciliable. Même si ce tragique relève d'une stylisation ultérieure, le problème est parfaitement posé pour l'instruction et l'inquiétude des philosophes et des politiques à venir. Créon, l'homme de l'État, a interdit sous peine de mort que les honneurs funèbres soient rendus à Polynice, traître à l'État ; ainsi privé de sépulture, le rebelle ne connaîtra jamais le repos et sera condamné dans l'au-delà à une errance éternelle. Et Antigone, sa soeur pour qui la piété fraternelle et le rite sacré sont des obligations inconditionnelles, enfreint le décret de Créon et affronte la mort.

Les modernes ont tendance, Machiavel étant passé par là, à centrer le drame autour de Créon, qui devient une sorte de héros de la politique ; même si le roi doit s'arracher le coeur et s'il est la première victime de la raison d'État, tout doit être sacrifié à la force et à la gloire de la cité, dont il faut prouver avec éclat qu'on ne saurait la défier impunément et qu'aucun droit se para-t-il de quelque sombre et émouvant prestige, n'est opposable au droit souverain de l'État. Créon est alors l'initiateur d'une vraie civilisation, assistée par les dieux du jour et de la lumière, novateur vivant un présent tendu vers l'avenir, cependant qu'Antigone aveugle à cette clarté d'en haut ne vénérerait que les dieux d'en-bas et de la nuit, ceux qui protègent les superstitions familiales, la clôture des foyers, et perpétuent un culte des morts vain et antipolitique ; Antigone se complairait dans un irrationnel religieux ennemi de la grande rationalité solaire et civique ; cette réactionnaire passéiste, obsédée d'un rite funéraire sera donc justement punie de mort, elle qui préfère la mort et un mort à la vie et aux vivants.

Argumentation mise en belle forme par Hegel et qui se retrouvera quasi littéralement, le style en moins, dans les réquisitoires de maints tribunaux révolutionnaires jugeant les dissidents ennemis de l'État. Or ni ce Créon ni cette Antigone ne sont le Créon et l'Antigone de Sophocle. Faire de Créon le vrai civilisé alors qu'Antigone serait la fille sauvage livrée à la violence des instincts et de la voix du sang, ainsi qu'au fanatisme d'un clan étroit, cette reconstruction idéologique et esthétique ne peut être que l'œuvre de ces poètes empressés de plaire au pouvoir, et que Platon, mêlant jeu et sérieux et non sans quelque nostalgie de leur virtuosité, faisait conduire en cortèges hors des portes d'une cité qui était la cité des justes.

Dans les temps modernes l'apologie de Créon a servi de justification à bien des formes d'absolutisme politique. Au contraire Antigone invoque des lois "plus antiques que le temps" on peut entendre "éternelles", et que ne saurait abolir les décrets improvisés et pragmatiques de Créon ; elle devient alors un symbole intemporel et donne figure à la protestation de la conscience personnelle qui ose dire aux princes de ce monde que tout n'est pas permis et que, leur puissance s'étendit-elle à toute la terre, ils n'ont pas autorité sur ces deux transcendances, les âmes et l'au-delà qui échappent au pouvoir politique. Créon peut briser la destinée terrestre de l'ennemi des lois, il ne peut empiéter sur son destin éternel ; et même si

l'Antigone originelle n'anticipe pas d'une aussi exacte manière sur cette distinction évangélique entre les choses de Dieu et celles de César d'où suit l'interdiction de diviniser César, la tradition dont Sophocle est le témoin condamne la démesure de Créon qui, en se perdant par la démesure de son orgueil, perd aussi la cité dont il a la charge. Car la justice est le fondement des cités, et comme Platon l'expliquera au terme de sa "République", la tyrannie étant la suprême injustice, précipite la cité dans l'état le plus pitoyable qui se puisse concevoir.

La sauvage Antigone est bien, selon l'expression de Jacques Maritain "l'héroïne du droit naturel"; mais qu'on ne se méprenne pas sur cette "nature"; ce droit, idéal et norme, regarde du côté de l'Idée platonicienne et il ne saurait sortir des entrailles de la nature. Pour qu'un tel droit ait contenu et sens, il faut que l'homme, pourtant inséré dans la nature, englobé dans la société ne soit pas complètement un être naturel et un être social et politique et qu'une part de lui-même en attente de son nom soit telle qu'elle échappe à l'emprise de cette nature et à l'empreinte de cette société, nature et société dont elle pourra ensuite reconfigurer et illuminer les pesanteurs et les opacités. Cette part se nomme l'âme si on lui donne son nom religieux, ou s'appellera la personne selon la langue des philosophes.

Parce qu'ils se sont souvenus, chacun à sa manière, que l'homme avait une âme et qu'il était une personne, des philosophes et des politiques, ont parmi les tumultes et les confusions de l'histoire, découvert les droits de l'homme et inventé la démocratie. Avancée révolutionnaire, par laquelle s'affirme la rupture de la cité des hommes avec la termitière, mais toujours à recréer et jamais définitivement acquise. Désormais on sait qu'une société est civilisée dans la mesure où elle est pour l'homme et qu'elle régresse vers une barbarie si toute savante et glorieuse qu'elle puisse être, elle fait de l'homme un instrument et un moyen de sa fausse grandeur. La révolution philosophique et la révolution politique sont une seule et même révolution. Révolution que présentait, enveloppée d'énigmes, la fulgurante intuition de Platon avec son personnage provocateur du philosophe-roi.

Le philosophe troublera le jeu de deux sortes de politiques, qui l'une comme l'autre n'ont pas compris la portée de la seule révolution culturelle qui vaille; la politique qui prétendait réaliser d'un coup toute la justice au terme d'une lutte finale, laquelle n'aurait exaspéré les conflits que pour les rendre à jamais impossibles; et la politique qui tenterait d'éluder les requêtes de l'humanisme et les exigences du personnalisme sous prétexte que l'inconditionnel et l'absolu, entrés en politique sont un ferment d'anarchie, rendant les hommes ingouvernables. Deux pensées politiques qui font retourner la société à un état pré-démocratique et pré-chrétien, c'est à dire, en fin de compte, anti-démocratique et anti-chrétien. Le philosophe, en contestant ces deux pensées politiques, rappellera aux uns et aux autres que la voie étroite entre les deux rochers de la régression politique est, une fois

doublés Charybde et Scylla, le passage obligé vers la haute mer.

Il ne suffit pas d'avoir une bonne philosophie pour faire une bonne politique. Mais une mauvaise politique trouvera toujours une complicité dans une mauvaise philosophie. La véritable opposition et l'inéluctable conflit ne sont pas entre le philosophe et le politique, encore moins entre la philosophie et la politique, mais entre les philosophies, celles qui s'agenouillent devant le monde et l'histoire, qui nient l'âme en en faisant une forme parmi les formes de la nature, et celles qui lisent dans l'âme une transcendance par rapport à laquelle peuvent être compris et jugés le monde et l'histoire; et une semblable opposition se remarquera entre les politiques, celles qui ferment la politique sur elle-même et trouvent une complicité dans les philosophies de l'immanence, et celles qui maintiennent la politique ouverte aux inspirations de l'ailleurs et se trouvent non pas en harmonie préétablie, mais en correspondance difficile avec les philosophies de l'âme et de la transcendance. On n'a pas besoin de dire de quel côté est Créon, tel qu'en lui-même la change une longue tradition.

D'où un ultime "sed contra" et qui conduit à examiner le secours de modernité qu'apporte Machiavel à la perpétuité de Créon. Le Florentin est trop subtil pour reprendre à son compte les oppositions factices et rhétoriques, dont se contente la rumeur entre l'action et la pensée, la politique et la morale. Il se gardera de faire de l'universel et de la morale abstraite et intemporelle les ennemis d'une politique qui ne serait efficace et adaptée à des circonstances toujours singulières que si elle s'acceptait comme elle ne peut pas ne pas être, c'est à dire immorale ou amoral. Selon le plus vrai Machiavel dont la maxime majeure ne serait pas la fruste barbarie d'un "par tous les moyens", mais la finesse perverse d'un "par tous les moyens, mêmes moraux", les religions, les philosophies, les morales font partie de l'univers politique, puisqu'elles sont des faits culturels, et que, selon l'originelle intuition machiavélienne, politique et culture ne peuvent pas ne pas complètement coïncider. "Le prince", fruit exquis d'une Renaissance ultra-civilisée saura se servir pour conquérir ou perpétuer un pouvoir, de tous les modèles culturels, héros républicain fondateur de légendes vertueuses; mais aussi autocrate capable de répressions terribles, interrompues, quand il convient, de pardons et de magnanimités également spectaculaires; tantôt cynique et somptueusement menteur, tantôt probe et pieux de la même manière qu'il lui faut être selon la circonstance renard ou lion. Cette politisation intégrale, qui n'a de sens que si toutes les représentations réelles ou idéales sont réduites à des faits de culture, définit le machiavélisme. Celui-ci peut alors passer pour la plus forte apologie de l'éternel Créon, en lequel sont invités à reconnaître, dans une fraternité sombre qu'il est bon de cacher à la foule, tous les grands hommes de la politique quels que soient les oriflammes et les idéologies que pour mobiliser à leur profit les hommes contre les hommes, ils élèvent au-dessus de leurs têtes sans aucune conséquence pour le contenu de ces mêmes têtes.

Il est des philosophies complaisantes au machiavélisme ; il en est d'autres pour lesquelles une politique se perd en tant que politique si l'homme politique vend son âme au machiavélisme. Il est des politiques machiavéliennes par triste et sourde conviction ou par lassitude désespérée. Alors que d'autres, dans la nostalgie ou l'espérance et sans garantie de succès s'évertuent pour l'honneur de la politique à lutter jour après jour contre la tentation machiavélienne. Le mal à combattre s'exprime sans fard dans le terrible mot par lequel la grande Catherine dit leur fait aux idéologues des lumières qu'elle avait su si bien piéger et enrôler à son service : "Vous écrivez sur vos parchemins ; j'écris sur la peau de mes sujets". L'autocrate tzarine avait appris de ses maîtres l'art des formules, mais elle n'avait pas de leçons philosophiques à recevoir sur l'art de gouverner, lequel sera porté à son comble par ces "tyrans-artistes", annoncés par Nietzsche, qui au XX<sup>e</sup> siècle, après avoir raturé ou brûlé par souci de sécurité les vieux parchemins d'une culture humaniste et chrétienne, ont édifié des oeuvres pharaoniques qui ne sont pas le triomphe de la politique puisque, à court ou à long terme, elles sont destinées à s'écrouler dans le crépuscule apocalyptique des dieux et l'enténébrement infernal des hommes.

Au moment de conclure cette litanie d'interrogations, il reste seulement à dire que le philosophe trouble le jeu du politique lorsque celui-ci s'enferme dans son univers et ne veut pas comprendre que le salut de la politique est dans une ouverture sur le supra politique. Philosophie et politique font deux essences différentes et qui en passant à l'existence ne peuvent pas ne pas se brouiller et se déséquilibrer l'une l'autre. Mais cette destabilisation réciproque met en lumière ici comme là la dualité de l'essence. Le philosophe, que symbolise le captif évadé de

Platon redescendu dans la caverne pour y porter la lumière d'un au-delà de vérité, témoigne pour une philosophie qui n'est authentique et anti-idéologique que si divisée d'avec elle même, elle se sépare du monde pour être mieux présente au monde. Le politique qui, au moins dans la civilisation dont nous sommes ne peut déposer sur le bord de la route un fardeau de culture, est dans l'incapacité de complètement césariser et de tenir lointaines, à l'écart, inoffensives les choses de Dieu. Lui aussi a une double vocation et même lorsqu'il ne se veut que politique, il se pensera tantôt comme prosateur d'une écriture ingrate, tantôt comme artiste d'un grand jeu qui serait illusion s'il n'était allusion à un supra-politique. Que chacun se sache divisé d'avec lui-même, et cette fracture, reconnue, honorée, approfondie, mettra fin à des inimitiés de ressentiment ou de convention.

Hegel a dit que "toute la philosophie était dans "Antigone", parce qu'il déchiffrait dans la pièce antique ce partage dramatique de l'absolu qui était pour lui le secret transparent du monde. Au terme la parole hégélienne est encore plus vraie qu'il ne l'imaginait. Hegel était en fin de compte du parti de Créon, et, prophète de Marx, il annonçait la mort de la philosophie totalement immergée dans la politique ; aussi vaut-il mieux dire avec et contre Hegel, et, pour souligner l'échec de l'entreprise totalitaire, que face à Créon qui la tue parce qu'il ne peut la réduire en servitude, Antigone, humble et insolente, est la plus juste figure de la philosophie.

Étienne BORNE

(1) République livre V 473 c) et d) Pléiade 1 p 1052

(2) Sur question du concept et de l'idée, l'auteur (une fois n'est pas coutume) se permet de renvoyer à ses "Nouveaux Inquisiteurs" (Edit. P.U.F.). Notamment chap. XI "Instauratio platonica"

**L'existence d'une revue dépend  
du nombre de ses abonnés.**

**Abonnez-vous  
et faites connaître France-Forum.**

**MERCI**

# PERSPECTIVES POUR UN MONDE RURAL

par André LAURENT

**L**es évènements politiques et économiques (guerres, crises, mutations économiques, chômage... ) mobilisent l'opinion publique et la presse, tant d'ailleurs ces évènements revêtent de gravité !

C'est certainement une des raisons qui fait que l'on accorde peu d'importance aux mutations profondes concernant le cadre de vie des Français.

Si, entre les deux derniers recensements, on avait créé une ville de plus d'un million d'habitants, on en aurait certainement beaucoup parlé. Que le milieu rural augmente de ce même nombre d'habitants, cela est passé tout à fait inaperçu. Cela a même contrarié les vues de certains qui pensaient que, d'une façon définitive en France, le milieu rural était condamné à décliner et périlcliter.

Le désir de certains Français de vouloir *vivre autrement* a apporté un démenti à une situation qui semblait inéluctable.

## UNE CONSTATATION QUI S'IMPOSE : LE RENOUVEAU EN MILIEU RURAL

Des études d'opinion montrent, depuis quelques années, un intérêt accru des Français pour le milieu rural. Beaucoup d'entre eux expriment même le désir de pouvoir quitter la vie souvent peu satisfaisante qu'ils mènent en milieu urbain pour s'implanter en espace rural.

Ce mouvement est constaté dans plusieurs pays :

1) En Angleterre, où les densités de population tendent à s'uniformiser, les régions fortement peuplées étant en déclin, alors que les régions au peuplement clairsemé connaissent des taux d'accroissement de population plus élevés.

2) En Allemagne : la vigueur des autonomies régionales et locales a permis une meilleure répartition de la population en zone rurale.

3) En Belgique, où depuis 1967, les 4 principales

agglomérations se dépeuplent lentement, tandis que les communes rurales croissent plus vite que la moyenne nationale.

4) En Italie : les croissances régionales sont nettement supérieures à la moyenne nationale dans certaines régions.

5) En Amérique : un peu partout, les entreprises et les hommes désertent les concentrations urbaines au profit des petites localités, et recherchent par là une meilleure qualité de vie.

Ce mouvement semble confirmé par les chiffres du dernier recensement. Un nouvel équilibre ville-campagne se dessine actuellement dans notre pays : on observe non pas un repeuplement de l'ensemble des communes rurales, mais une déconcentration démographique, un essaimage à partir des nébuleuses urbaines au profit de leur environnement, c'est-à-dire des zones rurales périphériques des agglomérations.

Ce phénomène de société concerne en particulier les communes qui font partie des zones de peuplement industriel et urbain (Z.P.I.U.), qui, par leurs équipements et les services qu'elles offrent, sont devenues des pôles d'attraction, dont la population non seulement ne diminue pas mais augmente, grâce à un solde migratoire nettement positif, preuve de l'attraction exercée par le milieu rural.

Nous partons d'une constatation déjà sensible par de nombreux indices, mais à laquelle le recensement de 1982 apporte une précision capitale. Compte tenu des ambiguïtés des méthodes d'analyse, il est possible d'évaluer à un million de personnes le solde migratoire des citadins qui, entre 1975 et 1982, se sont fixés dans les communes rurales. On doit rapprocher ce chiffre du million de ruraux qui, entre les recensements de 1954 et 1962, avaient déserté les communes rurales pour se fixer en ville. A vingt ans d'intervalle, l'exode urbain compense ainsi l'exode rural.

### **Définition du milieu rural**

En préalable à l'analyse, on soulignera combien il importe d'éviter le piège des définitions statistiques.

Pour l'I.N.S.E.E., une commune rurale est une commune de moins de 2.000 habitants agglomérés au chef-lieu, non incluse dans une unité urbaine multicomcommunale. Ce seuil est arbitraire, mais tout autre seuil le serait également. Il permet de compter la population des communes dites "rurales" ; il ne définit pas le fait rural.

Supposons qu'entre deux recensements une commune rurale se soit développée jusqu'à dépasser 2.000 habitants, ou que ses habitants jusque-là répartis entre plusieurs hameaux se soient regroupés au chef-lieu, celui-ci atteignant alors le seuil : cette commune passe dans l'ensemble des communes urbaines. Sa croissance est alors mise au compte de la croissance urbaine, et de la décroissance rurale.

De recensement en recensement, l'espace rural au sens

démographique a donc tendance à disparaître, soit en devenant urbain, soit en se dépeuplant : c'est une peau de chagrin. Beaucoup d'analystes tombent dans le piège qui consiste à interpréter ces chiffres comme la preuve objective, mathématique, de l'extinction du rural. Ils ne voient pas que les définitions sont biaisées : elles ont tendance à réduire le "vrai rural" aux communes rurales hors ZPIU, ensemble résiduel qui exclut, par définition, tout ce qui bouge ; le rural est donc défini par son immobilisme ; à la limite, la notion même de décroissance lui sert de définition.

Il existe des approches plus dynamiques du fait rural reposant sur des méthodes complexes d'analyse multifactorielle, d'études de flux et de fonctions. On définit ainsi des ensembles géographiques présentant un caractère rural, animés par des petites villes qui en font intégralement partie, et qui peuvent atteindre 20.000 habitants. Ces petites villes se définissent par leurs fonctions comme pôles structurants des ensembles ruraux plutôt que comme les échelons inférieurs d'une hiérarchie urbaine. A la limite, seules les villes de plus de 20.000 habitants et leurs banlieues seraient exclues de la ruralité. C'est une approche maximaliste du fait rural, mais elle est parfaitement justifiable ici.

### **Les enseignements du recensement INSEE de 1982**

Pour la première fois depuis plus d'un siècle, la population des communes rurales a crû plus vite que celle des communes urbaines : 1,1 pour 100 par an, contre 0,2 pour 100. Le phénomène peut s'analyser, comme l'écrit l'I.N.S.E.E., par un "retournement massif des courants migratoires", puisque le solde naturel des communes rurales, où la population âgée est surreprésentée, continue d'être négatif. En fait, il s'agit moins d'une renaissance généralisée des campagnes que d'une nouvelle extension de l'urbanisation - mais à des distances plus éloignées du centre des agglomérations - d'un essaimage dans la campagne périphérique des banlieues.

En effet, c'est toujours dans les 7.600 communes rurales des Z.P.I.U. que la croissance continue d'être la plus forte (1,9 pour 100 par an). Celles-ci, que l'importance de leurs activités non agricoles, des navettes domicile-travail, leur caractère de commune industrielle ou de commune dortoir placent, dans la zone d'influence des villes, croissent désormais plus vite que les communes de banlieue des agglomérations, où s'était porté l'essentiel de la croissance de la population urbaine de 1968 à 1975. Cette diffusion de la croissance urbaine dans un rayon de plus en plus large autour des villes a même atteint plus de la moitié des quelque 15.000 communes rurales situées à la périphérie extérieure des Z.P.I.U. Les autres communes (environ 8.400), continuent en majorité à perdre de leur population, même si cette évolution est devenue pour deux tiers d'entre elles moins défavorable qu'auparavant.

### **Un intérêt nouveau pour le monde rural**

Les raisons du renouveau d'intérêt pour le monde rural pourraient se définir, en premier lieu, par une

recherche de qualité de la vie. Il faut préciser que l'accroissement du temps libre et de l'autonomie qu'il donne (en 1982, 140 jours de congés contre 62 en 1930) permet à tout individu et à toute famille de vivre davantage "chez soi" et de rechercher des lieux d'habitation qui leur permettent plus d'autonomie.

70 % des jeunes ménages français interrogés affirment désirer vivre dans une maison individuelle - ce qui correspond à une tendance profonde des Français - à cause des possibilités et des avantages qu'elle offre sur divers plans : étendue, flexibilité et extensibilité des surfaces ; épanouissement familial ; isolation et relatif silence ; personnalisation du décor ; usage de "prolongements" du logement, tels que : atelier (bricolage), cellier (entrepôt) jardin ; faculté de transmission d'un patrimoine familial.

Ils aspirent également à quitter la ville pour aller vers la nature : dans les villes, tout est devenu onéreux ; en réaction, se dessine une sorte de nostalgie de la vie rurale et souvent les nouvelles générations pensent qu'elles y retrouveront plus facilement des moyens d'existence, même si ces moyens d'existence sont inférieurs sur le plan monétaire, à ceux dont elles bénéficient en ville, mais qui leur permettent toutefois d'avoir un genre de vie plus indépendant.

Certes, des contraintes peuvent exister : difficultés de transports, distances à parcourir pour se rendre au travail, mais ces inconvénients sont compensés par la volonté de vivre une vie plus personnalisée, plus indépendante.

Il faut pourtant souligner l'amélioration très importante des moyens de transport, soit individuels, soit collectifs, qui permettent d'accéder plus rapidement aux lieux de travail. Une étude récente de l'I.A.U.R.I.F. (Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France) : "Eléments de référence pour la préparation du IX<sup>e</sup> Plan", de novembre 1982, montre que la distance moyenne à Notre-Dame des communes en croissance rapide (plus de 2 pour 100 par an) est passée de 16,7 km en 1954/1962 à 25,1 km en 1968/1975, et à 40,9 km en 1975/1982.

A ces aspirations d'ordre humain et familial s'en ajoutent d'autres plus physiques mais aussi plus ancrées dans le psychisme des individus.

La nature, c'est la fécondité, la vie constamment renouvelée, c'est un arrière-plan de liberté et d'authenticité, d'équilibre et de bonne santé. C'est aussi un rapport nouveau avec la société. La vie communale, au sens large, apparaît plus satisfaisante dans un milieu à taille humaine que dans le cadre anonyme et individualiste de la grande ville. Ceux qui y participent sont amenés plus fréquemment à des comportements de solidarité, d'entraide ; ils perçoivent mieux ce qu'ils peuvent apporter à leurs concitoyens et se sentent davantage responsables.

Le chômage apparaît de façon plus sensible et plus personnalisé dans un village.

La vie associative permet d'instaurer des relations humaines plus authentiques, de réaliser, ensemble, des objectifs personnalisés, différents de ceux des autres, mais atteints grâce à une action commune.

### *La fin de l'isolement*

On a souvent vu dans l'isolement, obstacle aux divers types de communication, l'une des causes de l'exode rural. Or, cet isolement est progressivement battu en brèche par des évolutions technologiques récentes ou en cours :

a) en 1960, on comptait 1.500.000 voitures individuelles en milieu rural ; en 1980 : 5.000.000, soit près d'un véhicule pour trois ruraux. Si le transport demeure un problème pour certaines personnes âgées ou handicapées, il n'est plus véritablement un facteur d'isolement des adultes.

b) le milieu rural a progressé considérablement dans les domaines de la communication. Il s'est, sur de nombreux points, aligné sur le milieu urbain.

Il est pénétré par la communication : téléphone, cinéma, télévision y sont désormais implantés comme en ville ; le monde rural perçoit les événements avec la même rapidité que les citadins. Le téléphone, après une trop longue période de stagnation, s'est développé très rapidement au cours de ces dernières années.

Dans beaucoup de petites villes rurales, la diffusion de films se fait simultanément avec les programmes des cinémas de la capitale parisienne, ce qui donne aux ruraux la possibilité de suivre tous les événements artistiques ou culturels, sans décalage de temps.

Cela est très important et permet de décroïsonner les avantages que pouvaient avoir jusqu'à présent les citadins par rapport aux ruraux.

Le phénomène associatif se développe davantage en milieu rural. Il se manifeste par une vie sociale importante sur le plan des Conseils municipaux et sur le plan des associations économiques, sociales, sportives et culturelles, qui sont autant de lieux de rencontre, d'échange et de communication.

Tout cela contribue à donner aux jeunes du milieu rural un niveau intellectuel et d'instruction, un comportement et une vue des choses identiques à ceux des jeunes citadins.

c) enfin, la tendance du passage progressif de l'industrie lourde à l'industrie légère lève une contrainte majeure à la concentration géographique des lieux de travail. Une meilleure répartition géographique des emplois devient possible et souhaitable.

Le parachèvement de cette évolution s'ébauche déjà : l'évolution des techniques informatiques permettra - permet déjà - le travail à distance, et donc des choix de localisation inconnus jusqu'à présent.

La télématique s'implante en milieu rural. Les choses vont vite. Pour le moment, c'est surtout le service de messagerie qui est utilisé (contacts personnels, informa-

tions concernant la météorologie, les engrais, les traitements sanitaires, etc...). Pour être socialement bénéfiques, ces nouvelles technologies devront être exploitées, dans toute la mesure du possible, de façon collective.

Demain, elle s'introduira directement dans le système de production lorsqu'il s'agira d'éléments peu importants dont les assemblages peuvent se faire un peu partout, et qui aboutissent à des produits dont la valeur par rapport au volume et au poids fait que le coût du transport ne constitue pas un facteur dissuasif.

Déjà la micro-informatique et la télématique sont devenues des instruments d'information pour l'agriculture et l'élevage, des outils précieux de gestion et de productivité technico-économique (agro-météorologie, utilisation des engrais et produits phytosanitaires et vétérinaires, etc...).

Une nouvelle étape va être franchie dans les prochaines années : télématique, télécopie, audio et vidéoconférences, traitement des textes à distance devraient permettre, grâce à l'installation de terminaux à domicile, une sensible décentralisation des activités économiques.

Grâce aux moyens modernes de communication, il sera possible, en tout lieu, non seulement de s'informer, mais de dialoguer.

## **POUR UNE VRAIE POLITIQUE D'AMENAGEMENT RURAL**

Ces données basées sur les aspirations connues de beaucoup de Français nous amènent à poser le problème du choix de résidence et du choix de cadre de vie. La politique d'aménagement de la France le leur permet-elle ?

Il ne s'agit pas de faire l'apologie du milieu rural contre la ville, mais de permettre à ceux qui choisissent l'habitat dispersé et le milieu rural de pouvoir le faire.

Après avoir cerné les contours actuels d'un monde rural qui se renouvelle, il faut définir dans quelles conditions cette évolution prévisible devra être encouragée et accompagnée.

Il faut une vraie politique d'aménagement rural, cohé-

### *Un intérêt accru des Français pour le milieu rural*

Il s'agit de s'y préparer, de maîtriser les techniques sans oublier les conséquences sociales qui en découlent, y compris sur le plan de l'habitat et des transports, et de rechercher les conditions qui doivent être mises à l'implantation du télétravail, en concertation avec les partenaires sociaux.

De cette tendance déjà fortement marquée, et qu'il faut encourager, on peut extrapoler des perspectives, à échéance d'une décennie, plus enrichissantes encore.

rente, complète : c'est essentiel. Le monde rural a besoin d'une politique tendant à revitaliser, c'est-à-dire à accompagner les mouvements de populations décelés au niveau des zones de peuplement industriel et urbain (ZPIU), et à favoriser leur extension, si possible, à d'autres communes rurales.

Les actions à entreprendre sont d'autant plus souhaitables et importantes que l'espace rural utilisable est très étendu : la surface de notre pays représente le tiers de



celle de l'Europe des dix, alors que sa population n'en dépasse pas le cinquième. Cet espace doit être rationnellement exploité.

Compte tenu de la diversité du milieu rural et des régions françaises, il est vain de rechercher des solutions applicables sur l'ensemble du territoire. Il n'existe pas de modèle d'aménagement unique mais, pour 90 % du territoire un commun dénominateur : l'aménagement rural, qu'il est illusoire de vouloir traiter globalement mais qui doit être abordé de façon réaliste, pragmatique, sur le terrain, au niveau de la petite région, du canton, du "pays". Les procédures devront être décidées et suivies "à froid", en associant toutes les parties concernées.

#### ***Tenir compte des intérêts des personnes qui vivent en milieu rural***

On devra tenir compte, d'une part, des intérêts des personnes, qu'elles vivent déjà en milieu rural ou qu'elles aspirent à s'y installer. Les premières exercent de toute façon des métiers - on pourrait même dire des fonctions - qui sont essentiels à la vie de la société moderne. Sans parler ici des professions de services, artisans, commerçants, professions libérales, qui, au-delà des services matériels mesurables rendus, assurent le maintien d'un tissu social extrêmement vivant, les agriculteurs font bénéficier la France de services irremplaçables : production d'aliments et de matières premières ; sauvegarde et promotion de l'environnement ; accueil des nouveaux ruraux permanents et temporaires.

Ces fonctions sont indispensables pour que les agriculteurs exercent leur profession de façon satisfaisante. Ils doivent d'abord disposer des sols nécessaires, non seulement en surface, mais encore de telle façon que les structures des terrains facilitent la mise en valeur des terres. Bien plus, ils doivent pouvoir utiliser des techniques et des modes d'exploitation qui leur permettent de s'adapter aux exigences des changements et de pouvoir supporter la concurrence des autres pays.

#### ***Réalisé par les ruraux eux-mêmes***

La nouvelle politique de décentralisation doit contribuer à l'amélioration du cadre de vie. Pendant longtemps, les communautés rurales n'ont eu à résoudre elles-mêmes que des problèmes limités : voirie, aide aux personnes âgées, police simple ... Dès que des décisions importantes devaient se prendre, elles remontaient tout de suite, par des canaux sectoriels, aux divers secteurs administratifs.

Il faut souhaiter que l'accroissement des responsabilités des élus accompagnées des moyens financiers permettra des réalisations collectives plus adaptées aux conditions de vie des ruraux.

#### ***Réalisé dans le cadre intercommunal***

Il est souhaitable que les communes soient nombreuses à utiliser les chartes intercommunales de développement et d'aménagement rural par la loi sur la répartition des compétences du 7 janvier 1983 - dans le même esprit que les P.A.R. pour passer des conventions avec le

département ; mais leur champ d'activité devrait être bien défini, pour permettre de sauvegarder les chances d'une véritable coopération intercommunale.

## **LES ELEMENTS D'UNE POLITIQUE D'AMENAGEMENT**

La politique de vitalisation du milieu rural et de préservation de la nature devra viser à : *aménager, équiper, réhabiliter et construire, protéger l'environnement, former et informer.*

#### ***Mettre en œuvre un zonage efficace***

La politique foncière communale est de la responsabilité des élus ; elle intéresse toute la population, mais les agriculteurs et les propriétaires sont particulièrement concernés. Les zonages devront être l'expression d'une politique locale de développement, et être accompagnés d'actions foncières coordonnées, notamment lors de la constitution de réserves foncières. Il conviendrait que les organisations agricoles et les différentes parties concernées soient convenablement représentées lors de la procédure d'élaboration des Plans d'Occupation des Sols (P.O.S.). Les inégalités découlant du zonage devraient être supprimées ou largement atténuées par la recherche de mécanismes de péréquation.

Le remembrement-aménagement introduit un nouveau mode de réattribution des propriétés foncières à l'occasion de la mise en œuvre d'un remembrement rural, compte tenu des différentes affectations des sols, définies par un document d'urbanisme. Cette procédure semble assez adaptée, sous réserve de certains assouplissements législatifs, et devrait permettre à la collectivité de satisfaire ses besoins en matière d'urbanisation et à l'agriculture d'améliorer ses conditions d'activité.

#### ***Parfaire les équipements ruraux***

La réalisation d'équipements appropriés - dans le temps et dans l'espace - joue un rôle moteur fondamental dans le maintien de la population en milieu rural ou son retour. Elle doit être étudiée de façon globale, afin d'éviter les effets de dispersion, de saupoudrage des crédits, les doubles emplois, les erreurs d'implantation, les travaux à refaire.

Préserver les réseaux et les services publics qui existent - équipement de base, voirie, eau, électricité, P.T.T. écoles, hôpitaux ruraux - en assurer convenablement l'entretien, veiller à leur utilisation et à leur gestion optimales (sous la tutelle des élus et avec le concours des associations), en implanter d'autres au fur et à mesure des besoins (services sanitaires et sociaux administratifs), ce qui justifiera l'implantation d'un minimum d'activités professionnelles et la création de services ou de centres culturels, sportifs, touristiques : ainsi se dessine, dans de nombreuses régions, le schéma du renouveau d'un milieu rural naguère menacé.

On tiendra le plus grand compte de trois caractéristiques importantes de l'espace rural : sa faible densité démographique interdit d'y mettre en œuvre les mêmes

conceptions techniques que pour l'équipement urbain. Les activités économiques y sont très diffuses, de sorte que les mêmes installations doivent satisfaire les besoins agricoles, artisanaux, industriels, domestiques, voire touristiques : cette nécessité de polyvalence constitue une autre différence fondamentale avec les réseaux urbains. Enfin, on ne saurait trop souligner, sur le plan des équipements proprement dits comme sur celui des services publics, l'intérêt - impérieux dans le cas des très nombreuses petites communes de moins de 5.000 habitants - de la coopération intercommunale, qu'il importe d'encourager par des mécanismes juridiques et des montages financiers effectivement incitatifs.

Les actions sectorielles à privilégier paraissent être les suivantes :

- pour l'eau, l'électricité, et le téléphone, il faut viser à renforcer les réseaux de façon à améliorer la qualité du service ;

- pour l'assainissement et la dépollution, un gros effort reste à accomplir sur le plan quantitatif (épuration des eaux, décharges, dépôts d'ordures, incinération des déchets avec récupération d'énergie...)

Il faut également généraliser la collecte sélective des ordures ménagères, afin de permettre la récupération et le recyclage des matières premières, et le traitement des déchets semi-industriels : c'est dans ce domaine qu'une coopération intercommunale serait particulièrement efficace.

Les décharges doivent être encore plus sévèrement contrôlées par les services départementaux et les municipalités.

### ***Développer l'habitat***

Parmi les multiples composantes de la qualité de la vie en milieu rural, l'habitat - qu'il s'agisse de constructions neuves ou anciennes - tient une place prépondérante.

L'habitat doit être réhabilité et modernisé, et un nouveau parc, principalement de maisons individuelles, doit progressivement le compléter, dans les années qui viennent. Le secteur locatif, trop restreint, ne peut répondre à la demande potentielle : il doit dès maintenant être favorisé pour accueillir toute famille et tout individu à revenus modestes qui ne peuvent envisager de construire leur logement.

En ce domaine, comme en d'autres, la France a connu au cours des dernières années de profondes mutations. Sous l'emprise de divers courants, notamment du désir de plus en plus manifesté d'un retour à une vie proche de la nature, les constructions récentes, c'est à dire essentiellement les maisons individuelles, ont progressivement complété, sans le supprimer, le tissu bâti ancien. Dans le même temps, d'importants efforts réalisés sur une longue période ont permis au monde rural de développer le confort des habitations, de s'équiper et de réduire ainsi peu à peu le fossé qui le sépare du monde urbain.

Des progrès peuvent toutefois encore être faits pour

accroître la qualité de l'habitat. Les réalisations entreprises en ce domaine ont d'ailleurs accumulé des enseignements à partir desquels on peut tenter de dégager les éléments d'une action plus coordonnée. Une telle politique devrait concerner non seulement les constructions anciennes pour lesquelles il s'agit de développer la rénovation en tirant parti des expériences de réhabilitation déjà réalisées, mais également les constructions nouvelles pour lesquelles il importe de veiller au maintien de la qualité, au respect de l'esthétique, à une meilleure insertion dans le paysage en respectant les particularismes locaux.

### ***Protéger les espaces naturels***

La réflexion sur la protection des espaces naturels est relativement récente, mais elle progresse rapidement. On attachera, dans cette perspective, le plus grand intérêt, sur le plan des principes et sur le plan institutionnel, à la protection et à la gestion d'un réseau d'espaces naturels, tendant à concilier, sous la tutelle de l'Etat, le développement harmonieux des activités humaines et la conservation - parfois prioritaire - des richesses biologiques.

L'espace rural est par essence étroitement lié à l'équilibre biologique du milieu naturel. Aussi les diverses interventions humaines dans cet espace ont-elles des répercussions considérables, visibles ou invisibles, sur le patrimoine naturel et la préservation des espèces animales et végétales.

La recherche d'une harmonie entre les effets de ces activités variées est aujourd'hui un objectif prioritaire dont le besoin est ressenti par tous. Elle implique un décloisonnement des groupes représentatifs d'intérêts spécifiques et donc des structures de dialogue. L'écologiste scientifique dont la mission est d'étudier et de préserver les équilibres naturels essentiels est devenu un complice de l'exploitant du milieu rural. Une bonne agriculture ne peut se passer d'un milieu rural sain. Petit à petit, tous prennent conscience que leurs intérêts sont solidaires, que le respect de la vie est lié au respect des équilibres écologiques, que l'enjeu est même celui de la survie de l'humanité.

Il faut souligner ici le progrès que constitue le projet de loi relatif aux enquêtes publiques (conseil des ministres du 16 février 1983) qui seront désormais ouvertes chaque fois qu'une opération peut porter atteinte à l'environnement.

### ***Favoriser l'animation***

Le milieu rural est de plus en plus diversifié. Il convient de tenir compte de cette situation et de permettre, pour tout ce qui concerne la vie rurale, de contribuer à l'animation de celle-ci par le développement de la vie associative et culturelle et par tout ce qui peut favoriser le sport et le tourisme.

La législation, la réglementation, en précisant les droits et les devoirs de chacun, devraient aboutir à associer élus, institutions et population.

## UNE POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT DE L'ESPACE

L'analyse des mutations du monde rural et la réflexion sur son avenir ne peuvent se faire sans un rapprochement avec le constat d'une société qui a changé, d'un monde dont la croissance mesurée tend à faire diminuer le travail dans beaucoup de professions, ce qui augmente d'autant les heures de loisir.

Cette mutation a aussi malheureusement provoqué des problèmes économiques qui se traduisent par une remise en cause de l'organisation de notre société.

Ce qui est grave, c'est qu'il ne s'agit pas d'une situation temporaire à laquelle il pourra être remédié, dans l'avenir, par un retour aux activités traditionnelles. Il s'agit d'une évolution irréversible qui ébranle les fondements même de notre type de société, en remettant en question les rapports de l'homme et du travail. La production a de moins en moins besoin du recours au travail de l'homme. Des machines de plus en plus complexes accomplissent le même travail dans des conditions plus sûres, plus rapides, plus fiables et moins coûteuses. La machine n'est jamais fatiguée ; elle ne connaît ni la limitation de la durée de travail, ni les congés payés, ni le poids des charges sociales.

Cette évolution a commencé dans l'agriculture qui, en un siècle, a perdu les neuf dixièmes de ses exploitants, tandis que la production s'accroissait en quantité et en qualité, grâce au progrès technique le plus remarquable connu, dans un délai aussi réduit. Beaucoup de ces exploitants, qui ont quitté la terre pour devenir des salariés dans les centres urbains et industriels, sont à présent des chômeurs car l'industrie, pour soutenir la compétition internationale, se modernise, c'est-à-dire qu'elle se mécanise, se "robotise" et tend à éliminer les hommes. Il en est de même, dans le secteur des services, avec l'électronique.

Le chômage n'est pas un accident temporaire, mais l'élément précurseur d'une société qui aura moins besoin du travail humain. Que fera-t-on de cette population innocuée ? Comment assurer le maintien de son niveau

de vie et des garanties sociales dont elle bénéficie ?

Ce qui, en tous cas, apparaît certain, c'est que cette mutation provoquera une nouvelle répartition de la population sur l'ensemble du territoire et une nouvelle transformation du milieu et de la vie rurale. Il faudrait, dès à présent, s'y préparer afin de ne pas être surpris par l'événement.

Une politique de l'espace doit être définie pour en tracer les grands traits et les grands axes.

Il faut souhaiter une concertation périodique nationale qui, sous l'autorité du Premier Ministre, puisse permettre entre tous les départements ministériels concernés par le développement de l'Espace, une harmonisation de leurs interventions respectives.

Cette harmonisation pourrait être l'objet de communications et de décisions au niveau des comités interministériels existants.

Il est aussi souhaitable que l'on puisse établir un rapport annuel comportant la description chiffrée des actions des différents départements ministériels et des services publics dans le domaine du développement de l'Espace, ce qui permettrait d'établir des comparaisons d'une année à l'autre afin que les groupes parlementaires et sénatoriaux soient saisis de ces données.

Dans un souci d'aborder concrètement les problèmes de l'Espace et de réaliser une meilleure adaptation des solutions, la décentralisation doit permettre aux instances politiques régionales et départementales d'avoir les moyens d'élaborer une politique adaptée et de disposer des moyens financiers correspondants.

La France dispose dans la Communauté Economique Européenne du plus grand espace. C'est une chance. Avec le souci du présent et dans une perspective d'avenir, la politique de l'espace doit correspondre aux désirs de ceux qui ont fait le choix d'y vivre.

André LAURENT

*N.B. : Cet article d'André Laurent constitue une synthèse d'un rapport que l'auteur a présenté au Conseil Economique et Social.*

### *Les livres de nos collaborateurs*

- *Jean Boissonnat - "Journal de crise" (1973-1984). Edit. Lattès*
- *D. A. Kergal - "L'avenir se présente bien..." Edit. Ouest-France*
- *Yvan Christ - "Montmartre". Edit. Veyrier*

# APPROCHES DE LA MODERNITÉ

par Jean-Marie DOMENACH

**L**es sciences sociales ne cessent de s'étendre, de s'enrichir et de se spécialiser chaque jour davantage. Economie politique, sociologie, ethnologie, psychologie et psychanalyse, politique, ethologie (1), démographie, etc... constituent autant de disciplines particulières qui se subdivisent elles-mêmes en d'innombrables spécialités.

## LES SCIENCES DE L'HOMME

Ces sciences (méritent-elles exactement ce nom ?) sont encore jeunes et guère plus de deux siècles nous séparent de leur naissance. Cela permet d'adopter une méthode qui conviendrait mal aux sciences de la nature : les situer dans leur genèse, c'est-à-dire dans le progrès d'une recherche qui parvient jusqu'à nous sans connaître ces ruptures, ces surgissements et ces effacements qui ont caractérisé le développement des sciences de la nature. Certes, quelques découvertes (et non des moindres) dans les sciences de l'homme manifestent une nouveauté radicale : la psychanalyse par exemple ; d'autre part, il est vrai que la psychologie contemporaine a dépassé depuis longtemps certaines théories charlatanesques comme la phrénologie. Mais on n'observe pas dans les sciences de l'homme, des renversements tels que le passage de la cosmologie antique à la cosmologie copernicienne, laquelle, en démontrant que la terre tourne autour du soleil, abolit définitivement la conception que l'antiquité se faisait de l'univers. Ce qu'on tenait pour "vrai" touchant les structures de la matière apparaît faux aujourd'hui : l'atome est sécable (2). Or ni Socrate, ni La Bruyère, ni Racine, ni J.J. Rousseau, ni Flaubert, ni Dostoïevsky, ne pourraient être réputés "faux" ou dépassés dans ce qu'ils nous révèlent des profondeurs de l'âme, et la psychologie des foules puise encore ses meilleures analyses dans le roman, le théâtre ou les mémoires autobiographiques. Descartes, comme savant, est souvent fallacieux ; comme explorateur des passions, il reste véridique.

En un sens, les sciences de l'homme apparaissent comme moins scientifiques que les sciences de la nature, d'abord parce qu'elles ne peuvent être soumises à l'expérimentation (3) ; ensuite parce qu'elles sont difficilement mathématisables, à l'exception de celles qui ont des interfaces avec les sciences de la nature. En un autre sens, nous oserons dire qu'elles sont plus scientifiques dans la mesure où leurs énoncés, ou du moins leurs intuitions, ne s'annulent pas d'âge en âge mais suivent l'itinéraire d'un progrès continu. Ce qui ne revient certes pas à prétendre que tout y est vrai de tout temps : bien des superstitions, des naïvetés, des préjugés et des dogmes ont perverti la recherche et se sont durcis en thèses insoutenables. De tous ces préjugés, nous le verrons, l'un des plus néfastes, précisément, a été de vouloir aligner à tout prix les sciences de l'homme sur celles de la nature, et pour cela

de théoriser hâtivement et de durcir en systèmes présentés comme irréfutables des analyses valables dans leur domaine et dans leur temps. Les sciences de l'homme sont encore dans leur adolescence. Sans doute faut-il admettre aussi que leur sujet - l'homme - leur échappera toujours par quelque bout, ne serait-ce que parce qu'il incorpore à son raisonnement et à sa conduite les connaissances que ces sciences lui apportent : les sondages provoquent ainsi des contre-coups inattendus dans la mesure où l'électeur connaît à l'avance le résultat approximatif du scrutin. Il est probable que la lumière projetée par les sciences sociales sur le comportement humain non seulement contribue à modifier celui-ci mais pousse le sujet lui-même à se masquer et à s'enterrer. Un être investi d'une connaissance presque parfaite de lui-même s'abolirait dans l'évidence et la certitude de cette connaissance : les sciences de l'homme ne progressent que dans la mesure où l'homme continue de leur échapper, on ne saurait en dire autant de la nature (encore que certaines expériences récentes en matière de physique des particules laissent entrevoir certains phénomènes analogues).

Cependant, les sciences de l'homme méritent largement le nom de science pour autant qu'on s'en tient au sens premier du mot : "Je sais de science certaine"... qui recouvre tous les modes du savoir. Science et philosophie étaient liées chez les Grecs et continuèrent de l'être longtemps après la Renaissance ; c'est vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle qu'elles ont commencé à se séparer. Bien des signes donnent à penser que ce divorce n'est pas définitif (4). Les sciences de l'homme sont apparues alors que cette séparation s'accomplissait et elles se sont constituées sur le modèle des sciences de la nature, qui leur semblait plus avancé, plus performant. Mais on ne devrait pas les distinguer absolument de la philosophie ni de la littérature. Certaines d'entre elles, telle l'économie politique, semblent certes très loin de la poésie, mais gardent des attaches solides avec la philosophie et tendent aujourd'hui à se nourrir d'analyses puisées dans les récits mythiques et romanesques. D'autres, telle que la psychologie individuelle ou collective, restent plus ou moins tributaires de la littérature. Enfin, de nouvelles disciplines sont apparues, telle la sémiologie, qui relie étroitement la création littéraire et artistique à la recherche scientifique.

Littérature, arts, philosophie, concourent avec les sciences de l'homme au progrès de la connaissance. Non seulement elles les fournissent en matériaux mais il arrive qu'en retour ces sciences enrichissent les arts et la littérature ; ainsi la psychanalyse à l'égard du roman.

Cette interaction des humanités et des sciences sociales est à la base de notre approche et sera un de nos leitmo-

tiv. Mais les croisements les plus fréquentés, les plus importants sont entre les sciences de l'homme et la philosophie, disons plutôt les "idées", ces "idées" régulatrices (E. Kant.) ou au contraire subversives, qui aimantent une époque et inspirent la recherche et l'action. L'"idée" n'est pas l'idéologie"; elle relie les idéologies diverses : ainsi la France a-t-elle connu une "idée républicaine" qui, entre 1870 et 1914, apparentait les idéologies variées (laïcité, positivisme, nationalisme, socialisme). Parler d'emblée d'idéologie, ce serait opposer une réalité "vraie" à des idées "fausses". Parler d'une "idée", c'est postuler une prise de conscience commune, une mentalité dominante, dont l'époque n'est qu'à peine consciente, mais que les histoires révéleront : mélange de savoirs et de sentiments, de valeurs et de mythes, qui définit le "champ" propre à une époque. Bien sûr, on doit se garder de tout enfermer dans une seule interprétation car les phénomènes sociaux sont complexes, et, en marge du système dominant apparaissent des individus ou des groupes qui le remettent en cause, le transforment du dedans et annoncent une époque nouvelle. Nous aurons l'occasion de rencontrer telle ou telle de ces personnalités prophétiques : Hölderlin, Nietzsche, Rimbaud, Péguy... Songeons aussi à l'explosion du cubisme qui, au début de ce siècle, préfigure l'homme éclaté tel que le produiront les guerres mondiales, les camps de concentration et le triomphe écrasant de la technique.

Michel Foucault a admirablement montré comment se constituent ces "arrangements" où les sciences, les arts, les idéologies s'articulent pour former la structure d'une époque. Mais les dé-rangements sont difficiles à comprendre, et leurs processus sont souterrains. Le découpage d'une époque n'exclut pas les empiètements et toute périodisation exige une grande prudence. L'économie politique se constitue au XVIII<sup>e</sup> siècle ; on ne saurait dire pour autant qu'elle soit éclipsée par le succès de l'histoire qui s'affirme au XIX<sup>e</sup> siècle, ni par la croissance de la sociologie qui, de nos jours, semble aspirer à une position dominante après avoir presque dépouillé l'histoire de son corset chronologique. Cependant, la linguistique, depuis une trentaine d'années a renouvelé l'anthropologie et inspire un nombre croissant de sciences humaines. Les disciplines se chevauchent ; cependant, leur apparition et leur essor correspondent à des moments repérables et doivent être mis en relation avec les éléments principaux et les forces dominantes.

Cette relation, il est d'autant plus nécessaire de l'établir, qu'elle procède d'une même prise de conscience, à l'aube de la modernité.

L'Occident a toujours été poussé en avant par deux forces conjointes : la volonté de connaître et la volonté de dominer. Pendant des siècles, il a envoyé aux quatre coins d'un monde qui ne se souciait pas de lui, ses explorateurs, ses missionnaires et ses soldats. Aux croisés, aux conquistadors ont succédé les colonisateurs. Cette formidable passion de savoir et de dominer a hésité longtemps à se retourner vers l'intérieur : on "découvre" les Indiens, alors qu'on n'ose pas encore briser la clôture

sacrée qui protège les corps individuels et le corps social. Dès 1315, pourtant, un chirurgien de Bologne avait disséqué publiquement deux cadavres et le résultat de ses observations nourrira, pendant un siècle, les anatomistes ; à noter cependant qu'il n'avait pas osé ouvrir les têtes, de peur de commettre un péché mortel... Mais avec la Renaissance, on commence à oser et la volonté de savoir, progressivement, s'attaque aux institutions, au marché, aux mécanismes physiologiques et psychologiques. Savoir comment cela fonctionne, comment cela évolue, c'est en même temps se donner la capacité d'intervenir et de modifier ; le désir de connaître fortifie le désir de changer. Les sciences de l'homme sont contemporaines de ce mouvement de libération qui suscite la Révolution puis, au XIX<sup>e</sup> siècle les romantismes populaires et nationalistes. La connaissance ne souffre plus de bornes ; la libération non plus. C'est l'aventure de ces deux entreprises, de ces deux passions enchevêtrées qu'évoque ce cours. Aventures qui n'est pas seulement théorique : l'Histoire la porte, mais c'est bientôt elle qui va porter l'Histoire car l'idéologie pénètre le tissu social, suscite des révolutions, des résistances, des guerres, des Etats et des Empires. Napoléon incarne la Révolution française arrêtée. Hegel tire de là sa pensée de l'Etat, proclamant que la vérité ne doit pas être perçue seulement comme un concept, mais comme un sujet, c'est-à-dire comme une force collective opérant dans l'histoire la synthèse des intérêts en conflit. Ce sujet, K. Marx va le trouver : c'est le prolétariat ouvrier, issu du capitalisme industrialisateur. Qu'il puisse exister des sujets "vrais" et, par conséquent, des sujets "faux", voilà qui introduit la science au coeur du destin social et fond en un seul bloc la théorie et l'action. La genèse des sciences sociales est donc mêlée à la philosophie, à l'économie, à la technique : pour que Marx conçoive le prolétariat comme sujet révolutionnaire, il fallait Hegel, le capitalisme et le machinisme.

La même intime liaison de l'Histoire et de l'Idée, de l'Idée et de la Science, nous la retrouverons dans les contre-coups que l'Occident reçoit des terres exotiques où il s'est aventuré. L'autre - le sauvage - est d'abord nié : il faut qu'il soit une bête, ou qu'il devienne semblable à nous. Cependant ses vertus, son authenticité sont un camouflet à la civilisation. L'autre, écrasé, assimilé, colonisé, revient troubler la conscience de l'Occident. Le débarquement du "bon sauvage" est contemporain de la naissance des sciences humaines : nous commençons à nous connaître parce que nous prenons conscience qu'existent, hors de chez nous, d'autres moeurs, d'autres institutions, d'autres qualités. L'ethnologie est, en ce sens, la première des sciences humaines : c'est elle qui nous apprend qu'il est possible de nous connaître et qui nous fournit la première référence.

Certes, l'Histoire ne se résume pas à l'histoire des idées ; elle nous offre plutôt le spectacle des contradictions qui opposent l'idéal à ses conséquences, l'intention à l'action et elle le fait brutalement, en lever de rideau. puisque quatre années seulement séparent la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen (1789) de la Terreur. Ainsi apprenons-nous que l'action humaine engendre

souvent des résultats contraires à ceux qu'elle poursuivait, et nous comprenons que ce décalage est la raison et la condition de l'existence des sciences sociales. En effet, si la société était un milieu homogène, il suffirait de la porter à un certain degré pour la faire geler ou bouillir. Les sciences sociales n'ont de raison d'être que par l'opacité insondable d'un milieu qui déforme l'action de telle sorte qu'aucune relation certaine ne puisse être établie entre une décision et les résultats qu'elle produira. Si certaines sciences humaines, la psychologie par exemple, parviennent à établir des relations certaines (cf. les réflexes), cette certitude disparaît dès lors que l'individu agit en société. C'est cette énigme sociale, toujours renouvelée, qui fait l'intérêt passionnant des sciences qui traitent du comportement collectif. Cette caractéristique de l'action sociale, R. Boudon l'a nommée "effets pervers". Cette "perversité" va plus loin que les déviations et les contre-coups des actes particuliers : elle est la loi dominante des sciences sociales. L'enfer est pavé de bonnes intentions, dit le proverbe. Mais ce langage moral, qu'induit le mot "pervers" risque de nous égarer car il s'agit moins d'intentions déviées que d'une structure propre au champ social et d'un fonctionnement logique, économique, financier et politique. Mais sans doute, cette déformation et parfois ce retournement de l'action ont-ils des racines dans une nature humaine qui n'a pas la simplicité de la nature minérale ou végétale : les tropismes d'une plante ou d'un animal les mènent vers leur subsistance et la survie de l'espèce ; le désir propre à l'homme peut viser ce qui le détruit. Telle est la leçon du Tragique.

Si, pour introduire aux sciences sociales, nous avons privilégié la perspective historique, ce n'est pas seulement pour les raisons que nous venons d'invoquer : les liens indissociables entre connaissance et action collective, c'est aussi parce que cette perspective, aujourd'hui, nous a semblé s'ouvrir plus largement. Contrairement, en effet, à ce qu'on croit souvent, il est périlleux d'écrire l'histoire d'une époque dont on n'est pas encore sorti. C'est une règle pour l'ethnologue, et ce devrait en être une aussi pour l'historien que l'objet d'une étude est d'autant plus compréhensible qu'il est plus éloigné de nous (jusqu'à un certain seuil, car, faute de documents, certaines cultures peuvent n'être pas - ou difficilement - déchiffrées). Un ethnologue français comprendra mieux les Papous que ses compatriotes (et d'ailleurs l'ethnologie de la France est surtout le fait d'étrangers). En revanche, la proximité implique souvent des préjugés et des passions dont on n'est pas conscient. Or, bien des signes laissent pressentir que l'époque que nous appelons "modernité" - en gros les deux-cents dernières années - est en train de s'achever. Non seulement parce que le bicentenaire de la Révolution française approche, mais parce que la menace atomique accélère le processus de mondialisation qu'impulse la technique : l'Europe a perdu sa suprématie, la communication se fait instantanée, les échanges deviennent planétaires. Au sein de cette mondialisation se produisent des phénomènes récurrents qui combattent et parfois renversent les valeurs et les

mythes qui étaient à la base de la modernité, et dont en Europe même, la révolution bolchevique puis le fascisme et le nazisme avaient montré la fragilité. La crise d'identité qui avait alors frappé les peuples européens, s'est déplacée vers les peuples décolonisés du Tiers-Monde.

En Occident même, cette crise s'est, pour ainsi dire intériorisée : ce ne sont plus les peuples, ce sont les individus qui, ne se sentant plus encadrés, soutenus par les normes et les communautés traditionnelles, se posent la question : "Qui suis-je ? Où sont mes racines ? Où est ma destination ?" La crise d'identité devient crise de sens. Forme et fond, jadis, ne faisaient qu'un dans le besoin ou la création. On bâtissait avec des pierres de pays des maisons et des villages adaptés aux nécessités du climat et du travail. Mais science, technique, mobilité ont brisé cet accord spontané et dès lors, entre forme et fond, entre signifiant et signifié, une distance s'est installée qui ne cessera de croître jusqu'à ce que des artistes et des écrivains contemporains s'emparent de ces formes qui ont rompu leurs amarres pour les manipuler à leur guise, pour en faire des constructions à part, qui nient toute espèce de sens.

Ainsi la modernité est-elle mise en question non seulement dans ses valeurs (sa croyance au progrès, en l'histoire libératrice, en l'universalité de l'Occident...) mais dans la cohérence d'un discours et d'un art qui semblent avoir perdu leurs assises, leur consistance propre et leur foi en eux-mêmes. Et cela, au moment où l'économie vacille, où l'inflation et le chômage s'accroissent, où la nouveauté technique impose de nouvelles formes de production. On parle désormais du "post-modernisme". C'est même le nom d'une tendance qu'on résume ainsi : "Mise en scène qui est une mise en abîme où règnent la dérision, la citation et le pastiche des styles précédents. Tous sont admis, inclus à part entière, que ce soit le chef-d'œuvre de bon goût ou le vulgaire insignifiant. La postérité tranchera ou pas. Nihilisme du sens, nivellement du dogme qui établit et sépare, omniprésence, au contraire, de l'histoire, réservoir illimité de références, d'illustrations, de thèmes. (...) Le refus de choisir place tout au même niveau dans un présent illimité (...) Il installe la liberté du présent". Cet éclectisme est l'envers du progrès, puisqu'il prétend mettre à égalité toutes les expériences ; l'envers de la prétention occidentale à l'universalité, puisqu'il relativise toutes les cultures ; l'abolition de cette conscience d'un devenir auquel l'extension indéfinie des libertés donnait sa signification.

Cette pause de l'Histoire et ce retournement des valeurs nous donnent la distance nécessaire pour observer convenablement une époque dont nous avons commencé à sortir. Notre société est en train de prendre conscience des exigences radicales de cette modernité qui l'a façonnée. Se passer de Dieu, se priver des certitudes traditionnelles, c'était se jeter dans une aventure indéfinie et inquiétante. Si vous supprimez le fondement de la vie sociale, ou bien vous devrez en chercher un autre, ou bien essayer de vivre et de penser sans garantie. Il apparaît que, par un réflexe naturel, individus et sociétés ont

cherché à se protéger en substituant aux croyances déchues ou déclinantes de nouveaux dogmes et de nouveaux catéchismes, ceux des religions sans transcendance, progressisme, naturalisme, racisme, etc... Le reflux de ces "religions horizontales" (A. Camus) a laissé un vide que, durant ces trente dernières années, ont comblé la montée de la consommation (le revenu des Français a quadruplé pendant ce temps) et la transformation des modes de vie. Mais ce qu'on appelle la crise, en arrêtant ce progrès, suscite des interrogations essentielles. Ce ne sont plus seulement quelques philosophes, romanciers et spécialistes des sciences de l'homme qui posent ces questions fondamentales ; la conscience commune s'en inquiète : qu'est-ce qui fait tenir ensemble une société, une nation ? Quel est le fondement de l'autorité, la garantie des institutions et des lois ?

Le travail conserve-t-il une valeur ? La technique est-elle libératrice ou oppressive ? La société industrielle peut-elle s'étendre au monde entier sans détruire les cultures particulières ? La violence peut-elle être apprivoisée par un discours commun à l'humanité ?

Ces questions sont autant de contestations du credo de la modernité, qui ne sépare pas l'avancement de la connaissance de l'avancement de la justice et du bien-être. Elles indiquent une position culturelle à partir de laquelle il devient possible d'appréhender les grandes lignes d'un mouvement intellectuel et social qui a transformé nos manières de penser et de vivre, et doté l'humanité d'un destin. Si nous interrogeons le passé, ce n'est pas pour le transformer en curiosité, c'est parce qu'il nous a portés à ce niveau, précisément, où nous sommes devenus capables de l'interroger et d'y trouver les moyens de nous comprendre, nous et nos institutions, d'abord en retraçant une genèse, ensuite en prenant la mesure d'une différence.

Même les critiques que nous lui adressons témoignent en sa faveur : l'âge moderne n'a-t-il pas contesté l'antiquité - et avec quelle force ! La contestation menée par les écrivains et les idéologues du XVIII<sup>e</sup> siècle a ouvert les portes de la modernité. Ce faisant, elle se situait elle-même dans la tradition la plus profonde de l'Occident, qui a toujours refusé de se clore sur lui-même, qui n'a cessé, depuis la fin du Moyen-Age de critiquer ses croyances, ses mythes et ses légendes. Peut-être la critique qui s'amorce de la modernité - critique à la fois théorique et pratique - est-elle en train d'ouvrir à nouveau des portes qui allaient se refermer.

## LA MODERNITÉ : DATES ET DÉFINITION

La difficulté de définir le mot *moderne* vient de ce que le temps qui passe en change continuellement le sens. Est réputé moderne, en effet, l'objet ou l'individu dont on affirme qu'ils sont en accord avec leur époque. Mais les époques se succèdent, les modes passent, de sorte que ce qui, sur le moment, paraissait moderne donne déjà l'impression d'être ancien aux générations suivantes ; et cette obsolescence s'accélère encore depuis quelques années :

la "traction avant" Citroën, dont on célèbre en 1984 le cinquantenaire bouleversa les contemporains ; on l'admire aujourd'hui au musée. Le moderne se définit par opposition à l'ancien. Mais quand commence l'ancienneté ? Déjà l'on visite Beaubourg comme la Tour Eiffel et l'irrésistible querelle des Anciens et des Modernes se déplace vers d'autres objets - la future pyramide en verre du Louvre par exemple.

L'on comprend par là que "moderne" puisse signifier à la fois ce qui est contemporain et ce qui est daté, - ce qui déjà "date" et semble dépassé. Moderne s'oppose à traditionnel (ce qui, soit dit en passant, explique que le problème de la modernité ne concerne qu'assez peu les Etats-Unis, dont l'histoire commence à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle). Mais la modernité n'est-elle pas exposée à devenir elle aussi une tradition, "la tradition du nouveau" (H. Rosenberg) ? Disons que la modernité est une "morale canonique du changement". Répudiant l'ancien, appelant le nouveau, son principe la pousse à aller toujours plus vite, à consommer toujours davantage, à devenir une idéologie du changement pour le changement, et à aboutir à une "culture de la quotidienneté", qui récupère et recycle continuellement le passé - autrement dit, qui l'abolit, ainsi qu'on peut s'en convaincre en visitant les expositions d'art contemporain ou en écoutant le discours tenu par les partisans d'une nouvelle culture qui privilégie le jaillissement spontané sur la vénération du patrimoine. Partie du culte du progrès - c'est-à-dire d'un changement orienté à des buts significatifs, il est possible que la modernité débouche aujourd'hui sur le culte indiscriminé du nouveau et sur la négation même d'un changement qui ait un sens.

N'allons pas croire que ce parcours se soit accompli facilement. Trois crises jalonnent la modernité :

- celle de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, avec la Révolution française qui incarne dans la réalité politique et sociale les idéaux modernes ;
- celle de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui annonce la déroute de ces idéaux (progrès, rationalité, libéralisme) devant la montée des masses et des passions collectives (nationalisme, antisémitisme, fascisme, socialisme, christianisme social), la réhabilitation des forces souterraines, instinctuelles (l'"inconscient") ;
- celle qui s'ouvre dans les années 60, et qui n'est pas terminée : marquée par la retombée des idéologies de masse, le triomphe du privé sur le public et la critique radicale de l'humanisme.

On peut donc parler de deux modernités successives, qui, l'une et l'autre, débutent en fin de siècle pour triompher dans le siècle suivant :

- 1780.... 1880
  - 1880.... 1960,
- dates approximatives, certes, mais cadre commode (5).

La plupart des historiens font commencer l'ère moderne en 1453, date de la chute de Byzance (6), qui marqua la fin du monde antique, pour la clore en 1789, date où s'ouvre l'ère "contemporaine". Ce n'est pas cette

périodisation que nous avons retenue. La modernité nous semble moins une période chronologiquement définie qu'une "idée régulatrice" (ou dé-régulatrice) une culture, un état d'esprit (ensemble d'inspirations, de recherches, de valeurs) qui s'impose à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et qui s'inscrit ainsi dans l'époque que les manuels d'histoire nomment contemporaine. Mais l'histoire avance plus vite que les historiens, et il est devenu difficile de considérer Napoléon et Victor Hugo comme des contemporains, et tout autant Ronsard et Bossuet comme des modernes. S'il est vrai que le mot "moderne" est apparu au XIV<sup>e</sup> siècle par opposition à "ancien" qui caractérisait l'antiquité gréco-latine, il n'a pris sa charge affective que plus tard, donnant naissance à ce concept de *modernité* qui apparaît en 1850 avec G. de Nerval et Baudelaire et qui regroupe autour de lui un ensemble de significations flottantes, esthétiques, philosophiques et politiques, nettement orientées par une volonté provocante d'aimer son époque et de la célébrer. "Il faut être absolument moderne", cet impératif de Rimbaud signifie que la beauté, la grandeur, la ferveur ne sont pas le privilège de l'antiquité, des époques légendaires, et qu'il faut adhérer à la beauté "bizarre" de son époque, au lieu de la critiquer au nom des règles classiques, bref qu'il faut être pleinement soi-même dans un monde qui a rompu ses amarres. Pour Baudelaire comme pour Rimbaud, comme plus tard pour les surréalistes, la modernité signifie d'abord la destruction des formes figées qui arrêtent l'évolution des arts, des sentiments, des idées et des mœurs ; à partir de quoi l'on peut se réconcilier avec le présent et regarder comme surprenant, fantastique ce qui semblait banal, comme ludique ce qui semblait utilitaire. La modernité nie le préjugé humaniste de la décadence, elle inverse le mythe de l'âge d'or. "L'hymne de l'avenir est paradisiaque "s'écrie Apollinaire au milieu des bombardements de la Grande Guerre. Ce n'est pas la ruine qui est enthousiasmante, c'est le gaz et l'électricité, le chemin de fer et l'aéroplane, c'est la Tour Eiffel, symbole de la modernité industrielle, - tout ce décor urbain et technologique qui, s'il arrive à grand-peine à figurer dans la peinture, mérite droit de cité dans une poésie qui célèbre le "radicalement nouveau" qu'annonçait Rimbaud. Le moderne est tout le contraire de celui qui pleure sur la vulgarité de son époque en célébrant les vertus des âges anciens ; il est en marche dans la solitude, vers des idées et des formes inconnues. C'est ce qu'indique Baudelaire (et ce thème ne cessera plus d'inspirer notre littérature et notre cinéma : on le trouve dans le "Nouveau Roman", comme dans les films d'Antonioni) : "Cet homme tel que je l'ai dépeint, ce solitaire d'une imagination active, voyageant à travers le grand désert d'hommes, (...) cherche ce quelque chose qu'on nous permettra d'appeler la modernité".

Les romantiques de 1830 avaient déclaré la guerre à la tyrannie des classiques, mais la bataille d'Hernani s'était déroulée dans le champ clos de l'humanisme. La modernité commence lorsque la forme se sépare du fond, et non pas pour des performances gratuites, mais pour un art différent, pour une interprétation qui suit d'autres che-

mins. Si l'art brise les harmonies et les compositions classiques, c'est pour désosser l'univers et faire apparaître sa face cachée : ces formes et ces langages, enlevés aux règles anciennes, et poussés à bout, font apparaître d'autres structures, d'autres fonctions, d'autres beautés. Du chaos naît un ordre qui n'est plus imposé du dehors. Dès lors, on ne se demandera plus devant une toile "abs-traité" : "Qu'est-ce que ça représente ?" La modernité ose exhiber la matière : celle du fer (Eiffel), du béton (Le Corbusier) et les structures brutes des objets et des corps (cubisme). Et du même mouvement qu'avec l'art et la technique, elle perfore et met à nu la matière, elle ose déshabiller les théories et les institutions pour en montrer l'artifice et les secrets de fonctionnement.

Profanation généralisée, qui commence avec les libertins du XVII<sup>e</sup> siècle, s'accroît au XVIII<sup>e</sup> pour triompher avec la destitution de la noblesse et la mort du roi. Après l'intermède de la Restauration, le mouvement reprend et s'affirme dans le positivisme scientifique du XIX<sup>e</sup> siècle. Nul n'a mieux exprimé que Renan l'ambition suprême de la modernité : "L'œuvre moderne ne sera accomplie que quand la croyance au surnaturel, sous quelque forme que ce soit, sera détruite". Et encore : "Organiser scientifiquement l'humanité, tel est donc le dernier mot de la science moderne, telle est son audacieuse mais légitime prétention. Je vois plus loin encore. (...) La raison, après avoir organisé l'humanité, organisera Dieu". Il est à noter que la science moderne est pour Renan essentiellement la science des produits de l'esprit humain, et au premier rang, la philologie. Ce rêve d'une sécularisation complète aboutit à ce que Péguy, un peu plus tard appellera par dérision "Une humanité Dieu ayant acquis, englobé toute connaissance de l'univers dans sa totale mémoire". Renan est parfaitement logique : si la modernité parvient par la science à ce qu'il appelle "l'indubitable", il faudra bien qu'elle organise le monde à la place de Dieu, et finalement se substitue au Créateur.

Là réside le principe du formidable dynamisme de la modernité : rien, pour elle, n'est sacré, elle ne s'arrête pas plus au seuil du corps et de la nature qu'elle ne s'est arrêtée au seuil des palais et des églises. Rien ne doit échapper à l'investigation et aux prises de la science, de l'art et de la technique. On percera le "mystère" de la nature, comme celui des étoiles. On fissionnera l'atome. On ira dans la lune. On fabriquera du vivant... Jusqu'alors toutes les civilisations avaient eu leur tabous, toutes avaient pratiqué une sorte ou l'autre d'auto-limitation. La modernité, non. C'est d'ailleurs pourquoi il est si difficile de la définir : elle récusé toute "définition", c'est-à-dire toute limitation. L'axe de la modernité est ce continu "En avant !". Pour le reste, elle tolère les différences et les contrastes, elle les exhibe même volontiers, reprenant couramment selon des cycles courts, les modes anciennes. Les civilisations traditionnelles se réclament toutes de textes dictés ou inspirés par Dieu, ou de légendes héroïques. Ces *corpus* indiquent au peuple ses modèles, ses normes, ses valeurs, lui donnent son identité. La modernité n'a pas de discours fondateur car



elle est à elle-même son propre fondement, - un fondement qui d'ailleurs se déplace et s'élargit sans cesse puisqu'elle se sent capable d'intégrer dans son musée imaginaire les arts du monde entier et dans son art propre toutes les formes conçues et concevables.

L'Occident, en devenant moderne, commence à diriger ses appétits de découverte et de domination vers les territoires encore mal explorés : les mécanismes du corps et de la conscience, ceux de l'économie et des institutions politiques, le mystère des origines de l'humanité et celui, plus troublant encore, du sous-sol moral. Maître du monde par la colonisation et la supériorité technique, il prétend devenir également maître de lui-même. Cette entreprise, plus difficile, est loin encore d'être achevée, mais il nous devient possible d'en considérer le développement, d'en analyser les réussites et les contradictions. En effet, le moment est favorable puisque, comme nous l'avons vu, la mondialisation, mais aussi les contre-coups qui l'accompagnent mettent en lumière la modernité occidentale aujourd'hui contestée par le réveil des "identités" culturelles et religieuses. Cette histoire de l'apogée et du recul de l'Occident n'est pas notre sujet, mais nous devons la conserver toujours en arrière plan dans la mesure où la modernité se caractérise par une aspiration à la totalité, une totalité qui ne limite ni l'espace ni le temps. Cette aspiration, l'Occident la maintiendra-t-elle ? Ou bien va-t-il se replier lui aussi sur son fondamental ? Un recul lui serait très difficile car il n'a cessé de détruire, à mesure qu'il avançait, les lieux où il aurait pu chercher un abri. La modernité, nous l'avons dit, semble devenir consciente d'elle-même, et elle s'interroge sur sa capacité de se renouveler. Depuis une cinquantaine d'années, elle a renoncé à l'utopie. Sans doute l'extrême conscience d'elle-même à laquelle elle est parvenue (à travers les sciences humaines et la représentation esthétique et littéraire) l'empêche maintenant d'adhérer à son discours, à ses valeurs, à ses institutions, avec la confiance nécessaire à la cohésion d'une société.

Il est donc normal que ce soit autour de cette modernité qui commence à se comprendre et à douter d'elle-même que se regroupent les questions principales que posent aux contemporains la politique, la religion, les sciences de l'homme. Notre démocratie a-t-elle besoin d'un principe transcendant, ou du moins d'une garantie externe ? L'humanité peut-elle être à la fois auteur et objet d'un nouveau "sacré" (celui des Droits de l'homme par exemple) ? La culture doit-elle renoncer à toute hiérarchie de valeurs pour n'être qu'une collection d'expressions spontanées ? D'où tirer les réponses éthiques aux problèmes inédits que posent les techniques d'intervention de l'homme sur l'homme ? Toutes ces questions culminent en celle-ci : Qu'est-ce que la liberté, et quelle est la société qui lui permettra de se déployer ?

Bien entendu, les réponses relèvent de la conscience de chacun. Notre rôle est de mettre en scène les questions.

## SECULARISATION

Une époque ne se ramène pas à un événement. La modernité commence bien avant la Révolution fran-

çaise. Selon l'angle par lequel on la regarde, on mentionnera le progrès des sciences et des techniques qui s'accélère à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la formation du capitalisme industriel, enfin l'explosion culturelle dont témoignent les Encyclopédistes. C'est ce dernier phénomène que nous privilégions, sans oublier les autres.

La critique des fondements de l'ordre établi a toujours existé, mais elle se dissimulait, par prudence. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, elle s'exprime ouvertement et devient l'idéologie dominante de ce qu'on a appelé le Siècle des Lumières. Foisonnement intellectuel, que nous ramenons à quelques éléments.

D'abord, une rupture avec l'ancienne société ; celle-ci connaissait certes des révoltes et des guerres, mais elle s'inscrivait dans un ordre cosmique qui assurait sa légitimité et sa continuité. Au sein de cet ordre, l'inégalité paraissait normale, ou du moins justifiée. La société, avait son paradis et son enfer. Pascal ne s'indignait pas de ce que les enfants non baptisés fussent rejetés dans les limbes. Les masses paysannes vivaient à l'écart des palais et des cours. Cette société était "holiste", c'est-à-dire que le tout s'imposait aux parties - un tout dont l'ordonnance était intangible puisque le principe en était situé hors des prises humaines, dans l'ordre divin que l'ordre humain était censé refléter. La modernité commence avec la revendication, en chaque individu, d'exister, d'exister par et pour lui-même. A cette émergence massive de l'individu ont contribué les grandes religions monothéistes, qui, en éloignant de lui la divinité lui permettent de concevoir et d'exercer sa liberté, mais aussi la critique rationaliste du *Cogito* cartésien. Dans les sociétés holistes, le devoir-être se déduit de l'être : on agit dans le cadre d'un système hiérarchique dont la nature est prescriptive : chacun sait ce qu'il doit faire dans le cadre de la communauté. La modernité brise cette structure en donnant à chacun un "droit naturel" égal à celui des autres : "Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit" (Déclaration des Droits de 1789).

On peut se demander si cette irruption de l'individualisme et le type de démocratie qui en est issu constitueront une parenthèse dans l'histoire, ou ouvriront une ère nouvelle. Les sociétés occidentales, sont-elles capables de survivre sans revenir à une forme de holisme afin de préserver leur cohésion ? Les sociétés africaines et asiatiques sont-elles en mesure d'intégrer l'individualisme démocratique sans se décomposer ?

Quoiqu'il advienne, la rupture de l'individu avec le bloc socio-religieux dont il faisait partie apparaît nettement au principe de la modernité et elle a des conséquences énormes dans tous les domaines : culture, économie, droit, politique. A travers bien des méandres et des régressions (La Terreur, la Restauration, les idéologies collectives, puis les totalitarismes), on repère cette ligne d'émancipation de 1789 à nos jours : la liberté, ou plutôt, comme dit Nietzsche, *l'indépendance* (le fait de ne dépendre ni d'un groupe ni d'un autre individu) reste le ferment de la civilisation contemporaine.

L'avènement de la modernité entraîne la fin de la

chrétienté. L'Eglise devra progressivement renoncer à gouverner la société politique et surtout la vie morale s'émancipera progressivement de la religion. "La civilisation consiste à effacer les traces du péché originel" (Baudelaire) : la culpabilité n'est pourtant pas facile à éliminer et elle reparaitra, au XX<sup>e</sup> siècle avec Kafka.

La modernité garde de nos jours une forte empreinte religieuse ; elle n'a cessé d'inventer des substituts à l'espérance juive et à la charité chrétienne. Elle est assurément laïque, mais la laïcité n'est-elle pas un acquis du christianisme ? On dirait que, dans son parcours, la modernité reste à la recherche d'un Evangile susceptible de remplacer celui avec lequel elle a rompu, et que souvent elle reproche à l'Eglise d'avoir trahi. Ici aussi apparaît une question majeure : la modernité a-t-elle rompu à tout jamais avec le monothéisme ? Ouvre-t-elle la voie d'un athéisme irréductible ? Mentionnons au passage la tentative de René Girard : pour lui, c'est le Christ qui, en abolissant les cultes sacrificiels, a jeté l'humanité sur une voie où elle devra inévitablement recourir à l'amour évangélique si elle veut échapper à l'auto-destruction... Ainsi la modernité bouclerait-elle son cycle en revenant malgré elle au texte fondateur de l'Occident chrétien, la Bible, et elle y reviendrait paradoxalement par le détour des sciences de l'homme : plus précisément, par une anthropologie qui ramène la société à son origine religieuse...

Mais, au départ, ce qui importe, c'est le changement de position de l'homme dans l'univers. Seconde révolution copernicienne, que la première autorise : de même que la terre tourne autour du soleil, de même l'individu, désorbité, devient le centre du cosmos social. Cependant on aurait tort de voir là une simple atomisation et de croire que l'individu est installé à la place de Dieu. Le XVIII<sup>e</sup> siècle le pense, et plus encore le sent, à l'intérieur d'une nature qui cesse d'être une dépendance de Dieu, mais devient une entité autonome douée de lois propres. "La nature devient ce qui donne un sens, un but à tout. (...) Lorsqu'on demande : "Comment cette créature est-elle constituée ?" cela implique la question : "A quoi est-elle destinée ?" C'est à partir de ce fondement nouveau que se constitue une légitimité nouvelle, celle qu'exprime la déclaration de 1789, qui présente les droits de l'homme comme "naturels" et par conséquent inaliénables et imprescriptibles. De là une morale, un droit et une politique. De là aussi une utopie qui s'exprimera puissamment au XIX<sup>e</sup> siècle, puisqu'il s'agit de "réintégrer l'homme dans l'ensemble téléologique de la nature". De là, enfin les sciences de l'homme puisque l'homme, étant une part de la nature, peut et doit être, comme elle, soumis à l'investigation scientifique...

Lorsque les fondateurs de la République, en 1789-93, disent "la Loi" ils ne prétendent pas remplacer l'arbitraire de la monarchie par le leur, ils ne disent pas : notre loi, mais une Loi universelle qui se déduit de la Nature lorsqu'on s'est fait un esprit assez libre, une âme assez pure pour entendre ses commandements. C'est pourquoi, lorsqu'on critique le constructivisme, lorsqu'on

proclame, comme F.A. Hayek que "ce qui a rendu les hommes bons, ce n'est ni la nature ni la raison, mais la tradition", on oublie que la loi moderne, au début, ne se présente pas comme la subversion de l'ordre mais comme le rétablissement d'un ordre détruit par l'arbitraire, comme la restauration d'une nature commune, pervertie par de mauvaises institutions et de mauvaises mœurs. Ce sont les régimes despotiques qui "n'ont pas de Constitution", comme le proclame la Déclaration de 89, parce qu'ils foulent aux pieds ce nouveau "sacré" qui s'est substitué à l'ancien. L'ancien découlait de Dieu ; le nouveau, de la nature qui, comme le proclame J.J. Rousseau, a produit l'homme bon. L'ancien ne concernait que Dieu et ses représentants sur terre ; le nouveau englobe toute l'humanité ; il appelle donc chaque individu à exister de plein droit.

## NAISSANCE DE L'ETAT

Comment expliquer que la propagation de l'individualisme s'accompagne d'explosions collectives d'une intensité inouïe : Révolution, Terreur, guerres napoléoniennes, guerres civiles et mondiales ... ? Ce paradoxe constitutif de la modernité, nous le vivons encore.

L'ancienne culture limitait le domaine public à une élite d'aristocrates, de notables et de nantis. L'économie a d'abord relevé du domaine privé, comme l'atteste l'origine grecque du mot : règles de gestion de la maison (*oikos-nomias*) - d'une maison qui, il est vrai, comportait une famille élargie et une copieuse domesticité. C'était une sorte d'intendance familiale. La sphère de l'économie s'élargit progressivement dans le monde moderne jusqu'à annuler, ou peu s'en faut, la gestion familiale, qui était encore "économique" dans la bourgeoisie du début de ce siècle. Ce passage de l'économie domestique à l'économie politique s'effectue lui aussi à partir de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, lorsque Locke, Mandeville, Quesnay construisirent les éléments d'une économie moderne qu'Adam Smith rassemblera. Il faut bien voir que cette séparation, cette autonomisation de l'économie est liée à l'émancipation de l'individu. "Casté" dans une société tribale, l'individu s'émancipe en participant comme travailleur, puis comme consommateur à l'économie de marché. Traditionnellement, les catégories des guerriers et des prêtres, à laquelle s'ajoutera celle des propriétaires, étaient les seules honorables. Devenir commerçant, artisan ou financier, c'était déroger (7). Mais, avec la dissolution des castes et la naissance de la démocratie moderne, le travail se valorise et entre en concurrence avec la richesse et les hiérarchies traditionnelles pour fonder une position sociale. Concurrence qui ne parvient à déboucher que très difficilement car la bourgeoisie montante accapare l'économie à son début et s'installe aux commandes de l'appareil d'Etat. Cela ne doit pourtant pas nous empêcher d'enregistrer ce phénomène nouveau : libérée, au moins politiquement de sa dépendance, la société se conçoit comme productrice d'elle-même ; là se trouve la source commune aux deux grandes idéologies qui vont s'affronter dans les siècles suivants : libéralisme et socialisme. Grosso modo, on dira que le

libéralisme reconnaît dans le marché la capacité spontanée à s'organiser par lui-même, alors que le socialisme, devant les désordres et les injustices qu'entraîne cette auto-organisation, demande à la société globale de rationaliser et d'humaniser l'économie.

Dans les deux cas, on fait confiance à l'autonomie sociale ; dans les deux cas, l'Etat est chargé de mission ; qu'il garantisse la liberté de production et de transaction (libéralisme) ou qu'il prenne celle-ci en charge (socialisme), l'Etat apparaît comme une puissance d'un type radicalement nouveau. Certes, dans les époques précédentes, les nécessités politiques, économiques, administratives, avaient développé l'appareil de gouvernement. Mais l'Etat romain ou même l'Etat de Colbert n'est pas l'Etat moderne. Celui-ci joue un rôle qui dépasse de loin la gestion : il aspire à réaliser l'ordre, la justice, le bonheur ; il incarne un idéal ; il est, dira bientôt Hegel l'incarnation concrète de l'Esprit, le lieu de conciliation du principe de liberté (libéralisme) et du principe d'harmonie collective (socialisme), bref l'instrument de l'Histoire lorsqu'elle sort de l'aliénation pour entrer dans l'ère de la reconnaissance et de la réalisation. Tout concourt, à l'aube de la modernité, à renforcer l'Etat, et l'on se tromperait en assignant au seul socialisme la responsabilité de ce renforcement. Bien au contraire, alors que les socialismes utopiques et le marxisme lui-même se proposent de résorber l'Etat dans la société, la pensée libérale est d'accord pour critiquer l'ancien pouvoir comme irrationnel, anarchique, improductif, et pour vouloir substituer un système organisateur et productif. La rationalisation, issue de la philosophie cartésienne, développée par la gestion administrative, illustrée par les succès de la science et de l'industrie, s'étend à la sphère politique. Les révolutionnaires de 89 organisent la nation selon un plan rationnel qui s'exprime par l'unification des poids et mesures, la départementalisation, la création des grandes écoles d'ingénieurs... Vingt ans plus tard, Saint-Simon, écœuré par une organisation sociale et économique restée archaïque, proposera de confier aux producteurs (assistés, il est vrai, des artistes) la direction d'une société réellement moderne. Il s'agit de substituer "l'administration des choses au gouvernement des hommes". Mais administrer les choses, peut-on le faire sans gouverner les hommes ?

L'essentiel est qu'émerge cette force qui va s'emparer du domaine politique pour devenir l'Etat bureaucratique que connaissent aujourd'hui la plupart des nations. L'Etat moderne n'est pas le pouvoir politique qu'ont connu presque toutes les sociétés (8). La *Res publica* des anciens, c'est le domaine où s'entrecroisent les intérêts particuliers et où s'établit un pouvoir qui les arbitre et les organise. Mais cette "chose publique" n'est que le prodrome de l'Etat moderne qui cristallise d'innombrables forces matérielles et idéologiques. Assimiler le pouvoir politique à l'Etat est donc une erreur, même si elle se couvre d'une idéologie "républicaine" ; on pourrait soutenir au contraire que plus l'Etat grandit, plus le pouvoir politique se contracte : la participation des citoyens diminue et la sphère politique disparaît au profit de l'écono-

mie et de l'administration... A la limite, c'est la société entière qui se trouve absorbée dans l'Etat totalitaire et privée de tout débat, de toute initiative politique.

Parallèlement à cette montée en puissance de l'Etat s'élargit l'opinion publique, qui était restée l'apanage de notables traditionnels. La modernité ouvre un "espace public" ; celui d'une foule qui lit ou se fait lire les journaux, se groupe en clubs de discussion, adhère aux partis, manifeste dans la rue. Mais cette opinion, dont le rôle était de contrebalancer le pouvoir central, se trouve elle-même exposée aux manipulations de ce pouvoir. Avec Napoléon ("gouverner, c'est faire croire") commence cette appropriation de l'espace public par l'Etat qui, d'abord par des moyens autoritaires puis, à l'époque des média de masse, par des procédés subtils, ne cessera plus de se développer.

## LEGITIMITE ET LIMITES DU POUVOIR

L'essor de l'Etat est donc lié à celui de l'individu, à tous les phénomènes que produit la désagrégation de la société "holiste" traditionnelle : administration civile, extension du marché et de la fiscalité, opinion publique, guerres nationales, etc... L'Etat constitutionnel s'installe sur les ruines de la féodalité, de l'Eglise et des communautés traditionnelles, comme organe de la société civile. La société s'est sécularisée et la religion, qui gouvernait directement ou indirectement la vie publique est refoulée dans la sphère de la vie privée, ce qu'elle n'accepte d'ailleurs que tardivement et de mauvais gré. Cependant l'Etat tend bientôt à se sacrifier : l'idéologie de l'unité nationale, la violence des guerres, les conflits de classe l'y poussent inexorablement. Sa lutte contre l'Eglise pour s'assurer l'hégémonie sur les grandes fonctions culturelles de la société (l'instruction publique, au premier chef) domine le XIX<sup>e</sup> siècle pour atteindre son apogée avec la proclamation de la laïcité scolaire et la séparation de l'Eglise et de l'Etat (9) en 1905.

Nous voici au coeur d'une question essentielle, peut-être la question centrale de la modernité. Elle découle de la rupture initiale entre la société politique et l'instance divine incarnée par la Papauté, les Eglises et le représentant de Dieu sur terre, Roi ou Empereur. C'est la question de la légitimité des nouveaux pouvoirs, question juridique et philosophique, certes, mais qui concerne l'exercice de la vie politique et se trouve à l'origine des oscillations, bouleversements et retournements qui caractérisent la modernité politique. P. Gauchet en donne une bonne formulation : "Comment ressaisir la puissance initialement déléguée aux dieux ?" Jusqu'alors en effet, le pouvoir, tous les pouvoirs avaient leur source à l'extérieur de la société, même si la démocratie antique sollicitait le concours du peuple. On obéissait à un autre que soi, et cet autre se présentait lui-même comme le délégué de puissances supérieures. De la paternité à ce gouvernement, c'était une chaîne d'autorité qui n'avait pas à se légitimer. Mais à partir du moment où le principe externe disparaît et où le pouvoir cesse d'être transcendant, il est contraint de se justifier. Comment une société qui proclame l'égalité de tous les citoyens peut-elle confé-

rer à l'un ou à quelques-uns d'entre eux le privilège exorbitant de pouvoir contraindre (10), jusqu'à la mort inclusivement, tous les autres ? Mais aussi, comment borner une souveraineté qui, ne s'autorisant plus d'un principe externe (divin, héréditaire), s'identifie au peuple entier et lui devient en quelque sorte consubstantiel ?

Cette question se pose d'autant plus instamment que le pouvoir politique ne cesse de s'étendre et se renforcer ; il devient "pouvoir-cause", investi de la mission de changer la société. Dès lors son emprise est théoriquement illimitée : elle s'exerce non seulement sur les biens, mais sur les esprits ; non seulement sur le présent mais sur l'avenir. L'impôt, la conscription, l'éducation deviennent les instruments d'un absolutisme démocratique dont les monarques anciens ne pouvaient même pas rêver, l'éducation surtout. "C'est l'éducation qui doit donner aux âmes la forme nationale, et diriger tellement leurs opinions et leurs goûts qu'elles soient patriotes par inclination, par passion, par nécessité" (J.J. Rousseau). Contre un tel pouvoir, homogène à la nation, toute résistance est condamnable : comment le peuple, en effet, s'élèverait-il contre une instance qui émane de lui et le représente ? Et comment la société civile pourrait-elle récuser un pouvoir qui la *modèle* c'est-à-dire la façonne et la conforme à un idéal qu'elle est censée porter en elle ? Ainsi le rapport se trouve-t-il inversé entre société et pouvoir : ce n'est pas celle-là qui engendre celui-ci, mais le contraire. Benjamin Constant a été particulièrement sensible à ce principe qui, selon lui, a perverti la Révolution française, et dont il faut convenir qu'il a servi de justification aux totalitarismes contemporains. "De ce que le pouvoir social procède également et expressément de la volonté de tous, résulte-t-il qu'il s'étend à tout ?" Non, répond-il, et avec lui les théoriciens du libéralisme ; si on laisse le pouvoir s'hypertrophier jusqu'à occuper tout l'espace social, il est à craindre qu'on ne se condamne "à offrir au peuple en masse l'holocauste du peuple en détail". Formule prophétique, qui annonce les grands massacres qu'exécuteront les tyrans du XX<sup>e</sup> siècle.

Ce parcours tragique est déjà accompli à l'aube de la modernité puisque la Révolution française passe en quatre ans de la proclamation des droits à celle de la terreur légale ; les terreurs qui déshonoreront la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle tireront de l'extension des pouvoirs de l'Etat et des progrès de la technique, une efficacité et une cruauté incomparables. Mais le prestige de la Révolution de 89 a retardé, surtout en France, une réflexion dont Montesquieu avait déjà jeté les bases ("Tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser (...) Il faut que, par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir."). La Grande Bretagne, qui n'a pas connu la rupture de la Révolution, a poursuivi sa marche dans le sens de la séparation des pouvoirs et du respect de la dignité individuelle, alors que la France, malgré l'importance de la pensée de B. Constant, A. de Tocqueville et d'éminents constitutionnalistes, a oscillé de révolutions en restaurations et continue d'opposer à la démocratie parlementaire une tradition républicaine qui fait prévaloir sur les garanties des droits civiques le primat de la souveraineté

nationale. "La loi étant l'expression de la volonté générale, elle devait, aux yeux des révolutionnaires l'emporter sur tout autre puissance, même celle de la mémoire et du temps" écrit B. Constant. Pour lui, comme pour Hayek aujourd'hui, rien n'est plus dangereux que la volonté de modifier une société pour y établir la justice et le bonheur. "Le législateur est pour l'ordre social ce que le physicien est pour la nature" (B. Constant) : c'est à partir de l'observation qu'il construit son interprétation. Conclusion inverse de celle qu'énonçait un siècle plus tôt Hobbes pour qui, la politique s'opposant à l'ordre stable de la nature, l'homme politique ressemble, non pas au physicien, mais au mathématicien, qui travaille sur des constructions de l'esprit. Dans quelle mesure la politique est-elle de l'ordre du donné, comme le pensent plutôt Constant et Hayek ? Dans quelle mesure est-elle de l'ordre du construit, comme le pensait Hobbes, et le penseront plus tard les socialistes ? C'est une question qui domine la philosophie politique, mais qui commande aussi la politique contemporaine. Autrement dit : faut-il d'abord s'entendre sur des fins et réaliser un "projet de société" comme le croient en général les gens de gauche ou bien faut-il d'abord s'entendre sur des règles, des procédures, comme le pensent les libéraux ?

"Depuis 1789, il n'y a plus de légitimité admise" confiait Ch. de Gaulle à G. Pompidou (11) De fait, depuis la décapitation de Louis XVI, l'Histoire française est dominée par la quête d'une légitimité qui s'épuise de Constitution en Constitution, de régime en régime. Ce phénomène a, certes, des raisons qui tiennent à la géographie et à l'histoire : hétérogénéité ethnique, guerres de religion, centralisme parisien, extrémisme propre au tempérament national... Mais il est certain que la radicalité de la Révolution française a aggravé la division entre les citoyens sans parvenir à installer des institutions stables. Ni la Grande Bretagne ni les Etats-Unis n'ont connu de telles perturbations. Aux Etats-Unis, une géographie spacieuse, une Histoire contemporaine de la modernité, et surtout la religiosité civique (12) ont joué le rôle de stabilisateur qu'a joué en Grande Bretagne la monarchie. Cela n'empêche pas que la société américaine n'ait subi l'épreuve de la modernité, et même avant la France ; c'est là-bas qu'A. de Tocqueville a discerné l'évolution fatale de la démocratie de masse vers ce "pouvoir immense et tutélaire" (13) qui résulte de la coalition des aspirations individuelles à l'égalité, à la sécurité et au bien-être. L'individualisme appelle la démocratie, mais au moment où il lui demande de protéger les libertés et d'établir l'égalité, il la prive de ses bases morales : une discipline, un dévouement, un ordre forcément hiérarchique (ou élitiste). Et par un dur retour des choses, que prédisait Tocqueville, la démocratie individualiste retombe de tout son poids sur l'individu.

La République française ne s'est pas fondée contre une puissance coloniale, comme la République américaine, mais contre la monarchie, c'est-à-dire contre la tradition ; d'où la violence avec laquelle elle a voulu effacer les survivances d'un passé honni. Cependant, comme l'a noté B. Constant, il fallait, pour opérer cette rupture

avec une efficacité suffisante, prendre appui sur les structures mêmes de ce pouvoir qu'on répudiait, et voilà pourquoi la Révolution, au lieu de libérer les forces montantes d'une société qui aurait dû se prendre en mains, l'a bientôt corsetée ; voilà comment un despotisme populaire a succédé au despotisme héréditaire. B. Constant a parfaitement conscience du dilemme où s'enferme la démocratie totale : le pouvoir de tous sur tous conduit, soit à l'anarchie, soit au despotisme : dans le premier cas, le pouvoir se résorbe dans la société ; dans le second, c'est la société qui est résorbée dans le pouvoir. En effet, le système électif ne se résume pas aux rapports entre électeurs et élus, entre gouvernés et gouvernants : il lui faut une instance arbitrale, régulatrice, qui, indépendante du pouvoir politique, soustrait celui-ci aussi bien à la pression démagogique des intérêts qu'à la tentation de s'instituer en dictature. Cette instance, qui n'émane pas du suffrage universel, qui "ne consacre aucune opinion" c'est l'instance juridique : elle protège également les législateurs et citoyens, et chacune des catégories sociales contre la tentation d'abuser de son pouvoir. Ainsi comprend-on pourquoi "la démocratie n'est pas le règne du nombre, c'est le règne du droit" ( G.Gurvitch).

Une nation n'a de constitution valable que si celle-ci instaure des garanties et des contrôles qui relèvent, non pas des *droits* subjectifs, mais du *Droit* : règles en apparence abstraites mais nécessaires à un fonctionnement équitable et durable, et qui profitent concrètement à tous les citoyens, car la majorité d'aujourd'hui peut devenir la minorité de demain . Toute démocratie n'est pas *ipso facto* un "Etat de droit". B. Constant souhaitait une sorte de synthèse entre le principe démocratique, qu'il estimait irréversible, et le principe monarchique qui, au lieu de servir la conservation de la société, garantirait sa libre expression. Ce problème est plus que jamais posé à la société française, qui se résigne mal à l'instauration d'un pouvoir juridique arbitral. Mais, sans lui, comment éviter que le pouvoir politique ne dévore, brutalement ou lentement, l'ensemble social ? La séparation de l'Eglise et de l'Etat fut au bout d'un siècle, un acquis de la modernité. La séparation de la Société et de l'Etat est encore loin d'être réalisée.

Comment faire une société avec des individus ? Comment instituer un Etat de droit lorsque le pouvoir, par principe, est virtuellement total. J.J. Rousseau a posé le problème originel de la modernité politique en poussant l'individualisme jusqu'à sa conséquence logique : il n'y a de société libre que voulue par chacun. Sinon, il n'existe qu'oppressions puisqu'une partie des gens doivent subir des institutions et des obligations qu'ils n'ont pas choisies. L'autorité n'est pas naturelle ; ce qui l'est, c'est la liberté et l'égalité. Par conséquent, il ne peut y avoir de société que consentie par tous. Il faut donc supposer un pacte social qui lie tous les membres d'une société pour un but commun qui est d'ajuster et de fortifier leurs libertés individuelles. Tel est le "contrat social", sorte de plébiscite tacitement renouvelé en faveur d'une démocratie parfaitement égale. Démocratie exigeante, qui exclut

la délégation de pouvoirs, donc la représentation parlementaire. Démocratie redoutable car elle conduit à une aliénation de chacun au "souverain" commun, aliénation dont celui-ci est juge et bénéficiaire...

Nous ne discuterons pas le point du savoir si la conception de Rousseau est à la base du totalitarisme contemporain (14). Elle est si radicale qu'elle fonde la démocratie moderne à la fois dans son essence et dans ses aberrations, car on peut y trouver le comble de l'individualisme et le comble du collectivisme (revendication de la liberté plénière de chacun, dictature de tous sur chacun), les prémices de l'autogestion et celles du totalitarisme. Quelques années plus tard, Hegel, inspiré par Rousseau, tentera de dépasser ce dilemme en établissant le pacte social non plus dans une préhistoire du groupe, mais dans son Histoire vécue, par la réconciliation des intérêts, par l'interpénétration du privé et du public qu'opère l'Etat moderne, souvent à l'insu de ses membres.

On n'appréhende pas correctement une époque en opposant terme à terme des idées apparemment contradictoires, mais en cherchant le lien paradoxal qui les unissait et ne cessait de les faire évoluer l'une par l'autre : bipolarité dynamique. La rupture avec la chrétienté qu'opère l'âge moderne produit l'émancipation individuelle, et il est vrai que, comme le notait B. Constant, "Toutes les jouissances des modernes sont dans leur existence privée". Malgré le succès des idéologies collectivistes, malgré les poussées de fanatisme qui amalgament les foules, la "privatisation" de la vie reste un fil conducteur de la modernité. Elle se traduit déjà au XVIII<sup>e</sup> siècle par la distinction croissante entre les pièces d'habitation, selon leur fonction : nourriture, repos, réception, travail... Au XIX<sup>e</sup>, la spécialisation est plus nette encore entre les lieux d'habitation, et lieux de travail (bureaux, ateliers, usines...). Mais cette privatisation a pour corollaire la croissance des contraintes collectives et des appareils bureaucratiques, ainsi que l'extension de l'opinion publique et la normalisation des moeurs (l'uniformisation des vêtements en est un signe évident). Le citoyen, *l'homme moyen* devenu "acteur collectif à temps complet", tantôt s'engage à fond dans les passions du moment, tantôt se lasse et se dépolitise. L'individualisme a trouvé, avec la société de consommation (après la seconde Guerre mondiale), avec l'automobile et la télévision (qui toutes deux renforcent la privatisation), des moyens de développement sans précédent. Mais, en contre partie, le conformisme et la puissance tentaculaire de l'Etat se renforcent également, de sorte que la modernité, après deux siècles, présente toujours le même visage ambigu. Le vrai problème est d'apprécier le rapport entre ces deux éléments constitutifs afin d'assurer l'équilibre culturel et politique nécessaire à un régime de libertés publiques et privées. C'est à quoi s'emploient plusieurs sciences sociales, en particulier la sociologie des organisations et la politologie. Périodiquement des penseurs ou des écoles de pensée (Proudhon, Walras, Péguy, la "Troisième force" des années 30) cherchent à surmonter le dilemme entre individualisme libéral et collectivisme

autoritaire, critiquant également "une démocratie malade de l'argent et une démocratie malade de l'Etat" (E. Mounier). Mais cette tierce solution n'a encore pu se réaliser nulle part.

Quant au problème du fondement d'une démocratie devenue autoréférentielle depuis qu'elle s'est coupée de la transcendance (le pouvoir du peuple sur le peuple), il faut admettre qu'il reste indécidable si on l'isole d'une réflexion sur le droit et l'économie, et généralement sur l'histoire - si l'on ne replace pas le pouvoir dans un cadre limité par la tradition et par la raison. Rousseau est allé jusqu'au bout de l'énigme de la politique ; on ne peut le réfuter philosophiquement : le pouvoir reste injustifié et injustifiable, mais il est nécessaire. Nos contemporains, qui ont pris conscience qu'il y a de l'indécidable en mathématiques, ne se scandaliseront pas qu'il y en ait aussi en politique. La modernité nous a précipités dans ce que C. Castoriadis appelle l'auto-institution de la société, qui ne devrait pas être contradictoire avec la présence d'une culture héritée et l'exigence d'une procédure démocratique capable d'imposer des limites au pouvoir.

Jean-Marie DOMENACH

*N.B : Ces pages sont extraites d'un cours de Jean-Marie Domenach à l'Ecole Polytechnique. Nous publierons ultérieurement d'autres extraits des réflexions de notre collaborateur sur ce thème.*

(1) *Ethologie. Du grec ethos-logia : discours sur les mœurs, le comportement. L'éthologie est l'étude comparée des comportements. Elle consiste, selon K. Lorenz, qui en est le spécialiste le plus connu "à appliquer au comportement animal et humain toutes les interrogations et les méthodes qu'il paraît naturel d'appliquer dans toutes les autres branches de la biologie depuis les découvertes de Ch. Darwin".*

(2) *Atome signifie étymologiquement : qui ne peut être coupé.*

(3) *L'expérimentation est extrêmement difficile dans les sciences de l'homme : par exemple, comment comparer les réactions d'un groupe à la télévision sans un groupe témoin, mais où trouver ce groupe témoin ? On ne constitue pas une société en laboratoire.*

(4) *Voir la bibliographie en fin de chapitre.*

(5) *Ch. Péguy fait commencer le "monde moderne" en 1881, c'est-à-dire au moment des lois scolaires de Jules Ferry ; il y voit la coupure symbolique entre l'ancien monde, marqué par la foi, la communauté, le travail, et le nouveau, corrompu par l'argent et le positivisme scientifique. C'est en effet à ce moment que la paysannerie commence à décliner et que s'impose l'industrie moderne. Mais il est remarquable aussi que c'est à partir de ces années 80 que commence la critique (philosophique, littéraire, esthétique) des dogmes du progrès, du libéralisme, du positivisme ... Critique d'avant garde, en avance de plusieurs décennies sur les mentalités.*

(6) *D'autres historiens préfèrent retenir 1492, date de la découverte de l'Amérique... Cela ne fait qu'une quarantaine d'années de différence.*

(7) *Telle est la raison pour laquelle les juifs, situés hors caste, avaient pu développer des activités financières et commerciales jusqu'au moment où, l'économie devenant un espace ouvert, il leur sera reproché d'accaparer des fonctions auxquelles les avait poussés l'ordre dominant. Les Juifs ont été ainsi des précurseurs de la modernité économique avant de devenir les pionniers de la seconde modernité culturelle.*

(8) *Il a existé très peu de sociétés sans pouvoir politique. De nos jours*

*on ne connaît guère que les Eskimos qui soient dans ce cas. Mais il existe un certain nombre de sociétés sans Etat, ce qui ne veut pas dire qu'elles soient sans pouvoir politique.*

(9) *Cette question a revêtu une importance fondamentale pour le jeune Marx dont la réflexion part de ce scandale : la religion, affaire privée, s'érige en instance publique (cf. J. Demichel : Marx et la société juridique, Publisud)*

(10) *Le pouvoir politique dans l'Etat moderne a été défini par Max Weber comme le monopole de la contrainte inconditionnelle.*

(11) *G. Pompidou : Pour rétablir une vérité (Flammarion)*

(12) *En 1984, le Président Reagan a demandé le rétablissement de la prière dans les écoles.*

(13) *Alexis de Tocqueville : De la Démocratie en Amérique.*

(14) *Cette discussion est menée par J.P. Simeon dans sa préface à J.J. Rousseau : Du Contrat social (Points, Seuil)*

#### *Bibliographie*

R. Thom : **"La science, malgré tout"** - Encyclopaedia Universalis

I. Prigogine et E. Stengers : **La Nouvelle Alliance** (Gallimard)

M. Foucault : **Les mots et les choses** (Gallimard)

J.M. Domenach : **Le retour du tragique** (Points, Seuil)

Baudrillard : **"Modernité"** Encyclopaedia Universalis

R. Girard : **La violence et le sacré** (Grasset)

B. Groethuysen : **Philosophie de la Révolution française** (Gallimard)

H. Arendt : **Condition de l'homme moderne** (Calmann Lévy)

B. Constant : **De la liberté chez les modernes** (Pluriel)

F.A. Hayek : **Droit, législation, liberté** (3 tomes, P.U.F.)

F. Thorès : **Post-modernisme et histoire** (Esprit 1984)

#### *Petit glossaire*

**Holisme.** Du grec *holos* : qui forme un tout, qui est entier. Désigne une structuration globale. Les théories holistes mettent l'accent sur un dynamisme unitaire. L'ethnologue Louis Dumont a appliqué le mot à certaines sociétés qui parviennent à intégrer dans un ensemble hiérarchique et stable des éléments divers et parfois contradictoires.

**Idéologie.** Signifie étymologiquement discours sur les idées. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le mot désignait la science des phénomènes mentaux. Marx donne au mot un sens péjoratif : c'est la "fausse conscience" qui résulte de la position de classe des sujets sociaux. Progressivement, idéologie en viendra à désigner des systèmes intellectuels organisés, à prétention globale, et recouvrant des intérêts plus ou moins camouflés. C'est en ce sens qu'on parle, depuis quelques années, de "la fin des idéologies", il s'agit essentiellement du déclin des grandes philosophies de l'histoire qui prétendaient tout ramener à un sujet privilégié : classe, race, nation. **Moderne.** Du latin *modo* : récemment. On en a tiré **modernité** et **modernisme**. Le mot a servi à beaucoup d'expressions : cf. *modern-style*, qui désigne un style de décoration datant des premières années de notre siècle. A noter la parenté avec **moder**.

**Phrénologie.** Du grec *phrên* (coeur, âme) et *loggia*. Science, qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, prétendait déduire de la forme du crâne les caractéristiques des tempéraments, individuels et nationaux ; on dit parfois, plus correctement, "crâniologie".

**Téléologie.** Du grec *têlos*, but, fin. Ce terme désigne les théories selon lesquelles l'évolution d'une espèce ou les conduites humaines sont déterminées par une finalité explicite ou implicite.

**Constructivisme.** Terme employé par Hayek pour désigner la volonté de se servir du pouvoir politique pour édifier une nouvelle société sur les bases de l'ancienne ("table rase").

**Aliénation.** Hegel puis Marx donnent à ce mot un sens à la fois philosophique et politique. La conscience s'aliène dans le monde (Hegel). Le travailleur s'aliène dans son travail (Marx). Ce que l'homme a de plus personnel, de plus essentiel lui devient étranger.

*La communication sociale : une fleur sauvage qui essaie de croître dans l'espace laissé par le secteur commercial et la puissance publique.*

# LA COMMUNICATION SOCIALE PRISE ENTRE DEUX FEUX

par Hervé COLLET

**L**e vocable "communication sociale" est à la mode. Il commence à percer dans l'opinion depuis un an ou deux. Mais il est employé dans les milieux spécialisés depuis près de dix ans avec une acception, à notre avis, tout à fait réductrice : "La communication sociale, discipline récemment développée en France au profit des causes d'intérêt général (prévention des accidents, éducation pour la santé, lutte contre les gaspillages, défense de l'environnement), met en oeuvre toutes les techniques de la persuasion afin de modifier des comportements jugés préjudiciables à nos concitoyens" (1).

Depuis quelques mois, le terme tend à se répandre

dans les milieux de l'éducation populaire ou de l'économie sociale en recouvrant des réalités très différentes.

La seule certitude qui semble réunir les divers auteurs est, comme souvent dans les institutions humaines, une définition "en creux", par opposition aux modes de communication pratiqués par le secteur commercial et la puissance publique.

## LA COMMUNICATION COMMERCIALE

La communication commerciale (publicité, relations publiques des entreprises, presse à but lucratif) est essentiellement régie par la loi du profit maximum. Elle concerne des produits ou des services qui s'adressent en

priorité aux personnes les plus motivées par le message qu'elle délivre et donc, les plus solvables. Elle s'arrête au moment où le coût de la persuasion est supérieur aux bénéfices que son commanditaire compte en retirer. Par exemple, la publicité pour un nouveau déodorant cherche à gagner en priorité le public le plus concerné par ce type de produits. Le profil de ce public est déterminé après une enquête approfondie. Il est chiffré : par exemple 10 % de la population. Les investissements à réaliser pour le convaincre sont relativement moins lourds que les 10 % suivants, déjà plus résistants ou plus méfiants, etc... A un moment donné, on renoncera à convaincre la fraction encore perméable, car les coûts trop élevés, sans parler de ceux qui constituent le "seuil de résistance", c'est-à-dire la fraction de population qui est rigoureusement insensible au produit en question.

- De ce fait, la communication commerciale est un système de communication que l'on pourrait qualifier de démagogique dans la mesure où elle fait appel aux ressorts psychologiques les plus faciles (même si, pour trouver le bon slogan, ou le bon graphisme, il faut développer des trésors d'ingéniosité). Elle pose parfois des problèmes déontologiques sérieux dont la profession s'inquiète à juste titre (jusqu'où, par exemple, peut-on utiliser les instincts de possession, de domination, de peur, etc ?).

- Par ailleurs la communication commerciale utilise largement les mass media (qui lui doivent, en grande partie, leur existence). Elle dispose des moyens nécessaires pour tester les opérations qu'elle lance et sa méthodologie est bien mise au point. Elle occupe dans le domaine de la communication une position dominante au point d'être à peu près la seule à faire l'objet de recherche, d'enseignement, et de suivi statistique.

- Enfin, la communication commerciale n'est pratiquement pas contradictoire ni polémique, du fait notamment de l'interdiction de la publicité comparative. Même dans le cas d'une "guerre" publicitaire, les études montrent que les efforts des uns et des autres s'additionnent plus qu'ils ne se contredisent. Par exemple aux U.S.A., les énormes investissements réalisés par les deux grandes firmes de hamburgers pour accaparer la totalité du marché ont abouti au doublement de ce même marché.

## LA COMMUNICATION PUBLIQUE

La communication publique, quant à elle peut se décomposer en trois grands systèmes :

- la *communication administrative* : elle concerne l'information pratiquée par les administrations nationales ou territoriales (compte-rendus, petites annonces, avis au public, etc).

- la *communication "politique"* : c'est l'ensemble des opérations de relations publiques pratiquées par les équipes au pouvoir (gouvernement, municipalités, etc...) s'appuyant sur les moyens légaux que leur procu-

rent leurs fonctions officielles (communiqués, déclarations, conférences de presse, bulletins municipaux, affichages réservés, etc...) ou sur ceux des formations auxquelles elles appartiennent.

- les "*grandes causes nationales*" : il s'agit des campagnes d'intérêt général lancées soit par des ministères ou des collectivités locales ("Bison futé", campagne pour l'emploi des jeunes, pour la contraception, etc) soit par des organismes de droit privé avec le soutien des pouvoirs publics (comité français d'éducation pour la santé, associations de lutte contre le cancer, contre le tabagisme, etc).

Ces trois grandes catégories ont des caractéristiques et des enjeux fort différents. Il n'est pas dans notre propos de développer ici leurs originalités respectives. Nous nous contenterons de signaler leurs similitudes.

- La communication publique tout d'abord, a pour vocation de "ratisser" plus large que la communication commerciale. Elle n'a pas les mêmes critères de rentabilité, par exemple, que la publicité de marque ou de produits. Elle n'hésite pas, parfois, à prendre l'opinion à rebrousse-poil, surtout quand il s'agit de situations qualifiées de fléaux sociaux (accidents de la route, racisme, etc...). Elle ne s'intéresse donc pas qu'à la demande solvable et peut prendre en compte des catégories de population oubliées ou dominées. Cependant, ce "désintéressement" a des limites.

- Les préoccupations électorales sont rarement absentes des opérations d'information publique (même s'il s'agit de communications administratives ou de grandes causes). Il n'est pas facile de dissocier la communication publique de la propagande.

- La rationalisation des choix budgétaires (R.c.b.) a accompli d'énormes progrès dans les administrations françaises et l'on prend de plus en plus l'habitude de surveiller le rapport coût/efficacité. Cela veut dire, en particulier, que l'on a tendance, tout naturellement, à cibler en priorité les catégories sociales qui sont les plus réceptives au message. (Par exemple, en matière de sécurité routière, on s'est attaqué en premier aux problèmes les plus faciles et on a commencé à sensibiliser les personnes les plus motivées : les premiers résultats en ont été d'autant plus spectaculaires).

- La puissance publique dispose de puissants moyens de contrainte quand elle se heurte à des résistances que la persuasion ne suffit pas à lever. La tentation est grande, à certains moments, de préférer le "bâton" à la "carotte", surtout quand la carotte devient chère. Même quand elle se contente de persuader, la communication publique ne peut pas s'empêcher d'utiliser la crainte du gendarme comme arrière-fond.

- La puissance publique, par ailleurs, utilise elle aussi de plus en plus des méthodes et des moyens "publicitaires". Elle investit des fonds parfois importants, même si une étude récente a montré que dans ce domaine la France est très en retard sur les autres pays développés (2). La méthodologie utilisée s'inspire de



celle du secteur commercial, même si on s'efforce à trouver des démarches adaptées au caractère non lucratif des campagnes d'information publique.

- La communication publique enfin, a davantage d'occasions que la communication commerciale de revêtir des aspects contradictoires ou polémiques. C'est le cas en particulier de la communication politique. Mais cette dimension ne peut aller très loin quand elle est le fait du pouvoir : lorsqu'il faut vraiment monter au filet, les gouvernants passent généralement les rênes aux formations politiques qui les soutiennent. Quant aux grandes causes nationales, elles évitent de heurter de front les résistances auxquelles elles se heurtent, pour ne pas renforcer les blocages.

## LA COMMUNICATION SOCIALE

La communication sociale, dans ce contexte, apparaît comme une fleur sauvage qui se faufile dans l'espace intersticiel laissé par le secteur commercial et la puissance publique. A cet égard, la communication sociale peut être définie à la fois comme la voix du tiers secteur, et comme un système d'expression pluraliste, bigarré, voire cacophonique qui se développe au sein de la société civile (associations, mutelles, syndicats, groupes de voisinage, etc...).

Sous réserve des cas périphériques qui empruntent, soit les dehors de la communication commerciale (banques mutualistes, grosses associations de services, etc...) soit les aspects de la communication publique (causes humanitaires, fondations, etc...), la communication sociale nous paraît spécifique sur plusieurs plans :

- Elle "ratisse" plus large que tous les autres systèmes de communication. Les populations minoritaires, marginales, non solvables ou oubliées ont davantage la possibilité d'être destinataires et même -pourquoi pas-émettrices d'un message. Par la presse associative, par exemple, les habitants d'un quartier ont plus d'occasions d'être reliés entre eux et au monde extérieur que par le journal régional, dont la place pour les informations locales est limitée.

- En contrepartie, la communication sociale est divisée, morcelée. Sur un plan économique, elle a du mal à atteindre les seuils qui permettent à la fois la rentabilité des moyens de diffusion, l'analyse des besoins et l'évaluation des résultats. Par exemple, une radio associative locale qui se lance n'a les moyens ni de réaliser une étude, ni de mesurer son audience par une enquête d'opinion. Sauf cas de mécénat, même les plus grandes fédérations nationales n'ont pas la possibilité de se payer des spots télévisés ou de grands panneaux d'affichage publicitaire. Certes, elles peuvent recourir aux annonces payantes dans la presse ou aux petits emplacements réservés locaux. Mais elles ne bénéficient pas de l'effet démultipliateur que provoque une campagne massive.

- La communication sociale, par ailleurs, est tâtonnante sur le plan méthodologique. Elle repose la plupart

du temps sur des bénévoles qui ne bénéficient, pour le moment, d'aucune formation. Mais le bénévolat fait aussi sa force, surtout dans le domaine militant, car elle permet une expression aux moindres coûts (fabrication artisanale d'affiches ou de tracts, distribution gratuite par exemple).

- La communication sociale peut présenter des aspects beaucoup plus contradictoires, voire polémiques que les autres systèmes de communication. C'est par excellence, le lieu où tous les partenaires concernés par un problème peuvent confronter leurs points de vue, même si cette possibilité est loin, actuellement, d'être utilisée : les associations aussi connaissent l'auto-censure et beaucoup d'entre elles ont un caractère purement gestionnaire ou récréatif.

- Si elle a très peu accès aux mass media, la communication sociale emprunte des formes et des supports les plus divers : bouche à oreille, rumeurs, défilés, sit-in, meetings, banderoles, calicots, graffiti, autocollants, piratage d'affiches, tracts, bulletins, etc... Ce foisonnement est signe de vitalité et permet l'innovation. Mais les messages ainsi émis ne s'inscrivent pas toujours dans des réseaux codifiés et des logiques signifiantes : ils s'exposent à se perdre dans les sables...

- La communication sociale, enfin, repose davantage que les autres formes de communication sur l'interactivité, le dialogue, la convivialité. Elle ne se contente pas de l'information, conçue comme émission de messages à sens unique. Elle considère le destinataire comme quelqu'un qui, à son tour, peut devenir émetteur, donc interlocuteur. Le public auquel elle s'adresse n'est pas une "pâte molle", malléable à merci.

A l'heure où la communication médiatique devient de plus en plus un pouvoir contraignant, les communautés intermédiaires que sont les associations et les groupes informels doivent se battre pour conquérir leur autonomie d'expression face aux stratégies d'encercllement que développent la puissance publique et le secteur économique. C'est dire à quel point la communication sociale risque d'être le plus grand enjeu de la civilisation post-industrielle.

Hervé COLLET

*N B : Hervé Collet est le rédacteur en chef de la revue de l'Union française des Centres de vacances et de loisirs et il a dirigé la rédaction d'une étude publiée par le Centre Georges Pompidou : "Et la presse associative ?", ouvrage de la collection "Culture au quotidien". Cette étude se propose de faire, pour la première fois, le point sur un système de communication sociale, jusqu'ici méconnu, bien qu'il concerne près de 300.000 publications périodiques, soit cent fois plus de titres que la "grande presse". Elle décrit treize expériences originales et significatives en matière de presse associative et se présente aussi comme un guide pour aider l'éditeur associatif à se repérer dans les définitions et les démarches juridiques et administratives.*

*(1) Introduction de M. Michel Le Net, lors du colloque international sur la persuasion sociale. Paris 10 et 11 décembre 1981. Compte-rendu publié aux éditions Anciens E.N.P.C.*

*(2) Cf. "Le livre blanc de la communication sociale" publié par l'Institut pour la communication sociale. Paris 1983.*

# LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

## LA CHINE 35 ANS APRES

**P**remier octobre 1949, place Tian' Anmen (la plus grande place du monde) à Pékin, Mao Tsé-Toung chef du parti communiste, vainqueur des armées nationalistes du Guomindang proclame la naissance de la République Populaire de Chine. Il y a exactement 35 ans, le quart de l'humanité basculait dans le communisme. Y-est-il toujours ?

C'est la question qu'on se pose en ce jour anniversaire. Non seulement Mao est mort depuis 1976, mais le maoïsme est mort avec lui. L'homme qui avait voulu construire une Chine nouvelle en s'appuyant sur l'idéologie (théoriquement marxiste) plus que sur l'économie, sur les paysans plus que sur les ouvriers, sur l'armée plus que sur l'université a laissé la place à des dirigeants - toujours théoriquement marxistes - pressés de moderniser la Chine par tous les moyens.

Le retard accumulé en 35 ans malgré quelques réussites indiscutables est affligeant. Même si les successeurs de Mao en rajoutent un peu pour excuser leurs propres faiblesses, leurs révélations sont accablantes sur les échecs économiques et les massacres de l'ère maoïste. Le "grand bond en avant" de 1959-1961 aurait causé la mort de 10 millions de personnes. La "Révolution culturelle" de 1966-1971 (présentée par quelques intellectuels occidentaux comme l'expérience révolutionnaire la plus avancée pour construire un homme nouveau) aurait coûté elle, des dizaines de millions de victimes.

Une chose est sûre, la production alimentaire par tête n'est pratiquement pas supérieure aujourd'hui à ce qu'elle était il y a 35 ans. Il est vrai qu'entre temps, la population chinoise a doublé, passant de 500 millions à plus d'un milliard d'habitants. Les chinois de Formose (refuge des nationalistes du Guomindang) ont aujourd'hui un niveau de vie 5 fois supérieur à celui des Chinois du continent. Ce qui faisait dire récemment à des dirigeants de Pékin : "Que d'erreurs avons-nous commises pour être où nous en sommes, c'est-à-dire très loin der-

rière la Corée, Hong-Kong, Formose, Singapour ou la Malaisie alors que nous étions au même point il y a 35 ans".

Aussi, les autorités chinoises se sont-elles engagées dans une révolution économique qui n'enlève malheureusement rien aux rigueurs du régime politique.

Elles ont démantelé les communes populaires pour donner davantage de liberté aux paysans dans l'exploitation des terres, lesquelles restent propriété collective. Elles ont ouvert le pays aux investissements étrangers dans une vingtaine de villes côtières. Elles ont accentué la propagande anti-nataliste en donnant des avantages aux familles qui se limitent à un seul enfant. Elles s'efforcent de desserrer les trois garrots qui étranglent la Chine : pénurie d'énergie, pénurie de moyens de communications, pénurie de cadres et techniciens.

Une seule inquiétude que me résumait en ces termes, une personne qui connaît bien la civilisation chinoise : ne risque-t-on pas de cumuler les tares du communisme avec les vices du capitalisme ? Mais que faire d'autre quand on a un milliard de personnes sur les bras...

Nos soucis sont des non problèmes à côté de celui-là !

(1<sup>er</sup>/10/1984)

## LE SCHISME A GAUCHE

Première épreuve sérieuse depuis 1981 entre socialistes et communistes. Les premiers, au gouvernement, tentent de conduire une politique de rigueur sur les prix et les salaires ; ainsi qu'une politique de modernisation de l'appareil de production. Conséquences : le pouvoir d'achat se tasse et les emplois diminuent.

Les communistes, de plus en plus dans l'opposition, utilisent le terrain social pour faire sauter ces deux politiques qu'ils condamnent : ils ne veulent pas d'une rigueur qui ampute le pouvoir d'achat, ni d'une modernisation

qui ampute les effectifs. Ils s'appuient sur les mécontentements pour lancer des grèves, chez Renault, par exemple, dans lesquelles la C.G.T. cherche à rompre son isolement. La centrale d'Henri Krazucki entend renouer avec une base ouvrière qui hésite, même chez Renault, à se lancer dans de grands mouvements revendicatifs et avec les autres syndicats, extrêmement méfiants à l'égard de la C.G.T.

L'opération comporte donc plusieurs objectifs. Elle est dangereuse pour le gouvernement mais elle ne va pas sans risque pour la C.G.T.

Elle est dangereuse pour le gouvernement parce que, d'une certaine manière, elle le prend à son propre piège. A force d'avoir dit que la gauche, c'était la garantie du calme social, les socialistes ont en quelque sorte affiché, d'avance, leur échec au cas où ce calme viendrait à disparaître. C'est ce qui est arrivé aux travaillistes anglais, à la fin des années 70. Ils ont été chassés du pouvoir par les électeurs parce que leurs bonnes relations avec les syndicats n'empêchaient plus du tout les grèves.

Mais il y a aussi des risques pour la C.G.T. Les Français ne lui pardonneraient pas facilement de prendre Renault en otage pour ses grandes manoeuvres politiques et sociales, et de condamner l'industrie automobile nationale au déclin sous prétexte de la sauver.

Chacun joue gros dans cette affaire. Compte tenu des enjeux et des risques, un point d'équilibre peut encore être trouvé. La classe ouvrière est la première à savoir ce qu'il en coûte de jouer avec l'outil de production quand celui-ci est menacé de toutes parts. Si un compromis n'était pas trouvé, la France payerait très cher une expérience née dans l'équivoque et conclue dans le désordre.

(2/10/1984)

## LE GISCARD NOUVEAU

Le Giscard nouveau est arrivé. C'était hier, au Palais Bourbon, où le député du Puy-de-Dôme, ci-devant Chef de l'Etat, ne pouvait faire qu'une rentrée remarquée après dix ans d'absence. Fait sans précédent sous la république car le cas de Raymond Poincaré, qui était repassé de l'Elysée au Sénat après la 1ère guerre mondiale, s'applique mal à un homme de la V<sup>e</sup> République. Sous la III<sup>e</sup>, le Président régnait peut-être (et encore...) mais ne gouvernait pas. Aujourd'hui il règne (ô combien ! et il gouverne. Et comment !

Valéry Giscard d'Estaing est donc allé chercher l'onction du suffrage universel au fond de l'Auvergne, pour réapparaître avec tous les attributs de la légitimité. Méritoire retour à la base de la part d'un aristocrate de la politique que l'on disait quelque peu fier et distant.

Allons-nous voir deux Giscard s'affronter : l'ainé, énarque-polytechnicien, ancien Président, et le jeune, énarque-normalien, aujourd'hui Premier Ministre ? La France produit ainsi, sinon en série, du moins à plusieurs exemplaires soigneusement numérotés, des hommes, au front haut, à la parole châtiée, la besace pleine de diplômes et la tête organisée comme un ordinateur per-

sonnel. Giscard, Fabius, deux générations, deux couleurs, une seule espèce.

En réalité l'ancien Président n'est pas revenu pour faire la leçon à son double de gauche. Mais pour faire appel d'une défaite qu'il a jugée injuste, en vue d'une belle si elle est possible. Car c'est lui qui avait gagné la première manche contre François Mitterrand en 1974 ; perdu la deuxième en 1981. Reste la belle. Aura-t-elle jamais lieu ? Ce n'est pas facile d'y prétendre quand le peuple a déjà jugé, pour Giscard, que sept ans ça suffit ; et, pour Mitterrand - si l'on en croit les sondages - que c'est bien long.

Lorsqu'il montera à la tribune de l'Assemblée, Giscard ne s'adressera pas à ses pairs. Mais à l'Elysée et aux Français. Il demandera des comptes sur ce chômage qu'on lui a tant reproché et qui s'accroît aujourd'hui presque aussi vite qu'hier. Sur cette croissance qui était deux fois plus forte de son temps qu'aujourd'hui. Sur ces déficits qui engendrent des dettes, lesquelles creusent des déficits supplémentaires, alors que lui (pas seul, il est vrai) avait laissé des comptes en ordre et des caisses sinon pleines, du moins non percées. A quoi son successeur lui fera répondre qu'il a réduit l'inflation de moitié, pris à bras le corps la modernisation tardive des entreprises, réintégré dans la nation des classes populaires qui s'en sentaient exclues.

Beau duel à distance, de deux fines lames de la politique. Mais le peuple les a déjà beaucoup gâtées et le pouvoir, un peu usées.

(3/10/1984)

## LE MONDE EN 1990

Où va l'économie mondiale ? A cette question qui nous concerne tous, les experts français du Centre d'études prospectives d'informations internationales (le CEPRI) cherchent des réponses dans un très intéressant rapport qui vient d'être publié sous le titre éloquent : "Economie mondiale 1980/1990 : la fracture ?"

Je ne vous résumerai pas ici ce volume de près de 400 pages, intelligemment préfacé par Michel Albert. Je retiendrai seulement deux scénarios possibles analysés par les experts.

Le premier est relativement optimiste. Il repose sur un grand dynamisme des économies américaine et japonaise, mieux musclées que les économies européennes, tandis que les pays du tiers monde se débattent toujours dans leurs dettes.

L'activité se maintient assez bien dans le monde. Après une cure d'austérité en 1986 pour résorber leur déficit budgétaire, les Etats-Unis retrouvent une croissance soutenue, entre 3 et 4 % l'an vers la fin des années 80. Le Japon fait mieux encore avec une croissance de 4 à 5 % jusqu'à la fin de la décennie. L'Europe est moins brillante parce qu'elle ne comble pas son retard technologique, faute de s'unir davantage. En France, en Allemagne, en Angleterre, la croissance reste inférieure à 3 % par an, ce

qui veut dire que les problèmes de l'emploi ne sont toujours pas résolus. Dans un tel scénario, le dollar reste solide et le yen se renforce. C'est l'image d'un recentrage de l'économie mondiale sur la zone Pacifique.

Le deuxième scénario est beaucoup plus inquiétant. Les Etats-Unis se laissent aller dans une fuite en avant qui débouche, de déficits extérieurs en déficits budgétaires, sur une chute brutale du dollar qui perd le quart de sa valeur autour de 1986. Le commerce mondial en est tout désarticulé. Les Etats Unis plongent dans la récession en 1987 et 1988.

Le Japon lui-même baisse du pied. L'Europe fait un roulé-boulé : après une bonne année 85, stimulée par la folle croissance américaine, elle termine la décennie avec une production qui n'augmente presque plus, c'est-à-dire avec un chômage explosif. Quant au Tiers-monde, il ne bénéficie pas longtemps de la baisse du dollar et termine la décennie en plus mauvais état qu'il ne l'avait commencée.

L'intérêt de tels exercices est de montrer que rien n'est joué. Que mieux vaut une certaine domination américano-japonaise qu'un effondrement du dollar. Que l'Europe doit s'unir davantage si elle veut s'en sortir. Et que le Tiers-monde n'est pas au bout de ses peines. Au total, pas de fatalité.

(10/10/1984)

## OU VA L'ARGENT ?

Pourquoi la Bourse bat-elle ses records quand la gauche est au pouvoir ? Cette question a rebondi la semaine dernière, quand l'indice des agents de change à la Bourse de Paris a dépassé la cote 182 nouveau record. Depuis la fin de l'an passé, la hausse des cours dépasse 15 %. Et l'on ne peut pas dire que le marché des actions (c'est-à-dire des titres de propriété) se développe au détriment de celui des obligations (c'est-à-dire, les simples emprunts). Loin de là. On aura placé cette année à la Bourse de Paris plus de 260 milliards de francs d'obligations. Considérable.

Le phénomène peut sembler d'autant plus paradoxal que d'autre part, les Français n'ont jamais aussi peu épargné. Tassement du pouvoir d'achat, lourds prélèvements fiscaux, chômage, ce n'est pas vraiment la saison pour faire des économies.

Alors, quelles sont les clés de ces énigmes ? Les voici. D'abord, l'Épargne. Elle est facile, c'est vrai, et comme elle a délaissé le logement, elle se dirige vers les autres placements. Le malheur de l'un fait le bonheur de l'autre. Peut-être que cela ne durera pas, mais il n'empêche que depuis le début de la V<sup>e</sup> République, on n'a jamais lancé aussi peu de logements neufs que cette année.

L'épargne qui ne se place pas dans la pierre ne va pas non plus sur l'or, qui connaît lui, un marasme mondial, lequel durera autant que le dollar restera fort. Cette épargne se dirige donc vers les placements financiers. Du côté des actions, la nationalisation des grands groupes

industriels a raréfié les titres et attiré l'attention sur ceux qui restaient. Moins d'offre, plus de demande, les cours s'élèvent.

Du côté des obligations, le niveau particulièrement élevé des taux d'intérêt a rendu de tels placements attrayants. On trouve encore des titres à plus de 13 % d'intérêts, alors que l'inflation n'est que de 7 %. Cela laisse un revenu net d'impôts en pouvoir d'achat réel, c'est-à-dire après déduction de la hausse des prix, de près de 3 %. Pas mal. En outre le marché s'alimente lui-même, car l'épargnant réinvestit les coupons qu'il reçoit. Enfin, l'Etat a besoin de beaucoup d'argent pour combler ses déficits. Il va encore emprunter quelques 25 milliards de francs d'ici à la fin de l'année.

Il n'y a donc pas tellement de mystères dans tout ce qui se passe. Mais attention : l'époque des placements de pères de famille est terminée depuis longtemps. Si vous avez de l'argent en bourse, surveillez-le, prenez conseil et soyez toujours prêt à le déplacer. D'autant que dans les 2 ans qui viennent il s'en passera des choses...

(15/10/1984)

## BARRE ATTAQUE

Depuis quelques jours les conseillers de Raymond Barre et ceux du gouvernement ferraillaient sur le projet de budget pour 1985. On sentait venir l'orage. Il a éclaté avec un article de l'ancien Premier ministre en première page de notre confrère "Le Monde". Au moment où s'ouvre le débat budgétaire au Parlement, c'est une condamnation sans équivoque non seulement du budget 85, mais plus généralement de toute la politique économique.

Nul doute que l'actuel Ministre de l'Economie et des Finances fera appel devant l'Assemblée de cette condamnation et il obtiendra gain de cause, puisque les socialistes ont la majorité à eux seuls contre la double opposition des modérés et des communistes.

L'ancien Premier Ministre condamne le prochain budget au nom des artifices sur lesquels il reposerait : dépenses sous-estimées, allègements fiscaux surestimés. Et il prédit un déficit supérieur à celui qui est annoncé comme c'est d'ailleurs déjà le cas cette année. Il rappelle qu'en 1980 quand il était aux affaires, l'ensemble des comptes des administrations publiques était excédentaire en France, et déficitaire aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne et en Grande Bretagne. Tandis que cette année tous ces pays connaîtront le déficit, la France ayant le plus gros de tous.

On pourrait discuter le point de savoir si notre excédent de 1980 n'était pas inadéquat en pleine récession. En revanche, il ne fait aucun doute que le déficit actuel est excessif compte tenu de notre endettement et de notre épargne.

Faut-il condamner pour autant la promesse présidentielle de réduire les impôts en 1985 comme dangereuse ou illusoire ? Personnellement, je serais plus nuancé. Cet

engagement contraint sans doute le gouvernement à quelques artifices, comme le dit Raymond Barre. Mais il le contraint surtout à faire des économies. Or, dans l'état de faiblesse où elle se trouve aujourd'hui, la gauche n'y serait vraisemblablement pas parvenue sans cette oukase de François Mitterrand.

Le budget de 1985 est moins une preuve d'incompétence que l'aveu d'un homme qui tente de transformer en force, la faiblesse de sa majorité. Pour ne plus reculer devant le flot des dépenses publiques, il se met le dos au mur. Les uns diront que c'est accablant, d'autres penseront que c'est pathétique.

(16/10/1984)

## LES PAUVRETES

Face au mouvement d'opinion contre la nouvelle pauvreté, le gouvernement a décidé de réagir. Des mesures sont prises en Conseil des Ministres, pour permettre aux personnes les plus démunies, à tout le moins, de passer l'hiver. L'État n'a pas l'intention de s'attaquer seul à ces problèmes extrêmement difficiles. La philosophie de Georgina Dufoix - l'active ministre de la Solidarité - est plutôt d'aider les collectivités locales et les associations - publiques et privées - à faire face aux besoins.

On comprend le souci du gouvernement. La solidarité nationale ne peut pas se désintéresser du sort de gens qui n'ont, souvent, même pas 1.000 F par mois pour vivre. En outre, politiquement, la gauche qui a déjà eu des soucis avec la liberté (à propos de l'école et de la presse) peut difficilement accepter l'idée que la pauvreté s'accroît quand elle est au pouvoir. C'est déjà assez que le chômage augmente. (Dieu merci, il est resté stable en septembre si l'on en croit les chiffres officiels).

Il y a une relation évidente entre chômage et pauvreté. Beaucoup de ceux qu'on appelle les nouveaux pauvres, sont des chômeurs qui n'ont plus droit aux indemnités. Or la durée du chômage s'allonge dangereusement : 14 mois, c'est-à-dire plus d'un an, en moyenne (contre 11 mois en 1981).

Toutefois, on ne peut pas traiter de la même façon, la situation de la femme seule, ayant des enfants à charge qui ne trouve pas de travail et celle des personnes sans domicile fixe (dont le nombre est estimé à 50.000). Ceux qu'en d'autres temps, on aurait appelé des "clochards".

La pauvreté est une notion extrêmement floue. Aux Etats-Unis on estime le seuil de la pauvreté à 10.000 dollars par an pour une famille de quatre personnes. Soit 2.500 dollars par personne. C'est l'équivalent du revenu moyen d'un Brésilien et près de dix fois plus que celui d'un Chinois.

A chacun sa pauvreté. L'essentiel est d'éviter que des gens, qui pourront s'en sortir ne tombent de la pauvreté dans la marginalisation ou ne deviennent des assistés à perpétuité. Affaire d'argent, certes mais aussi de conseils. La famille est une petite entreprise ; il faut savoir la gérer. C'est-à-dire dans les temps de vaches maigres se méfier

des achats à crédit, de la facture de téléphone et de l'automobile. Cela ne relève pas de l'Etat, mais de la solidarité morale du copain, du cousin ou du voisin.

La pire des pauvretés, c'est la solitude.

(17/10/1984)

## LES SURPRISES DU PETROLE

L'essence ne cesse d'augmenter tandis que le prix du pétrole diminue. L'économie mondiale est en reprise mais il y a trop d'or noir. On s'effrayait de la hausse du pétrole et voilà qu'on s'inquiète de sa baisse ! On s'y perd.

Avant d'en venir aux faits qui dominent l'actualité - la baisse des prix du pétrole norvégien suivie par celle du pétrole anglais, ce qui entrainera sans doute une diminution ailleurs - remettons-nous en mémoire quelques données fondamentales.

Première donnée essentielle : l'O.P.E.P. ne fait plus la loi sur le marché. Les pays exportateurs de pétrole du Golfe Persique et leurs amis, n'occupent plus la place qu'ils avaient il y a 10 ans dans le marché international. La production s'est développée ailleurs (Mer du Nord, Mexique, Alaska), et les gros consommateurs ont diversifié leurs fournisseurs.

Deuxième donnée : partout on a fait des économies d'énergie et dans un certain nombre de pays on a substitué des énergies nouvelles au pétrole. C'est le cas en France, où l'on ne produit presque plus d'électricité à base de fuel avec le développement du nucléaire. En outre, de gros gisements de gaz ont été mis en exploitation en Union Soviétique et en Algérie. Au point que nous ne savons plus quoi faire de ce que nous achetons dans ces pays.

Troisième donnée : la reprise économique est surtout forte aux Etats-Unis, lesquels produisent eux-mêmes du pétrole et en achètent moins à l'étranger qu'il y a 10 ans. En Europe, la reprise n'est que modérée. En France, elle est nulle. Et nous ne parlons pas du Tiers-monde...

Enfin, dernière donnée : dans le prix de l'essence où il y a beaucoup plus d'impôts que de pétrole. En France, ce sont les impôts qui augmentent plus que le pétrole malgré la hausse du dollar.

Ainsi, on comprend mieux les paradoxes qui nous surprenaient tout à l'heure. Cela dit, le pétrole reste un produit cher que l'on doit économiser.

Son prix peut baisser un peu (5% ces jours-ci) il ne s'effondrera pas pour autant car ce n'est l'intérêt de personne. Ni des Etats producteurs, ni des compagnies, ni des banques notamment américaines qui ont des dépôts des Etats pétroliers les plus riches et ne veulent pas les perdre, ainsi que des créances sur les Etats pétroliers les plus pauvres (Nigéria, Vénézuéla, Mexique) et ne veulent pas les perdre non plus. Une petite baisse à peu près contrôlée vaut donc mieux qu'une panique. Car la crise c'est l'instabilité.

(19/10/1984)

# L'ANIMATION DES MONUMENTS HISTORIQUES

par Jean-Pierre BADCY

*Nous publions ci-après quelques pages du livre de Jean-Pierre BADCY "Les monuments historiques en France" qui paraîtra prochainement aux Presses Universitaires de France, dans la collection "Que sais-je".*

*Jean-Pierre BADCY a été Directeur de la Caisse Nationale des Monuments Historiques et des Sites de 1977 à Mai 1982.*

La meilleure utilisation des monuments historiques est sans aucun doute celle qui correspond à leur finalité originelle : les églises sont des lieux de culte, les abbayes abritent la présence de communautés religieuses, les châteaux et les hôtels civils sont le plus souvent des habitations de particuliers. Le législateur n'a pas voulu en 1913 porter atteinte à la libre jouissance par le propriétaire ou l'occupant des monuments historiques qu'il entendait classer. Certains avantages leur sont mêmes consentis sur le plan budgétaire et fiscal en contrepartie des charges particulières qu'ils assument pour entretenir et restaurer leurs édifices. Cependant, sans en faire une obligation, l'administration souhaite que les monuments occupés à titre privé puissent être ouverts au grand public, et l'on a vu que des dispositions ont été prises en ce sens. Aussi les propriétés privées s'ouvrent-elles désormais en plus grand nombre à la visite : en 1983 plus de la moitié des châteaux ouverts au public sont des propriétés privées. La visite devient donc une forme complémentaire d'utilisation.

D'autres édifices ont perdu leur vocation initiale au cours de l'histoire. Devenus propriété de l'Etat ou des collectivités locales, ils sont souvent transformés en lieux de visite et accueillent le public français et étranger. Ces monuments, source de culture pour le plus grand nombre, sont donc, grâce à la visite, utilisés dans un but culturel.

Les propriétés privées comme les édifices publics peuvent aussi servir de cadre à d'autres activités.

Certaines d'entre-elles sont marquées par l'ambition de renforcer la familiarité entre le public et les monuments : c'est le but de l'animation culturelle des monuments historiques.

Enfin, la volonté de sauvegarder l'ensemble du patrimoine architectural, dont certains éléments risquent de perdre leur affectation d'origine ou actuelle, sans pouvoir être utilisés temporairement par la visite et l'animation, conduit à définir les conditions et à prévoir les

moyens d'une réutilisation permanente qui dépasse l'ordre touristique et culturel pour devenir une véritable réintégration dans la vie économique et sociale du pays.

taires privés qui y trouvent une partie des ressources nécessaires à la conservation de leurs édifices : ainsi le château de Breteuil (Yvelines), le château de Neuville (Yvelines) ou le château de la Pioline près d'Aix-en-Provence.

L'accueil de séminaires ou colloques suppose des investissements plus importants qui rendent plus rares les expériences de ce type dans les propriétés privées. L'accueil touristique, selon la formule de l'hôte payant, fréquemment pratiquée en Grande-Bretagne, n'a connu jusqu'ici, malgré une forte demande et les efforts entrepris par certaines associations (telles l'association Château-accueil), qu'un faible développement. Certains exemples, comme celui du château de Thaumiers (Cher) ou du château des Réaux (Indre), paraissent cependant prometteurs.

Une autre activité tend actuellement à se développer dans certains monuments historiques : les tournages cinématographiques. Depuis la réalisation du film "La Grande Illusion" au château du Haut-Koenigsbourg, ou du film "Monsieur Vincent" au village de Pérouges, les exemples se sont multipliés. Ils illustrent même parfois la situation dramatique de certains châteaux, ainsi celle de Fléchères (Ain) dans le "Diable par la queue". Certaines propriétés privées accueillent particulièrement les tournages de film : ainsi au château de Guermantes (Seine et Marne) ou l'Hôtel de Bourienne à Paris. Mais de sérieuses précautions doivent être prises pour éviter de graves dommages aux bâtiments qui leur servent de décor.

## *2) Activités culturelles temporaires*

Les expositions, les reconstitutions historiques, les "son et lumière", les festivals de danse, de musique et de théâtre ont lieu de plus en plus souvent dans les monuments historiques et contribuent à les animer, c'est-à-dire à leur rendre vie l'espace de quelques heures ou de quelques jours.

L'animation des monuments historiques remonte aux anciennes traditions de fêtes dans des lieux qui n'étaient pas encore considérés comme "historiques". Les feux d'artifices, les carnivals, les ballets, les illuminations, les tournois, les fêtes nautiques, de l'ancienne Monarchie au Second Empire, ont salué les anniversaires des membres de la famille royale ou impériale ou les événements majeurs de l'histoire du temps.

De nos jours, les spectacles "son et lumière" s'inspirent en partie de la tradition des feux d'artifice et des illuminations. Parfois, ils associent seulement un texte et des éclairages, comme au château de Chambord ou à l'Hôtel des Invalides à Paris. Leur succès est plus grand s'ils font participer la population locale à l'évocation des grandes heures du monument, ainsi au château du Lude, à Amboise, et plus récemment au château du Puy au Fou en Vendée qui ressuscite la révolte des Chouans.

Les représentations théâtrales et musicales se sont multipliées depuis 1970, en reprenant elles aussi une tradition ancienne. Dans les jardins du château de Vaux-

*Le théâtre romain d'Orange : la scène et le grand mur intérieur*

## ***L'animation des monuments historiques***

L'animation a pour but, en rendant une âme aux monuments, de renouveler l'intérêt à leur endroit, grâce à l'organisation d'activités régulières ou intermittentes auxquelles ils servent de cadre. Ces activités peuvent revêtir ou non un caractère culturel.

### *1) Activités non culturelles*

Certains monuments historiques sont loués pour des réceptions. Propriétés de l'Etat comme le château de Maisons Laffitte ou la Conciergerie à Paris, ces monuments appartiennent plus fréquemment à des proprié-

le-Vicomte, le Surintendant Fouquet donna en 1661 une fête restée célèbre, où furent joués "les Fâcheux" de Molière. Dans la salle de verdure du parc du château de Versailles alors rénové par Le Vau, le "Georges Dandin" de Molière fut représenté en 1668 devant Louis XIV. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les théâtres antiques servirent à nouveau de cadre aux festivals d'art lyrique ou dramatique. En 1869 fut représenté au théâtre d'Orange un opéra de Méhul "Joseph", puis en 1874, la "Norma" de Bellini. "Oedipe Roi" fut joué par la Comédie française, invitée par les Félibres en 1888.

Plus récemment, Copeau dressa les tréteaux de ses "copieux" sur les places des anciens villages de Bourgogne ; en 1942 il présenta son "Miracle du pain doré" dans la cour de l'Hôtel-Dieu de Beaune. Jean Vilar, à partir de 1949, "en radicalisant les choix esthétiques du Cartel, a approprié au plein air des spectacles amples et sobres, dont la mise en place, la coloration, l'art gestuel, la simplicité et la vérité locale s'accordèrent avec l'authenticité de la pierre" (M. Parent)(1).

C'est ainsi que naquirent dans les années 1950 et que se multiplièrent dans les années 1970 les festivals de théâtre, de musique ou de danse, des plus illustres comme celui d'Aix-en-Provence créé en 1948, celui d'Avignon créé en 1949, ou celui d'Orange ressuscité en 1974, jusqu'aux manifestations moins connues de Saint-Guilhem le Désert dans l'Hérault, de Saint-Lizier en Ariège, ou de Saint-Antoine en Viennois dans l'Isère.

La Caisse nationale des monuments historiques et des sites a joué un rôle essentiel pour aider ces manifestations. 138 manifestations temporaires ou permanentes dans les monuments bénéficiaient de son soutien financier en 1981, contre 8 seulement en 1969 (2). Il s'agissait pour elle de chercher à attirer la vie culturelle dans le cadre d'un patrimoine souvent en déshérence et de favoriser son utilisation par des manifestations culturelles. En même temps, elle jetait un rayon de lumière indispensable sur le patrimoine, son intérêt, parfois son état. Grâce à une activité aussi mobilisatrice que le spectacle, un public qui ne s'intéressait pas nécessairement à l'architecture, entendait parler de ses hauts lieux dans les médias, et s'il assistait lui-même aux manifestations, les découvrait dans les meilleures conditions possibles.

Il est certain qu'à travers l'action des festivals, l'indifférence d'une fraction assez large de la population et des élus locaux a été entamée par une salutaire prise de conscience, et que de nombreuses opérations de mise en valeur et de restauration ont été lancées. Le festival d'Avignon a sauvé de l'oubli et de la ruine les chapelles des Cordeliers et des Pénitents blancs. Le festival du Marais, fondé en 1962 a fait connaître le plus beau quartier du XVII<sup>e</sup> siècle de Paris, et a entraîné la création en 1965 de l'un des premiers secteurs sauvegardé de France.

Mais, malgré de brillantes réussites, l'animation culturelle des monuments historiques se heurte souvent, sans pouvoir le résoudre entièrement au dilemme suivant : l'animation est-elle un prétexte à la découverte des

monuments, ou ceux-ci ne sont-ils que des supports de l'animation ?

La compatibilité entre l'animation et la conservation est une première source de difficultés, car une politique d'animation trop active peut comporter des dommages pour l'édifice. Des spectateurs trop nombreux et mal renseignés, des équipements techniques trop visibles ou trop volumineux (comme par exemple à la fête des Tuileries en 1976) ont des effets néfastes sur l'état du monument et en compromettent même la survie. Des précautions s'imposent donc ici encore, notamment pour assurer le caractère réversible des installations.

L'adéquation entre le contenu de l'animation et la signification du monument est parfois délicate à établir. L'action d'animation permet-elle réellement de découvrir et de mettre en valeur le caractère propre de l'architecture, ou ne risque-t-elle pas de l'oublier et de le faire oublier, le contenu éclipsant ainsi le contenant ? L'animation du monument n'est plus alors qu'une animation dans le monument, celui-ci servant de simple salle de spectacle. Or la dignité du lieu implique une animation en rapport avec celui-ci.

Enfin, les monuments choisis par l'animation posent problème. Celle-ci n'a-t-elle pas encore tendance à privilégier certains types de monuments reconnus et bien situés, au détriment d'édifices plus modestes ou d'architecture mineure, tels les témoins de l'architecture rurale ou les maisons urbaines anciennes ?

Un approfondissement du contenu et un renouvellement des formes de l'animation paraissent donc aujourd'hui nécessaires, d'autant plus que les spectateurs des festivals sont encore un public restreint, et que la population locale se sent en général peu concernée par ces manifestations

3) Entre l'animation culturelle et l'utilisation permanente : *les centres culturels de rencontre.*

Les centres culturels de rencontre sont un exemple d'une animation culturelle qui assure une utilisation permanente du patrimoine architectural : huit monuments historiques classés, hier abandonnés, voire dégradés sont aujourd'hui réhabilités et affectés à des activités culturelles permanentes. Six centres culturels de rencontre sont situés dans les abbayes : celle de Royaumont (Val d'Oise), celle des Prémontrés à Pont-à-Mousson (Meurthe et Moselle) l'ancien couvent royal de Saint-Maximin (Var), l'abbaye de Sénanque (Vaucluse) et la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon (Gard) ; un autre dans un château : celui de la Verrerie au Creusot (Saône et Loire), et enfin le dernier, dans cet édifice inclassable qu'est la Saline royale d'Arc et Senans (Doubs). A ces huit centres s'est associé en 1982 un centre nouveau : le château de la Roche Jagu (Côtes du Nord). Ces différents centres sont regroupés dans une association créée en 1972 à l'initiative de la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, et reconnue d'utilité publique depuis 1983.

Malgré leurs différences héritées de leur histoire, de



leur situation géographique et de leur statut, chacun de ces centres partage un double objectif : l'animation du monument historique dans lequel il se trouve, et le développement culturel de la région à laquelle il appartient. Chacun réalise des expositions, organise des stages ou des séminaires, parfois même des colloques à retentissement international, et accueille des spectacles de théâtre ou de musique. La vocation régionale du centre culturel implique qu'il attire un public local, qu'il promeuve et diffuse sa culture, qu'il intervienne dans des villages parfois reculés, et qu'il accueille aussi des manifestations et des artistes locaux.

Si les objectifs sont communs à tous, chaque centre a voulu définir une vocation culturelle originale. L'abbaye de Royaumont est un lieu d'animation voué aux formes d'expression par la voix et accorde une place prépondérante aux activités musicales. L'écomusée du château de la Verrerie, en se ramifiant dans l'ensemble de la communauté urbaine du Creusot-Montceau les Mines, s'attache à l'étude et à la redécouverte de la civilisation industrielle de cette région. L'ancien couvent royal de Saint-Maximin, devenu collège d'échanges contemporains, permet la confrontation entre les créations du passé et les recherches contemporaines. Le monde du travail et celui de l'art se rencontrent à l'abbaye des Prémontrés de Pont-à-Mousson, qui favorise la formation socio-professionnelle et la création artistique. Le centre culturel de l'Ouest, à l'abbaye de Fontevrault, se consacre à l'histoire, à l'architecture et à la musique. Une vocation diversifiée caractérise l'abbaye de Sénanque où se sont constitués plusieurs foyers culturels, dont le centre d'études grégoriennes. Enfin, le centre international de recherche, de création et d'animation de la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon a défini un vaste projet culturel reliant la création, l'animation et la restauration d'un monument.

La décision de créer des centres culturels de rencontre, en leur donnant une double vocation, culturelle et régionale, a permis d'accélérer les programmes de restauration et d'équipement de ces édifices. Les financements imposants, de l'ordre de 25 à 30 millions de francs selon les monuments, ont été assurés en partie par les pouvoirs publics (direction du Patrimoine et Caisse nationale des monuments historiques et des sites) et par les collectivités régionales et départementales, qui manifestent un intérêt croissant pour ces réalisations.

Les centres culturels de rencontre financent leurs budgets de fonctionnement (de l'ordre de 2 à 7 millions de francs chaque année), par les ressources provenant de l'accueil de séminaires, de colloques, de stages ou de réceptions, et par les subventions du ministère de la Culture et d'autres ministères (Education nationale, etc...) affectées aux activités culturelles (spectacles, expositions, classes "monuments historiques" etc...).

Les centres culturels de rencontre représentent certainement l'expérience la plus originale et la plus complète d'utilisation permanente des monuments historiques. Ils traduisent une politique culturelle qui ne se contente plus de restaurer les monuments pour eux-mêmes, mais veut aussi leur donner une affectation contemporaine compatible avec leur dignité et ouverte aux activités de la vie moderne. (D. Mandelkern et J. Fosseyeux) (3). Mais les financements nécessaires au titre de la restauration comme du fonctionnement sont cependant tels qu'il n'est pas possible de proposer systématiquement cette formule aux édifices anciens désaffectés ou en voie d'abandon.

#### *La réutilisation des monuments historiques*

L'idée de réutiliser les monuments historiques est simple. Plutôt que de les voir subir l'usure du temps et être

voués à l'abandon faute de moyens financiers suffisants, il est préférable de leur donner un nouvel usage. Utiliser un édifice, même de façon relativement ingrate, c'est le sauver. Le réintégrer dans la vie économique et sociale d'aujourd'hui, c'est sûrement le conserver.

La pratique de la réutilisation n'est pas nouvelle. Chaque époque s'est servie des bâtiments qu'avaient laissés ses prédécesseurs. Les villes du Moyen-Age sont assises sur les ruines des cités romaines. Les édifices romans ou gothiques se sont adaptés au mode de vie de la Renaissance.

Certes, le sort des églises et des châteaux ne fut pas toujours heureux au cours des siècles. Si certaines affectations ont été parfaitement compatibles avec les monuments utilisés, (bâtiments monastiques de Saint-Denis et château d'Ecouen changés par Napoléon Ier en maisons d'éducation de la Légion d'Honneur, château de Versailles transformé en musée national par Louis Philippe, anciens évêchés devenus musées municipaux après la loi de séparation de l'Église et de l'État), les exemples abondent en réutilisations malencontreuses qui ont gravement affecté l'état du monument. Des églises furent transformées en écuries (chapelle du couvent des Augustins à Toulouse) ou en garages (chapelle Saint-Frambourg de Senlis), des abbayes furent converties en asiles de fous (Chartreuse de Champmol-lès-Dijon, ancienne abbaye de Bonneval en Eure-et-Loire, palais épiscopal de Saint-Lizier en Ariège), des châteaux furent transformés en prisons (château de Gaillon) ou en bâtiments militaires (Palais des Papes à Avignon).

Mais si Saint-Wandrille, Jumièges, Saint-Pierre de Cluny sont aujourd'hui réduits à l'état de ruines, c'est à sa transformation en prison que l'abbaye de Fontevrault doit sa survie, malgré les dommages qu'elle a subis.

De nos jours, l'abandon menace de nombreux monuments qui risquent de perdre toute affectation d'ici vingt ans : les édifices culturels sont désertés, en raison du dépeuplement des campagnes, et de la baisse de la pratique religieuse, les bâtiments à usage administratif tels que les ministères ou les hôtels de ville, les casernes et les fortifications, les hôpitaux ou les hospices installés dans des édifices anciens sont délaissés par les services affectataires désireux de moderniser leurs équipements. L'érosion des fortunes privées ne permet plus aux propriétaires de châteaux ou d'abbayes de subvenir aux charges de plus en plus lourdes de la restauration et de l'entretien de ces édifices, qui risquent donc d'être laissés à l'abandon.

Si l'on peut penser que l'État et les collectivités locales continueront à entretenir les principaux édifices, même sans affectation, en raison de leur valeur historique et architecturale, l'existence de très nombreux monuments et bâtiments anciens risque d'être compromise à brève échéance parce que leur prestige est jugé moins grand, et que le coût de leur maintien devient trop élevé.

Aussi, la recherche de nouvelles affectations pour ces édifices paraît-elle conditionner leur survie. "La réutili-

sation constitue la meilleure protection de ces monuments dans la mesure où elle garantit que leur entretien sera assuré, soit qu'elle procure par elle-même le financement nécessaire, soit qu'elle donne aux collectivités publiques responsables un motif supplémentaire de le trouver. Elle implique en outre dans la plupart des cas une restauration qui permet une véritable renaissance de ces édifices".(4)

De nombreux exemples de réutilisation réussie militent en faveur d'une telle politique. Le Petit Palais à Avignon a été transformé en musée de peinture et de sculpture, l'hôtel Salé dans le Marais doit abriter le musée Picasso. Les entrepôts Lainé à Bordeaux sont devenus des lieux de spectacle et d'exposition ; la gare d'Orsay se transforme en musée du XIX<sup>e</sup> siècle ; le palais épiscopal de Troyes abrite une collection de peintures modernes. Une église à Dijon est devenue un théâtre. De grands monuments civils ou religieux sont transformés en centres culturels de rencontre. Mais ces affectations culturelles ne sont pas les seules : le château de Lusigny sur Ouche (Côte d'Or) est devenu le siège d'activités artisanales, avec l'aide de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Beaune. La direction départementale de l'Équipement du Tarn et Garonne s'installe dans l'ancien Carmel de Montauban. Le tribunal administratif de Paris a son siège à l'hôtel d'Aumont. L'hôtel de Sully abrite la Caisse nationale des monuments historiques et des sites. Les exemples pourraient être multipliés.

Cependant, la cause de la réutilisation doit encore surmonter des résistances. Certains esprits nostalgiques du passé pensent que le prestige d'un monument est incompatible avec une forme quelconque d'utilisation. Objet de vénération, le monument ne doit pas subir la honte d'une transformation qui risquerait d'en altérer le caractère, l'authenticité, ou l'ambiance. Selon ce courant de pensée, plutôt laisser mourir un édifice que d'admettre son déshonneur.

Cette attitude est largement partagée par les Français, si l'on se réfère aux résultats d'un sondage effectué en 1980.

Pour éviter les critiques que soulève une politique de réutilisation forcée, certaines précautions s'imposent lorsqu'est décidée la nouvelle affectation d'un édifice. Il faut être guidé dans ses choix par le souci de ne jamais vouloir accomplir une oeuvre irréversible et de ne pas trahir, même dans l'innovation, l'atmosphère propre à un monument. L'action doit être fondée sur ce principe essentiel : "servir le monument avant de s'en servir" (F. Enaud). (5) Toute la difficulté est là : savoir jusqu'où ne pas aller dans l'audace. Tenir compte du site, des habitants, des futurs usagers, des caractéristiques propres au bâtiment que l'on souhaite transformer, telle est la tâche de ceux qui ont la charge de modifier un bâtiment sans le dénaturer pour autant. Chaque monument est un cas particulier, avec des contraintes, très souvent d'ordre technique, qui lui sont propres. (6) Toutes ces exigences devraient être consignées dans une sorte de cahier des charges préalable à la restauration, qui servirait de réfé-

rence permanente.

Sans oublier ses missions anciennes de protection et de conservation des monuments historiques, la réutilisation du patrimoine architectural est devenue une tâche nouvelle et particulièrement difficile, de l'administration des monuments historiques.

### *Les Français et leurs monuments*

L'attitude des Français à l'égard de leurs monuments historiques est complexe. Lorsqu'ils sont interrogés (7), leurs réponses se situent sur plusieurs plans. Ils connaissent de nom et personnellement certains grands monuments de notoriété nationale qu'ils estiment nécessaire d'avoir vus ou visités au cours de leur vie. Ils se sentent plus proches des monuments qu'ils ont l'occasion de connaître dans leur vie quotidienne et à l'égard desquels ils réagissent plus affectivement, parfois même avec une fierté locale. Ils déclarent spontanément leur préférence à vivre dans des villes anciennes ou de vieux villages, par une sorte de rejet des conditions modernes d'existence.

Leurs réactions sont motivées par un double mouvement. En un sens, ils éprouvent un besoin profond d'appartenance au passé : témoins de l'histoire, les monuments historiques maintiennent une continuité entre le présent et le passé. Ils comblent aussi leur aspiration à enrichir leur savoir, grâce à la connaissance plus concrète et moins scolaire de l'histoire qu'apporte particulièrement la visite. Ils permettent aussi de satisfaire une exigence d'ordre artistique par l'émotion éprouvée au contact de vestiges du passé qui sont source de beauté et marque de travail bien fait.

En sens contraire, une certaine distance imprègne encore souvent l'attitude des Français vis-à-vis des monuments. Tout en marquant des préférences pour certains d'entre eux, ils éprouvent en général à leur égard une forme de respect et de révérence qui les écarte d'un contact familier. Leur valeur symbolique paraît à leurs yeux les sacréaliser. Les monuments demeurent pour eux les témoignages d'un passé mort auquel ils ont tendance à associer l'idée d'une élite intellectuelle et sociale. Les Français ne se sentent pas les propriétaires de tout leur patrimoine.

Or l'attachement d'un peuple à ses monuments historiques conditionne à long terme leur avenir. Comment assurer une plus grande familiarité des Français avec leur patrimoine ?

Le premier objectif paraît être de mieux connaître et faire connaître les éléments du patrimoine. S'ils ne peuvent tous être protégés sous peine de figer le nécessaire renouvellement de la société, du moins convient-il qu'ils soient tous connus et répertoriés. C'est l'oeuvre de longue haleine entreprise par l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France qui devrait être doté de moyens accrus pour lui permettre d'achever la couverture du territoire dans les trente prochaines années, et de présenter à plus brève échéance les résultats globaux du préinventaire normalisé.

### *L'hôtel Salé restauré va devenir le musée Picasso*

La protection des éléments les plus caractéristiques du patrimoine doit évidemment être poursuivie, en élargissant davantage, dans le temps et dans l'espace, la notion de monument historique. Les aspects majeurs de l'architecture industrielle du XIX<sup>e</sup> siècle devraient être plus systématiquement protégés, ainsi que de nombreux témoignages de l'architecture rurale. Mais, au préalable, l'élaboration d'une typologie des nouveaux champs du patrimoine, et l'application plus systématique des critères de protection retenus devraient être recherchées, car la méthode empirique, jusqu'ici pratiquée avec un certain succès, n'est plus suffisante et risque de favoriser une "inflation" désordonnée du parc des monuments historiques.

La conservation des monuments historiques visant à assurer à la fois la restauration exemplaire des témoignages majeurs et le sauvetage du maximum d'édifices, est une tâche impérieuse qui suppose l'accroissement des moyens financiers destinés à l'entretien comme à la restauration des monuments (avec une progression plus

marquée pour les crédits d'entretien grâce à une amélioration de leur utilisation en cours d'année).

S'il convient de recenser, de protéger, de conserver les monuments, il est aussi plus que jamais nécessaire de leur rendre vie. C'est là une mission particulièrement difficile, car elle suppose une réflexion sur leur place dans la société, et elle implique la définition de solutions nouvelles. Il faut d'abord assurer la survie des monuments existants. La propriété privée qui caractérise un grand nombre d'entre eux, ne semble pas devoir ni pouvoir aujourd'hui être abandonnée, car ni l'Etat ni les collectivités locales n'ont les moyens d'entretenir entièrement un patrimoine qui serait trop étendu. Un régime plus avantageux pour les propriétaires de monuments privés, sur la base de conventions conclues avec l'Etat, ou les collectivités locales, pourraient être la contre-partie d'un élargissement de leur fonction culturelle et sociale.

Le tourisme culturel est aussi le moyen de faire vivre les monuments et l'aide à son développement paraît indispensable. Une telle politique devrait être inspirée par le souci de faire mieux connaître le patrimoine architectural moins célèbre et moins fréquenté que les grands monuments.

L'animation des monuments historiques, qui a pour but de permettre un meilleur contact entre le public et le monument, pourrait revêtir des formes nouvelles qui associent davantage le patrimoine architectural et les autres aspects de ce patrimoine que sont les objets, les coutumes, le folklore. Des actions préalables de formation et de sensibilisation du milieu scolaire seraient à entreprendre. Une meilleure information des animateurs et du public sur le patrimoine s'impose pour que la fréquentation touristique et l'animation culturelle ne fassent pas courir de trop grands périls matériels à l'architecture, et ne soient pas contraires à son caractère propre.

Le tourisme et l'animation ne sont qu'une utilisation provisoire du patrimoine. Malgré ses limites et ses

contraintes, l'utilisation permanente des monuments historiques et des édifices anciens apparaît aujourd'hui comme la meilleure garantie de leur conservation.

L'Etat devrait à cet égard jouer un rôle pilote en rompant avec les habitudes dues à la fièvre constructrice de certains de ses services.

Enfin, l'administration des monuments historiques, marquée par une histoire centralisatrice, devrait s'adapter au mouvement général de la décentralisation. Certes, l'Etat devra continuer à assurer la protection du patrimoine architectural et régir les obligations des particuliers et des collectivités publiques. Mais ceux-ci pourraient être à l'avenir davantage associés à l'élaboration et à l'application des mesures de protection et de conservation.

Les monuments historiques ont-ils un avenir ? La réponse est assurément positive, si l'oeuvre déjà considérable accomplie depuis Mérimée est résolument poursuivie grâce à une politique dont les objectifs et les moyens devraient moins être changés que constamment améliorés.

Jean-Pierre BADY

(1) *L'architecture espace de fête, usage des festivals-Revue Monuments Historiques* n° 119, 1982, p. 56

(2) Voir l'article : *Pierres en fête : la Caisse nationale des monuments historiques et des sites, revue Culture et Communication* n° 8, mai 1979

(3) *L'utilisation des monuments historiques* Paris, C.N.M.H.S. 1979, p. 13

(4) *L'utilisation des monuments historiques* Paris, C.N.M.H.S. 1979, p. 6

(5) *Du bon et du mauvais usage des monuments anciens, Revue Monuments Historiques* 1978 n° 5, p. 19

(6) Voir Y. Boiret : *Restauration et utilisation, Revue les Monuments Historiques de la France*, n° hors série 1977, p. 63

(7) *Enquêtes menées à la demande de la Caisse nationale des Monuments Historiques et des sites en 1970, et par le service des études et recherches du ministère de la Culture et de la Communication à l'occasion de l'année du patrimoine (1980)*

*Les palais nationaux comprennent les deux monuments historiques appartenant à l'État les plus visités de France : Versailles et le Louvre. Sur un total de 3.600.000 visiteurs payants des palais nationaux en 1982 (contre 2.500.000 en 1960), le château de Versailles a accueilli 1.537.000 visites payantes (auxquelles il faut associer le Grand Trianon : 168.000 visites, et le Petit Trianon : 93.000). Le Louvre vient au deuxième rang avec 1.247.000 visiteurs, en 1982. A cette date, le château de Versailles, les Trianons et le Louvre représentent 82% des visiteurs payants des palais nationaux. Les autres palais nationaux reçoivent en général moins de 300.000 visiteurs, et la fréquentation payante paraît stagner depuis dix ans. Le château de Fontainebleau a reçu en 1982 le même nombre de visites payantes qu'en 1970, la Malmaison n'a pas retrouvé en 1982 le niveau atteint en 1960.*

# “ESPRIT” DANS LA GAUCHE ET FACE AUX TERRORISMES

par René PUCHEU

**E**spirit ? Vous connaissez ! au moins, pour la plupart. Or, donc “Esprit”, cette revue, fondée en 1932, par Emmanuel Mounier, vient de publier un numéro spécial, intitulé “Terrorismes”.

Ce document - car c'en est un - a les défauts et les vertus des grands pavés qui jalonnent l'aventure d'Esprit, dans ce siècle, depuis cinquante ans. Il n'a pas le look exciting. Comme il se doit - ne lésinons pas sur le jeu de mots - , il est “terrorisant”. Cependant, il faut se méfier de l'apparence. Ce numéro n'est ni hermétique ni ésotérique. Il est très lisible. Et puis, il explore un des phénomènes majeurs de cette fin de millénaire. Le terrorisme n'est plus, en effet, un accident, il est devenu une institution politique “sauvage”.

## ESPRIT, ANNEES 80

Toutefois halte ! Avant d'ouvrir le numéro d'Esprit d'octobre-novembre 1984, saisissons l'occasion pour faire un rapide point sur Esprit. Souvent, en effet, autour de France-Forum ou ailleurs, on entend cette question : “Mais, où en est, donc, Esprit ?”.

Question bizarre qui ne signifie pas un déclin d'Esprit. Même si, comme toutes les revues intellectuelles, Esprit vit une existence précaire. C'est la faute à la société et au climat idéologique ! Cette interrogation signifie que non seulement, dans les années 70, Esprit a changé de directeur - Paul Thibaud a succédé à Jean-Marie Domenach - et d'équipe rédactionnelle mais, qu'en plus, Esprit a changé de public. Et, qu'une partie du public a changé de génération et de sensibilité.

Cela étant, sous les variations de langage et de problématiques, Esprit continue à être tel qu'il fut. Notamment par deux caractéristiques.

Esprit reste ce laboratoire d'idées et de réflexion qu'il n'a jamais cessé d'être. Ce lieu où avec l'ardeur de qui désire “changer la culture et la politique” on tente de penser les défis nouveaux et les questions, toujours

recommencées. Témoins de cette fidélité à creuser le même sillon, les trois thèmes qui sont inscrits au programme de travail des prochains mois :

- *le changement des valeurs politiques.* Comme le titre peut être diversement entendu, précisons la problématique d'Esprit : “La société du consensus et de la modernisation qui paraît être notre horizon actuel, quelle place fait-elle à la protestation et à l'opposition ? N'allons-nous pas vers la ségrégation et l'élitisme ?”

- *le libéralisme et la question des mœurs.* Avec, à la pointe, cette interrogation essentielle : “Peut-on, dans un cadre libéral, fonder l'obligation de prendre soin d'autrui et, même plus, affirmer que nous avons besoin des autres de tous les autres”. Vraie question s'il en est !

- *christianisme et modernité.* Sur ce point encore, précisons : “En face de l'exemple polonais... en face aussi des théologies de la Libération, ou même du nouvel activisme de l'Eglise catholique américaine, comment rendre compte du marasme persistant et de la peur qui marquent en Europe, et d'abord en France, les institutions chrétiennes ?”

Osons l'impertinence ! Si sur les deux premiers thèmes, on attend avec intérêt mais sans surprise la contribution d'Esprit, sur ce dernier il y a du suspens ! Ce n'en sera que plus intéressant...

## ESPRIT EN POLITIQUE

Seconde fidélité d'Esprit à sa propre tradition : *l'insatisfaction politique.* Toujours Esprit a abordé la politique de manière originale. Le cœur dedans, la tête dehors. A la “catho”, en somme... “Il faut être dans la politique sans être du politique” affirmait Mounier (cité par J. Le Goff in Esprit Janvier 83) Axiome typique. Très maritainien, aussi. Du coup, l'engagement politique d'Esprit a toujours été un *engagement critique.* Et comme *dramatique.* Il suffit d'avoir participé à quelques comités directeurs - jadis ! - délibérant sur les prises de position à prendre, à l'occasion d'élections ou de référen-

dum pour avoir constaté qu'Esprit n'entre en politique que pour y affirmer que le politique devrait exister *autrement*. "Pensée de la distance" diagnostique pertinemment J. Le Goff. Qui, notons-le au passage, a permis à Esprit d'inspirer et de nourrir de "grands commis", de grands gestionnaires mais aucun géant politique. L'avenir reste ouvert, bien entendu !

Le mal d'être d'Esprit devant la politique et le politique est, d'ailleurs d'autant plus vif, que dans cette "famille" intellectuelle, on n'a jamais succombé à la tentation de ne pratiquer que "l'éthique de la conviction". On veut, non moins, ne pas escamoter "l'éthique de la responsabilité". Du coup Esprit a rarement déliré. Bravo ! Peut-être parce qu'on a toujours, croisé et rencontré à Esprit davantage d'hommes d'action que dans bien d'autres revues de l'intelligentsia. Comme le remarquait Jean-Marie Domenach (Esprit, janvier 1983) s'il est arrivé à Esprit de trop "penser contre" ou de "penser ailleurs", on y a toujours "pensé avec". Il est vrai que c'est l'entre lacs permanent de ces trois attitudes qui a fait la richesse d'Esprit.

Ce qui justifie, Paul Thibaud de dire : "Cette revue a un génie propre, même s'il arrive qu'il lui fasse défaut : celui de s'ajuster à la situation morale, intellectuelle, spirituelle, pour y susciter les conversions nécessaires" - conversions ? mot de moraliste, révélateur ! - "mais non point sous forme d'analyses désabusées... à travers l'impatience de saisir les questions les unes après les autres, de proposer, de susciter et de réunir des énergies" (Esprit id.)

Selon cette attitude, Esprit n'a cessé de rêver à une *gauche différente*. D'où des rapports, presque en permanence conflictuels avec le Parti Communiste et avec la S.F.I.O., des rapports mi-figue mi-raisin avec le PS. Voilà pourquoi, après avoir été l'une des sources de la "deuxième gauche", de plus en plus nettement, on incline, à Esprit, vers une gauche "du troisième type", si j'ose écrire. Si Esprit était un quotidien, aujourd'hui, il ne serait plus "Le Monde" - comme il l'eut été dans les années 68-, il serait "Libération" ou presque. Entre la gauche : "à la Paul Thibaud et à la Olivier Mongin" et la gauche "à la July", peu d'écart et deux points communs fondamentaux : *la hantise du totalitarisme* - c'est fondamental à Esprit qui a consacré de nombreux articles, ensembles et plusieurs numéros spéciaux à l'analyse du totalitarisme, dans les pays de l'Est - la recherche des voies d'une "créativité historique". Ces deux axes débouchant à Esprit dans une redécouverte et une valorisation de la "démocratie", ce qui, sous un certain biais est une innovation, sous un certain biais seulement, évidemment !

## ESPRIT EN QUETE D'UNE TROISIEME GAUCHE

Le mieux, pour caractériser où en est Esprit avec la gauche est de citer quelques lignes de Paul Thibaud. Nous les extrayons d'un éditorial consacré aux réformes (in Esprit, Février 84) :

"La grille intellectuelle, la matrice dont sont sortis les

projets du gouvernement se réduit à un mot : démocratisation. La démocratisation, c'est-à-dire "l'abaissement des grands", comme on disait naguère pour décrire la politique de Richelieu... Les projets de la gauche font penser à une horlogerie subtile : on nous propose un gouvernement de conseils dont l'équilibre et la composition doivent être soigneusement ajustés pour répondre à un idéal civique et égalitariste : chacun doit avoir sa part de pouvoir. On sait que ce modèle de l'horlogerie a été proposé par Levi-Strauss pour décrire le fonctionnement réglé, prudent, répétitif des sociétés sans histoire. A quoi l'ethnologue opposait le fonctionnement "thermodynamique" des sociétés modernes qui tirent leur énergie de leurs déséquilibres internes, de l'ampleur des différences de position. On pourrait dire justement que, justement, parce qu'elles sont faites au nom de l'efficacité, du rendement, certaines critiques émises dans la gauche sur la manière de réformer reviennent à refuser d'harmoniser la mécanique sociale au prix d'en affaiblir dangereusement le moteur. Les principes de rendement et de responsabilité introduisent en effet dans les institutions des différences brutales qui entrent mal dans les schémas rationnels et égalitaires de la gauche...

C'est sur cette division culturelle et politique interne à la gauche que butent les projets du gouvernement (on est en février 84, les projets visés sont spécialement ceux concernant l'enseignement supérieur, la presse et l'école). On peut dire que ces projets, dans la mesure où ils mettent en valeur les faiblesses inhérentes aux rêves d'harmonie que donne la gauche ont permis que se cristallise une autre gauche, détachée des idées de concorde et d'apaisement, des promesses de sécurité qui dominent dans la gauche classique, aussi bien autogestionnaire que étatiste. L'éthique dont se réclame cette gauche "activiste" ne peut être dite égalitaire, dans la mesure où elle sait que l'action hiérarchise, fait apparaître des différences qualitatives entre individus pourtant égaux en droits. Ce dont la gauche va peut-être prendre conscience... c'est la priorité des valeurs d'action sur les valeurs d'harmonie.

...Les ruptures à l'intérieur de la gauche sont, on le voit, inévitables, elles traduisent la fin du rêve de faire aller du même pas harmonie sociale et créativité historique..."

Texte excitant, assurément. Que l'on aimerait questionner. Car, enfin, à ce point, une question surgit irrésistible : la gauche, c'est quoi ? Le libéralisme économique, aussi, est-ce la gauche ? Mais, patience ! Dans ses prochaines livraisons Esprit répondra à notre curiosité. Reste que comme je vous l'avais dit, Esprit continue à être mal à l'aise en politique et à rêver à une gauche et à un univers politique "autre". Sans être totalement "ailleurs", Esprit y est, toujours, un tantinet. Heureusement ! C'est sa fonction ! Et c'est en quoi il est utile !

## ESPRIT FACE AUX TERRORISMES

Voilà quelques lignes risquant de caractériser la position d'Esprit dans l'éventail des forces culturelles fran-

çaises. J'ai suggéré que l'approche Libé et l'approche Esprit étaient proches. Mais Esprit, c'est si subtil que ce rapprochement mérite nuances. Précisément, le numéro spécial sur "Les Terrorismes" ci-dessus référencié est un point de clivage. Libération a beau, au moins sous la plume et encore davantage dans le discours "européen" de Serge July avoir viré du maoïsme à une quasi Utopie informatico-Silicon Valley, il creuse mal aisément l'écart avec les actions terroristes. Chaque fois qu'il en surgit une, Libé est mal à l'aise. Sa nouvelle rationalité maîtrise mal ses anciens démons. Esprit lui, pas de problème.

Ce numéro aborde l'analyse et l'explication avec une certaine distanciation, bénéfique à la compréhension. Ni indignation à trémolos, ni plaidoyer. On prend la mesure et on diagnostique la nature de ce phénomène qui est pluriel, ainsi que le marque le titre : les terrorismes.

Dans son introduction au numéro, Olivier Mongin, Rédacteur en Chef d'Esprit va, en direct, au coeur de la question - signalons, d'ailleurs aux gens pressés qui voudraient faire l'économie de la lecture intégrale que les jalons de Mongin au long du numéro sont, particulièrement, riches d'interrogations et de perspectives -.

"Le terrorisme consiste en l'éradication du politique... il permet d'observer les métamorphoses et la violence politique dans nos sociétés... d'autant plus que l'interdiction de la violence dans les sociétés totalitaires, la peur et le refoulement de la violence dans les démocraties, tendent à faire du terrorisme le seul facteur de violence manifeste dans le monde, alors qu'elle est paradoxalement la violence la moins repérable. Il serait temps de sortir d'un rationalisme bon teint qui a cru que la violence pouvait disparaître comme par miracle de la planète, il semblerait plutôt qu'elle se métamorphose, qu'elle change de forme au sens strict, sinon qu'elle se travestisse cruellement".

L'essentiel est diagnostiqué. Cette recherche sur les terrorismes n'est qu'une étape d'une réflexion plus générale sur le statut de la violence dans les sociétés actuelles. Nous avons soutenu, précédemment, qu'Esprit continuait, ici peut-être bien qu'il innove par rapport à sa propre tradition. Reconnaître que l'homme n'est pas seulement "homo sapiens" mais, aussi, "homo demens" - pour écrire comme Morin - c'est nouveau ce me semble.

Donc ce numéro esquisse une meta-politique des terrorismes. Evidemment, il ne le fait qu'en procédant à un inventaire très détaillé des racines des terrorismes, dans ce qu'il appelle la "culture de la terreur", des "engrenages de la terreur", des divers terrorismes "internes" et des divers "terrorismes d'Etat". Impossible de rapporter l'intérêt de l'analyse de Stanislas Lem suggérant que le nazisme et les terrorismes ont la même racine : l'insignifiance de la mort depuis sa sécularisation. Aussi bien que celui des analyses sur Ali Agca, sur le terrorisme arménien, sur le terrorisme dans les relations internationales. Ce voyage autour de la planète terroriste donne le vertige !

Contentons nous d'en signaler les points majeurs de la problématique d'ensemble :

- le constat de la permanence du terrorisme. A la fin des années 70, le terrorisme paraissait en voie de disparition progressive. Or "à ne considérer que la France, le bilan n'en apparaît que plus brutal et sinistre à la fin de l'été 1984 : Action directe ... les nuits bleues en Corse, la menace du terrorisme antillais..., des attentats en série au pays Basque..."

- le constat de l'évolution des terrorismes. Car si les terrorismes durent, les terrorismes tendent à changer de nature et de méthode. Grosso modo, les terrorismes des années 70 étaient des "terrorismes d'en bas" : terrorismes révolutionnaires, "dans sa version Baader, le terroriste se battait contre l'Etat capitaliste au nom d'une idéologie révolutionnaire"; ou "terrorismes nationalistes", de même le Palestinien... se battait contre l'Etat colonial sioniste. Ces terrorismes étaient des sortes d'"armes du pauvre".

Double évolution : les terrorismes révolutionnaires ont dépéri, mais les nationalismes ethniques restent. Surtout, est apparu un "terrorisme par le haut". On est passé des terrorismes "témoignage individuel" au terrorisme d'Etat. "Le terrorisme s'institue désormais comme une arme nouvelle pour le pouvoir d'Etat, comme l'instrument du fort", "il est devenu avant tout un phénomène qui perturbe les relations internationales."

Cette évolution a d'ailleurs entraîné un changement de modalité : les terrorismes des années 70 avaient un grand souci des médias, car ils visaient à ce que le message soit très "visible", d'où le choix de certains moyens de communication (détournements d'avions par exemple). Les terrorismes d'Etat ont moins souci de cette visibilité.

Une grande interrogation : existe-t-il un "Grand manipulateur", un "Chef d'orchestre" des "terrorismes par le bas" et des "terrorismes par le haut" ? Plus précisément existe-t-il un "fil rouge" ?

Sur ce point la table ronde qui conclut le numéro est particulièrement intéressante. La prudence est ici de rigueur ; "on est dans un monde où tout le monde manipule tout le monde et où personne ne contrôle personne", note Pierre Hassner, non sans ajouter : "Et pourtant sur certain point empirique qui est celui de l'Italie... je me demande si la vision conspiratrice de l'histoire n'est pas justifiée".

En définitive "s'il n'est pas certain qu'il existe une direction effective unique pour diriger l'ensemble d'une Internationale terroriste... il existe une internationalisation sociologique du milieu terroriste international"(G Chaln)

Incontestablement sur un sujet très préoccupant un numéro à lire !

René PUCHEU

(1) Sur Emmanuel Mounier : cf. Etienne Borne, Emmanuel Mounier (Ed. Seghers). J.M. Domenach, E. Mounier (Ed. Seuil).

# LA VIE LITTÉRAIRE

par Philippe SENART

Maurice Schumann : *Qui a tué le Duc d'Enghien ? - Le centenaire de Jacques Chardonne - La correspondance de Proust - Jacques Laurent et Stendhal - Gabriel Matzneff et Byron - François Fontaine : Mourir à Sélinonte*

Qui a tué le Duc d'Enghien ? M. Maurice Schumann pose la question (1). Il met l'assassinat qui a dressé toute l'Europe civilisée contre Bonaparte sur le compte d'une "bavure" comme on dit aujourd'hui, imputable à Savary. Mais Savary n'a fait qu'exécuter avec trop de précipitation les ordres du maître et la mort du descendant du Grand Condé dont le "procès" s'ouvrit à deux heures du matin dans une salle du Fort de Vincennes et trouva son épilogue avant le lever du jour, à l'endroit même où, selon Châteaubriand, St-Louis rendait la justice sous son chêne, pèse encore sur la mémoire de Napoléon. M. Thierry Maulnier a répondu à la question posée par M. Maurice Schumann, dans sa pièce, *Celui qui n'avait rien fait*. Bonaparte, Talleyrand, Fouché ont été les acteurs de la scène tragique des Tuileries au cours de laquelle fut décidé l'enlèvement du Duc d'Enghien en territoire étranger. Ils sont, avec l'exécutant Savary, tous devant l'Histoire, responsables *in solidum* des conséquences de cette décision en elle-même déjà criminelle. Mais M. Thierry Maulnier impute au Corse et à son goût du théâtre la responsabilité majeure. Il a voulu se camper seul face à l'Europe "le pied sur le cadavre d'un Bourbon" pour proclamer une nouvelle légitimité consacrée par le sang. Cet acte théâtral fut un acte religieux.

Maurice Schumann a rouvert le dossier, mais c'est plus en homme d'Etat qu'en juge d'instruction. Il regrette que ni Bonaparte ni le comte de Provence n'aient saisi l'occasion historique de réconcilier les deux peuples que Guizot, dans son *Essai sur le gouvernement de la France*, montrera dressés l'un contre l'autre sur le même sol depuis la victoire des Francs sur les Gaulois. Si, au lieu de dénoncer "la chimère dynastique", le Premier Consul, dit M. Maurice Schumann, avait négocié les conditions politiques du retour du Roi, il aurait pu jouer dans l'Histoire de France le rôle de Monk et "transformer la République en parenthèse, sans effacer la Déclaration des droits de l'Homme que Louis XVI avait contresignée ni les conquêtes de la Révolution qui étaient acquises avant le renversement du trône". Oui, que de sang épargné ! La France était replacée à son rang, le premier, et l'Europe ne se serait pas épuisée dans la longue guerre dont elle ne s'est jamais relevée. M. Schumann constate amèrement que "la nation française a vu l'Etat, symbole

et garant de la continuité, changer onze fois de visage entre 1792 et 1958". Prévot - Paradol, dans *La France nouvelle* le livre dont, avec les *Vues sur le gouvernement de la France* du Duc de Broglie, est issue la III<sup>e</sup> République, a écrit que "depuis 1789 la France n'a eu que des gouvernements provisoires". C'est la constatation et la déploration du même fait qui est le véritable *mal français*.

M. Maurice Schumann, en relevant la fière déclaration du Duc d'Enghien qui arracha un cri d'admiration à son "juge", le général Hulin : "Un Condé ne saurait rentrer en France que les armes à la main", estime que ce défi porté à la Nation au nom du Roi, a consacré le divorce entre les deux France et que les Cents Jours, puis les Trois glorieuses n'ont fait que démontrer l'inaptitude des Bourbons à reprendre en charge le destin des Français. Il faut se rappeler la parole de Louis XVIII citée par le président Bonin et le haut-conseiller Didier dans leur ouvrage, *Louis XVIII roi de deux peuples*, dont notre revue a publié les bonnes pages : "Tous mes efforts tendent à faire que deux peuples qui n'existent que trop finissent par n'en former qu'un seul". Cet effort, cette mission historique du roi capétien, n'a pas été couronné de succès. Mais suffira-t-il d'incriminer Charles X et ses fameuses ordonnances ? Balzac à qui l'on attribue des dons de visionnaire a écrit dans *Le curé de village* : "D'ici à vingt ans, la France aura reconnu la nécessité de la grande et saine politique de Charles X". Sans mettre en cause "l'esprit révolutionnaire" dénoncé par Royer-Collard après 1830, mais tardivement, ne faut-il pas considérer que la classe politique a eu une responsabilité dans l'échec de la tentative de monarchie constitutionnelle en rendant impossible sous le ministère Martignac le fonctionnement normal du régime et en s'opposant aux ouvertures de Polignac en 1829 pour la formation d'un gouvernement où les représentants *des deux peuples* auraient eu une part égale dans un esprit de fusion. C'est le duc Victor de Broglie, membre éminent du centre gauche, qui l'a reconnu dans ses Mémoires : "Nous, les hommes d'Etat en herbe et en espérance du parti whig, qui faisons état de penser et d'agir dans une région supérieure aux préjugés de secte et de tradition, de voir plus clair et plus loin que les autres... nous nous sommes



comportés en vrais gens de parti”.

La retraite de Charles X en 1830 n'a pas été seulement cette “revanche des Gaulois” dont le vieux duc d'Esgrignon prend acte dans *Le Cabinet des Antiques* en voyant passer sous ses fenêtres à Alençon le cortège royal en route pour l'exil. Elle rouvre dans l'Histoire de France la fameuse “fracture” que De Gaulle, après Louis XVIII, a voulu refermer en 1962 en nous rendant la Charte de 1814, avec la prééminence de l'Exécutif sur le Législatif, mais sans l'hérédité monarchique, et en faisant ainsi rentrer la France, avec cent cinquante ans de retard, dans les voies annoncées par *Le curé de village*. Ce n'est pas le moins éclatant des mérites du livre de M. Maurice Schumann que de nous inviter à cette méditation mélancolique, mais riche en leçons, sur l'Histoire tragique des deux peuples français.

\*  
\* \*

Le centenaire de Jacques Chardonne a été placé sous le haut patronage du Président de la République. “De sa génération, Jacques Chardonne reste pour moi le modèle” a écrit M. François Mitterrand dans *La Paille et le grain*. Celui qui sait faire passer un Marx démarxisé (pour personnes nerveuses, comme le café décaféiné) dans le filtre de Montaigne est fait pour comprendre et aimer Chardonne et sa morale de l'alambic. Beaucoup mieux certes que De Gaulle qui après avoir lu les *Propos comme ça*, écrivit au maître de la Frette : “J'admire l'ampleur et la désinvolture de votre pensée. Je goûte votre style pur et sans accessoires”. De cette lettre courtoise et banale, Chardonne tira qu'il avait été *compris* et il alla colportant dans Paris que le général avait changé. Mme Ginette Guitard-Auviste rapporte l'anecdote dans son *Chardonne ou l'incandescence sous le givre* (2). Ce livre est une magnifique couronne déposée à l'occasion du centenaire par une prêtresse fidèle, et peut-être l'initiatrice du culte chardonnien, sur la tombe de celui qui à dix sept ans l'avait “fascinée”. Elle lui consacra son premier livre, *Jacques Chardonne et son art*. Chardonne fut émerveillé d'avoir été aussi bien percé à jour par cette jeune fille passionnée et studieuse. Mme Guitard-Auviste a reçu de lui entre 1950 et 1968, l'année de sa mort, 367 lettres. Elle n'avait plus aujourd'hui qu'à puiser dans ses archives, dans ses souvenirs et dans la bibliothèque de ses sentiments pour en tirer la plus complète et la plus pénétrante des biographies critiques. Les pages les moins intéressantes de ce gros livre désormais indispensable à la connaissance de Chardonne, ne sont certes pas celles où l'on voit le jeune Roger Nimier entrer dans la vie de l'auteur bien oublié alors *l'Epithalame* et où Mme Guitard-Auviste nous fait assister à la naissance de cette célèbre liaison. “Une toquade” disait Chardonne par souci de la litote. Mais il se confessa à Mme Guitard ; “Mon sentiment pour Nimier relève de la passion... Cela est permis quand on n'est pas pédéraste”. *La Correspondance Chardonne - Nimier* rassemblée et publiée par M. Marc Dambre, l'inspirateur des *Cahiers Roger Nimier*, porte témoignage de cette chaste passion. La lecture doit en être complétée par celle du 4<sup>e</sup> Cahier Roger Nimier où

l'on trouvera un complément de lettres (3). Mme Guitard-Auviste publie de son côté dans les *Cahiers Jacques Chardonne* qu'elle dirige un florilège d'articles de “moins de quarante ans” sur son héros. On y relève le nom de Denis Tillinac, l'auteur de *Spleen en Corrèze* (un joli titre) et de *L'Été anglais* (un joli livre). Ce jeune homme (un moins de trente ans) couronné par le jury du Prix Nimier (brillante assemblée de hussards retraités) est peut-être dans son lointain Limousin le plus authentique héritier de l'auteur des *Enfants tristes*.

M. Marc Dambre dans son excellente préface à la *Correspondance* (4) écrit : “Elle compose les mémoires impromptus d'une éducation”. Mais où est le maître ? Où est l'élève ? Nimier s'adresse à Chardonne : “Vous êtes un mélange de jeunesse et d'expérience, je suis un mélange d'inexpérience et de vieillarderie”. Ce disant, peut-être, il inverse les rapports. Chardonne distribue des conseils à travers lesquels il est bien difficile de suivre une ligne de conduite. C'est Nimier qui lui rend confiance, qui le remet en selle, qui lui assure le succès d'une seconde carrière. Mais “tout se passe comme si le retour de Chardonne était acquis au prix du silence de Nimier romancier” remarque M. Marc Dambre et il demande : “Le père aurait-il stérilisé le fils par ses avis ?” La première lettre de Nimier en réponse à la première lettre de Chardonne, le 1er avril 1950, se confond en respects et Nimier y fait un éloge feutré de la vieillesse. C'est l'époque où François Nourissier écrit : “Nous avons tout à apprendre des vieillards”. Olivier Malentraide, le héros des *Enfants tristes*, joue à vingt sept ans à en être un. Chardonne est effrayé. “Vous avez mûri trop précocement”. Il semble dire qu'il faut que vieillesse se passe le plus rapidement possible, puis à partir de quarante ans on s'installe dans une jeunesse définitive. En attendant, il conseille à Nimier de “se décanter” (la morale de l'alambic, et de ne rien écrire de dix ans, sinon quelques articles de journal dans *Arts* (Chardonne tient beaucoup à *Arts*). “Surtout, ne vous brouillez pas avec Le Marchand”. Nimier était trop pressé pour attendre 10 ans, pourtant, il s'est tu, mais il n'a pas eu le temps de sortir de son silence. “Il était fait pour brûler les étapes à force de prodigalité et de laconisme” dit très justement Mme Dominique Rolin, dans les *Cahiers Roger Nimier*. Chardonne, ébloui par la prodigalité, lui a-t-il imposé le laconisme ? Une pénitence ! “Pas trop de Nimier”. Nimier, pénitent de Chardonne?... Mais la conscience de Chardonne, c'était Nimier. Ah, les étranges rapports entre ces deux êtres, le jeune homme minaudier à nœud papillon de soixante dix ans et le candidat-vieillard de vingt sept ans aux épaules de rugbyman !

Ils sont aussi mal installés l'un que l'autre dans leur génération, *les Vingt ans en 1905*, *les Vingt ans en 1945* L'adolescent qui écrit *Catherine* et qui se pâme devant son miroir, comme le jeune Mauriac à la même époque lorsqu'il écrit *L'enfant chargé de chaînes*, s'est enfermé dans sa chambre, tous rideaux tirés, et le dernier mot de son récit, c'est “dormir”. Nimier s'éveille à la vie dans un après-guerre où, dit-il, on avait à l'avance l'air démodé. Les prisonniers, revenus de leurs camps, réenfilent leurs

costumes de 1939 : des vestons cintrés avec des épaules carrées et des pantalons à pattes d'éléphant. La France rajeunit de dix ans. Un pas de plus en arrière, et c'est le surréalisme, c'est la musique nègre, ce sont les voitures de course. Le moyen terme d'une rencontre entre Nimier et Chardonne, c'est 1925. "Depuis la fin de la guerre, écrit Malentraide - Nimier, on s'applique à répéter 1925". Mais qui est l'initiateur du retour aux années folles ? Nimier dit comme en passant : "J'ai parlé gentiment de Fraigneau dans un article sur Blondin. Il est vrai que Fraigneau est l'ami de Blondin, de Jacques Laurent et de quelques autres, et qu'il leur explique ce qu'était 1925 ; mais Jacques Laurent a manqué son but en écrivant que Fraigneau est le génie de notre époque". Non, il n'avait pas manqué son but. Nous avons lu *l'Irrésistible* à Montpellier en 1940 et lorsque Michel Déon nous présenta à Fraigneau après la guerre dans le petit bar du Carrefour de la Croix Rouge où il évoquait chaque soir du haut de son tabouret les années 1925 en nous entraînant chez Madame Alphonse Daudet ou au Boeuf sur le toit que Marc Doelnitz était précisément en train de ranimer, nous ne faisons que renouer avec une vieille connaissance. C'est par Michel Déon, c'est à travers Michel Déon qu'André Fraigneau installa autour des années 50 une influence qui le campa pour une partie de la jeunesse en anti-Sartre et que nos successeurs, aujourd'hui, semblent bien ne pas mesurer.

Nimier écrit : "Fraigneau a été perdu par Cocteau. Cocteau l'a trop épaté". De Paulhan "épaté par Paris en général" et qu'il juge "balourd", il dit : "C'est un Fraigneau de province". Personne n'a jamais épaté Fraigneau, mais tout *émerveillait* Guillaume Francoeur. On a l'impression que Nimier veut devant Chardonne s'épater lui-même. "Quelle petite merveille suis-je donc !" s'exclamait le jeune Mauriac en se scrutant, au temps où Barrès s'intéressait à ses *Mains jointes*. Chardonne, lucide, a mis Nimier en garde contre une affectation (provinciale) de dandysme. Le "tout petit Byron", dont a parlé Mauriac non pas lucide, mais jaloux ! "Vous êtes à un moment dangereux écrit Chardonne à Nimier le 2 août 1955, celui où un faux Nimier pourrait se fixer dans les esprits". Il faut en revenir à la préface bien éclairante de M. Marc Dambre. Est-ce que la vraie figure de Nimier se dégagera de cette Correspondance ? Elle ne compose les Mémoires impromptus d'une éducation que dans le paysage littéraire d'un certain après-guerre. Mais il est ambigu. Chardonne renvoie Nimier à Cocteau ; il aurait pu le renvoyer à Radiguet. 1925-1950... Chardonne et Nimier échangent d'un miroir à l'autre des confidences qui souffrent souvent de n'être que des références.

\*  
\*\*

La publication de la Correspondance de Marcel Proust par M. Philippe Kolb, avec la lumière qu'elle projette sur l'œuvre la plus lue et la plus abondamment commentée de la littérature contemporaine, apporte un démenti à la théorie développée dans le *Contre Sainte-Beuve*. "La fameuse méthode qui consiste à ne pas sépa-

rer l'homme et l'œuvre, à considérer qu'il n'est pas indifférent pour juger l'auteur d'un livre d'avoir répondu aux questions qui paraissent les plus étrangères à son œuvre, à s'entourer de tous les renseignements possibles, sur un écrivain, à collectionner ses correspondances, à interroger les gens qui l'ont connu... Cette méthode méconnaît ce qu'une fréquentation un peu plus profonde avec nous-même, nous apprend : qu'un livre est le produit d'un autre moi que celui que nous manifestons dans nos habitudes, dans la société, dans nos vices. Ce moi-là, si nous voulons essayer de le comprendre, c'est au fond de nous-mêmes, en essayant de le recréer en nous, que nous pouvons y parvenir". Proust semble avoir fait peu de cas de sa théorie, lorsque, par exemple, il demande à son ami Robert de Billy des renseignements sur la vie de Thomas Hardy dont il vient de lire le roman, *le Bien-Aimé*. "Quand vous causerez avec Lister, demandez-lui s'il connaît Thomas Hardy, quel homme c'est, mondain, amateur de femmes etc..." Si le moi qui nous intéresse est celui de l'écrivain que nous ne connaissons qu'à travers son œuvre et non celui de l'homme que nous connaissons dans sa vie, comment séparer l'écrivain et l'homme ? Comment la fréquentation de l'homme peut-elle être indifférente à la connaissance de l'écrivain ? M. Kolb ne se préoccupe-t-il pas curieusement dans sa préface au tome XI de la *Correspondance*, de savoir si Proust a écrit son œuvre au lit, *couché ou soulevé* ?

Les tomes X et XI derniers parus de cette Correspondance (5) ont trait aux années 1910, 11 et 12 de la vie de Marcel Proust. C'est une période capitale pour l'élaboration de son œuvre. Ayant longtemps hésité sur la forme qu'il donnerait à celle-ci, roman ou essai critique, et sur la manière dont il fonderait l'un et l'autre dans un même mouvement narratif, il a opté pour le roman. 1909 fut l'année de ce choix. Mais on pouvait encore se méprendre sur le véritable projet de Proust. Il devait publier son œuvre en feuilleton dans le *Figaro* et il écrivait à ce sujet à Montesquiou. "Quant à ce que vous me dites du côté souvenir d'enfance, hélas, c'est la condamnation d'écrire ces articles qui vont d'avance créer un malentendu sur mon livre si composé et concentrique qu'on prendra pour des mémoires et souvenirs d'enfance". Après avoir renoncé à la publication prévue dans le *Figaro*, Proust va, durant les années 1910 et 1911, reprendre son texte et, dans la solitude de sa chambre, au milieu de ses crises d'asthme, en réarchitecturer les diverses parties. Il se renseigne auprès de ses amis sur un vitrail d'église ou sur un titre de noblesse ou il va se promener dans la campagne autour de Combourg pour "réactiver" ses impressions sur les pommiers en fleur. C'est un ouvrage de 1250 pages qu'il présentera à Fasquelle et à Gallimard. Il donne au premier volume le titre, *Le Temps perdu*. Si le reste tient en un second volume, dit-il, il l'appellera *Le Temps retrouvé*. L'ensemble s'inscrira sous le titre général, *les Intermittences du cœur*. On est encore loin de la présentation définitive. Gallimard et Fasquelle effrayés sans doute par l'aspect insolite de ce roman de la vie intérieure, le refusèrent. Marcel Proust, dans une lettre prémonitrice à Louis de Robert avait tenté de s'expli-

quer sur ses phrases "enchevêtrées", "interminables" que la comtesse de Noailles comparait à "de longues soies". Il prévoyait dans une autre lettre au même correspondant que des volumes qu'il avait été "si facile d'écrire" seraient difficiles à imprimer". 1912 s'achèvera dans l'expectative. La *Recherche du temps perdu* dont Gide, lecteur chez Gallimard, n'a pas pressenti la nouveauté (un coup dur pour cet esprit critique) risque de ne pas voir le jour...

\*  
\* \*

M. Jacques Laurent écrit dans son *Stendhal comme Stendhal* qu'il n'éprouve aucun besoin de connaître la vie de Flaubert ou de Proust, mais qu'au contraire il ne pourrait s'intéresser à l'œuvre de Stendhal sans avoir été tenté de nouer des relations avec lui, et il ajoute : "Pénétrer dans la vie de cet homme, c'est pénétrer dans son œuvre". La lecture de la *Correspondance* de Proust nous apprend que l'on ne peut connaître ni comprendre la *Recherche du temps perdu* sans se référer à la vie de son auteur qui en fournit les structures et lui donne son éclairage. Pour Stendhal, M. Jacques Laurent a raison et son livre n'est que le récit d'une longue intimité nouée il y a cinquante ans, un matin sur les quais de la Seine où le petit lycéen de Condorcet découvrit dans une boîte de bouquiniste un exemplaire de la *Chartreuse de Parme*. Mais ce n'est pas à Henri Beyle ni aux anecdotes d'une vie scrutée jusque dans ses recoins par des centaines de chercheurs et de commentateurs qu'il nous renvoie pour déchiffrer l'œuvre de Stendhal, c'est à celui qui, sous ce nom d'étrange consonnance, s'est inventé une vie différente de celle très plate et très ordinaire qu'il a vécue, c'est, pour parler comme Proust, à l'*autre moi* inconnu de ses contemporains, que Beyle a imaginé, façonné et illustré dans une œuvre, romanesque ou autobiographique, où l'homme qui fait profession d'égotisme, n'a jamais cessé de mentir sur lui. L'œuvre ne renvoie qu'à l'auteur, a dit Taine, mais c'est par le détour de la création littéraire et c'est là, en ce point où la vie est transformée en œuvre par l'alchimie de l'écriture que s'embusque M. Jacques Laurent pour prendre Henri Beyle sur le fait. "Entre le jeune garçon de seize ans qui montait dans la diligence de Paris et l'auteur du *Rouge*, écrit-il, il s'est écoulé une trentaine d'années durant lesquelles un jeune homme peu intéressant s'est mué en romancier de génie. L'exploitation de cet espace est mon premier objet". M. Jacques Laurent se détournant d'un Henri Beyle aujourd'hui trop connu, s'y est lancé à la découverte de Stendhal. C'est, lui-même, en romancier bien informé des ruses du métier et que l'on ne peut tromper, non en critique naïf qu'il opère.

Ainsi j'imagine M. Jacques Laurent sous le règne de Louis XVIII dans le salon de Delécluze au sixième étage de la rue Chabanais où chaque jeudi se rencontraient : Mérimée, Jacquemont, le petit Rémusat, Ludovic Vitet, d'autres encore et où le gros Henri Beyle drapé de mystère fait des apparitions en jouant de ses paradoxes et en multipliant les facéties. Il pose au rescapé de la Grande-Armée, au demi-solde, au carbonaro, mais aussi bien, affirme-t-il qu'il ne veut pas être "le courtisan de majori-

tés crottées", que "les petites villes les plus gaies et les plus heureuses sont celles de l'Allemagne ou d'Italie qui ont une petite cour et un petit despote jeune" et qu'en France, "le roi est le rouage essentiel de la liberté". On se méfie de lui. Delécluze écrit dans ses souvenirs que ses amis ne savent pas bien comment et de quoi il vit. On le soupçonne d'être un espion. N'appartiendrait-il pas à la police ? Claude Boncompain a posé la question naguère dans un petit livre allègre et pétillant d'intelligence, *Stendhal ou la double vie d'Henri Beyle* (7). Beyle a toujours eu des relations avec les milieux policiers. En 1814, il fréquente les bureaux de la rue des Saussaies où s'est installé le comte Beugnot dont la fille, la comtesse Curial, lui inspire une passion ; il se lie avec le baron de Mareste qui deviendra chef de bureau à la préfecture de police ; Joseph Lingay dit Maisonnette, agrégé-flic au service de Decazes, est son ami, il le renseigne sur les menées des ultras grenoblois et il est chargé de mission en Angleterre ; il passe à Milan pour un agent secret de Louis XVIII ; il transmet à Georges IV un mémoire confidentiel sur sa femme qui vit dans une retraite au bord du Lac de Garde ; il est l'informateur de Charles X au conclave de 1829 etc... M. Jacques Laurent n'évoque pas toutes ces intrigues et ces compromissions policières, mais comme Delécluze, il s'interroge et je le vois dans le salon-grenier de la rue Chabanais où je l'ai introduit, le nez retroussé, l'œil fureteur, prenant des notes sur les manchettes de son habit. Il a percé Stendhal à jour. A espion, espion et demi. M. Jacques Laurent a écrit sur Stendhal, en saisissant dans une relation complice à la faveur de petites impostures, le passage de la vie à l'œuvre, un livre de vérité.

M. Jacques Laurent a plus d'un point commun avec Stendhal. Il nous dit que celui-ci écrit à la diable, sans raturer, pressé par le besoin de rattraper les idées qu'il a lâchées en liberté ; il improvise, il dicte. Le résultat, c'est *La Chartreuse de Parme*, mais c'est aussi bien de nombreuses pages où Stendhal ne sait plus très bien où il va. M. Jacques Laurent, l'auteur de *Caroline chérie, d'Hortense 14-18* et de tant d'autres romans à succès qui en font notre Alexandre Dumas, pas plus que Stendhal, n'a coutume de mettre cent fois son ouvrage sur le métier. Il préfère laisser aller son petit génie à l'aventure. Ainsi peut-il écrire par une matinée délicieuse où il rencontre Henri Beyle à la terrasse du Café Turc sur la Canebière et où ils se grisent tous deux de jolies phrases : "Stendhal aime Marseille non seulement parce qu'elle était pour lui la plus ancienne ville d'Occident, non seulement parce qu'il y fréquente pour la première fois la mer, mais surtout parce que la ville se loge dans un amphithéâtre de montagnes pâles et, selon l'inclinaison du jour, d'albâtre, de nacre, d'ivoire ou de corail à travers laquelle les eaux fuient..." mais aussi, un jour où le soleil ne brille plus, il écrira cela : "*Lucien Leuwen* où de lentes longueurs s'allongent, où quelques minutes se dilatent en de nombreuses lignes... etc..."

\*  
\* \*

M. Gabriel Matzneff écrivant un livre sur Byron (8) a

acquitté une dette de gratitude envers celui qui à seize ans, lui a enseigné la ferveur. On distingue entre les stendhaliens et les beylistes M. Matzneff distingue entre les byroniens et les byronistes. Le byronisme est une religion. M. Matzneff dressa la liste des Pères de l'Église byroniste. L'auteur des *Passions schismatiques* se veut dans cette église hérésiarque *Oportet hereses esse*.

Byron hait la famille, aime les garçons et les filles de moins de seize ans, l'aventure, les voyages, la poésie, la "caracole" en politique, la natation, les antiquités romaines, Jésus-Christ et Vénus. Il a plus de plaisir, lorsqu'il a écrit un livre, à recevoir des lettres d'admiratrices qu'à lire des articles de critiques. M. Matzneff se regarde dans le miroir que lui tend Byron et il y reconnaît sa figure *d'archange aux pieds fourchus*. "Dès lors que dans un dîner en ville, quelqu'un prononçait le nom de Byron, écrit-il, aussitôt fusaient les poncifs sur le corrupteur, le traître à sa classe, le paranoïaque, le libertin qui se pique d'écrire sur la religion, le lubrique sans vergogne". M. Matzneff, pour nous réconcilier avec ce réprouvé le campe en Tintin. "Je l'écris très sérieusement, il y a du Tintin en Byron. Childe Harold chez Ali pacha, c'est exactement Tintin chez le roi de Syldanie". Dans une autre page toute aussi charmante, mais sur un fond de ténèbres, il compare Byron à l'Athos des *Trois mousquetaires*. Robert Brasillach avait esquissé un parallèle entre Polyeucte et Charlot, dans son *Corneille*. Ces rapprochements ne sont pas irrévérencieux. Ils sont au contraire riches de leçons, mais pour s'y essayer, il y faut plus que de l'aplomb, de la perspicacité et un bon usage de l'ironie.

M. Matzneff a écrit sur Byron un livre cruel, tendre, frémissant. Des pages profondément émouvantes sont celles qu'il consacre au mariage de son héros, un certain jour du mois de janvier, à Londres. Les amis de M. Matzneff - il en compte quelques uns - ne peuvent être que bouleversés par ces pages, elles prendront place dans son œuvre entre *Isaïe réjouis toi* et *Ivre du vin perdu* au milieu de vapeurs d'encens et de soufre. On peut ne pas partager pour l'acte littéraire la dévotion quelque peu romantique de M. Matzneff et estimer qu'il est plus utile de construire une maison ou plus amusant de jouer aux quilles que d'écrire un livre. Il convient de dire que ce livre sur Byron est autre chose qu'un acte littéraire ; c'est un livre courageux, un livre-défi où M. Matzneff se jette aux bêtes comme le martyr dans son arène, pour être déchiqueté, il inspire le respect.

\*  
\*\*

Dans *Mourir à Sélinonte* (9). M. François Fontaine, auteur de *L'Usurpation ou le Roman de Marc Aurèle*, a voulu écrire ce que n'a pas osé ou daigné faire Tacite, une vie de Trajan. "Le prince le plus accompli dont l'histoire ait parlé", dit Montesquieu, mais précisément, l'histoire n'a pas parlé de Trajan. Il y a une légende toute sortie du Panégyrique de Pline, mais Tacite et Suétone sont restés muets sur le fils adoptif de Nerva. M. François Fontaine s'avancant dans le désert d'Orient vers les limites du monde, découvre Trajan. Le rêve, chez lui, relaie et

prolonge l'érudition, en la soutenant. La sombre ardeur du philosophe et du poète anime le haut fonctionnaire européen. Ce qu'il y a en certaines de ces pages de style de rapport administratif (abus de terminologie moderniste) en est tout transfiguré. *Mourir à Sélinonte* est comme le *Roman de Marc-Aurèle*, une méditation en amont de l'Histoire qui s'est faite sur l'Histoire qui aurait pu être faite, une interrogation aux carrefours obscurs où le monde n'a trouvé sa voie qu'en s'en remettant à la Fortune, faute de panneaux de signalisation.

M. François Fontaine, deux mille ans après Trajan, plante les siens. Ils indiquent la route de l'Orient, la route du Nord, celle de Nîmes où Plotine, l'épouse impériale était née. Trajan a été précipité vers l'Orient par la lecture romantique de *la vie des Hommes illustres*. Il a fait peut-être le rêve, comme Alexandre avant lui, comme Julien l'Apostat après lui, de réunir les deux moitiés du monde. Mais n'est-ce pas là un rêve attentatoire à la toute puissance divine ? Le monde doit jusqu'au dernier jour rester divisé. Vouloir l'Empire universel, c'est le suprême blasphème. Alexandre, Julien, Napoléon, ont tous été frappés par la colère de Dieu. Trajan a sans doute sondé aux limites du désert les abîmes infranchissables. Il a voulu revenir à Rome comme vers le centre d'indispensable gravité du monde. M. François Fontaine écrit que l'échec de Trajan (pourquoi échec) a retardé de mille ans les échanges entre les grands empires. Mais en revenant à Rome, l'Optimus Princeps ne pouvait penser qu'à protéger la frontière du Nord d'où les peuples barbares préparaient leur assaut qui n'est pas fini. Il voyait plus loin encore que mille ans. et il pouvait rêver aussi à la lointaine province gallo-romaine de sa femme. "Nîmes, perle de la Narbonnaise, province de vieille civilisation, fidèle à Rome qui la comblait de faveurs", plus riche, plus raffinée que Rome elle-même, pur joyau où l'Occident, dégrassé de ses mythologies celtiques, se préfigurait. Pendant deux mille ans le souvenir du grand siècle des Antonins, gravé dans la pierre blanche, se perpétuerait sur les bords du Rhône, et c'est de ce terroir privilégié, où la renaissance mistralienne a fait reflourir les rameaux qui ne se sont jamais desséchés, que s'élèvera au début de notre siècle celui de toutes les impiétés, l'action de grâces du : *Je suis romain, je suis humain*".

M. François Fontaine a suivi les caravanes de Trajan en rêvant aux possibles figures de la Romanité. Il y a celles que les sables du désert ont recouvertes de leur linceul. En voilà une qui a bravé les éléments et qui présente encore pour une postérité à qui il suffit de rendre la mémoire, les traits de la vie.

Philippe SENART

- (1) Librairie académique Perrin
- (2) Orban
- (3) Cahiers Roger Nimier 6, rue de Varenne Paris
- (4) Gallimard
- (5) Plon
- (6) Grasset
- (7) Bachet Chastel
- (8) La Table Ronde
- (9) Fayard

# WATTEAU (1684-1721)

par Henri BOURBON

**P**aris offre aux amateurs de peinture un somptueux cadeau de Noël avec trois expositions qui se prolongeront en cadeau de Nouvel An : Watteau au Grand Palais, Kandinsky à Beaubourg, le douanier Rousseau au Grand Palais.

Plus que l'année Diderot, 1984 aurait dû être l'année Watteau. Le prestige de Watteau est immense ; mais il a fallu attendre le tricentenaire de sa naissance pour que soit organisée en France une vaste exposition de l'auteur du "Pèlerinage à Cythère", de "Gilles" et de "L'enseigne de Gersaint". Événement d'un retentissement international. Grâce aux apports des Musées de Paris, de Berlin, de Londres, de Washington, de Boston, de New York, de San Francisco, de Madrid, de Chicago, de Lugano, de Moscou, de Leningrad, de Stockholm, de Rotterdam, de collectionneurs privés, on peut enfin contempler deux cents peintures, dessins et estampes. Oeuvres magistrales, œuvres inégales, œuvres discutées, car il n'est pas sûr que toutes soient authentiques. Certaines attributions sont douteuses, et Pierre Rosenberg, le commissaire général de l'exposition, l'avoue très franchement : "Je sais que des tableaux que j'estime être de Watteau seront contestés par certains. Je sais aussi que le jour de l'accrochage, il s'en trouvera que je n'accepterai plus de reconnaître, alors qu'aujourd'hui je crois qu'ils sont de Watteau".

La vie de Watteau est très mal connue ; son oeuvre originale inspira des milliers de copistes et de pasticheurs, la modestie est donc de rigueur quand il s'agit de Watteau. Nombreuses sont les discussions et les recherches savantes des érudits, des experts et des historiens qui ont répertorié avec infiniment de soin ce qui est "authentique", ce qui peut être "attribué à", ce qui est "douteux". Comme l'écrit Jean Ferré, qui a tant contribué à faire distinguer le "wattesque" de Watteau : "Impossible de dire combien d'œuvres a peintes et dessinées Watteau durant sa brève carrière, ni combien ont été détruites durant les exils et les révolutions".

Ces problèmes ne réduisent en rien l'intérêt considérable de la manifestation du Grand Palais. Laissons opérer l'envoûtement qu'engendre la grâce miraculeuse de ces toiles, de ces dessins, de ces eaux-fortes. Qu'importe par exemple que l'on ignore aujourd'hui encore si les deux célèbres tableaux de Cythère sont des départs *pour* Cythère ou des départs *de* Cythère... Que Watteau l'enchanteur soit aussi Watteau l'énigmatique ajoute encore à l'attrance que suscite sa personnalité, à l'admiration que provoquent la virtuosité de ses superbes dessins et,

*Pierrot dit autrefois Gilles, Musée du Louvre*

dans ses peintures, son sens de la composition, de l'équilibre des ombres et des lumières, de l'harmonie des couleurs.

"Les femmes tout amour, et le ciel tout azur", ce vers de Victor Hugo pourrait servir d'introduction à l'univers de Watteau, mais ce serait une introduction incomplète.

Pénétrons avec Watteau dans ces parcs ombreux dont les frondaisons automnales sont éclairées d'une lumière vaporeuse et dorée, lieux propices aux amants pour échanger serments et baisers, tandis qu'une musique de guitares et de hautbois accompagne leurs promenades sentimentales à travers une nature ornée de statues, de fontaines, de jets d'eau.

Mystérieusement, ces fêtes galantes où de jolies dames vêtues de tissus chatoyants sont amoureusement enlacées par d'élégants gentilshommes aux habits de soie, ces comédies où Pierrot et Colombine, Arlequin, Scapin et Arlequine s'amuse et amusent, ce théâtre de personnages dansant, chantant et marivaudant, se teint

---

*Les plaisirs du bal, Dubwich Picture Gallery*

d'une poésie mélancolique. Dans cette société du XVIII<sup>e</sup> siècle qui paraît s'abandonner avec insouciance au divertissement et au plaisir perce une inquiétude secrète. Autour de la douceur de vivre rôde le sentiment que le bonheur est fragile et que la beauté est éphémère.

Sous la féerie et la fantaisie se cache un monde subtil, création d'une imagination de poète. Dans l'univers de Watteau où tout ne semble "qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté" scintillent discrètement les premières lueurs annonciatrices du romantisme. Le réel rejoint l'imaginaire, la vie est plus rêvée que vécue. Les scènes de galanterie chez Watteau s'apparentent davantage aux raffinements des cours d'amour du Moyen-Age qu'à la sensualité chaleureuse de Rubens ou à celle plus fade de Boucher.

Watteau est le frère de Mozart, il est aussi le frère de Musset, de Nerval, de Verlaine.

Les fêtes, les bals, les concerts, les spectacles que Watteau met en scène et en peinture avec un art précieux,

musical et sensible ont quelque chose d'insaisissable comme les mouvements d'une âme.

Mais à cette vision d'un Watteau qui donne à la réalité les couleurs d'un songe un peu nostalgique certains préfèrent celle d'un Watteau peintre délicat de la joie de vivre et d'aimer, un Watteau ensorceleur de charme qui transfigure le réel en rêveries délicieuses et légères, souriantes et gaies. A chacun son Watteau... Le Watteau du "Pèlerinage à l'île de Cythère" (Musée du Louvre) à l'atmosphère irréaliste et rêveuse. Le Watteau de "L'embarquement pour Cythère" (musée de Berlin) où le style est plus précis et plus anecdotique.

Ambigü - d'une ambiguïté voulue - Watteau est indéfinissable ; il s'inspire d'une société, d'une époque, et il les poétise selon son esprit, selon son cœur, selon son humeur, nous laissant libres de nos interprétations et de nos émerveillements devant ses créations dont les plus belles constituent une sorte d'ailleurs intemporel.

Henri BOURBON

# EUROPE ET ARCHÉOLOGIE

par Yvan CHRIST

**R**eparler de la trop fameuse pyramide du Louvre ? Tout a été dit sur cette affaire, et sur tous les tons, esthétique et politique, polémique et philosophico-historique. La chose, essentiellement redoutable, se fera-t-elle ou non ? Devra-t-on, puisque c'est devenu la mode, recourir à la méthode du référendum ? Quoiqu'il en soit, je me dois de mentionner un remarquable article publié dans la revue "Commentaire" et intitulé *La grande illusion du "Grand Louvre" (1)*. Il est anonyme, "les fonctions exercées par les auteurs de cet article ne leur (permettant) pas de le signer". Sainte prudence ! Heureux les non-fonctionnaires de mon espèce, qui peuvent, à tort et à travers, proclamer, en hommes libres, ce qu'ils pensent ! De l'article en question, je ne citerai que l'épigraphe, empruntée au *Cid* : "*Mais on doit ce respect au pouvoir absolu de n'examiner rien quand un roi l'a voulu*". Ainsi en fut-il, le 23 janvier 1984, lorsque la Commission supérieure des Monuments historiques fut, pour la forme,

priée de se prononcer sur l'"opération Grand Louvre". Séance mémorable : ce sera l'un de mes souvenirs administratifs les plus amers et les plus cocasses...

\*  
\*\*

En attendant l'éventuelle érection de ce monument funéraire qu'est symboliquement, toute pyramide, les archéologues sont au travail et, préludent à l'oeuvre des "aménageurs".

Leurs découvertes les plus marquantes ont eu pour théâtre la Cour Carrée, où les fouilles sont conduites par Michel Fleury, vice-président de la Commission municipale du Vieux Paris, ci-devant directeur des Antiquités historiques de l'Ile-de-France, et par son adjoint Venceslas Kruta. Elles sont, dès maintenant, tout à fait fructueuses : n'a-t-on pas mis au jour l'énorme socle, haut de sept mètres, du donjon du Louvre de Philippe Auguste,

---

### *Vestiges du donjon du Louvre de Philippe Auguste*

détruit sous François Ier, au début de la construction de l'actuel palais ? Son fossé circulaire a été dégagé : il est large de plus de neuf mètres. Viennent également de ressurgir les contreforts, soigneusement appareillés, qui soutenaient la façade de l'aile ajoutée par Charles V au XIV<sup>e</sup> siècle. A leurs côtés, subsistaient aussi les bases de la "grande vis" du Louvre médiéval, fastueux escalier qu'éleva, vers 1360, l'architecte Raymond du Temple.

Témoins capitaux. On en connaissait l'existence. C'est qu'ils avaient été déjà dégagés et identifiés en 1866 par l'archéologue Théodore Vacquer, photographiés et sommairement étudiés, mais recouverts. La Commission du Vieux Paris réclamait la reprise des travaux, après plus d'un siècle d'attente : elle a été entendue par le ministère de la Culture. Cette fois, les vestiges du Louvre de Philippe Auguste et de Charles V resteront visibles. Le principe a été adopté, qui consistera à coiffer d'une dalle non seulement le fossé du donjon, mais celui qui entourait le château lui-même. Convertis en galeries, ils seront, l'un et l'autre, accessibles aux visiteurs du musée. Voilà qui est excellent et qui devrait être effectif dès la fin de l'an prochain.

D'autres fouilles se poursuivent sous la cour Napoléon, entre ce qui fut longtemps la principale entrée du musée et ce qui n'est plus que temporairement le ministère de l'Economie et des Finances, autrement dit la partie nord du palais qui, sous Napoléon III, abritait le ministère d'Etat et de la Maison de l'Empereur et qui sera affectée au musée. Ces fouilles sont menées par Yves de Kisch, nouveau directeur des Antiquités historiques de l'Ile-de-France.

Nos contemporains ont peine à imaginer que, jusqu'au début du second Empire, un quartier d'une densité extrême s'étendait encore entre le palais du Louvre et le château des Tuileries. Des églises, un hôpital, des hôtels privés, des écuries monumentales, maintes maisons et un dédale de rues et de ruelles avaient en effet, depuis le Moyen-Age, prospéré en ces lieux, le "grand dessein" d'achèvement et de réunion du double palais n'ayant pu être mené à bien par l'ancienne monarchie. A Napoléon III revint le mérite de le réaliser après avoir chargé Haussmann, préfet de la Seine, de faire table rase sur ce terrain de choix où Visconti et Lefuel allaient édifier le "Nouveau Louvre".

Voici maintenant le "Grand Louvre". Sans revenir sur l'inopportune pyramide de verre et d'acier que l'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei se propose d'ériger au centre de la cour Napoléon, il faut rappeler qu'une gigantesque opération d'urbanisme souterrain doit se dérouler d'est en ouest. Avant de l'entreprendre, le terrain, ce qui s'imposait, est livré aux archéologues qui découvrent les substructions du quartier disparu. Des fouilles ont été, en outre, esquissées à l'emplacement du château des Tuileries (2).

Le processus est rationnel. Mais, pressés par le temps, les archéologues seront-ils en mesure d'interroger avec une suffisante minutie scientifique le terrain qui doit être livré aux architectes ? Toujours est-il qu'à la différence des travaux qui se poursuivent dans la Cour Carrée, où seront intégralement respectés et mis en valeur les restes saisissants du Louvre médiéval, ceux qui sont conduits dans la cour Napoléon constitueront surtout une œuvre



de reconnaissance et d'étude, non de conservation *in situ*, puisque d'immenses galeries doivent être creusées sous cette cour en fonction directe de la future "animation" du musée. A la vérité, la portée du vaste chantier archéologique est surtout sociologique. Certes, de menues pièces de mince valeur, d'époques souvent tardives, ont été découvertes dans les caves et dans les puits qui viennent d'être mis au jour. Mais ces puits et ces caves ne valent pas, sauf

revue "Un avenir pour notre passé", publiée par le Conseil de l'Europe (3). Brossé notamment par Henry Cleere, président du Conseil de l'archéologie britannique, le tableau est très sombre. Il faudrait, dit-il, "*considérer l'Europe comme une entité unique du point de vue historique et culturel, et il est absolument urgent d'élaborer et de mettre en application une politique de conservation du patrimoine et de gestion des ressources culturelles, qui transcende les frontières nationales du XX<sup>e</sup> siècle*". Nous sommes encore loin d'un tel compte...

La conclusion que formule cet éminent spécialiste est particulièrement grave : faute d'unifier la politique culturelle, "*une grande partie (du) patrimoine européen commun risque d'être anéantie d'ici (à) la fin du siècle, ce qui vaudra à la présente génération l'opprobre des générations futures*". Certes, Henry Cleere rend hommage à ses compatriotes britanniques, aux Français et, plus chaleureusement encore, aux pays scandinaves, qu'il cite en modèle : la législation y est beaucoup plus rigoureuse que dans les autres nations européennes "*puisque'il est impossible d'entreprendre des travaux d'aucune sorte sur un site archéologique tant que les archéologues n'ont pas terminé leurs fouilles*". C'est ainsi que la reconstruction du centre historique de Tonsberg "*a été en grande partie remplacée par une restauration et une reconversion des bâtiments anciens qui, en d'autres temps, auraient été démolis*". En revanche, mais sans citer de cas précis - ce que l'on doit regretter - l'auteur rappelle qu'en Allemagne et en Grande-Bretagne, "*des sites riches en monuments préhistoriques ont été entièrement rayés de la carte par l'exploitation minière, la construction d'autoroutes ou la mécanisation de l'agriculture*". La rénovation urbaine n'a pas été moins catastrophique en France et en Italie : des richesses anéanties "*auraient pu être en grande partie conservées, ou au moins dûment explorées et cataloguées avant leur destruction, si la conservation historique avait été considérée comme un impératif de l'aménagement du territoire*".

\*  
\* \*

-----  
*Pied de verre, milieu du XVII<sup>ème</sup> siècle, découvert dans le chantier des fouilles de la cour Napoléon, au Louvre.*

exceptions, d'être intégralement respectés. Le tout n'en fera pas moins l'objet de communications scientifiques, abondamment illustrées. Ainsi notre temps, qui ne sait rien, saura-t-il ce que fut ce quartier disparu. Et dans le futur "Grand Louvre", des salles spéciales seront consacrées non seulement à l'histoire et à l'évolution architecturale du palais, mais à la vie familière de ceux, grands ou petits, qui le peuplèrent à travers les siècles.

\*  
\* \*

Le rôle respectif des archéologues et des urbanistes est précisément analysé dans une livraison spéciale de la

Les judicieuses recommandations du Conseil de l'Europe, assorties de celles de l'Unesco, seront-elles, avant longtemps, suivies, dans leur esprit comme dans leur lettre, par les diverses nations de notre vieux monde ? Le nouveau monde, quant à lui, considère toutes les formes de monuments historiques comme "*des ressources culturelles non renouvelables*". On pourrait, en français plus aimable, mieux dire, mais on ne pourrait mieux qualifier ce qui fait le prix de notre commun patrimoine séculaire. A cet égard, je me sens très spirituellement européen...

Yvan CHRIST

(1) Eté 1984, volume 7, numéro 26.

(2) Cf. Yvan Christ, *Le Château des Tuileries et sa mémoire in France-Forum*, n° 207-208, novembre-décembre 1983.

(3) Eté 1984, numéro 23.

# LE CONQUÉRANT DES MOTS PERDUS

par Dominique-André KERGALE

*Nous poursuivons la publication, en bonnes feuilles, du texte du **Conquérant des mots perdus** de notre collaborateur Dominique-André Kergal. Rappelons que cet ouvrage dramatique a été créé sur France-Culture les 10 et 17 mai 1984, dans une réalisation d'Anne Le Maître, avec dans les principaux rôles, Michel Lonsdale, Raymond Pellegrin, J.N. Sissia et P.F. Pistorio.*

*L'action se déroule dans un futur indéterminé. La conjonction d'une idéologie totalitaire, l'hominisme, et d'un développement technologique foisonnant a créé un monde où chaque parole est enregistrée et où, bientôt, la pensée elle-même pourra être captée. Pour régner, Malamor, le grand maître de l'hominisme, dispose d'un appareillage électronique très puissant, sorte de grand ordinateur central qui porte le nom de Protecteur universel et qui joue dans la société, le rôle d'une idole mythologique. Face au système, la résistance s'est dressée. Conduite par Arnaud et Sébastien, elle s'est emparée du forum, immense lieu souterrain, d'où elle défie Malamor et ses ministres en menaçant de faire sauter le protecteur. En même temps qu'ils parviennent à capter les propos qui s'échangent dans la tour de l'étoile où sont rassemblés les ministres et leurs services, Malamor occupant le sommet, Arnaud, Sébastien et leurs compagnons diffusent sans discontinuer les textes, les poésies, les musiques du peuple ancien en vue de déstabiliser culturellement l'hominisme. La foule du forum et le peuple de la ville attendent le discours que va prononcer Malamor.*

## II - MANE THECEL PHARES

### TES JOURS SONT COMPTES, PESES, DIVISES.

24 - Allocution du Général Malamor.

*Malamor* : Des éléments dévoyés se sont emparés du forum d'où ils diffusent depuis ce matin des messages qui n'ont d'autre objet que de saper l'hominisme jusque dans ses fondements. Ils ont entrepris de libérer les pires fantasmes, les images les plus subversives, les émotions les moins rationnelles dans le seul but d'obscurcir la raison et l'intelligence du peuple. Ils ont osé réclamer la libération des délinquants de l'abîme. Ils exigent la destruction de l'abîme. Comment alors la société hominienne se protégera-t-elle contre les sujets porteurs de germes nocifs ? Or l'hominisme c'est la raison dans l'histoire, c'est l'arrachement que s'impose l'humanité pour accéder au stade supérieur de son destin. Rien ne nous fera renoncer à cette entreprise. Rien, ni personne ... Si demain à l'aube le forum n'est pas rendu à la loi, alors commencera le septième châtement.

25 - Le forum. Cabinet d'Arnaud. Arnaud, Sébastien.

*Sébastien* : Il faut faire quelque chose.

*Arnaud* : Il ne faut rien faire. Rien dire. Il faut seulement tenir.

*Sébastien* : Mais les morts, les massacres, toute cette horreur à venir ?

*Arnaud* : Cela n'est pas notre fait.

*Sébastien* : N'y-a-t-il pas quelque chose à faire pour tenter de les éviter ?

*Arnaud* : Nous n'éviterons rien. Nous avouerons seulement notre vulnérabilité. Ils nous guettent.

*Sébastien* : Laisser faire ?

*Arnaud* : Qu'attendais-tu de Malamor ? A qui crois-tu avoir affaire ? Malamor ne croit pas à ce qu'il fait. Mais il le fera jusqu'au bout, sans pitié, parce que les gestes et les ordres sont déjà programmés en lui, inscrits en lui depuis le commencement et qu'ils finiront par jaillir. Il vomira la mort parce qu'il la

porte en lui ...

*Sébastien* : Cependant ...

*Arnaud* : Il ne croit qu'en la mort. Seule la puissance le délivre de la mort. Jamais il ne déposera la puissance.

*Sébastien* : Tais-toi. Nul ne peut être ainsi condamné par avance.

*Arnaud* : Il est Malamor. Il a revêtu l'armure. Il s'est identifié à elle.

*Sébastien* : Cependant, étant enfant, il lui est arrivé de sourire à sa mère et il en a été aimé.

*Arnaud* : Sans doute. Mais de tous les personnages qui l'habitaient, il a choisi celui de la puissance. Rien d'autre que la puissance ne compte pour lui.

*Sébastien* : J'arracherai Malamor à l'étreinte de la puissance.

*Arnaud* : Imbécile ! Ne perds pas ton temps en projets de cette sorte. Malamor mourra pétrifié dans son armure.

*Sébastien* : Je le délivrerai de son armure.

26 - Le forum. Salle des Commandes. Sébastien, Hector, Danielle, André, jeunes gens, jeunes filles.

*Hector* : Ecoutez un peu les voix de la tour.

*Les voix de la tour* : -Châtiment ? ... quel châtiment ? ... encore ? jusqu'à quand ? ... châtiment ? ... abîme ? ... l'avenir ? ... le progrès ? ... la raison ? ... folie ! ... ça ne s'arrêtera donc jamais ? ...

- Moi je ne bouge pas... on ne peut plus... marre... sans moi ... tous ces ordres... morts... morts... je ne signe plus...d'autres signeront ?... pas moi... pas moi... dormir la nuit...dormir... ne rien sentir... la paix... le néant... la paix des pierres... le néant... l'abîme finira par vomir ceux que nous y précipitons ...et nous avec... on ne peut plus signer...on ne peut plus...

- Agrandir l'abîme... creuser plus loin, plus profond... nous nous perdrons dans les entrailles de la terre... engloutis dans le feu central... élargir... agrandir... travaux...

*Hector* : J'arrête. Ca continue comme ça. Ce n'est pas clair, mais...

*Danielle* : Pas clair ?... Au contraire. Il est clair qu'ils craquent.

*Hector* : Au moins certains d'entre eux.

*Sébastien* : Il faut les travailler sans relâche. Nuit et jour. Message après message.

*André* : Craquer ? ...Craquer?... C'est vous qui craquez !...

*Danielle* : Ah ! Tout de même. Il y en a qui ne veulent plus signer.

*André* : D'autres les remplaceront qui, eux, signeront. On trouve toujours des types pour signer.

*Sébastien* : Bien sûr. Mais la machine peut s'enrayer.

*André* : On n'y est pas.

*Danielle* : Eh bien si, on y est ! Moi je sens qu'on y est. Ecoute, André : On y est. Le sol tremble sous leurs pieds. Ils ont peur.

*Sébastien* : Ils ont peur de leur propre image.

*André* : (avec rage) Vous êtes fous ! Fous à lier ! Bien sûr qu'il y a quelques types un peu tourmentés à force de signer des ordres de mort. Bien sûr qu'il y en a qui ne dorment pas la nuit. Et alors ? Hein ? Et alors ? Ceux-là seront virés, jetés au fond de l'abîme. Et après ? Ils seront remplacés. Un type qui part. Un type qui arrive. Un type qui signe. La machine n'aura pas même un raté. Elimination. Epuration. Reprise en main. Les hommes

peuvent flancher. Pas la machine. La machine est indestructible. On la fait exploser ou elle continuera de tourner.

*Danielle* : André ...André ...Ecoute ...

*Hector* : Que faire s'il n'y a rien à faire ?

*Sébastien* : Il faut jouer de la trompette autour de Jéricho

*André* : Quoi ? ... Qu'est-ce que tu dis ? Tu déliras maintenant ?...

*Sébastien* : Il faut déverser nos mots et nos musiques, lancer nos messages, lire nos poèmes, chanter les hymnes de la liberté. Il faut continuer le jour et la nuit. A la fin, la tour s'écroulera.

*André* : De tous les fous tu es le plus fou.

*Danielle* : Je pense comme Sébastien. La tour est en train de craquer.

*André* : (haletant). Il faut les vaincre, les écraser. Il faut qu'ils soient à terre, se tordant d'humiliation, gémissant de douleur, il faut qu'ils tremblent et qu'ils craignent et qu'ils implorent. Il nous les faut avilis, abrutis, abêtis. Il faut qu'ils paient.

*Sébastien* : Est-ce un nouveau châtement que tu nous prépares ?

*André* : Pourquoi pas ? ... Oui. Il faut que tous les gestionnaires de l'abîme soient engloutis dans un dernier châtement, l'ultime châtement, celui qui libérera la terre de cette engeance maudite.

*Sébastien* : C'est par là que s'instaurent toutes les terreurs.

*André* : Ils sont la souillure du monde. Ils obscurcissent la lumière du soleil. Ils ébranlent l'harmonie de l'univers. Ils compromettent l'espèce humaine. Qu'ils périssent et la nature retrouvera son antique pureté.

*Sébastien* : Mais le pardon ?

*André* : Le pardon ? Qui a parlé de pardon ? Il faut seulement allumer le grand feu purificateur et y précipiter les hommes de l'abîme. Que leurs cendres soient dispersées au vent et que la mémoire humaine perde jusqu'à leur souvenir.

*Danielle* : L'amour...

*André* : C'est la vengeance que je veux.

*Sébastien* : Aucun feu humain ne nous délivrera du mal des origines.

*André* : Mais il nous délivrera des hommes de l'abîme.

*Sébastien* : L'homme de l'abîme est en nous.

*André* : C'est pourquoi il faut le détruire lorsqu'il surgit hors de nous ... Tandis que nous discutons de son sort. Malamor s'apprête à régler le nôtre. Entendez-vous ? L'abîme, c'est lui qui nous y précipitera ... Non !... Non !...Non !...

*Danielle* : Tais-toi !... Tais toi !... Ecoute un peu au lieu de parler ! Tais-toi ! ...Ecoute : je t'aime.

*André* : Qui aime qui ?

*Danielle* : Moi, je t'aime... Je t'aime infiniment...

*André* : Comment peux-tu m'aimer ?

*Danielle* : Je t'aime depuis le commencement.

*André* : On ne peut pas m'aimer. Tu ne me connais pas. On ne peut pas m'aimer... Si tu savais les pensées qu'il y a en moi... On ne peut pas m'aimer.

*Danielle* : As-tu quelquefois regardé les étoiles dans la nuit de juin ?

*André* : Oui les étoiles m'ont déçu.

*Danielle* : Moi, non.

*André* : Le soleil et les étoiles éclairent une histoire où ne retentit que la plainte humaine. Leur lumière ne m'émerveille pas.

*Danielle* : A quoi te sert-il de vivre ta vie comme un réquisitoire ?

*André* : Je dresse le réquisitoire contre un monde dont Malamor est le maître.

*Danielle* : Il n'y a pas que Malamor. Il y a moi.

*André* : Je ne vois que Malamor Ah ! faire sauter la tour, faire sauter l'abîme !

*Danielle* : Et l'univers ?

*André* : Et l'univers si on ne peut faire autrement.

*Danielle* : Et après ?

*André* : Il n'y a pas d'après.

*Danielle* : Mais toi et moi...

*André* : Méfie-toi de moi... Fais attention. Je suis tellement tordu à l'intérieur ! Tu n'imagines pas !

*Danielle* : Tu n'es pas pire que les autres.

*André* : Ne dis pas ça. Tu ne peux pas savoir.

*Danielle* : Comme tu es, je t'aime.

*André* : Si tu savais...

*Danielle* : Je sais. Je sais tout.

27 - Sept heures. Salle des commandes.

*Sur tous les écrans du forum, sur tous les écrans répartis sur l'ensemble du territoire, dans tous les lieux publics et dans tous les appartements privés, surgissent au même instant des images montrant le camp où sont concentrés les prisonniers avant l'enfermement dans l'abîme. Des prises de vues aériennes donnent d'abord une vision globale de l'immense agglomération. Puis apparaissent en gros plans des baraquements séparés par des allées balisées par des indicateurs électroniques. Aucun mirador : la surveillance, entièrement centralisée, est exclusivement télévisuelle. Enfin, les caméras présentent des groupes d'hommes et de femmes : des visages remplissent les écrans, le rythme des images s'accélère, les visages succèdent aux visages. Dans le forum, la foule se tient debout en silence. Une voix se fait entendre.*

*La voix* : Le général Malamor avait donné jusqu'à ce matin aux criminels du Forum pour mettre fin à leur rébellion. Si à huit heures l'appel n'a pas été entendu le Septième Châtiment sera ordonné et il se renouvellera d'heure en heure.

*Soudain surgit sur l'écran un groupe d'hommes et de femmes formé en carré, chaque côté ayant une centaine de mètres. Une longue rumeur d'angoisse monte de la foule du Forum.*

*Une voix* : Qu'est-ce qu'ils vont faire ?

*André* : Ils vont les tuer.

*Danielle* : Oh ! Non !

*Arnaud* : Si ! Hector, appelle Malamor... Vous tous, suivez-moi.

*Suivi par tout le groupe, Arnaud se dirige vers la petite pièce qui lui sert de cabinet particulier. Sur les écrans apparaissent Malamor et le Ministre de l'abîme tous deux assis à une table dans une pièce au sommet de La Tour. Arnaud se tient debout derrière son bureau, penché sur la table. Ses compagnons se*

*pressent dans la petite pièce. Tous n'ont pu y pénétrer. Tous se taisent.*

*Arnaud* : Ecoute bien Malamor. Il pourrait arriver que je ne puisse ou que je ne veuille pas appuyer sur ce bouton qui est là dans ce coffre encastré dans le mur. Il se pourrait que Sébastien qui lui aussi connaît le code ne puisse ou ne veuille appuyer sur le bouton. Il se pourrait que lui ou moi nous faiblissions. Mais regarde bien Malamor : voici que j'affiche le code à côté du coffre. Si moi ou Sébastien nous faiblissions, il s'en trouvera parmi ceux-là qui sont autour de moi, au moins un qui ne faiblira pas. Il y en aura un que le désespoir, la douleur ou la haine conduiront quoi qu'il arrive à accomplir le geste. Il y en aura au moins un qui préférera la fin du monde à la survie sous l'humiliation. J'ouvre le coffre, Malamor. Dorénavant, il restera ouvert. La porte de cette pièce restera elle aussi ouverte. Si à huit heures tu ordonnes le massacre, alors j'accomplirai le geste et il adviendra ce qui doit advenir. Si je ne l'accomplis pas, alors un autre se lèvera qui, lui, l'accomplira.

*André* : (hurlant). Il y en aura un qui ne faiblira pas.

*Arnaud* : Il y en aura un qui, quoi qu'il adienne, accomplira le geste et il adviendra ce qui doit advenir. Salut à toi, Malamor.

*Malamor et le ministre de l'abîme se sont levés. Ils sont pâles. Malamor plonge son regard dans celui d'Arnaud et, à voix presque basse, comme étouffée, articule.*

*Malamor* : Arnaud, j'exige ta reddition. J'exige que tu sois ici à la tour à midi. A midi, entends-tu.

*Arnaud se concentre un instant. Puis il se redresse, il se déploie. et, lui aussi, à voix basse, dit :*

*Arnaud* : A midi, Malamor. A midi je serai à la tour.

28 - Le forum, cabinet d'Arnaud. Arnaud, Sébastien.

*Sébastien* : C'est une folie ! Une folie ! Il y aura toujours un fanatique pour appuyer...

*Arnaud* : J'ai eu tort ?

*Sébastien* : Non. Tu as eu raison. Mais pourquoi sommes-nous réduits à user de pareilles armes ?

*Arnaud* : Nous avons fait ce qu'il fallait dans un monde que nous n'avons pas créé.

*Sébastien* : Nous ne savons même pas quelle menace nous brandissons !

*Arnaud* : Non. Mais nous savons qu'elle les fait mouvoir.

*Sébastien* : Ce rendez-vous à la tour ?

*Arnaud* : J'irai.

*Sébastien* : Ils se saisiront de toi.

*Arnaud* : Non.

*Sébastien* : Non ?

*Arnaud* : Non.

29 - La tour de l'étoile. Cabinet de Malamor. Malamor. Le ministre de l'abîme. Le ministre du contrôle continu. Le ministre de l'animation des masses, quatre ministres, le chef d'Etat-major des armées, son adjoint.

*Le ministre de l'abîme* : Le ministre du Contrôle continu, le ministre de l'animation des masses, quatre autres ministres, le chef d'Etat-major des armées et son adjoint sont là qui exigent d'être reçus.

*Malamor* : (grondant). Ils exigent ?... Ils exigent ?... Ah ! Ils vont être reçus !... Oui, je vais les recevoir... De votre côté tout

est-il prêt ?

*Le ministre de l'abîme* : J'ai pris toutes mes dispositions, général.

*Malamor* : (marchant de long en large). Ils exigent... Ils exigent... Ont-ils tous oublié qui je suis ?

*Entre un groupe d'une dizaine de personnes avec, à leur tête, le ministre du contrôle continu.*

*Le ministre du contrôle continu* : Général, il faut arrêter le châtement.

*Malamor* : Arrêter le châtement ? Et que faire alors ?

*Le ministre du contrôle continu* : Donner l'assaut au Forum, sacrifier le protecteur, en reconstruire un autre, plus puissant, plus moderne et pendant le temps où nous serons sans protecteur, mobiliser toutes nos forces pour maintenir l'ordre public.

*Malamor* : (Après un silence). Nous ne le pouvons pas.

*Le ministre du contrôle continu* : (avec impatience). Et pourquoi ?

*Malamor* : Parce que du forum, Arnaud peut faire sauter d'un seul coup non seulement le protecteur, mais encore la tour, la ville, l'abîme, tous nos centres de communications et toute notre logistique.

*Les présents* : (avec stupeur). Comment cela ?... Qu'est-ce que c'est que cette histoire ?... Hein ?... Quoi ? Que voulez-vous dire général ? Voulez-vous nous faire peur ?

*Malamor* : (glacial). Expliquez-leur monsieur le ministre de l'abîme.

*Le ministre de l'abîme* : (gêné). Euh !...

*Le ministre du contrôle continu* : (criant). Dites ce que vous avez à dire ! Nous avons le droit de savoir.

*Le ministre de l'abîme* : (agressif). Le droit de savoir ?... En effet ! La commande du forum a été connectée avec celle qui se trouve au 17<sup>e</sup> sous-sol de la tour.

*Les présents* : (hurlant). Comment ?... Ça n'est pas possible !... Incroyable !...

*Le ministre du contrôle continu* : Qui ? Mais qui a pu ?...

*Le ministre de l'abîme* : Moi, mon cher collègue, moi !

*Un ministre* : Nous sommes faits comme des rats !

*Un autre ministre* : C'est intolérable... Folie !... Folie !...

*Le chef d'Etat-major des armées* : Une telle initiative est contraire à toutes les règles de l'art militaire ! Elle ne nous laisse aucune position de retrait ! C'est inconcevable, général, inconcevable !

*Malamor* : Si inconcevable que je ne l'avais pas conçu ! Le ministre de l'abîme n'a pas cru devoir m'informer de ce qu'il préparait.

*Les présents* : Inacceptable !... Inacceptable !...

*Le ministre du contrôle continu* : C'est un véritable piège. Le ministre de l'abîme doit démissionner immédiatement.

*Le ministre de l'animation des masses* : Immédiatement.

*Les présents* : Immédiatement.

*Le ministre du contrôle continu* : Nous exigeons la démission immédiate du ministre de l'abîme. Qui plus est, général, puisqu'il faut parler franc, nous pensons tous ici que l'heure est venue de changer le mode de gouvernement de la société hominienne. L'abîme est un instrument barbare auquel nous ne

pouvons avoir recours indéfiniment. Il faut moderniser nos formes d'action. Pour tout dire d'un mot, général, nous pensons que vous devez démissionner.

*Malamor* : (après un silence) Démissionner ?

*Le ministre du contrôle continu* : Oui, général. Démissionner. Il faut instituer un ordre qui fasse place à une plus grande rigueur morale et aussi à une plus grande liberté... Il faut partir, général. C'est le sens de notre démarche. L'armée est avec nous.

*Malamor* : Partir ?... L'armée est avec vous ? Je vous ai écouté avec beaucoup de patience, monsieur le ministre du contrôle continu, et j'ai eu grand-peine à me retenir de rire.

*Le ministre du contrôle continu* : L'heure cependant, général, n'est pas à rire.

*Malamor* : Cependant je ris ! ... (tour à tour hautain, ironique, méprisant). Je ris, monsieur le ministre du contrôle continu, de vous entendre parler de rigueur morale ! Rigueur morale ! L'étrange langage ! Mais enfin, monsieur le ministre du contrôle continu, avez-vous perdu toute conscience de ce que vous êtes et de ce que vous faites ? Je m'adresse aussi à vous, monsieur le ministre de l'animation des masses, à vous qui vous êtes fait construire un palais avec le fruit de vos prévarications. Et à vous, monsieur le chef d'Etat-major des armées qui prélevez une commission sur toutes les fournitures militaires et qui avez établi à cet effet un barème connu de tous les fournisseurs. Je m'adresse à vous tous, messieurs, qui usez de votre autorité pour vous approprier ce qui ne vous appartient pas, à vous tous qui trafiquez de votre influence autant que vous le permettent vos fonctions et la prudence. Allez-vous, vous aussi, me parler de rigueur morale ? Vous revient-il messieurs, de me faire la leçon ? Tout l'édifice est corrompu, le sommet plus encore que la base. Allons messieurs, un peu de décence. Liberté, avez-vous dit monsieur le ministre du contrôle continu ? Liberté ? Le mot ne vous a-t-il pas étouffé ? Non ? Vous avez pu le prononcer sans vous étrangler ? Liberté ? N'est-ce pas vous qui êtes chargé du contrôle continu dans la société hominienne ? N'est-ce pas vous qui avez fait placer dans tous les lieux publics des lecteurs de pensées ? Est-ce vous qui allez instaurer la liberté dans ce pays ? Ah ! Vraiment pour la rigueur morale et pour la liberté, laissez-moi rire, messieurs. A la vérité depuis des années vous marchez dans la fange et dans le sang. Vous prévariquez, vous escroquez, vous prélevez, vous pressez, vous arrachez, vous dépouillez. Depuis des décennies, vous arrêtez, vous déportez, vous torturez, vous tuez à moins qu'on n'arrête, qu'on ne déporte, qu'on ne torture, qu'on ne tue pour vous. Hé quoi ? On arrête, on déporte, on torture, on tue pour vous et vous voudriez n'en rien savoir ? On tue pour vous et vous n'en auriez aucune reconnaissance ? On tue pour vous et c'est vous qui demandez des comptes ?

*(Malamor marche de long en large, martelant ses paroles).*

Et à qui demandez-vous des comptes ?

A moi. A moi, Malamor qui, d'une main de fer, maintient debout l'édifice qui vous abrite ! Misérables ! Etes-vous aveugles ? Ne voyez-vous pas que, moi parti, l'hominisme s'écroule et que sous les décombres on ne retrouvera pas même vos dépouilles ? N'entendez-vous pas la voix du peuple qui gronde au forum ? Moralité, dites-vous ? Liberté ? Où allez-vous chercher ces mots ? Ce ne sont pas les nôtres. Prenez garde ! Si vous empruntez à l'ennemi ses propres mots, le temps viendra vite où les nôtres auront perdu toute substance.

*Le ministre de l'animation des masses* : Nous avons cru, Général, que l'heure était venue...

*Malamor* : Que l'heure était venue de vous débarrasser de moi...

Qui cependant peut faire face au péril, qui, sinon moi ? Je ferai face. A midi, Arnaud comparaitra devant moi et d'un geste je le pulvériserai.

*(Tourné vers l'extérieur, Malamor regarde dans le lointain, l'oeil vague, comme perdu).*

Je suis Malamor. J'étoufferai vos complots. Je briserai leurs révoltes. Je redeviendrai le maître des mots. Je serai l'instance suprême. Je rendrai mes jugements et ils seront sans appel. Je régnerai sur l'histoire. Je lui conférerai son sens. C'est moi qui dirai le dernier mot de l'énigme. C'est moi qui le graverai dans le marbre pour l'éternité.

*(A pas saccadés, il s'approche de la baie vitrée et entreprend de marteler le verre avec son poing).*

Je façonnerai l'espèce selon notre loi. Quand le grand œuvre sera accompli, je gravirai seul la montagne sacrée. Je planterai sur la cime du monde l'étendard marqué du signe de l'homme. Sous le ciel vide, au nom des générations mortelles, je proclamerai l'empire millénaire. J'annoncerai le règne de l'homme. J'instaurerai sa puissance et je surgirai dans la gloire.

*(Malamor semble soudain sortir de son rêve. Il hurle).*

Sortez ! Sortez !

*Ils sortent. A peine sont-ils sortis dans la pièce d'à côté qu'un détachement des milices noires se précipite sur eux et les arrête malgré leurs véhémentes protestations. A cet instant précis sur tous les écrans de la tour et de la ville, sur tous les écrans répartis sur l'ensemble du territoire, apparaît Arnaud. Médusés, les miliciens, les ministres et les généraux s'immobilisent.*

*De leur côté, Malamor et le ministre de l'abîme font de même.*

*Arnaud : C'est à toi, Malamor, que je m'adresse. Tu m'as ordonné de me présenter à la tour à midi. J'y serai. Cependant que le soleil sera au sommet de sa courbe, je paraîtrai devant toi. Mais je ne serai pas seul. Je paraîtrai devant toi, accompagné du peuple entier. Que tous ceux qui ont senti sur leur visage le souffle divin de la vie suspendent le geste qu'ils avaient entrepris. Qu'ils laissent là leur ouvrage. Qu'ils descendent dans les rues et qu'ils s'assemblent sur les places. Que tout le peuple de la ville fasse mouvement vers le forum. Hommes et femmes, que tous convergent vers le forum. A l'heure dite je sortirai du forum, je prendrai la tête du cortège innombrable et ensemble nous monterons l'avenue de l'étoile. A midi, Malamor, nous paraîtrons devant toi dans l'éclat solaire du solstice de juin. Et toi, tu comparaitras devant nous.*

*La stupeur laisse un instant muets les miliciens, les ministres et les généraux. Malamor gronde à l'intention du ministre de l'abîme.*

*Malamor : Faites diffuser immédiatement un avis disant que les forces du contrôle continu tireront à vue sur tous les rassemblements. Elles tireront à vue avec toutes leurs armes, sans en excepter aucune. Personne dans les rues, pas une manifestation, pas un mouvement. C'est moi, Malamor, et moi seul qui occuperai la rue.*

*A cet instant, neuf mots s'inscrivent sur les écrans en caractères gigantesques : Mane thecel phares. Tes jours sont comptés, pesés, divisés.*

---

## Exposition Saint-Exupéry (1900-1944)

Quarante ans après la mort de Saint-Exupéry, l'exposition organisée par les Archives Nationales à l'Hôtel de Rohan à Paris, fournit l'occasion de confronter le mythe à la réalité. On en retirera en tout cas l'image d'un Saint-Exupéry, homme de la communication, au sens matériel du mot (l'avion : moyen de communication) comme au sens spirituel (la littérature, le journalisme : medias) ; d'un être attachant par la richesse de sa personnalité, par son désir d'entrer en contact avec l'homme et de l'améliorer, par la chaleur de ses relations humaines. Saint-Exupéry ou la passion de l'homme...

Deux lignes directrices ont guidé les organisateurs de l'exposition : montrer les diverses facettes de l'homme Saint-Exupéry : homme d'action, plus encore qu'homme

de lettres - chez lui, la littérature résulte de l'action, qu'elle exprime et médite -, pilote défricheur de ligne, passionné de mécanique, inventeur, dessinateur, grand journaliste, cinéaste, humaniste et même amuseur ; broser un tableau du monde de l'aéronautique, qui fut sa passion, et de ses progrès entre les deux guerres. L'épopée de l'Aéropostale, à laquelle Saint-Exupéry participa, est retracée à grands traits et située par rapport à l'histoire des autres compagnies - le réseau mondial, celui d'Air France ou d'U.T.A., se crée alors et, dans les années 20-30, ces compagnies imaginent des affiches comme un appel au voyage pour populariser l'avion, ce nouveau moyen de voir le monde.

# DU SOLEIL PROVENÇAL A LA LUMIÈRE DE PONT-AVEN

## Van Gogh par Jean-François Barrielle

**A**vec Cézanne, Vincent Van Gogh est sans doute l'un des peintres qui font l'objet de la plus abondante littérature critique. Comme si pour l'un et pour l'autre, les livres s'employaient à compenser l'incompréhension scandaleuse dont ils ont été victimes de leur vivant.

Jean-François Barrielle est né dans cette Provence qui embrasa le génie de Van Gogh. Après tant de savants commentateurs qui l'ont précédé, il réussit en présentant la personnalité tourmentée de Vincent et sa fulgurante carrière d'artiste à expliquer et célébrer avec pertinence et simplicité la dignité et la misère de l'homme, la beauté et la grandeur de son œuvre.

Les principales étapes de son évolution sont clairement décrites. 1880-1886 : le dessin, puis la peinture à l'huile de scènes populaires en Hollande dans de sombres tonalités. 1886 : installation de Van Gogh à Paris où il rejoint son frère Théo qui dirige une Galerie. Découverte de la lumière. Rencontres avec Toulouse-Lautrec, Emile Bernard, Gauguin, Signac, Pissaro. Au contact des

impressionnistes, sa palette s'éclaircit. Il subit aussi l'influence du "japonisme" et de Monticelli. Avec ardeur et enthousiasme, il peint plus de deux cents tableaux dont Montmartre, Paris, la Seine, la campagne environnante constituent le motif. Plusieurs portraits et autoportraits pour lesquels il adopte la technique pointilliste de Seurat.

1888 : arrivée à Arles, c'est le choc du Midi, la période du "Japon provençal" et de son chromatisme vibrant et raffiné. Sous l'éclatante luminosité de l'été provençal, l'intensité de sa vision devient plus puissante. 1888-1890 : Jean-Pierre Barrielle fait revivre l'itinéraire prodigieux et bouleversant qui conduit Van Gogh à un nouveau langage plastique, à une technique audacieuse qui est exaltation des couleurs pures, traits vigoureux et empâtements mouvementés. Ses toiles prennent alors une force expressive envoûtante dont le sommet est atteint avec les paysages tumultueux de St-Rémy de Provence, où obsédants, le soleil, la lune et les étoiles tourbillonnent tandis que cyprès et oliviers jaillissent comme des flammes. Pendant le séjour provençal si chargé de joies et de souffrances, de travail effréné et d'espoirs déçus, Van Gogh a peint environ cent quatre vingt dix tableaux

auxquels il faut ajouter une centaine de dessins qui suffiraient à le classer parmi les maîtres des temps modernes.

En mai 1890 Van Gogh quitte la Provence pour Auvers-sur-Oise et les soins du Docteur Gachet, sans que ses hardiesses de couleurs et de formes soient altérées. Quatre vingt tableaux en deux mois. Quelques jours après le pathétique "Champ de blé aux corbeaux", c'est la tentative de suicide, puis la mort. "Eh bien! mon travail à moi, j'y ai risqué ma vie et ma raison a sombré à moitié". Van Gogh avait trente sept ans ; sa vie de peintre a duré 10 ans.

La préface de ce livre aux somptueuses illustrations est

et de la couleur... Il était réservé à cet homme torturé par le destin de dispenser autour de lui le plus irrésistible des philtres enchanteurs".

Les drames personnels de Van Gogh ne doivent pas occulter l'essentiel, ses admirables et inoubliables créations. "L'homme à l'oreille cassée" a un contexte pénible, mais c'est d'abord un tableau.

Laissons tout de même sur Van Gogh le dernier mot à un poète, Antonin Artaud :

"Un jour la peinture de Van Gogh armée de fièvre et de bonne santé  
Reviendra pour jeter en l'air la poussière  
D'un monde en cage que son coeur ne pouvait supporter".

## L'impressionnisme dans l'École de Pont-Aven par Charles-Guy Le Paul

Si l'on s'éloigne de ce Van Gogh fascinant pour rejoindre "L'impressionnisme dans l'École de Pont-Aven", on a le sentiment de pénétrer dans un autre univers, poétique lui aussi, mais plus calme, plus apaisé et où la puissance est tempérée par la grâce. L'intérêt de l'ouvrage publié sous ce titre est de révéler la diversité des styles des peintres qui ont travaillé à Pont-Aven et de mettre en évidence l'influence qu'a exercée sur eux l'impressionnisme. Le plus souvent on identifie l'École de Pont-Aven au seul groupe de Gauguin, de ses amis, de ses disciples. Il est vrai que c'est à Pont-Aven que Gauguin après ses discussions avec Emile Bernard a concrétisé sa vision synthétique du monde avec ses couleurs franches et cloisonnées, ses formes simplifiées et dépouillées. Historiquement ce qui deviendra le symbolisme pictural est né en Bretagne de la rencontre de Gauguin avec Emile Bernard. Le fameux "Christ jaune" date de cette époque (1889). Mais Pont-Aven n'est pas seulement la localité et la région où Gauguin stimulé par Emile Bernard, a élaboré une théorie sur une manière de peindre caractéristique qu'il porta à son plus haut point de perfection à Tahiti et aux Iles Marquises.

L'auteur raconte comment et pourquoi Pont-Aven fut dans les années 1860 - 1910 le lieu capital de convergences picturales et d'effervescence créatrice. Les peintres dits académiques, les impressionnistes, les pointillistes, les synthétistes, les symbolistes ont fréquenté Pont-Aven, se sont inspirés de ses paysages doux et sauvages, de sa lumière, de ses habitants, ont donné des "sonorités bretonnes" à leur peinture. On constate la présence à Pont-Aven de peintres américains et anglais qui cotoient leurs confrères français à l'Auberge Gloanec ou à l'Hôtel des Voyageurs.

Eugène Boudin et Berthe Morisot sont passés à Pont-Aven ; "le Moulin Ty Meur" de Boudin et "la rivière de l'Aven à Rosbas" de Berthe Morisot en témoignent. Renoir a fait quatre séjours à Pont-Aven et dans ses environs, il y réalisa des huiles, des dessins, des aqua-relles. Claude Monet a peint à Belle-Ile en Mer des toiles

### *Van Gogh : La route aux cyprès*

signée de René Huyghe. Il juge l'oeuvre de Van Gogh en des termes dont les analyses sensibles et intelligentes de Jean-Pierre Barrielle montrent la profonde vérité : "Van Gogh a accompli la mue ardente et dévorante qui permettra le passage de l'impressionnisme à l'art moderne. La lumière impressionniste, le soleil provençal lui ont révélé la source de l'art : le feu intérieur, et son but : tendre vers l'absolu".

Ce qu'il y a d'authentique et de durable dans le rayonnement de Van Gogh n'a pas selon Jean-Pierre Barrielle, son vrai fondement dans sa légende de peintre maudit, mais dans ses nombreux chefs-d'oeuvres qui proclament son génie. "Sa peinture, écrit-il, vaut mieux que la sempiternelle romance des artistes maudits. Elle s'affirme moins par le refus et la révolte que par la solidité de ses fondations, assises sur une nouvelle franchise des formes



*Un groupe de peintres autour de Gauguin devant l'auberge Gloanec à Pont-Aven*

qui offrent un aspect plus architectural et plus rude qu'à l'accoutumée. Gauguin, avant sa mutation définitive, appartient par quelques belles œuvres à cet impressionnisme breton, Emile Bernard et Maurice Denis sont dans le même cas.

D'autres moins connus, moins célèbres, ont, avec leur individualité propre, apporté à l'impressionnisme de l'Ecole de Pont-Aven des contributions originales d'où le talent n'est jamais absent. Il y a Claude-Emile Schuffenecker et son atmosphère mélodique ; Maxime Maufret qui participe aux principales tendances artistiques de son temps, allant jusqu'à rejoindre les Fauves par certaines violences de couleurs, mais revenant toujours à l'impressionnisme ; Henry Moret qui réussit une fusion très personnelle et très habile de deux styles et de deux techniques opposés, l'impressionnisme et le synthétisme. Après quelques toiles dans la lignée stylistique de Gauguin, les paysages subtils, nuancés de Gustave Loiseau s'inscrivent dans la fidélité à l'impressionnisme. Georges Lacombe passe avec bonheur du synthétisme au pointillisme alors qu'Henri Delavallée accomplit le même parcours pour préférer finalement un classicisme impressionniste proche de l'École de Barbizon. Ferdinand Ledoyen du Puigandeu cherche le mystère dans la

nature, il associe maniérisme et humanisme, romantisme et symbolisme. Quant à Ernest Ponthieu de Chamailard, il pratique avec un naturel qui charmait Gauguin et Apollinaire un "impressionnisme rustique". On remarquera que la plupart de ces artistes ont abandonné l'esprit synthétique de leurs premiers tableaux pour retrouver un néo-impressionnisme et un impressionnisme dont la peinture et la palette s'accordent heureusement pour refléter la densité et la luminosité qui font la séduction des paysages d'Armor.

A tous ces peintres de qualité, dont les œuvres n'ont rien perdu de leur séduction, Charles-Guy Le Paul consacre des pages documentées et sympathiques ; il les situe bien dans la perspective de leur apport à ce qui a été le courant impressionniste dans l'Ecole de Pont-Aven. Les excellentes illustrations aident à mieux connaître et à mieux comprendre la richesse de l'Ecole de Pont-Aven et sa place dans la peinture française.

Henri BOURBON

- *Van Gogh par Jean-François Barrielle, éditions ACR-Vilo*
- *L'impressionnisme dans l'Ecole de Pont-Aven par Charles-Guy Le Paul, éditions La Bibliothèque des Arts.*



**Le Crédit Agricole Mutuel  
au service de l'économie nationale  
par le développement des régions.**

Publicité

# notes de Lecture

## ● Hommage à Pierre Emmanuel

Je relis le plus mince recueil de cette œuvre copieuse, celui que je préfère entre tous, car ses premiers poèmes ont accompagné mes vingt ans ; en vérité, je ne les relis pas, je me les récite, tant ces vers sont devenus miens. *Combats avec tes défenseurs*, publié en janvier 1945 chez Pierre Seghers, avec une préface de Jacques Maritain. Poèmes de la terreur et de l'espérance, le cri de notre résistance, plus beaux que ceux d'Aragon et d'Eluard, qu'alourdissent les arrières-pensées politiques.

Obstinément, j'ai affirmé, contre l'indifférence et parfois les ricanements, qu'il était l'un de nos trois ou quatre plus grands poètes contemporains, et qu'en outre, depuis la mort de François Mauriac, il était notre plus grand prosateur. Ce sera une honte indélébile de notre époque de ne pas l'avoir reconnu, comme ce fut la honte de la bourgeoisie de la fin du siècle dernier de n'avoir compris ni Van Gogh ni Léon Bloy. Sans lui, maintenant, il nous reste à faire revivre sa langue. A faire vivre la langue dont chaque écorchure le faisait hurler.

Nous ne l'envelopperons pas de bandelettes, car il a vécu plus que nous. Puissamment. Tumultueusement. Je me rappelle ses improvisations dans les Congrès de la revue *Esprit*, la voix qui s'élevait, prenait son rythme ample, et l'on n'écoutait plus rien d'autre, et lorsqu'il s'était tu, on n'avait envie d'entendre plus rien d'autre que le vent dans les arbres. Ses paroles portaient l'Être. Et elles ne venaient pas aussi facilement qu'on le croyait. Je l'ai aperçu quelquefois, arrêté devant la porte, la tête penchée, ne voulant plus rien dire, submergé par l'angoisse sacrée de la parole.

Il était l'un des très rares qui, parlant de la culture, savent de quoi ils parlent, et son erreur fut peut-être d'imaginer que, la possédant, il pourrait l'administrer. Son génie était ailleurs : dans sa capacité de réveiller l'âme et la langue, et par là, de susciter chez les autres le désir de la vraie vie.

Jean-Marie DOMENACH

## ● L'ouvrier soviétique, illusions et réalités de Léonard Schapiro et Joseph Godson

Que l'Union Soviétique et l'idéologie sur laquelle elle est fondée soient la plus formidable imposture de l'histoire, cela est un fait que nul ne peut ignorer. L'impérialisme à l'extérieur, la dictature effroyablement efficace à l'intérieur sont bien connus aujourd'hui. Mais il y a une question sur laquelle la désinformation organisée par Moscou et reprise par ses relais habituels à l'Ouest a été efficace : il s'agit de la question sociale et ouvrière. Combien de manuels (y compris des manuels scolaires) au

demeurant critiques sur d'autres aspects, abordent-ils la politique sociale avec une complaisance certaine, alimentant la fause dialectique marxiste sur les libertés réelles et les libertés formelles, mettant en valeur les soi-disant libertés sociales (droit au travail, à l'enseignement, à la santé...) si bien réalisées affirme-t-on, dans le pays du socialisme qu'est l'URSS.

Dans ce contexte, le livre publié sous la direction de Léonard Schapiro et Joseph Godson s'avère tout parti-

culièrement utile pour rétablir les faits.

*“L'ouvrier soviétique, illusions et réalités”* (le titre est dès l'abord bien éclairant) est un ouvrage collectif d'universitaires et journalistes britanniques et américains. Chacun traite l'un des neuf chapitres qui donnent une vue d'ensemble sur le problème ouvrier en URSS : la politique des salaires et des revenus, le rôle des syndicats, la place de l'ouvrier dans le système économique et dans la société ainsi que sa propre perception de celle-ci.

Au terme de la lecture de ces études l'ouvrier en Union Soviétique, patrie de la “Révolution ouvrière” apparaît comme un être opprimé et sans droits, ce qui ne doit pas surprendre, car c'est le lot de tous les citoyens soviétiques. Même si la classe ouvrière semble privilégiée par rapport aux paysans encore plus opprimés et exploités, son sort n'est certes pas enviable si on le compare avec celui des ouvriers des pays industrialisés d'Occident : “il est douteux que même ceux qui dans nos sociétés vivent d'allocations ont un niveau de vie aussi bas que celui que supportent de nombreux ouvriers soviétiques qui travaillent” (p. 25). L'un des documents les plus intéressants et les plus éloquents est la liste des prix de 176 services et biens de consommation établie en mars 1979 à Moscou et dans quatre grandes villes occidentales (Washington, Munich, Londres et Paris) : 3 tableaux se succèdent, présentant ces prix d'abord dans la monnaie du pays, puis convertis en dollars, puis convertis en unités de travail (en minutes, heures ou mois de travail), ce qui permet de réelles comparaisons (p. 349 - 373).

Certaines descriptions sont effarantes ; voici, parmi d'autres, une usine de construction automobile : “bien que ce soit à l'usine ZIL que l'on fabrique une à une et à la main les énormes limousines réservées aux plus hauts responsables du Parti, les ouvriers qui en sortaient donnaient l'impression de travailler dans une usine anglaise des Midlands au XIX<sup>e</sup> siècle. Apparemment ils ne disposaient pas d'installations pour se laver et leurs chaussures ainsi que leurs vêtements étaient usés jusqu'à la corde...” (p. 123). Il faut dire que les journalistes étrangers ont le plus grand mal à obtenir des informations car tout relève du secret (les prix des aliments sont classés par les autorités parmi les informations secrètes) ; les témoignages, dans ce système policier, sont difficiles à recueillir ; on leur fait visiter quelques usines modèles, toujours les mêmes, ou des bâtiments dans lesquels l'on organise des comédies à la Potemkine. Il faut évoquer encore les nombreux accidents de travail (les règles de protection

élémentaires sont méconnues), l'absurdité et l'inefficacité du système économique qui entraîne le désintérêt pour le travail et le découragement, les heures supplémentaires obligatoires mais non payées, une société profondément inégalitaire avec une règle pour “l'élite” et une autre pour le reste de la population (p. 246), c'est-à-dire le règne de l'arbitraire. Contre cela, l'ouvrier ne peut guère compter sur le syndicat car celui-ci est un agent du Parti qui exécute la politique du Parti ; bien plus, il est pour l'Etat un organe de surveillance et d'oppression supplémentaire, chargé non de défendre les intérêts de ses membres, mais de faire respecter les normes, les objectifs du Plan : dans chaque usine le président du syndicat est choisi par le Directeur ! En fait c'est la nature même du syndicat (mais est-il encore possible d'utiliser le mot syndicat ?) qui change lorsque les communistes sont au pouvoir car alors l'Etat se trouve -disent-ils- aux côtés des travailleurs. La grève est donc non seulement inutile, mais perverse car elle est une lutte de la classe ouvrière contre elle-même. Dans cette logique infernale, le gréviste est soit un malade mental qu'il faut enfermer soit un agitateur antisoviétique qu'il faut écraser par le travail forcé dans un camp de concentration.

L'ouvrier soviétique est-il à l'abri du chômage ? Officiellement oui, car l'URSS qui est un Etat efficace l'a aboli en 1930 ! Dans la réalité il existe (ne serait-ce que le temps nécessaire à un employé pour changer d'emploi) mais comme il est nié, il n'existe pas de données chiffrées pas plus que d'allocations ou indemnités, si bien qu'une période de chômage (généralement courte il est vrai) est un fléau pour l'ouvrier. Quant aux chômeurs, ils n'existent pas, car ceux qui n'ont pas d'emploi sont, dans la logique du système, des vagabonds passibles de peines de prison.

Le bilan est donc nettement négatif. Pour Léonard Schapiro c'est pour beaucoup de ceux qui ont pu croire dans le marxisme “la fin d'une illusion”. Il faut que ce soit aussi la fin de tous ces vieux et faux poncifs fondés sur le mensonge et la désinformation présentant le communisme comme le seul recours du monde ouvrier alors que les véritables progrès sociaux, la véritable justice sociale se sont réalisés dans les pays libres, dans le cadre d'un système social et libéral.

Jean-Dominique DURAND

*Léonard Schapiro, Joseph Godson, L'ouvrier soviétique illusions et réalités, Paris, P. U. F. coll. Politique d'aujourd'hui, 1983, 374 p.*

## ● Louis VIII le Lion “roi de France méconnu, roi d'Angleterre ignoré” de Jacques Choffel

L'histoire connaît quelquefois des caprices et commet souvent des oublis. Elle ne se souvient plus de l'étrange destinée de ce prince français qui monta sur le trône d'Angleterre avant de ceindre sur son front l'antique

couronne des rois de France. Jacques Choffel a sorti pour le lecteur des ténèbres de la nuit la belle histoire de Louis VIII le Lion, roi de France méconnu, roi d'Angleterre ignoré. Un siècle et demi avant le déclenchement de

la terrible Guerre de Cent Ans, un dénouement anticipé fut bien près d'être conclu lorsque la bannière à fleurs de lys flotta sur la Tour de Londres. L'auteur nous propose d'en revivre avec lui les péripéties.

Nous sommes à la fin du 12<sup>e</sup> siècle. L'Europe carolingienne a vécu et s'est morcelée en différents royaumes et fiefs. Trois Etats attisent les craintes et les convoitises : l'Empire Germanique installé au coeur de l'Europe et dépositaire de la légitimité romaine d'Occident, le royaume d'Angleterre fruit des conquêtes normandes et le petit royaume de France ballotté entre ces deux puissants voisins mais déjà fermement attaché à son indépendance. Depuis deux siècles, les princes capétiens maintiennent contre vents et marées, en terre de France, la tradition royale. Lorsque Philippe-Auguste monte sur le trône en 1180, succédant à son père Louis VII le Jeune, il n'est guère plus qu'un féodal un peu plus puissant que les autres. C'est pourtant lui et son héritier Louis VIII le Lion qui allaient donner ses premiers lustres à la couronne de France. La menace est à l'Ouest en Angleterre, en Normandie, en Anjou, en Aquitaine. Par son charme irrésistible aux dires des chroniqueurs, par son intelligence incontestable, par son sens politique très aigu, une femme crée les soucis les plus vifs au royaume de France. Aliénor, duchesse d'Aquitaine, comtesse du Poitou s'est mariée successivement au roi de France Louis VII le Jeune, puis au pire ennemi de ce dernier, le roi d'Angleterre Henri II Plantagenêt. Selon l'usage de l'époque, elle a apporté en dot dans la corbeille du mariage tous ses fiefs. Des montagnes d'Ecosse à celles des Pyrénées, des côtes d'Angleterre à celles du pays basque, de Gisors au riche port de Bordeaux, une même bannière flotte menaçante : celle des léopards du roi d'Angleterre.

Pour le jeune roi de France Philippe Auguste, un devoir impérieux domine tous les autres : donner à la couronne un héritier mâle. Il attendra sept longues années avant que son épouse Isabelle de Hainaut donne le jour le 5 septembre 1187 au futur roi Louis VIII le Lion. Dès le moment de cette naissance tant désirée, le souverain n'aura de cesse que la protection d'un enfant de santé fragile et portant bien mal son surnom : cruelle époque où la survie d'une autorité royale est suspendue à un berceau. En cas de malheur les prétendants au trône de France ne manqueraient pas, à commencer par les nombreux enfants de la reine Aliénor, tous bien installés à la tête de principautés ou de royaumes en Europe. Louis le Lion, aux yeux des puissants seigneurs de France, devient le symbole et l'espoir de la politique de grandeur royale ardemment édifiée par son père.

Jacques Choffel, dans un style alerte, nous livre les péripéties du combat de Philippe-Auguste. Le roi de France ne fait pas mentir l'adage : il divise pour régner. La Flandre contre la Champagne, l'Angleterre contre la Flandre, le roi Henri II Plantagenêt contre ses fils, les frères Richard Coeur de Lion et Jean Sans Terre entre eux, la politique royale se fait volontiers machiavélique et s'aide fréquemment des circonstances. En ces temps

reculés, la mort, "la grande faux", épargne la cour de France et s'acharne contre ses ennemis. Le Vermandois, l'Artois, le Vexin Normand et le comté d'Evreux viennent arrondir le pré royal. Perdu dans sa légende, Richard Coeur de Lion, le redoutable roi d'Angleterre meurt en Limousin en avril 1199. A court d'argent, il assiégeait avec ses partisans Chalus où le vicomte de Limoges avait mis à l'abri un trésor fabuleux. Une flèche adroitement tirée l'emporte et avec lui toutes les ambitions de l'Angleterre. Son frère Jean Sans Terre, "le roi couard et insolent" préfère traiter. Un bon mariage scellera la paix. Louis le Lion encore enfant épousera une nièce castillane du roi d'Angleterre. Etrange époque : la vieille reine Aliénor, âgée de quatre vingt ans, se rend chez sa fille à la cour de Castille pour choisir la future reine de France. Urraque, la fille aînée, a été primitivement choisie. Pour des raisons inconnues la vieille reine lui préfère sa petite fille cadette. Rendons hommage à son choix, Blanche de Castille, mère de Saint-Louis, se révélera une digne élève de sa grand-mère (1).

Pour l'heure, voilà aux beaux jours de mai 1200 le Lion pourvu d'une épouse. Il est rare, remarque l'auteur, de voir des amis d'enfance devenir des époux, mais il est plus inhabituel de voir des époux devenir des amis d'enfance. La raison d'Etat en était la seule responsable. Pendant la période qui voit les époux royaux atteindre l'âge de raison, le roi Philippe Auguste joue à merveille des traîtrises de Jean Sans Terre, le souverain anglais. La chrétienté est scandalisée : le roi anglais a enlevé sous le toit de son hôte Hugues de Lusignan la fiancée de ce dernier. Bien pis, il a fait étrangler son neveu, le duc Arthur de Bretagne. Le roi de France ne laissera pas passer une si belle occasion : en un tournemain le domaine royal se trouve triplé. Normandie, Anjou, Touraine tombent dans l'escarcelle royale. Louis le Lion a maintenant dix-sept ans, il fera ses premières armes pendant la campagne militaire et entrera dans l'histoire.

Les augures se penchent sur la destinée du jeune prince français. Le Pape Innocent III le verrait bien prendre la tête d'une croisade en Terre Sainte ou en pays albigeois. Philippe Auguste tremble pour sa pérennité dynastique, par deux fois "la grande faux" a bien failli emporter son unique héritier. L'Allemagne est secouée par l'âpre querelle des Guelfes et des Gibelins. L'Angleterre, elle-même, n'est plus épargnée. Jean Sans Terre, bien trop cruel et débauché, a attiré sur le sol anglais les foudres de l'Interdit : les églises sont fermées, les mariages ne sont plus célébrés, les morts ne reposent plus en terre. De tous côtés, les regards se tournent vers l'héritier des rois de France. En quelques années, le royaume est devenu le plus puissant d'Europe et se trouve sollicité. Voici le jeune Lion lancé dans la diplomatie et la politique. Il joue à merveille son rôle et prend dans la succession allemande le parti de Frédéric de Hohenstaufen contre Othon de Brunswick, le propre neveu du roi anglais.

Mais à l'horizon pointe déjà ce qui sera la grande aventure de Louis le Lion. Le souverain pontife a prononcé l'excommunication et la déchéance de Jean Sans Terre et a confié au roi de France le soin d'exécuter sa

sentence. L'occasion est unique et ne se renouvellera plus jamais. Nous sommes en l'an de grâce 1212, l'heure sonne pour les Capétiens. L'affaire se présente parfaitement : les barons anglais désertent leur souverain maudit, les barons poitevins se taisent, les bourgeois bordelais sont bien tièdes. Aux "Pasques flories" de 1213, le roi Philippe Auguste a convoqué à Soissons le ban et l'arrière ban de ses vassaux. Le Saint-Père a promis la rémission pleine des péchés à tout seigneur ou homme d'armes qui se joindrait à l'expédition punitive. Les coffres de la couronne se sont vidés de leurs écus sonnants et trébuchants : il a fallu armer quinze cents voiles pour cingler vers l'Angleterre. Qu'elles tiennent le passage dans la Manche et c'en est fait du sinistre Jean Sans Terre.

Une suprême habileté de ce dernier lui permet d'éviter ce désastre : il se reconnaît homme lige du successeur de Pierre, son suzerain temporel désormais, selon le droit féodal. L'Angleterre appartient au Saint-Siège, impossible pour Louis le Lion de l'attaquer. La terre de France va alors connaître une chaude alerte. Soudoyé par l'or anglais, le comte Ferrand de Flandre se rebelle et entraîne avec lui Othon, l'empereur d'Allemagne. Le royaume est encerclé de toute part. Philippe Auguste et son fils Louis vont superbement renverser la situation durant l'été 1214. Pendant que le roi signe à Bouvines l'acte de naissance du pays de France, Louis gagne sur les rives de la Loire ses griffes de Lion. Jean Sans Terre est à la Rochelle avec son armée de mercenaires brabançons et gallois. Qu'il franchisse la Loire et voici la route de la capitale ouverte, l'armée du roi de France prise à revers. Inférieur en nombre, Louis temporise sur la rive gauche devant la bonne ville de Chinon, à portée de cheval des points de passage de la Loire et de la route de Paris. Le roi d'Angleterre a fatigué ses troupes en marche et contre marche et piétine devant le château fort de la Roche aux Moines sur les bords de la Loire. A la tête de ses chevaliers, Louis le Lion ne laissera pas s'échapper l'armée anglaise prise au piège. C'est le désastre militaire, Jean Sans Terre s'est enfui en barque sans bravoure, en lâche. Son armée n'existe plus. il repasse bientôt la Manche et retrouve un royaume en pleine ébullition.

Les barons anglais le surnomment avec dérision Jean Coeur de poupée et glissent vers la rébellion armée. L'octroi de la Grande Chartre n'arrête plus la colère des féodaux. Le roi est chassé de Londres et bientôt déchu. Il demeure néanmoins dangereux et les rebelles s'empres- sent d'offrir la couronne à l'héritier des rois de France. Après un bref moment d'hésitation, Louis accepte. Curieusement l'auteur ne nous livre pas les clefs du comportement du vieux roi de France. Philippe Auguste hésite, tergiverse, laisse agir son fils mais ne se livre pas totalement dans la conquête du trône anglais. Il a vu la mort de près pendant la bataille de Bouvines. Il règne depuis trente six ans sur la terre de France et paraît fatigué. Philippe s'est surtout méfié du Pape. Ses armées ne sont pas innombrables, elles ont vaincu la coalition européenne beaucoup par bravoure et un peu par chance. Un roi anglais plus déterminé aurait pu assiéger Paris.

Louis le Lion va se retrouver seul. Il a beaucoup d'atouts, il ne possède pas tous les atouts. L'immense flotte de son père a été détruite avant Bouvines et l'aide précieuse du corsaire Eustache le Moine ne peut suffire. Le Pape, définitivement réconcilié avec le roi au "Coeur de Poupée" a excommunié les barons rebelles. Beaucoup hésitent à embrasser une cause aussi peu solide et si dangereuse. Pourtant Louis réussit au printemps 1216 le difficile débarquement. Avec des troupes réduites, il taille en pièces l'armée du Plantagenêt. Durant l'été 1216 le roi félon ne tient plus que deux places fortes Windsor et Lincoln et un port de Douvres. Les trois sièges se prolongent, il suffirait d'un renfort de Philippe Auguste... Le renfort n'arrivera pas. Et Jean Sans Terre va accomplir le seul geste susceptible de sauver sa couronne : il rend son âme à Dieu durant le mois d'Octobre de l'an 1216.

La roue de la chance a tourné. Le jeune roi Henri III, son fils, encore enfant ne suscite plus les mêmes haines. Et les barons anglais s'inquiètent de l'emprise des Français. La rébellion se débande rapidement. Devant Lincoln, l'armée de Louis le Lion est mise en déroute. Et beaucoup plus grave, la flotte française reconstruite à la hâte subit un désastre irréparable au mois d'Août 1217. L'anglais a désormais la maîtrise des mers. Et l'éphémère roi d'Angleterre, Louis le roi ignoré est pris au piège. Il faut traiter pour éviter la capitulation. Le rêve est passé, ce n'était qu'un beau mirage.

De retour sur la terre de France, Louis va un peu ternir son image et se compromettre dans la Croisade des Albigeois. Il laisse faire plutôt qu'il ne fait. Mais, il apporte son nom et sa caution à d'affreux massacres. L'heure de coiffer une seconde couronne royale sonne néanmoins le 14 juillet 1223. Philippe Auguste "le vieil" s'est éteint à Mantes. Au milieu de la liesse populaire, Louis le Lion devient Louis VIII, roi de France. Son règne s'annonce fructueux : c'est un chef militaire énergique, un diplomate brillant, un politique averti. Son épouse Blanche de Castille s'est révélée durant l'affaire anglaise d'une aide politique redoutable. Elle avait armé la flotte française à la hâte et seuls les vents défavorables ont obligé à livrer une désastreuse bataille. Son objectif était seulement d'amener à son royal époux des renforts pour qu'il se maintienne en Angleterre.

Très vite Louis VIII fait la preuve de ses capacités. Durant l'été 1224 il repousse une attaque anglaise sur la France et obtient par les armes et la diplomatie une victoire complète. Pour ses premiers pas royaux, il réussit le rattachement du Poitou à la couronne de France, ce que n'avait pas réalisé son père. De constitution fragile, il va se laisser entraîner par le pape Honorius III vers une nouvelle Croisade en pays Albigeois. Le roi n'a pas cessé de guerroyer depuis son accession au trône. La campagne militaire de l'été 1226 va lui être fatale. Il contracte les fièvres et s'éteint en Auvergne le 8 Novembre 1226. Son règne et son action féconde demeureront à jamais méconnus. "Le doux royaume de France" se retrouvait

entre les mains d'une femme et de jeunes enfants. Par chance pour les Fleurs de Lys, cette femme était Blanche de Castille. Louis VIII le Lion, roi de France méconnu, roi d'Angleterre ignoré, repose désormais sous le linceul de l'oubli. Rendons justice à Louis VIII le Lion assurait l'auteur. Accordons cette justice à Jacques Choffel. Grâce à son oeuvre remarquable, qui mérite d'être lue,

un coin du linceul a été soulevé : le père du roi Saint-Louis a repris sa place dans l'Histoire.

Albert KALAYDJIAN

(1) *Sur la reine Aliénor d'Aquitaine, on lira avec intérêt le livre de Régine Pernoud qui est sorti en livre de poche.*

*Louis VIII le Lion de Jacques Choffel. Editions Fernand Lanore*

## ● Enquête sur les femmes et la politique en France de Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau

Les françaises s'intéressent de plus en plus à la politique, et s'y engagent, comme en témoignent les deux chiffres suivants :

- Elections municipales de 1977 : 38.859 femmes sont élues, soit 8,4 % des conseillers municipaux.

- Elections municipales de 1983 : 70.584 élus, soit 14,8 %.

La progression est spectaculaire. Il se produit depuis quelques années un changement profond dans la vie politique française : la politisation de la population féminine qui ne remonte pas à 1946, date de l'extension du droit de vote aux femmes mais qui est un phénomène beaucoup plus récent, ne correspondant à aucune mesure législative en la matière et qu'il est difficile d'attribuer à l'action souvent excessive de mouvements féministes très minoritaires. Alors comment l'expliquer ? Deux chercheurs au CNRS, Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau ont voulu apporter une réponse en analysant un long sondage réalisé par la SOFRES au lendemain des élections législatives de 1978 auprès d'un échantillon de 2.200 personnes âgées de 18 ans et plus, composé pour un tiers de femmes actives, pour un tiers de femmes au foyer et pour un tiers d'hommes.

L'hypothèse centrale des auteurs est que le changement est lié à la progression des femmes dans le monde du travail : la part des actives dans la population active totale n'a cessé de croître depuis 1962, passant de 34,6 % à 39,2 % en 1980 ; "De plus, les mères d'enfants en bas âge qui auparavant, cessaient "naturellement" de travailler à l'extérieur, continuent désormais d'exercer leur profession : ainsi le taux d'activité est-il passé en 1968 et 1975, de 50,5 % à 66,6 % chez les femmes âgées de 25 à 29 ans et mères d'un tout jeune enfant, de 31,2 % à 47,9 % chez celles de 30 à 34 ans ayant deux jeunes enfants" (p.20). Or le travail entraîne une politisation accrue des femmes, il "développe une volonté d'appropriation du champ politique" (p.50) : "la politique vient aux femmes avec le travail" (p.118). Pour appuyer cette démonstration, de nombreux tableaux sont présentés, avec les réponses à des questions comme : "on entend dire parfois que "la politique ce doit être plutôt l'affaire des hommes que celle des femmes". Etes-vous d'accord avec cette opinion ?"

"Trouvez-vous normal qu'une femme soit Président de la République ? Premier Ministre ?" Des questions aussi sur l'intérêt pour la politique, sur des faits de société, sur les moeurs (la liberté sexuelle, l'avortement...) sur la religion.

L'on constate que "avoir été élevée par une mère active développe l'intérêt pour la politique et le libéralisme culturel" (p.108) que "les plus féministes sont sans conteste les actives et ex-actives" (p.49) que l'"on compte deux fois plus de pratiquants réguliers parmi les femmes au foyer que dans le reste de la population" (p.62)... Pour les auteurs, celles qui travaillent donnent le mouvement, celles qui sont au foyer tendent à le freiner (p.28).

Mais n'y a-t-il pas d'autres paramètres, l'origine sociale, ou le niveau culturel, par exemple ? Non, nous dit-on, le diplôme n'est pas probant : "le travail à l'extérieur porte littéralement les femmes à s'intéresser à la société qui les entoure, sépare les ouvrières des prolétaires au foyer, isole encore plus les enseignants/avocats des inactives de leur couche sociale" (p.145). Par contre il existe une sélection par l'âge, quelle que soit la situation vis à vis de la profession (actives, ex-actives ou non-actives) : les femmes de moins de 35 ans sont plus familiarisées à la politique que leurs aînées et plus détachées de l'influence du catholicisme.

Ce livre est intéressant car il traite d'une question souvent débattue mais mal connue sur un plan scientifique. Il vient à son heure alors que depuis une dizaine d'années les françaises ont incontestablement fait leur entrée dans cet univers masculin qu'est la politique. C'est un ouvrage très technique, fondé sur l'analyse des chiffres mais qui se lit avec plaisir : il n'a rien à voir avec les rébarbatifs rapports d'enquête ; les nombreux tableaux sont particulièrement clairs et toujours résumés par un titre explicite ; enfin le texte est complété par de nombreuses notes et références bibliographiques qui en facilitent la lecture.

Je ferais pourtant deux restrictions importantes. La première tient au contenu du livre : si le rapport des femmes en général au politique, est étudié, il n'y a rien sur les femmes engagées en politique. L'on nous donne le nombre des élues aux diverses assemblées locales ou nationales, le taux de féminisation des instances nationales des grands partis politiques. L'on cherchera en

vain des renseignements sur ces femmes qui non seulement se sont engagées, mais ont réussi, exerçant une influence. Il eût pourtant été intéressant de savoir qui elles sont, d'où elles viennent, quelle est leur situation professionnelle, familiale, quelles sont leurs motivations. L'enquête sur les femmes et la politique en France me paraît donc incomplète. Un autre livre viendra peut-être combler ces lacunes ?

La seconde tient à la méthode, les auteurs fondent toutes leurs démonstrations sur un sondage de la SOFRES réalisé en 1978 sur un échantillon de 2.200 personnes. Or chacun sait qu'il est nécessaire de manipuler les sondages avec prudence, qu'ils ne peuvent être que des indicateurs. Une confrontation avec d'autres sources (témoignages, souvenirs, presse féminine...) eût sans doute permis de nuancer certaines appréciations. En outre le nombre de personnes interrogées ne me paraît pas suffisant. Le chiffre de 2200 est divisé en trois tiers : il n'y a donc que environ 730 actives, 730 inactives et 730 actifs interrogés. L'on tombe à des chiffres encore plus faibles lorsque sont étudiées les réactions de catégories bien particulières : les diplômés, les paysannes, les prolé-

taires, les bourgeoises (la définition de ces dernières est d'ailleurs assez floue), à tel point que l'on peut se poser la question de la fiabilité des chiffres exposés. Prenons par exemple l'analyse sur les étudiants qui repose sur un échantillon de 52 étudiants et 51 étudiantes ! Ces dernières apparaissent beaucoup plus politisées et contestataires (si ce n'est révolutionnaires) que les premiers ce qui est bien surprenant pour qui a fréquenté ou fréquente les universités. Or non seulement les effectifs étudiés sont très faibles, mais les auteurs reconnaissent ignorer la discipline étudiée et l'université (ou la grande Ecole) fréquentée (p.207) ! Certes dans ce cas elles ont la prudence et l'honnêteté de ne proposer qu'un "essai d'interprétation", mais cela conduit à ne manipuler l'ensemble de l'ouvrage que prudemment.

Ces réserves faites, l'ouvrage mérite de retenir l'attention.

Jean-Dominique DURAND

*Janine Mossuz-Lavau, Mariette Sineau, Enquête sur les femmes et la Politique en France, Paris, P.U.F., coll. recherches politiques, 1983, 280p.*

## ● Le commerce Est-Ouest de Claude Lachaux

Les contrats commerciaux avec l'Union Soviétique et les pays communistes d'Europe relèvent-ils plus de la politique que du commerce ? Tel est le thème du livre de Claude Lachaux qui ne se contente pas de rappeler des faits mais pose également les questions essentielles.

Après un exposé synthétique de l'environnement militaire et stratégique d'une part, des principales données chiffrées du commerce Est-Ouest d'autre part, l'auteur montre que les échanges entre le CAEM et l'OCDE sont fondés sur des rapports d'Etat à Etat, et sont essentiellement réalisés par les grandes entreprises occidentales. L'endettement des pays communistes, l'engagement financier des Gouvernements de l'Ouest qui accordent des conditions de crédit plus favorables que celles du marché, constituent désormais des obstacles à des relations commerciales déjà limitées par un embargo occidental discret, reposant sur un consensus international et non sur un véritable traité.

Aujourd'hui, le commerce Est-Ouest doit affronter certaines remises en cause. Les pays capitalistes vendent-ils, selon la formule de Lénine, la corde qui doit servir à les pendre, ce qui serait d'autant plus absurde qu'ils la

vendent à crédit ?

Des "lobbies" se sont constitués pour défendre les courants d'échanges avec les pays communistes, présentant comme argument principal que "si nous ne vendons pas, d'autres le feront". D'ailleurs, la reconnaissance, par le XXV<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste soviétique (1976), de la division internationale du travail devrait apaiser nos craintes. "Commerçons avec les soviétiques, disait Lloyd George, cela les civilisera".

Cependant, tandis que le bilan de la "Détente" a de quoi laisser sceptique, il est troublant que les dissidents soient unanimes pour condamner le commerce Est-Ouest.

Le livre de Claude Lachaux a le grand mérite de mettre en évidence le poids des intérêts particuliers et des idéologies dans les relations commerciales internationales. Sa conclusion, empruntée à Baudelaire est pessimiste : "le monde ne marche que par le malentendu car si, par malheur, on se comprenait, on ne pourrait jamais s'accorder"!

Bertrand ROSSERT

*Ed. PUF, coll. Que sais-je n° 2162*

## ● Les impératifs de défense : Une enquête internationale de Thierry Garcin

L'opinion française s'est lassée du débat sur les euro-projectiles, mais le livre de Thierry Garcin, publié au

printemps 1984, écrit au plus fort de l'affrontement de vues contradictoires, garde tout son intérêt. L'auteur



s'est en effet refusé au traitement par thèmes, dont certains sont devenus moins brûlants, de questions bien posées : quelle idée se fait-on dans les pays de l'alliance atlantique, ainsi qu'en France et en Espagne de la défense de l'Europe et de la sienne propre ? Quelle idée s'en fera-t-on ?

Le livre, modestement intitulé enquête, commence par un bref chapitre sur la France. Situation et brièveté justifiées : c'est le seul pays où la question de la défense, du territoire et de la communauté occidentale, n'a pas engendré de conflits graves mais une doctrine, oeuvre des Etats-majors, presque unanimement et intégralement acceptée. Thierry Garcin souligne toutefois l'évolution qui risque de conduire de l'indépendance prônée par Gaullistes et Communistes à l'interdépendance souhaitée par les "atlantistes de la droite", évolution dont témoignent la création d'une Force d'Action Rapide dépendant logistiquement de l'OTAN, et la conclusion atlantiste du sommet de Williamsburg où la bonne foi de M. Mitterrand n'aurait pas été aussi "surprise" que le voudrait M. Jobert !

A l'autre extrémité du livre, les Etats-Unis ; en dernier ressort, tout dépend d'eux, défense et sécurité. L'OTAN et la défense de l'Europe n'est que la moindre préoccupation d'une Amérique qui s'est donnée une doctrine (dite Rogers, de riposte graduée, suite à une guerre conventionnelle prolongée, en opposition radicale à la doctrine française de dissuasion de toute guerre européenne, future conventionnelle) et s'est "amarré" des alliés en acceptant de "coupler" son destin au leur. Bien plus présente, la préoccupation de ne pas s'attirer les foudres de l'ennemi : d'où les Salt quand on parlait de limitation, remplacés par les Start quand on parle de réduction ;

d'où aussi l'importance, pour l'opinion, que le Président renoue avec l'URSS. Très présent enfin, surtout dans les milieux politiques, le souci de ne plus reculer, où que ce soit dans le monde.

Entre les chapitres consacrés à la France et aux Etats-Unis, prend place l'analyse des situations rencontrées en Espagne, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en République fédérale allemande, en Grèce et en Turquie, situations chaque fois uniques qui donnent lieu à des débats spécifiques : l'Espagne n'est-elle pas en dehors de l'OTAN, la Grande-Bretagne maîtresse de sa force de frappe, les Pays-Bas un pays minuscule, l'Allemagne hantée par son histoire, la Grèce et la Turquie en pleine guerre froide ?

Thierry Garcin aurait pu ajouter un chapitre pour y examiner l'avenir du débat. Il a préféré émailler son livre de considérations qu'on peut résumer ainsi : en Amérique, tout semble figé dans une triple tentation d'isolationnisme, de recours à la doctrine Monroe et de manichéisme, avec toutefois l'amorce d'une réflexion sur sa mission et ses responsabilités ; en Europe, l'avenir, même pour une France doctrinaire, est bien flou, partagés que sont les esprits entre le neutralisme, le pacifisme, l'acceptation de finlandisation, le souci d'une défense proprement européenne et la volonté d'"ancrage" aux Etats-Unis.

C'est le mérite de Thierry Garcin de cerner la richesse du débat actuel sans laisser miroiter l'espoir d'une solution immédiate.

Philippe POULON

*Ed. Economica*

## ● La cause arménienne d'Yves Ternon

Rude tâche à laquelle s'est attelé le Docteur Yves Ternon dans "La Cause Arménienne" qui paraît aux éditions du Seuil ! Expliquer la question arménienne en partant de la préhistoire pour arriver à la situation actuelle, celle d'un peuple qui n'a plus de terre. Certes l'actualité répercute constamment, ou même amplifie le fracas des coups de feu et des explosions des "terroristes" arméniens. Il est donc souhaitable que ceux qui s'efforcent de comprendre puissent se référer à un ouvrage facilement accessible où ils pourront trouver l'essentiel des réponses à leur curiosité.

Dans un premier chapitre, en moins de trente pages, Yves Ternon brosse à grands traits vingt-six siècles d'histoire de l'Arménie, depuis l'Ourartou (civilisation qui a précédé celle des Arméniens entre le lac de Van et le mont Ararat) jusqu'au lendemain du grand massacre perpétré par les Turcs et qui a coûté la vie à 1.500.000 Arméniens sur une population estimée à 2.100.000 âmes. Le génocide presque parfait. C'est à l'évidence la partie la moins originale et la plus elliptique du livre. Non pas que

l'auteur ne s'y livre à une analyse très juste des grands courants historiques qui ont traversé l'Arménie, mais simplement parce qu'en si peu de pages il était impossible de faire ressentir tout ce que la civilisation arménienne a d'original, sa foi, sa langue, sa littérature, son art, ses traditions de vie quotidienne. N'est-ce pas autant pour sauvegarder tout cela que pour récupérer un territoire que luttent les Arméniens ? D'autre part, les souffrances du peuple arménien, notamment en 1915, sont traitées avec une pudeur - j'allais écrire un détachement - qui sied au scientifique, mais ne permet pas bien au lecteur non averti de comprendre la haine qui, plus d'un siècle plus tard, anime les Arméniens contre les Turcs.

A partir de 1917, Yves Ternon adopte une allure plus modérée. La période 1917-1923, marquée par la constitution de la Diaspora la création de l'Arménie Soviétique et, devant la résolution implacable de Moustapha Kémal, la dérobade des Puissances qui renoncent à exiger un Etat arménien indépendant sur le territoire

occupé naguère par les Arméniens sous l'Empire Ottoman, est rapportée de façon très claire.

C'est avec encore plus d'intérêt que l'on prend connaissance des pages consacrées à la soviétisation de l'Arménie, de 1921 à la deuxième guerre mondiale. Le processus qui a permis aux dirigeants de Moscou d'intégrer ce petit morceau d'Arménie à l'URSS est décrit sans complaisance. Il éclaire une partie mal connue de l'histoire contemporaine de l'Arménie.

Yves Ternon s'attache ensuite à la naissance et à l'évolution de la Fédération révolutionnaire arménienne, au parti Daschnak. Bien charpenté, extrêmement documenté, ce chapitre pourra peut-être paraître un peu fastidieux au lecteur moyen. Pour ceux qui s'intéressent plus à fond à la Cause arménienne, il servira, dans plus d'un cas, de référence.

En revanche, il y aurait sans doute plus à dire sur les Arméniens du Liban. Mais sur ce point la documentation manque ou se révèle difficile à rassembler. Il en va de même pour l'importante communauté arménienne d'Amérique, celle du Nord et celle du Sud.

Toute la dernière partie est consacrée à l'alternative "terroriste". Yves Ternon décrit avec beaucoup de pertinence la vitalité du nationalisme arménien. Il dresse un tableau récapitulatif très complet de tous les attentats qui ont jalonné les années 1975-1982. Il suit pas à pas le

développement de l'ASALA. Le seul petit reproche que je me permettrais de lui adresser est que, puisque cet ouvrage est publié à Paris, l'auteur aurait pu insister davantage sur le comportement et les réactions de la communauté arménienne de France à l'action de l'Asala. Mais là aussi une enquête approfondie fait défaut et la lecture des journaux arméniens publiés en France paraît insuffisante.

On ne peut que se rallier aux conclusions auxquelles parvient Yves Ternon. D'autre part la Turquie refuse de reconnaître le génocide arménien. Elle a réussi à vider les anciens territoires arméniens de leur population, à y installer de nouveaux habitants. Comment, dès lors, réclamer une terre habitée par d'autres ? D'autre part, l'Arménie Soviétique partage le destin de l'URSS, et l'on sait combien l'Union Soviétique contrôle ses nationalismes. D'un troisième côté, la Diaspora, menacée d'assimilation, réagit par sa base. Bon nombre de jeunes Arméniens ne se contentent plus d'associations philanthropiques, culturelles ou folkloriques. Ils approuvent le "combat", quand ils n'y participent pas de près ou de loin. Or le "terrorisme" ne peut mener qu'à une impasse. En dépit de tous ces aspects négatifs, l'espoir tenace habite les cœurs arméniens.

Gérard STEPHANESCO

*Edition du Seuil*

## **REVUE DES LIVRES ÉTRANGERS** *par Benoît Vermander*

*L'information sur les livres parus à l'étranger est la plupart du temps très parcellaire. L'importance des délais de traduction comme la politique souvent aberrante suivie en la matière handicapent davantage encore le lecteur français. "France-Forum" a donc décidé d'ouvrir une revue des livres étrangers, qui présentera des livres encore non traduits. Benoît Vermander ouvre aujourd'hui cette rubrique en rendant compte de quelques ouvrages parus récemment aux Etats-Unis.*

### ● **Les livres de la fondation Brookings**

"Brookings Institution" est l'une des meilleures institutions de recherche sur les problèmes économiques, sociaux et stratégiques des Etats-Unis. Assez proche des Démocrates, elle garde néanmoins une liberté de pensée de bon aloi. On a ainsi remarqué, à l'automne 1983 l'article dévastateur de Charles L. Schultze sur la politique industrielle : nous ne savons toujours pas, disait-il en substance, à quoi correspond une structure industrielle "performante". Il montrait, chiffres à l'appui, que la "désindustrialisation" était largement un mythe, que le rôle du MITI (Ministère de l'Industrie et de la Recherche) dans le succès japonais avait été largement surestimé, que la coordination industrielle étatique était le plus souvent inopérante, alors qu'était essentielle l'ac-

tion gouvernementale au niveau du rétablissement des grands équilibres, toutes assertions iconoclastes...

Brookings Institution a également mené un bilan des expériences européennes quant aux relations entre syndicalisme, stabilisation économique et politique des revenus. Difficile de résumer 705 pages d'une enquête méthodique, aux résultats contrastés. S'il y a conclusion cependant, elle est la suivante : plus est grande l'efficacité de la politique des revenus dans la réduction des salaires réels à haut niveau d'emploi, plus est petite l'augmentation du chômage nécessaire pour assurer le niveau désiré de salaire réel - en d'autres termes : plus grande l'efficacité de la politique des revenus, plus grande l'efficacité de

la déflation. Les auteurs notent cependant que l'acceptation d'une politique de déflation et de contrôle des salaires varie considérablement selon les pays et les syndicats. L'expérience disent-ils encore, a cependant convaincu les syndicalistes de l'existence d'une relation directe entre les salaires réels et le chômage, et cette leçon change déjà le visage de la négociation collective.

Sans que nous puissions ici nous y attarder, notons encore deux excellents précis sur les problèmes militaires de l'OTAN, le premier (Schwartz) étant à résonance

historique, le second (Steinbruner et Sigal) étant axé sur l'état de la "no-first-use question".

Schultz E Charles L. - "On Industrial Policy" - The Brookings Reviews - fall 1983, p. 3-12.

Flanagan R., Soskice D., Ulman L. - Unionism, Economic Stabilization and Income Policies : European Expérience - *Washington, B.I.*, 1983 705 p.

Swartz David N - NATO's Nuclear Dilemmas - *B.I.*, 1983, 270 p.

Steinbruner J., Sigal. L. - Alliance Sécurité : NATO and the No-First-Use Question - *B.I.*, 1983, 222p.

## ● David Apter : contre l'État

David Apter s'est fait connaître des spécialistes des problèmes du développement par des études comme *Ghana in Transition*, et *The Political Kingdom in Uganda*. *The Politics of Modernization* et *Choice and the Politics of Allocation* entendaient rendre compte de l'évolution des rôles et comportement dans les sociétés en développement et suggérer des modèles de modernisation alternatifs. *Against the State*, écrit en collaboration avec Nagayo Sawa, est pour sa part un examen serré du mouvement Sanrizuka contre le Nouvel Aéroport International de Tokyo. Au travers de la chronologie des conflits, de la biographie des membres du mouvement, de la description de la vie rurale ou de la rhétorique des groupuscules militants, les auteurs poursuivent un double but : mettre à jour la façon dont les membres du mouvement se représentent leur propre action ; s'interroger sur les mouvements extra-institutionnels, leurs rapports à la violence, les conséquences pour les modèles de développement et de démocratie à l'occidentale.

Du début des années soixante à 1979 environ, le mouvement Sanrizuka allait mobiliser des milliers de personnes autour d'environ 360 petites collectivités rurales menacées par l'implantation d'un nouvel aéroport aux environs de Tokyo. Des morts de policiers et d'étudiants, des actions de guérilla, la prise de la tour de contrôle en avril 1978, autant d'épisodes qui renforçaient le côté

dramatique de cette longue lutte. Apter et Sawa analysent avec une grande finesse les diverses traditions à l'oeuvre dans Sanrizuka : celle du "paysan-guerrier", les diverses variantes marxistes et anti-américaines, le christianisme fondamentalisme - l'ensemble uni contre cet éternel Protée : l'Etat. C'est une mythologie politique, qui, au fil des épisodes, se constitue et s'enrichit.

Les auteurs montrent bien la vulnérabilité des Etats devant ce type de contestation. Lorsque les fins des divers groupes sociaux sont irréductibles les unes aux autres, lorsque le consensus fondamental vole en éclats, lorsque les protestataires vont jusqu'à légitimer la violence - y a-t-il une réponse d'ordre démocratique, et laquelle ? Un problème qui n'intéresse pas les seuls japonais...

Le mérite de David Apter et de Nagayo Sawa est de faire apparaître la complexité des situations et des réponses au travers d'une étude de cas très fouillée, et qui prend en compte l'ensemble des points de vue et des réactions passionnelles. Un travail passionnant, très fécond, qui bénéficiera, espérons-le, d'une traduction française.

Apter David, Sawa Nagayo - *Against the State, politics and social protest in Japan* - Cambridge, mass : Harvard University Press, 1984 - 271 p., index -

## ● Leslie Derfler : présidents et parlements

C'est une histoire exhaustive des présidents français, de leurs pouvoirs et surtout de leurs relations avec le Parlement que nous donne ici Leslie Derfler. Il s'attache plus spécialement à quelques figures, parmi lesquels Thiers, Poincaré, et surtout Millerand (il a d'ailleurs déjà publié un livre sur ce dernier) (1). L'auteur met en lumière des continuités indéniables, dans le domaine des affaires étrangères et de la défense notamment, réduisant du même coup la portée de certaines affirmations des fondateurs de la V<sup>e</sup> République.

La tâche de Derfler n'était pas aisée : comparée à l'importance de la fonction présidentielle, la documenta-

tion est d'une pauvreté surprenante, surtout si on la compare aux archives publiques et privées de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, qui possèdent de quoi occuper plusieurs vies de chercheurs...

Il s'agit là d'un livre d'historien, d'un excellent ouvrage de synthèse, utile pour les lecteurs étrangers surtout. La conclusion prend un peu de distance par rapport au matériau traité : la France n'a jamais connu, dit l'auteur, de vrai système présidentiel - une revendication originellement issue de la droite conservatrice avant d'être reprise, dans un autre contexte, par les juristes démocrates formés par la Résistance. Les institutions de la V<sup>e</sup>

République, selon Derfler, offrent le plus formidable obstacle à l'établissement d'un tel régime. Nulle perspective de ce côté, à moins d'un improbable renforcement des pouvoirs législatifs. Les événements politiques à venir ont-ils quelque chance de donner tort à Leslie

Derfler ?...

*Derfler Leslie - Président and Parliament, a short history of the French presidency - Boca Raton : University Press of Florida, 1983 - 286 p., bibliogr. index.*

(1) *Alexandre Millerand : The Socialist Years - Mouton, 1977 -*

## ● *Arend Lijphart : démocraties*

Arend Lijphart nous donne ici le résultat d'une enquête, qui l'occupe depuis longtemps déjà, sur le fonctionnement des régimes démocratiques. Il s'agit d'un travail statistique systématique qui a pour but de caractériser le régime de 21 pays le long d'une échelle dont les deux extrêmes sont occupés par deux modèles "purs" : les modèles majoritaire (ou "westminsterien") et consensuel. Le second est fondé sur le principe suivant lequel le pouvoir politique doit être partagé au maximum ; en conséquence, on privilégiera les coalitions de partis dont aucun n'est majoritaire ; la division des chambres, le fédéralisme, le veto des minorités sont les extensions logiques de ce système, dont la Belgique et la Suisse nous offrent d'excellents exemples. La Grande-Bretagne, à l'inverse, représente le type même du mode de gouvernement majoritaire : cabinet formé du seul parti gagnant, exécutif prédominant, unicaméralisme, gouvernement unitaire et centralisé, constitution non-écrite... Lijphart s'attache ainsi à caractériser les dimensions logiques, prescriptives et empiriques des deux modèles, puis à en distinguer les sous-types.

Notons que la France est le cas qui fonctionne mal

-mais cela est devenu une habitude en science politique. Lijphart se sort un peu du problème en traitant la France comme deux cas séparés (IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques) - c'est un peu bancal, mais il a le mérite, au moins, de s'attaquer à la question, alors que des livres classiques (l'ouvrage de Douglas Rae par exemple, sur les conséquences politiques des lois électorales) l'avaient résolu en écartant tout bonnement la France du champ de leur étude... Même avec ces précautions, le résultat obtenu par Lijphart est douteux : placer la France IV<sup>e</sup> dans la variante "consensuelle-unitaire" entre Israël et le Danemark, et plus encore France V<sup>e</sup> dans le modèle consensuel pur avec la Belgique, l'Italie et les Pays-Bas ne convaincra pas tout le monde...

Tout cela n'entame pas l'intérêt de la tentative de Lijphart qui complète heureusement des réflexions théoriques plus ambitieuses sur la nature et les formes de la démocratie.

*Lijphart Arend - Democracies, patterns of majoritarian and consensus Government in twenty - one countries, New-Haven : Yale University Press 1984 - 229 p Index -*

## ● *Konrad et Szelenyi : le pouvoir intellectuel*

Si je signale ce livre, alors même qu'il date déjà de 1979, c'est pour son importance et son originalité : George Konrad et Ivan Szelenyi ont écrit ce livre en Hongrie avant que le second d'entre eux soit contraint à l'émigration. Il s'agit d'une étude sur le rôle et le pouvoir de l'intelligentsia sous le socialisme, dont les implications sont multiples et dépassent la portée du problème - déjà large - explicitement traité. Les auteurs reprennent tout d'abord, avec beaucoup de pénétration, la vieille question de la transcendance ou du caractère de classe des valeurs défendues par les intellectuels. Ils explicitent la distinction entre les caractères génériques et génétiques du rôle intellectuel, c'est-à-dire entre les fonctions permanentes qu'il assume et leur élaboration historique et contingente. La force de leur analyse consiste dans le retournement qu'ils opèrent des catégories marxistes : c'est avec elles qu'ils illustrent comment, dans les régimes socialistes, les intellectuels ont pu se constituer en une classe autonome, sous le couvert d'une bureaucratie agent de redistribution rationnelle (Konrad et Szelenyi font ici d'intéressantes distinctions historiques entre les différents pays d'Europe de l'Est). Ils s'interrogent en

conclusion sur le type de connaissance et de culture que cette classe intellectuelle dominante est à même de produire.

Outre l'intérêt du propos, la méthode même de Konrad et Szelenyi est séduisante : sociologique, analytique, elle sait allier la rigueur logique à la richesse de l'information. La littérature sur l'Europe de l'Est déçoit souvent par un caractère erratique et peu rigoureux. Ce livre-là fait exception.

*Konrad George, Szelenyi Ivan - The Intellectuals on the Road to Class Power - New-York : Harcourt Brace Jovanovitch, 1979 - 252 p.*

### Erratum

Dans l'article d'Henri Bourbon consacré à la mémoire de François de Menthon, il faut lire parmi les fondateurs du Mouvement de Résistance "Liberté" : François de Menthon, Pierre-Henri Teitgen, Alfred Coste-Floret, René Capitant, Edmond Michelet.



**Institut Européen des Affaires**

66, Champs-Élysées, 75008 PARIS - Tél. : 225.22.22

# La grande école du “Tour d’Europe”

## ● Notre vocation :

Après leur baccalauréat, former en 5 ans les étudiants à la vie des Affaires Internationales.

## ● Nos atouts :

### ● 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> Année : Cycle Préparatoire

Deux années de formation économique et juridique dans un cycle préparatoire intégré.

### ● 3<sup>e</sup> Année: La Grande Epreuve de l’I.E.A.

## le Tour d’Europe

mission professionnelle de 8 mois à travers 5 pays d’Europe ou du Monde.

### ● 4<sup>e</sup> et 5<sup>ème</sup> Année : Années de Formation Professionnelle Supérieure

2 années de spécialisation professionnelle permettant à l’étudiant d’acquérir un niveau de qualification objective pour une intégration immédiate dans la vie des affaires.

Chaque étudiant a un plan de formation strictement personnalisé.

Le titre d’Ancien Élève de l’I.E.A. est attribué à l’étudiant à l’issue de la soutenance publique d’une **Thèse Professionnelle** rédigée à partir d’une fonction tenue en entreprise publique ou privée au cours de la 5<sup>e</sup> Année.

L'existence d'une revue dépend du nombre de ses abonnés

## **Abonnez-vous – Diffusez France-Forum**

Abonnements de soutien

*FRANCE FORUM demande instamment à tous ceux qui comprennent leur effort de lui apporter leur appui en souscrivant un abonnement de soutien dont le prix minimum est fixé à 100 F*

**France-Forum, 6, rue Paul-Louis Courier, 75007 Paris**

Numéros spécimens gratuits sur demande

## **“ France-Forum ” est en vente dans les librairies suivantes :**

LIBRAIRIE DES EDITIONS OUVRIERES

9, rue Henri IV - LYON 2<sup>e</sup>

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES

30, rue Saint-Guillaume - PARIS 7<sup>e</sup>

LA MAISON DE LA PRESSE

68, rue de la République - 69 LYON 2<sup>e</sup>

LIBRAIRIE MONTCHRESTIEN

158, rue Saint-Jacques - PARIS 5<sup>e</sup>

LIBRAIRIE JULLIARD

229, Bd Saint-Germain - PARIS 7<sup>e</sup>

LIBRAIRIE HACHETTE de la Faculté

de Nanterre - 92 NANTERRE

LIBRAIRIE OMBRES BLANCHES

48, rue Gambetta - 31000 TOULOUSE

LIBRAIRIE DE L'UNIVERSITE

12 A, rue Nazareth - 13100 AIX EN PROVENCE

---

*Nous demandons à nos abonnés qui changent de domicile de bien vouloir nous indiquer leur nouvelle adresse sans omettre de mentionner leur ancienne adresse. Merci.*

---

# Théologies douteuses

par Étienne BORNE

**A**vancer que les théologies de la libération sont douteuses ne signifie pas qu'on va porter sur elles un jugement globalement négatif ; est douteux tout objet dont la nature est incertaine et les théologies de la libération sont douteuses en ce sens que dans cette expression, qui se réfère à un ensemble de textes divers de fond et de forme, le mot de théologie est pris dans un sens flottant, indéterminé et qui ne coïncide pas avec le concept classique de théologie. Et cependant, vécues avant d'être pensées dans les communautés de base en Amérique latine, les théologies de la libération ont le mérite de souligner, fût-ce en termes provocants, certains aspects du christianisme oubliés ou affadis.

Elles disent, ces théologies que n'est pas chrétienne une lâche résignation aux malheurs d'ici-bas dans l'attente des compensations de l'au-delà. Le christianisme porte en effet en lui une idée si exigeante de la justice qu'il rend plus insupportables les injustices de la terre. Dès lors qu'il y a "un soleil de justice" le mal est ressenti comme un "mystère d'iniquité" à combattre et à abolir.

Plus concrètement et non moins chrétiennement, les théologies de la libération font revivre l'intuition prophétique qui dans la Bible lie la révélation de Yahvé à la libération du peuple d'Israël ; sortir de la servitude égyptienne et connaître le vrai Dieu se conjuguent au long de l'itinéraire de Moïse entre le Buisson ardent et le Sinaï. Ces mêmes théologies de la libération redonnent vitalité à l'ouverture de l'évangile de Luc et au Magnificat, car la déposition et dépossession des puissants jointes à l'exaltation des humbles ne font pas seulement signe aux conversions du cœur et aux renversements célestes ; des paroles si révolutionnaires seraient insignifiantes si elles ne commençaient pas par troubler dans leur béatitude égoïste les heureux d'un monde dans lequel il ne faut pas dormir tant que sous des formes sournoises et rampantes, cyniques et diaboliques, "le mal y poursuit sa ronde", comme il est dit dans Platon.

Pas de théologies sans théologiens, et on saura gré aux théologiens de la libération qui ont pris en charge, en Amérique latine la misère des multitudes, de mettre l'accent sur l'option préférentielle pour les pauvres, caractéristique majeure du christianisme, et au demeurant fort traditionnelle puisqu'un Bossuet, qui n'était pas ami des nouveautés, consacrait un sermon à "l'éminente dignité des pauvres dans l'Eglise" : que les pauvres soient les juges des riches, les opprimés de leurs oppresseurs, les persécutés de leurs persécuteurs, Platon, encore lui, l'avait pressenti, l'évangile des béatitudes l'a confirmé. Peut-on alors porter au crédit des théologiens de la libération, une réfutation décisive des athéismes et antichristianisme cumulés de Marx et de Nietzsche qui ne voulaient voir dans le christianisme qu'une religion de faibles et de vaincus se consolant de leurs malheurs à force de rêveries opiacées ou de névroses de fuite ? La réponse ne va pas de soi.

Le doute, en effet, apparaît au moment où tel théologien de la libération accorde aux grands contempteurs du christia-

nisme et notamment à Marx qu'ils ont eu raison et continuent à avoir raison contre une Eglise instituée qui parce qu'elle est aussi un pouvoir serait complice de tous les autres pouvoirs et qu'il faudrait renouveler prophétiquement, évangéliquement pour qu'elle aille jusqu'au bout de cette option préférentielle pour les pauvres qui, privée de sa nécessaire dimension sociale et politique, ne serait qu'un alibi rhétorique de l'abstention et de l'impuissance.

Une théologie de la libération ainsi comprise généralise fort abusivement des situations propres à l'Amérique latine ; il arrive que là-bas des dictatures invoquent le christianisme pour servir de couverture spirituelle aux doctrines dites de sécurité nationale. Mais même si en tous temps et en tous lieux, la religion chrétienne avait "fonctionné" comme une idéologie en faveur de la conservation sociale et de la réaction politique, on ne réparerait pas une telle aberration en prêtant la main à un dévoilement symétrique, qui ferait "fonctionner" le christianisme comme une idéologie au bénéfice d'une politique révolutionnaire dont il n'est pas sûr qu'elle soit véritablement libératrice et qui pourrait bien, lorsqu'elle emporte de force le pouvoir, ne pas servir la cause des pauvres en remplaçant seulement une oppression par une autre.

Une théologie de la libération devient douteuse dès lors que sous prétexte de les rendre effectives et de les arracher à un idéalisme nébuleux, elle traduit de fortes intuitions chrétiennes dans un langage marxiste dont elles restent ensuite prisonnières. Car un langage n'est pas neutre, la pensée colle aux mots comme la chair vivante du héros à la tunique de la fable qui lui communique ses vertus ou ses poisons. Difficile de parler marxiste sans penser marxisme. L'argument usagé des "analyses marxistes" qui ne seraient que des outils d'autant plus nécessaires qu'ils pourraient se réclamer d'une scientificité propre aux sciences humaines, ne saurait convaincre que des esprits prévenus. Le concept précipité et passionnel de la lutte des classes, loin d'être un instrument d'analyse, a tous les traits d'une synthèse dogmatique, a priori, bref idéologique. Il est douteux que les pauvres fassent véritablement une classe, et surtout au sens marxiste de ce mot.

Ainsi risque-t-on d'égarer sur des chemins perdus la religion et la politique. Les théologies de la libération si elles n'interrompent pas de trop logiques pentes, seraient doublement douteuses : religieusement en faisant à la limite un christianisme seulement horizontal, et dont les grandes promesses ne seraient qu'une projection métaphorique des idéaux les plus propres à animer les luttes du temps et de la terre ; politiquement douteuses aussi, car ces théologies abuseraient de la Bible et de l'Evangile si, sous prétexte de rendre effective l'option préférentielle pour les pauvres, elles condamnaient les lents cheminements démocratiques au seul bénéfice des voies violentes et révolutionnaires. Incertitude capitale que ne saurait trancher l'équivoque présence de religieux dans le gouvernement marxisant et communiste du Nicaragua.